

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 95-96

Février-Mars 1993

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,  
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : France : 30 FF — Etranger : 35 FF  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.  
ISSN 0761 1285

**INSTITUT KURDE**, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : (1) 48 24 64 64 - Fax : 47 70 99 04

## Sommaire

- ❑ L'INSTITUT KURDE EST DEvenu UNE FONDATION RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE
- ❑ LE PKK DÉCLARE UN CEsSEZ-LE-FEU UNILATÉRAL
- ❑ VERS UNE OFFENSIVE IRANIENNE CONTRE LE KURDISTAN IRAKIEN ?
- ❑ DÉCOUVERTE DE NOUVEAUX CHARNIERS AU KURDISTAN IRAKIEN
- ❑ LA TURQUIE, L'IRAN ET LA SYRIE SE CONCERTENT A NOUVEAU SUR LE PROBLÈME KURDE
- ❑ GENÈVE : 17 O.N.G. DEMANDENT A LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DE L'O.N.U. D'AGIR POUR ASSURER LA PAIX ET LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME DANS LE KURDISTAN DE TURQUIE
- ❑ MEURTRES DE JOURNALISTES EN TURQUIE : UN RAPPORT DE REPORTERS SANS FRONTIÈRES
- ❑ HELSINKI WATCH DEMANDE A WASHINGTON DE CESSER TOUTE AIDE À LA TURQUIE
- ❑ AINSI QUE...
- ❑ CHRONIQUE DE LA GUERRE AU KURDISTAN DE TURQUIE
- ❑ EN BREF, LA REVUE DE PRESSE

---

### L'INSTITUT KURDE EST DEvenu UNE FONDATION RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE

**P**ar un décret du 2 mars du Premier ministre, publié dans le Journal officiel de la République française du 4 mars, l'Institut kurde de Paris est devenu une fondation reconnue d'utilité publique.

Cette reconnaissance intervient 10 ans après la création de l'Institut et couronne l'action multiforme lancée en

1987 pour assurer sa pérennité et son autonomie financière. Devenue propriétaire de ses locaux en octobre 1987, l'Institut kurde va désormais disposer d'une dotation financière lui assurant en toute circonstance un budget minimal garantissant sa survie. Par ailleurs, les dons à la fondation étant déductibles des impôts, l'Institut espère, grâce à ce nouveau et prestigieux statut juridique, bénéficier d'un sou-

tien accru tant de la communauté kurde qu'après des amis du peuple kurde.

Tout en passant du statut d'association à celui de fondation, l'Institut ne change ni de nom ni d'objectifs. Il sera dirigé par un conseil d'administration de 15 membres dont 2 représentants des pouvoirs publics. Un conseil culturel et scientifique contribuera à l'élaboration de ses programmes d'activités.

C'est la première fois qu'une institution kurde est reconnue d'utilité publique dans un pays européen. Une

assemblée générale extraordinaire des membres de l'Institut aura lieu le 11 avril pour désigner le conseil d'administration de la fondation et dissoudre l'association. Cet événement excep-

tionnel sera célébré par une fête réunissant les membres et les amis de l'Institut dans la soirée du 11 avril, au *Monde de l'Art*.

Ankara ne pourra plus se contenter de quelques vagues promesses sur la «reconnaissance de la réalité kurde» ou la «richesse de la mosaïque anatolienne». Selon un sondage réalisé par le quotidien *Hürriyet*, à peine 13% des Turcs pensent que la question kurde peut être réglée par des moyens militaires. Il faut donc procéder à une révision radicale de la politique d'assimilation, d'acculturation et d'écrasement menée depuis 1923 contre le peuple kurde et définir les bases d'une coexistence sur un pied d'égalité entre Kurdes et Turcs. En ce sens, l'option fédérative proposée à présent par l'ensemble des organisations kurdes et nombre d'intellectuels turcs mériterait un large

## LE PKK DÉCLARE UN CESSEZ-LE-FEU UNILATÉRAL

**A**bdullah Öcalan, dit Apo, chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) a déclaré mercredi 17 mars, au cours d'une conférence de presse tenue dans la Bekaa libanaise, un cessez-le-feu unilatéral du 20 mars au 15 avril. S'adressant à un auditoire formé d'une cinquantaine de journalistes turcs, arabes et occidentaux. A. Öcalan, assis aux côtés de J. Talabani, leader kurde irakien qui a joué un rôle d'intermédiaire entre les parties concernées, a exprimé le vœu que «cette trêve soit le début d'un processus de paix, d'amitié et de fraternité historique entre les Turcs et les Kurdes, qui sont fatigués du bain de sang». Affirmant vouloir «renoncer à la violence et poursuivre le combat par des moyens politiques à condition qu'on le laisse rentrer librement au Kurdistan (de Turquie) et que son parti soit légalisé», Apo a ajouté que pour le moment le PKK ne cherche pas à créer un Kurdistan indépendant. «Nous ne voulons pas nous séparer de la Turquie avec laquelle nous avons des liens économiques et historiques», a-t-il souligné.

L'annonce du cessez-le-feu a été accueillie avec soulagement par la population kurde très éprouvée, en particulier par la dernière année de la guerre. L'opinion turque, notamment les grands médias ont également réagi positivement à cette possible amorce de paix, invitant le gouvernement à mettre enfin en oeuvre des réformes en vue d'une solution politique du problème kurde.

Le premier test de ce climat de détente

a été la célébration sans incident majeur des traditionnelles fêtes du Nouvel An kurde, le 21 mars. Omniprésente, l'armée avait pour consigne de rester prudente et de n'ouvrir le feu que si elle était attaquée. De son côté, pour éviter toute provocation sanglante, la population un peu partout a fait preuve de discrétion et de retenue. Çà et là, on a même pu voir des officiels (préfets, officiers) participer aux festivités et aux danses d'un Nouvel An considéré, il y a un an encore, comme «portant atteinte à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale de la Turquie» et sévèrement réprimé. Cependant, le gouvernement se déclare officiellement «très sceptique» et refuse toute négociation avec «une organisation terroriste qui a fait couler tant de sang» dont il demande la «reddition». Prévoyant cette réaction, le chef du PKK avait indiqué que si le gouvernement turc souhaitait trouver une solution au problème kurde par le dialogue, il pourrait commencer à discuter avec des parlementaires kurdes.

La balle est assurément maintenant dans le camp turc qui, en raison du revirement spectaculaire du PKK, perd la plupart des arguments par lesquels il essayait de justifier la guerre au Kurdistan qui, depuis août 1984, a fait près de 6.000 victimes, dont 2.933 durant la seule année 1992 et qui a poussé 5 à 6 millions de Kurdes à quitter leurs terres ancestrales pour l'Anatolie occidentale. Face à une population kurde très politisée et à la vigilance croissante de l'opinion occidentale, en particulier des O.N.G.,

## VERS UNE OFFENSIVE IRANIENNE CONTRE LE KURDISTAN IRAKIEN ?

**L**e 13 mars, 6 avions de guerre iraniens ont bombardé plusieurs villages situés à l'intérieur de la zone de protection alliée le long de la frontière du Kurdistan irakien avec l'Iran. Selon le témoignage de l'équipe médicale de Médecins du Monde, et d'Aide Médicale Internationale présente sur les lieux, de nombreux civils kurdes irakiens et iraniens habitant dans la région ont été tués ou blessés lors de cette attaque, dont un patient hospitalisé. L'hôpital *Azadi* (Liberté) tenu par ces organisations humanitaires françaises a été endommagé mais, heureusement, les équipes médicales qui ont dû fuir la zone devant l'intensité des bombardements n'ont pas été touchées. Le Quartier général du PDK iranien, installé au Kurdistan irakien, a souffert d'importants dégâts au cours de ces raids aériens qui ont causé la mort de 4 combattants kurdes iraniens.

Ces raids ont été menés sous le nez de

débat dans le pays, y compris au Parlement. Le fossé profond creusé entre les deux communautés par tant d'années de guerres et de drames nécessite aussi l'adoption par Ankara d'une série de mesures destinées à établir un minimum de confiance indispensable pour toute amorce de dialogue et de recherche de solution politique. Le gouvernement turc aura, dans les semaines et mois à venir, à choisir entre la voie de la paix, qui sera sans doute longue et difficile, et celle de la poursuite de la guerre et de sa politique de négation des aspirations de la population kurde qui risque, elle, de conduire rapidement à une confrontation interethnique aux conséquences incalculables.

l'aviation alliée chargée de contrôler et de protéger l'espace aérien des régions kurdes situées au-dessus du 36ème parallèle. Téhéran n'ignore certes pas l'existence de cette zone de protection, ni la résolution 688 des Nations Unies qui est à l'origine de son institution. En guerre depuis août 1979 contre le mouvement kurde iranien, dont il a, à deux reprises, en juillet 1989 et en septembre 1992, fait assassiner les chefs, il semble s'arroger, à l'instar de la Turquie, un droit de suite sur le territoire du Kurdistan irakien. La compréhension dont Ankara a bénéficié de la part des Alliés lors de ses interventions armées au Kurdistan irakien semble inciter les Iraniens à agir de même. En ce sens, ces premiers raids aériens constituent un test. En cas d'indifférence ou de réaction molle de la part des Alliés, l'Iran pourrait se lancer dans des opérations d'envergure contre le Kurdistan irakien dont il n'apprécie guère l'indépendance de facto et le système démocratique. Ses menées déstabilisatrices (attentats, financement des groupes religieux, blocus économique, etc.) s'étant avérés jusqu'ici peu efficaces, la tentation d'intervenir militairement pour occuper une partie de la zone frontalière semble s'affirmer dans certains milieux

dirigeants de Téhéran, qui miseraient sur l'inaction de l'Occident très occupé actuellement par la situation dans l'ex-Yougoslavie.

A la suite de l'intervention de l'aviation iranienne, la réaction des Alliés a jusqu'ici consisté à exprimer de leur «préoccupation», ce qui n'est pas vraiment de nature à dissuader l'Iran.

De son côté, l'Internationale socialiste, dans un communiqué publié le 16 mars à Paris, a condamné fermement cette violation flagrante de la résolution 688 des Nations unies qui interdit tout survol de la zone de protection aérienne des forces alliées en Irak, et «demande aux autorités iraniennes de faire toute la lumière sur cette action injustifiable».

## DÉCOUVERTE DE NOUVEAUX CHARNIERS AU KURDISTAN IRAKIEN

Deux nouveaux charniers viennent d'être découverts près de la ville d'Arbil, au Kurdistan irakien, par les autorités kurdes, comprenant au total mille six cents cadavres. L'un des charniers, découvert dans l'enceinte de l'ancien quartier général du 5ème corps d'armée irakien, contenait les cadavres de soldats irakiens exécutés pour avoir refusé de participer à la guerre contre l'Iran (1980-1988) et à la répression contre les Kurdes. La plupart des soldats portaient encore les plaques militaires permettant de les identifier, et aucun des corps n'a été enterré conformément aux règles de l'Islam, précise le communiqué de l'Union patriotique du Kurdistan (U.P.K.).

Malgré l'effort des organisations kurdes et occidentales des droits de l'homme, des pans entiers des massacres perpétrés par les amis de Saddam Hussein durant les opérations dites d'Anfal (équivalent irakien de solution finale) restent encore dans l'ombre. Des archives irakiennes saisies par la résistance kurde et transférées aux Etats-Unis aux fins d'exploitation par des chercheurs, commencent à être dépouillées. Se basant sur cette documentation, *Middle East Watch* vient de publier une première étude intitulée *The Anfal Campaign : The Destruction of Koreme*.

Il reste encore beaucoup à faire pour

faire la lumière sur les 182.000 disparus de cette entreprise d'extermination de Kurdes irakiens.

Par ailleurs, le 12 mars, le village kurde d'Awina, situé à 37 km au sud-ouest d'Arbil a subi l'attaque d'un groupe d'environ 400 agresseurs irakiens armés, traversant les lignes de l'armée irakienne à bord de camions et de pick-up. Les assaillants, soutenus par des tirs d'artillerie irakienne et appartenant en grande partie à la tribu Lahib, dont le chef, Taha Muhamed Shada, est un proche auxiliaire du ministre irakien de la Défense, Ali Hassan Al-Majid, surnommé le «bourreau du Kurdistan», ont cherché à terroriser la population civile en pillant et incendiant les maisons et en mitraillant ses habitants. Selon un premier bilan établi par les autorités kurdes 17 civils kurdes, dont 7 enfants et 5 femmes, ont été abattus et une dizaine d'enfants grièvement blessés au cours de ce massacre.

Dans une lettre adressée le 13 mars au secrétaire général de l'O.N.U., les leaders kurdes M. Barzani et J. Talabani qualifient ce massacre d'acte de «purification ethnique perpétré par ou à l'instigation du gouvernement irakien dans le but génocidaire d'expulser les Kurdes de leurs territoires historiques». Les chefs kurdes indiquent que «les attaques contre les villages kurdes adjacents à la zone sous

contrôle irakien sont devenues monnaie courante» et que «au cours des deux années consécutives à la Guerre du Golfe, les autorités irakiennes ont expulsé quelques trois cent mille Kurdes et Turcomans de leurs foyers dans la région de Kirkouk. Ces gens sont maintenant réfugiés dans la région kurde». Les leaders kurdes prient le secrétaire général de porter les violations flagrantes de la résolution 688 à l'attention du Conseil de Sécurité et de prendre des

mesures appropriées pour mettre enfin un terme aux agressions répétées contre le peuple du Kurdistan irakien.

Le massacre d'Awina a suscité une vive émotion au sein de la population kurde qui a manifesté sa colère et son indignation dans des manifestations dont la plus importante s'est déroulée le 23 mars à Arbil, siège du gouvernement kurde irakien.

logue avec les représentants légitimes du peuple kurde, afin de mettre sur pied un ensemble de mesures transitoires conduisant à la consultation libre de la population sur son sort.

Nous rappelons que dans cette situation comme dans tant d'autres, il n'y a aucune solution concevable en dehors de l'autodétermination. (...).

Les ONG signataires sont:

Centre Europe-Tiers Monde (CETIM), Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP), Ligue Internationale pour les Droits et la Libération des Peuples (LIDLIP), Confédération Mondiale du Travail (CMT), Association Américaine de Juristes (AAJ), World University Service (WUS), Fédération Syndicale Mondiale (FSM), Organisation Mondiale contre la Torture (OMCT), Mouvement international pour l'Union fraternelle entre les races et les peuples, Association Internationale des Juristes Démocrates (AIJD), Fédération latino-américaine des associations des familles des détenus disparus (FEDEFAM), International Educational Development (EID), Service Paix et Justice en Amérique latine (SERPAJ), Conseil international des Traités indiens, Pax Christi International, Union des Juristes arabes, Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique (FMJD).

Deux autres O.N.G., la Fondation France-Libertés et la Fédération Internationale des droits de l'homme (F.I.D.H), sont intervenues le 15 février devant la Commission des droits de l'homme pour témoigner du sort du peuple kurde en Iran, en Turquie et en Irak. Voici les principaux extraits de cette intervention commune :

En ce qui concerne l'Iran, la Fondation France-Libertés et la Fédération Internationale des Droits de l'Homme dénoncent une nouvelle forme de répression d'Etat systématique qui est apparue durant ces dernières années, je veux parler des assassinats d'opposants iraniens réfugiés à l'étranger. Abdul Rahman GHASSEMLOU, Abdul Rahman

---

## GENÈVE : 17 O.N.G. DEMANDENT A LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DE L'O.N.U. D'AGIR POUR ASSURER LA PAIX ET LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME DANS LE KURDISTAN DE TURQUIE

17 organisations non gouvernementales (O.N.G.), présentes à la 49ème session de la Commission des droits de l'homme de l'O.N.U., ont lancé le 8 mars un appel commun aux Nations unies en faveur de la paix et du respect des droits de l'homme au Kurdistan de Turquie, dont nous reproduisons ci-dessous les principaux passages.

Une quinzaine d'ONG participant à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (44ème session) en août 1992, avait publié une déclaration commune.

La situation en Turquie orientale ne s'est pas améliorée depuis. Une déclaration publique (15 décembre 1992) du «Comité européen pour la Prévention de la Torture» (CPT) a récemment mis en lumière les aspects les plus terribles de la répression qui sévit dans les 13 vilayets (provinces), dans lesquels l'état d'exception a aboli les garanties fondamentales (en particulier l'application de la Convention européenne des droits de l'homme y est «suspendue» en vertu de l'article 15 de ladite Convention. Toutefois, les protections de droit à la vie et l'interdiction de la torture et traitements inhumains et

dégradants sont des droits indérogeables). Rappelons aussi l'important rapport d'Amnesty International (novembre 1992), qui décrit minutieusement tous les aspects de cette répression, à savoir: exécutions sommaires, arrestations arbitraires, tortures systématiques, etc.

On ne peut indéfiniment reculer la solution de ce problème, qui a déjà coûté la vie à des milliers de personnes, détruit des villes et des villages, dévasté l'agriculture, jeté des centaines de milliers de Kurdes sur les routes de l'émigration. La Commission des droits de l'homme doit jouer un rôle décisif dans l'évolution de la situation vers la paix. C'est pourquoi nous, les Organisations non gouvernementales soussignées, lui demandons de faire appel à la Turquie pour obtenir :

1- la cessation de la répression policière et militaire, la libération des prisonniers politiques, le rétablissement de la légalité dans l'ensemble du territoire de l'Etat.

2- le respect de la liberté de la presse et de tous les médias, en langue kurde comme en turc, et l'autorisation des institutions culturelles kurdes.

3- l'engagement d'un processus de dia-

BOROUMAND, Kazem RADJAVI, Chapour BAKHTLAR, Ali Akbar GHORBANI, Fattah ABDOLI, Sadegh SHARAFKANDI, pour ne citer qu'eux, la liste est longue de ceux qui ont disparu ou ont été assassinés ces dernières années.

Etant donné la qualité des personnes assassinées, qui ont toutes en commun un militantisme actif dans l'opposition iranienne, et au vu des conclusions convergentes des enquêtes policières, un constat s'impose: celui d'un plan concerté d'élimination de ces opposants par l'Etat iranien, plan dont les dirigeants font état publiquement.

Des mesures politiques et judiciaires doivent être prises pour mettre un terme à cette répression d'Etat en particulier dans les pays européens dont la vocation de terre d'asile les engageant auprès de ceux qu'ils accueillent.

Aussi, nous demandons, Monsieur le Président:

1. Que les Etats sur les territoires desquels ont lieu ces exactions, jugent et condamnent tous les individus responsables de ces actions criminelles et prennent les mesures de rétorsion appropriées à l'encontre de l'Etat fautif.

2. Que cesse la politique de complaisance vis-à-vis des Etats qui pratiquent le terrorisme international comme l'Iran et qu'une condamnation claire soit prononcée par la communauté internationale.

3. Que soient appliquées fermement toutes les sanctions nécessaires vis-à-vis de l'Iran pour que ne se reproduisent plus ces crimes terroristes.

Monsieur le Président,

A propos de la Turquie, plus personne n'ignore, ni ne sous-estime, à l'exception du gouvernement turc la gravité de la situation des droits de l'homme dans le sud-est de ce pays.

Plus personne non plus ne nie l'impunité

dont semble bénéficier le gouvernement turc, en dépit des rapports constants et accablants des principales organisations des droits de l'homme (Amnesty International, FIDH, Helsinki Watch, etc.).

Les raisons géo-politiques qui expliquent cette situation sont connues, le gouvernement turc en tire le meilleur profit, grâce également à une habile politique de désinformation.

La situation des personnes détenues n'a jamais été aussi dramatique, les cas de «suicides» en garde à vue sont multiples, par exemple M. Burhan Serikli et M. Agit Salman pendant l'année 1992.

En effet, l'enquête menée par l'organisation des droits de l'homme a révélé que M. Burhan Serikli a été assassiné sous la torture à l'unité militaire de commandos à Batman, et M. Agit Salman fut assassiné durant sa garde à vue à Adana.

Le nombre des personnes disparues après leur arrestation par les services de sécurité est en très nette augmentation depuis plusieurs mois. Contrairement à ses promesses, le gouvernement turc n'a pris aucune disposition significative susceptible de restaurer un tant soit peu l'état de droit en Turquie.

La loi modifiant le code de procédure pénale, adoptée le 18 novembre 1992, maintient la garde à vue à trente jours pour les crimes collectifs dans les treize provinces de la Turquie soumises à l'état d'urgence (personne n'est dupe de ce que la dénomination «crime collectif» permet pour la très grande majorité des infractions faire de ce qui devrait être une exception à la règle).

Contrairement aux promesses faites, l'article 15 de la loi du 12 avril 1991 (qui organise à lui seul une véritable impunité légale) n'a pas été supprimé. Le projet de création d'une cour d'appel qui devait servir d'intermédiaire entre les tribunaux locaux et la cour de cassation a été reporté. Les décrets-lois n°424 et 425 entrés en vigueur en avril 1991, qui empêchent tout recours en justice contre les fonctionnaires de l'Etat, n'ont pas été abro-

gés.

C'est pourquoi la Turquie n'est pas revenue sur la notification faite au secrétaire général du Conseil de l'Europe, aux fins de déroger aux obligations inscrites dans les articles 5, 6, 8, 10, 11 et 13 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme.

Le dysfonctionnement de l'administration de la justice résulte, non seulement de l'utilisation à plein régime des tribunaux de sûreté de l'Etat, mais également de l'extrême difficulté dans laquelle se trouvent les avocats d'exercer leur mission. En effet, les avocats exerçant dans la région de Diyarbakir, le font de plus en plus au péril de leur vie. Les organisations internationales des droits de l'homme sont intervenues récemment auprès du gouvernement turc pour que cessent les menaces de mort à l'encontre de maître Feyzi Veznedaroglu, Président de l'association des droits de l'homme de Diyarbakir.

Si rien n'est fait pour contraindre le gouvernement turc à prendre les mesures qui s'imposent, des avocats vont tomber sous les balles des escadrons de la mort dans les mois à venir.

Ces dernières semaines, des témoignages concordants démontrent que le rythme des exécutions sommaires de civils kurdes s'est accéléré. En effet, des journalistes, des médecins, des étudiants ont été récemment assassinés et notamment M. Taranci (journal Gerçek), le 20 novembre 1992.

Si les exactions du PKK doivent être condamnées et notamment les assassinats de chefs de villages suspectés de collaboration, force est de reconnaître:

— d'une part, que le PKK n'a jamais pris pour cible les civils turcs, c'est d'ailleurs ce que reconnaît le professeur Mahir Kaynak, ancien haut responsable des services secrets turcs dans le quotidien Hürriyet du 4 octobre 1992.

— d'autre part, que ces exactions ne sauraient servir indéfiniment d'alibi au gouvernement turc pour masquer, sinon justifier les très graves violations des droits de l'homme dont il est responsable.

Monsieur le Président, la situation aujourd'hui est tout à fait alarmante. A l'heure de la présentation de ce texte, un procès est en cours devant la cour constitutionnelle d'Ankara aux fins de voir déclarer anticonstitutionnel le HEP (Parti des Travailleurs), seul parti légal et légitime représentant des millions d'électeurs de la société civile kurde.

Si le parti HEP était déclaré illégal, le découragement de la population risquerait d'être à son comble et les perspectives de dialogue s'effondreraient au profit de la résolution du conflit dans la région par la violence.

Par ailleurs, le procureur général à Ankara a déjà annoncé que seraient requises des condamnations à mort à l'encontre des députés du HEP qui auront perdu dans cette hypothèse leur immunité parlementaire.

C'est dans ces conditions, Monsieur le Président, au nom de la Fondation Danielle Mitterrand - France-Libertés et au nom de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme, que je prie la Sous-Commission de bien vouloir prendre toutes les mesures qu'impose l'extrême détérioration de la situation dans le sud-est de la Turquie, favorisée par le sentiment d'impunité évident du gouvernement turc aujourd'hui.

En ce qui concerne l'Irak, à travers notre expérience de l'action humanitaire durant plusieurs années dans la région kurde, nous avons pu constater à quel point les droits de l'homme ont été bafoués par le gouvernement irakien et bien avant le vote de la résolution 688, à l'époque où la région kurde était de fait zone interdite.

Comme d'autres organisations, nous avons recueilli les preuves formelles de massacres à grande échelle (ce que le gouvernement irakien a appelé les opérations d'Anfal) à l'encontre de la population kurde. Ces massacres, ajoutés aux nombreux autres exemples relevés de violations massives et flagrantes des droits de l'homme, sont d'une ampleur telle que se pose la question de la définition de ces actes comme génocide, tel qu'il est défini

par l'article 2 de la convention du 9 décembre 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide. D'après le rapport de l'association Avre, association pour les victimes de la répression qui a enquêté sur place, l'accumulation des traumatismes psychologiques subis par la population kurde est telle que se pose un grave problème de santé publique.

D'autre part, malgré la condamnation par la communauté internationale et le vote de la résolution 688, le gouvernement irakien a toujours poursuivi sa politique de répression envers la population civile (en particulier kurde et chiite). Rappelons simplement les déplacements forcés dans la région de Kirkouk, l'embargo imposé à la région kurde depuis plus d'un an, les menaces et attentats à l'encontre des populations kurdes et des membres des organisations humanitaires. La résolution 688 n'a jamais été acceptée par l'Irak

: preuves en sont les difficiles négociations concernant les Memorandum of Understanding (MOU) par l'ONU dont l'interprétation et l'application ont fini par aboutir à un blocage presque total de l'aide humanitaire destinée à cette région.

Aussi, nous demandons, Monsieur le Président :

1 - la mise en place par l'ONU d'un protectorat sur toute l'étendue de la région kurde, y compris celle qui s'étend au-delà du 36ème parallèle, sous peine de voir se reproduire de nouvelles exactions massives entraînant un exode aussi dramatique que celui survenu en 1991.

2 - que soit reconnu par la communauté internationale le génocide perpétré à l'encontre de la population kurde irakienne et que soient jugées et condamnées les personnes responsables.

## LA TURQUIE, L'IRAN ET LA SYRIE SE CONCERTENT A NOUVEAU SUR LE PROBLÈME KURDE

Les ministres des Affaires étrangères turc, M. Hikmet Çetin, syrien, M. Farouk Al Chareh et iranien, M. Ali Akbar Velayati se sont réunis le 10 février à Damas pour des consultations sur la situation au Kurdistan irakien. La proclamation en octobre dernier d'un Etat fédéré kurde dans la zone sous protection alliée inquiète ces trois Etats en butte à des revendications de leurs propres communautés kurdes. Au-delà des conflits d'intérêts qui peuvent les opposer, ils essaient, depuis un peu plus d'un an, de définir une politique commune pour contenir et si possible étouffer le mouvement kurde. La Turquie, qui fut à l'origine des précédents pactes anti-kurdes de Saadabad (1937) et de Bagdad (1954), déploie beaucoup de zèle pour convaincre ses voisins syrien et iranien de la gravité du «péril

séparatiste kurde». Le nouveau contexte international n'est certes pas favorable à une intervention militaire conjointe de ces trois Etats contre le Kurdistan irakien. Ceux-ci se contentent, dans leur communiqué final, de «réitérer leur attachement à l'intégrité territoriale de l'Irak». Tout en «incitant le gouvernement irakien à obtempérer aux résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU», ces pays estiment que le peuple irakien «ne devrait pas être soumis indéfiniment à des sanctions par la faute du régime de Bagdad».

Résumant les conclusions de ces consultations tripartites, M. Al Chareh, ministre syrien des Affaires étrangères a déclaré : «Notre réunion est un message à ceux qui peuvent influencer sur l'unité de l'Irak, mais nous n'avons pas l'intention de prendre des mesures militaires».

En agitant l'épouvantail du «séparatisme kurde» et en multipliant ce genre de consultations entre les Etats confrontés au problème kurde, le gouvernement de M. Démirel cherche à la fois à obtenir de ses voisins de

mettre un terme à leur soutien au PKK et à signifier aux pays occidentaux que leur politique kurde doit tenir compte des intérêts de ces puissances régionales.

les autorités en charge de l'état d'urgence, cela en raison, lui a-t-on expliqué, de la visite d'un membre du gouvernement dans la région. Elle estime cependant que les éléments en sa possession lui suffisent.

Parmi les documents cités dans ce rapport figurent :

— Le mémorandum d'une mission d'enquête effectuée en septembre 1992 par Andrew YURKOVSKY, pour le *Committee to Protect Journalists* (association américaine).

— Le compte-rendu d'une mission d'enquête effectuée en septembre 1992 par la *Fédération Internationale des Droites de l'Homme* (FIDH).

— Les communiqués et le rapport semestriel du premier semestre 1992 de la *Fondation des Droites de l'Homme de Turquie* (Türkiye İnsan Hakları Vakfı, TIHV).

— Le rapport de la mission d'enquête effectuée en août 1992 par le Conseil de la presse (Basın Konseyi, BK).

## MEURTRES DE JOURNALISTES EN TURQUIE, UN RAPPORT DE REPORTERS SANS FRONTIÈRES

L'Association *Reporters sans Frontières* (RSF), vient de publier un «Rapport sur les meurtres de journalistes et les pressions à l'encontre de la presse turque». Présentant les conclusions d'une mission d'investigation, ce texte de 64 pages intitulé «L'intimidation», comporte de nombreux documents et témoignages sur les meurtres de 13 journalistes, dont 12 Kurdes, commis en 1992 en Turquie. Nous reproduisons ci-dessous le résumé établi par RSF (le texte intégral du rapport peut être commandé auprès de RSF, C.P. 162, 1010 Lausanne 10, Suisse) :

### LA MISSION

Lors d'un entretien avec l'ambassadeur de Turquie à Paris en septembre 1992, la section française de l'association de journalistes *Reporters sans Frontières* (RSF) proposait d'envoyer une mission internationale dans ce pays, afin d'enquêter sur une série de meurtres dont nos confrères ont été les victimes. La proposition a été accueillie favorablement par les autorités turques.

La délégation a été formée de deux journalistes suisses et d'un journaliste allemand, auxquels leurs employeurs ont bien voulu accorder un congé particulier: - Alain Maillard, L'Hebdo, Lausanne ;

- Ersan Arsever, Télévision suisse romande, Genève; - Axel Veiel, Stuttgarter Zeitung, Stuttgart. Les

traductions du turc ont été assurées par Ersan Arsever.

Elle s'est rendue en Turquie du dimanche 10 au jeudi 21 janvier 1993. Elle a séjourné du 10 au 14 à Istanbul (centre de la presse turque), du 14 au 17 à Diyarbakir (sud-est), et du 17 au 21 à Ankara (capitale).

La mission d'enquête s'est donnée pour buts:

— d'éclaircir les circonstances dans lesquelles 13 journalistes sont morts en Turquie en 1992, le nombre le plus élevé au monde; s'ils étaient bien des journalistes tués dans l'exercice de leurs fonctions, et pourquoi les meurtriers restaient impunis;

— de recueillir des précisions sur les conditions de travail des journalistes en Turquie, en particulier dans le sud-est du pays, et sur le cadre légal dans lequel travaille la presse turque.

Elle a eu 22 entretiens formels, organisés de sa propre initiative ou celle des autorités: 6 avec les organisations professionnelles de presse, 8 avec des journaux et des journalistes, 4 avec des avocats et des défenseurs des droits de l'homme, et 4 avec des représentants du gouvernement. Elle a par ailleurs eu des entretiens informels, entendu des témoignages spontanés et recueilli une abondante documentation.

Elle regrette de n'avoir pu rencontrer à Diyarbakir, en dépit d'une demande formulée plus d'un mois auparavant,

### RÉSUMÉ

1. Ayant pu constater qu'ils étaient bien les auteurs d'articles publiés par des organes de presse, et en l'absence de preuves d'une activité violente, nous estimons que les treize tués doivent bien être considérés comme des journalistes.

2. Il restait à déterminer s'ils avaient été tués en raison de leurs activités de journaliste, et à tenter d'établir les responsabilités de ces meurtres. En l'absence de preuves irréfutables, il n'est pas possible de donner des réponses dénuées du moindre doute. Ceci vaut aussi pour les deux cas où des suspects, membres du Hizbullah, ont été arrêtés par la police (dans l'attente d'un jugement, les détails de l'instruction ne nous ont pas été communiqués).

3. Néanmoins, nous considérons que, dans certains cas, nous disposons d'un faisceau d'éléments suffisant pour avoir de très fortes présomptions. Celles-ci sont les suivantes:

— Deux journalistes au moins ont été

tués par le PKK, parti indépendantiste kurde qui recourt à la lutte armée. L'un des deux a été accusé d'informer la police; le motif du meurtre ne paraît donc pas lié à son activité (antérieure) de journaliste. L'autre a été tué dans le cadre d'une attaque dans sa bourgade; vraisemblablement, sa fonction lui a valu d'être tué.

— Quatre journalistes au moins ont été tués en raison de leur activité de journaliste et avec une implication directe ou indirecte des forces de l'ordre. L'identité des tueurs fait l'objet de diverses hypothèses: contre-guérilla, Hizbullah, groupes paramilitaires. Mais nous sommes convaincus qu'il y avait au moins complicité, sinon participation de membres des forces de l'ordre.

— Dans les sept autres cas, il peut exister des éléments de présomption, fondés sur des témoignages, mais la mission estime qu'ils ne suffisent pas en tant que tels.

4. Néanmoins, la délégation estime que ses présomptions à l'encontre de membres des forces de sécurité sont renforcées par les nombreux exemples et témoignages d'autres pressions que subissent les journalistes et les journaux dans cette région: entraves aux déplacements, violences physiques, menaces, camions et kiosques brûlés, etc.

Nous avons été particulièrement alarmés par les meurtres récents de trois vendeurs et distributeurs de presse, tous menacés auparavant s'ils ne cessaient pas de vendre certains journaux. Un vendeur a été l'objet d'un attentat au cours de notre séjour et ses proches nous ont informés de menaces proférées par un commissaire de police.

5. Ces morts de journalistes se situent dans un contexte de violence croissante à l'égard de civils. Des centaines de personnalités de la société civile kurde ont été assassinées de façon similaire, par des tueurs mystérieux et jamais retrouvés. Les autorités blâment «le terrorisme» et lui seul, avec ses rivalités et ses règlements de comptes. Ce blâme

exclusif ne nous a pas convaincus, et cela d'autant moins que — nous l'avons observé à plusieurs reprises — les autorités turques se refusent tout simplement à entrer en matière sur toute accusation précise, quelle qu'elle soit, dont ses forces peuvent être l'objet.

6. Nous avons constaté et saluons la grande liberté d'expression dont bénéficie la presse de large audience. De plus, nous avons constaté que plusieurs publications donnent abondamment le point de vue du PKK. Ce n'est pas le moindre des paradoxes de ce pays d'autoriser la parution de publications très proches d'une organisation considérée comme terroriste. Cependant, celles-ci font l'objet d'un harcèlement juridique constant, notamment par de fréquentes saisies. La procédure est légale, mais se fonde sur des lois limitant abusivement la liberté d'expression. Il existe encore tout un arsenal de lois répressives; 152 de leurs articles peuvent être employés contre la presse.

7. Nous prenons acte avec satisfaction de la réforme prévue de la loi sur la presse, mais la jugeons très insuffisante. Nous estimons en particulier que les

articles 6 et 8 de la «loi anti-terreur» d'avril 1991, qui punissent de façon vague toute propagande séparatiste, doivent être supprimés.

#### Liste de journalistes tués en Turquie

Le quotidien *Cumhuriyet* a publié fin janvier une liste des journalistes tués depuis que la presse existe en Turquie. Le nombre total est de 34. Treize d'entre eux, soit plus du tiers, ont été tués en 1992; 1891: Zeki Bey, 1909: Hasan Fehmi Bey, 1910: Ahmet Samim, Huseyin Hilmi Bey, 1919: Osman Nevres, 1920: Hasan Tahsin, 1930: Hikmet Sevket, 1974: Adem Yavuz, 1978: Ali Ihsan Özgür, 1979: Abdi Ipekçi, İlhan Darendelioglu, 1980: Ismail Gerçek, Umit Kaftancioglu, Muzaffer Fevzioglu, Recai Unal, 1988: Mevlut Isik, 1989: Sami Basaran, Kamil Basaran, 1990: Çetin Emeç, Turan Dursun, 1992: Halit Gungen, Cengiz Altun, İzzet Kezer, Bulent Ulku, Mecit Akgun, Hafız Akdemir, Çetin Ababay, Yahya Orhan, Huseyin Deniz, Musa Anter, Yasar Aktay, Hatip Kapçak, Namik Taranci, 1993 (janvier): Ugur Mumcu. (...).

---

### HELSINKI WATCH DEMANDE A WASHINGTON DE CESSER TOUTE AIDE À LA TURQUIE

**L**a dégradation de la situation au Kurdistan de Turquie continue de préoccuper l'opinion publique internationale, en particulier les organisations de défense des droits de l'homme. *Helsinki Watch*, section de l'organisation américaine *Human Rights Watch* spécialisée sur les pays ayant signé l'Acte Final de Helsinki a rendu public fin mars un nouveau rapport intitulé: «*The Kurds of Turkey: Killings, Disappearances and Torture*» (Les Kurdes de Turquie: tueries disparitions et torture). En conclusion de ce

rapport accablant de 59 p., l'organisation humanitaire demande au gouvernement américain de condamner publiquement les violations des droits de l'homme perpétrées en Turquie, de stopper toute aide militaire, toute assistance de sécurité à la Turquie jusqu'au moment où la Turquie ne commette plus de violations massives des droits de l'homme ou de déclarer clairement, comme cela est requis par la *Section 502P du Foreign Assistance Act*, quelles circonstances extraordinaire et de sécurité à la Turquie à la lumière de ses violations massives des

droits de l'homme. *Helsinki Watch* rappelle qu'en 1992 la Turquie a continué d'être le troisième récipiendaire, important de l'aide américaine avec des dons de \$578 millions en assistance militaire et fonds de soutien économique. Voici le résumé de ce rapport tel qu'il a été élaboré par *Helsinki Watch* :

*New York, le 18 mars 1993* - D'après un rapport publié par *Helsinki Watch*, branche de *Human Rights Watch*, organisation pour la protection et la promotion des droits de l'homme, les meurtres de Kurdes turcs par les forces de sécurité turques ont augmenté depuis l'arrivée au pouvoir du Premier ministre Suleyman Demirel et de son gouvernement, ainsi que les disparitions, les assassinats mystérieux et les cas de torture sauvage.

En raison des violations flagrantes et répétées des droits de l'homme par la Turquie, *Helsinki Watch* recommande aux Etats-Unis de cesser toute assistance militaire et de sécurité à la Turquie jusqu'à ce que la Turquie change d'attitude, ou de définir clairement, comme l'exige la Section 5.028 du *Foreign Assistance Act*, quelles sont les circonstances exceptionnelles justifiant l'octroi d'une telle aide.

Le rapport d'*Helsinki Watch* appelle le gouvernement turc à observer le droit humanitaire international lors de ses opérations militaires dans le Sud-Est de la Turquie, à observer les lois et les normes internationales lors de ses raids dans le Sud-Est de la Turquie sur des habitations abritant de supposés "terroristes", à cesser d'utiliser la force meurtrière contre des manifestants pacifiques, à punir les membres des forces de sécurité coupables d'avoir tué, sans la moindre justification, des civils lors de manifestations, à mettre fin à la torture dans les centres d'interrogatoire et à poursuivre les tortionnaires.

Le rapport d'*Helsinki Watch* condamne également l'emploi de la violence par le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) contre des civils kurdes et

appelle le PKK à mettre fin à ces abus et à observer promptement et scrupuleusement le droit humanitaire international - les lois de la guerre.

Le rapport de 58 pages, intitulé "Les Kurdes de Turquie: Meurtres, Disparitions et Torture", condamne le gouvernement turc pour ne pas avoir tenu les nombreuses promesses qu'il avait faites lors de son arrivée au pouvoir. Parmi ces promesses figuraient les suivantes: "reconnaître la réalité kurde" dans le Sud-Est de la Turquie, mettre fin à la torture, modifier la Constitution et amender les lois turques afin de les rendre conformes aux lois et aux normes internationales des droits de l'homme, abolir l'interdiction de former des partis et établir une presse libre et indépendante.

Le rapport comprend des témoignages recueillis par *Helsinki Watch* en août 1992 au cours d'entrevues dans quatre villes en Turquie occidentale avec 24 personnes - des Kurdes pour la plupart - qui ont mentionné de récents actes de torture sauvage commis par la police. Les techniques de torture incluaient des électrochocs sur des détenus auxquels on avait bandé les yeux et qui étaient suspendus, entièrement nus, par les bras ou les poignets; des passages-à-tabac; des viols et des abus sexuels (y compris le viol d'une femme enceinte de deux mois au moyen d'une matraque); l'immersion du visage d'un détenu dans une fosse septique; l'enfermement d'un détenu dans une cellule en compagnie d'un chien d'attaque, d'où des morsures cruelles et répétées.

D'après le rapport, la torture pratiquée pendant les interrogatoires a pu provoquer la mort. En 1992, seize personnes sont mortes pendant leur garde à vue par la police ou les gendarmes. Dix d'entre eux étaient des Kurdes. Selon la police, six morts étaient dues à des suicides - mais parmi ces "suicidés", il y avait trois enfants âgés de 13 à 16 ans. Le rapport accuse le ministère public de n'avoir ouvert une enquête que dans trois cas parmi les seize.

Toujours d'après ce rapport, en 1992, les forces de sécurité turques ont tué par

balles 74 personnes au cours de perquisitions de domicile, et il y a tout lieu de croire qu'il s'agit là d'exécutions délibérées. Parmi les victimes, 34 étaient des Kurdes, tués dans le Sud-Est de la Turquie. Les forces de sécurité ont également abattu plus de cent manifestants pacifiques au cours de l'année 1992 dans la même région. En outre, les allégations du rapport portent aussi sur le fait qu'en 1992, plus de 450 civils ont été tués par des assaillants inconnus et que les autorités turques n'ont rien fait pour rechercher, démasquer et punir les coupables.

D'après *Helsinki Watch*, on compte treize journalistes parmi les personnes assassinées dans le Sud-Est de la Turquie. A l'exception de deux d'entre eux, ils écrivaient tous pour des journaux pro-Kurdes ou de gauche; certains avaient publié des articles sur les liens supposés entre les forces de sécurité turques et une "force de contre-guérilla" responsable d'assassinats dans le Sud-Est du pays. D'après le rapport, ces journalistes étaient parmi les cibles d'une campagne en cours pour museler la presse dissidente. A ce jour, le gouvernement n'a fait aucun effort sérieux afin de retrouver les assassins de ces journalistes.

Le rapport rappelle que la Turquie est le troisième plus grand bénéficiaire de l'aide américaine. Pour l'année fiscale 1993, la Turquie recevra une aide militaire de 450 millions de dollars sous forme de prêts, et 125 millions sous forme d'octrois de fonds de soutien économique. De plus, en 1991 et 1992, la Turquie a reçu du matériel militaire excédentaire (hélicoptères, avions, véhicules et autres) d'une valeur de 180 millions de dollars.

Parmi les recommandations formelles adressées au gouvernement turc par *Helsinki Watch* figurent les suivantes:

\* qu'il observe le droit humanitaire international lors d'opérations militaires dans le Sud-Est de la Turquie et assure, en particulier, la protection de la vie et des biens des civils;

\* qu'il se conforme aux normes internationales n'autorisant les représentants des

*services chargés d'appliquer la loi à utiliser la force meurtrière qu'en cas d'absolue nécessité et proportionnellement au danger immédiat rencontré lors de raids sur des habitations supposées abriter des "terroristes";*

*\* qu'il déploie des méthodes non meurtrières pour contrôler la foule et, en particulier, qu'il cesse d'utiliser de l'ammunition de combat sauf en cas de danger de mort;*

*\* qu'il punisse de manière appropriée les membres des forces de sécurité qui ont abattu sans justification des civils au cours de manifestations ou de perquisitions;*

*\* qu'il ordonne une enquête immédiate et de fond sur toute mort suspecte et toute disparition et qu'il poursuive les coupables;*

*\* qu'il prenne des mesures drastiques afin*

*de mettre fin à la torture dans les centres d'interrogatoire de la police;*

*\* qu'il poursuive les tortionnaires et qu'il alourdisse les peines encourues pour cause de torture;*

*\* qu'il réduise les périodes de détention autorisées afin que les détenus puissent comparaître rapidement devant un tribunal, ainsi que l'exige le droit international;*

*\* qu'il autorise les détenus à voir un avocat immédiatement et régulièrement;*

*\* qu'il mette fin aux restrictions privant les Kurdes de leur identité ethnique, y compris les restrictions ayant trait à l'usage de la langue, de la musique et de la danse kurdes; et enfin*

*\* qu'il mette fin à toutes les restrictions concernant la liberté d'expression, y compris la liberté de la presse, de réunion et d'association.*

(social-démocrate) de M. Erdal İnönü, avait expulsé de ses rangs, ceux de ses députés ayant simplement assisté, sans y prendre la parole, à la Conférence Internationale de Paris sur l'identité kurde et le droit de l'homme au Kurdistan.

• MORT D'UN AUTRE JOURNALISTE KURDE. Le 18 février vers 17h30, le journaliste kurde Kemal Kılıç, 29 ans, rentrant à son domicile, a été tué de deux balles dans la tête par 4 tueurs circulant à bord d'une voiture. Arrêté à plusieurs reprises, menacé, torturé K. Kılıç se savait dans le collimateur de la police. Sa mort a suscité de nombreuses réactions notamment celle de PEN American Center qui dans une lettre au Premier ministre turc exprime «sa consternation devant ce treizième meurtre de journaliste» perpétré depuis le début de l'année 1933 et l'inaction du gouvernement pour retrouver les coupables. En multipliant les meurtres de journalistes, les saisies de journaux, les entraves à la diffusion, les procès pour délits d'opinion les autorités turques cherchent à faire taire la presse «malpensante» qui est officiellement censée être libre. Un exemple parmi tant d'autre de cette censure de fait : l'hebdomadaire *Azadi*, proche du PSK qui n'est pourtant pas engagé dans des actions armées, a vu jusqu'ici 13 de ses 36 livraisons saisies. Ses journalistes poursuivis par des cours de sûreté de l'État sont passibles de 50 ans de prison et des amendes l'élevant à 1,5 milliard de livres turques».

Autre catégorie visée par la terreur de la *kontregerilla* turque : les membres des associations de défense des droits de l'homme. Ainsi, le 27 février, Me. Metin Can, président de la section d'Etazig de l'Association des droits de l'homme et le Docteur Hasan Kaya, responsable de la même association ont été assassinés après avoir été sauvagement torturés. Leurs corps ont été retrouvés sous un pont, près de la ville de Dêrsim (Tunceli).

### AINSI QUE...

• APPEL À L'UNION DE QUATRE ORGANISATIONS KURDES DE TURQUIE. Dans un communiqué commun daté de «février, à Diyarbakir» le *Parti Démocratique du Kurdistan* (PDK-Hevgirtin), le *Parti socialiste du Kurdistan* (PSK), l'organisation *Kawa* et le *Parti populaire unifié du Kurdistan* (Yekbûn), appellent «toutes les forces patriotiques» kurde de Turquie à «s'unir, à un moment où l'existence même du peuple kurde est en péril en Turquie». Par ailleurs, au lendemain de la déclaration unilatérale de cessez-le-feu du PKK, le chef de ce parti et le secrétaire général du PSK ont signé un «protocole» en 9 points mettant un terme à des rivalités, parfois meurtrières opposant les militants de ces deux organisations et ouvrant la voie à une

coopération avec les autres organisations Kurdes de Turquie en vue de la constitution éventuelle d'un front uni. La signature de cet accord s'est traduite par un climat de détente tant au Kurdistan que dans la diaspora kurde d'Europe.

• UN SYMPOSIUM SUR «LA RÉALITÉ KURDE» TENU À ISTANBUL, le 27 février a rassemblé intellectuels kurde et turcs ainsi que des représentants des principaux partis politiques de Turquie. C'est la première fois qu'en Turquie une amorce de dialogue sur les divers aspects de la question kurde est tolérée et que les représentants des grands partis politiques du pays acceptent d'y prendre la parole. On se souvient qu'en octobre 1989, le SHP

## CHRONIQUE DE LA GUERRE AU KURDISTAN DE TURQUIE FEVRIER-MARS 1993

### 30 janvier

A Ceyhan, plus de 3000 personnes ont manifesté pour protester contre les meurtres en série commis par des "inconnus", les persécutions et la torture.

### 1er février

A Lice, lors d'un affrontement armé entre les forces turques et un groupe du PKK, 4 militants et 2 militaires ont été tués. A Sirnak, la ville est restée pendant quatre heures sous les tirs croisés des militants du PKK et des forces de l'ordre. De nombreux magasins et habitations ont subi des dégâts importants. A Habur, un camion en provenance d'Irak a explosé lors du contrôle de douane à la frontière par une charge explosive placée sous sa carrosserie. A Batman, trois policiers ont été blessés par des inconnus armés de revolvers.

### 2 février

A Alibeykoy, le corps calcifié d'un chauffeur de taxi, Ihsan Uzun, a été découvert dans sa voiture. Le meurtre est attribué au Hizbullah. A Bismil, deux villageois, Resul Bakiroglu et Sabri Cetinkaya ont été tués et trois autres blessés par les forces de l'ordre selon les témoins. A Kulp, tous les hommes de la localité ont été rassemblés par la gendarmerie sur la place principale où ils ont été insultés et malmenés. A la suite de l'opération policière, déclenchée le lendemain, plus d'une vingtaine de personnes furent arrêtées. A Sirnak, 5 personnes dont 3 enfants ont été tuées par l'aviation turque qui a bombardé le village de Gurdela. A Nusaybin, 6 militants du PKK ont perdu la vie lors d'un affrontement avec les forces turques. A Batman, un civil, Abdulkadir Bulut,

fut grièvement blessé par des inconnus armés.

### 3 février

A Diyarbakir, prenant comme prétexte une fouille générale l'armée turque a attaqué la prison de Diyarbakir. Plus d'une vingtaine de prisonniers ont été blessés dont cinq dans un état grave. A Dicle, 6 protecteurs de village ont été tués et 3 autres blessés lors d'une attaque des militants du PKK dans le village de Nohutlu. A Nusaybin, un soldat a été tué par les militants du PKK. A Silvan, une épicerie appartenant à Vezir Ergin a été partiellement détruite par des explosifs lancés par des inconnus.

### 4 février

A Urfa, deux prévenus inculpés ont été battus, lors de leur procès par les soldats, dans la salle de la Cour de la Sûreté d'Etat devant les magistrats. Un autre civil venu assister au procès a été également malmené par les membres de la sécurité. A Diyarbakir, le corps d'un lycéen, Devrim Berktaş, arrêté quelques jours plutôt par la police lors d'un contrôle d'identité, a été remis à sa famille.

### 5 février

A Sirnak, un militant du PKK a été tué lors d'un affrontement avec les forces turques. A Bismil, deux autres combattants du PKK ont été tués par les forces turques. A Cinar, 22 personnes accusées d'aider le PKK, ont été arrêtées.

### 6 février

A Nusaybin, un épicier, Besir Deniz, a été tué devant son domicile par des inconnus armés. A Viransehir,

Mehmet Kaya, membre de la section locale du parti de la Prospérité, a été tué par des inconnus armés.

### 7 février

A Bitlis, 2 ouvriers d'une station d'essence ont été tués par des inconnus.

### 9 février

A Diyarbakir, la prison militaire fut à nouveau attaquée par les soldats; plus de 200 prisonniers ont été blessés dont 50 dans un état grave. Dans un autre quartier de la ville, un épicier, Kerem Ozgen, connu pour son patriotisme kurde, a été tué par des inconnus armés. A Kurtalan, 5 personnes dont trois femmes ont été assassinées par des inconnus. A Kozluk, le maire d'un village a été assassiné par des inconnus.

### 11 février

A Lice, deux camps du PKK près de cette localité ont été bombardés par l'aviation turque. A Diyarbakir, un membre dirigeant de la section locale du parti HEP, Mehmet Tekdag, a été assassiné par des inconnus armés.

### 12 février

A Batman, un entrepreneur de bâtiment, Yasar Ulus, patriote kurde, a été tué par des inconnus armés. A Silvan, un employé de la mairie et deux autres personnes ont été assassinés lors d'une fusillade. A Mazidagi, 2 personnes d'une même famille patriote kurde ont été tuées et deux autres blessées par des inconnus armés.

### 15 février

A Siirt, 3 militants du PKK ont été tués dans une maison lors d'une opération de la police turque.

### 16 février

A Dargecit, 5 combattants du PKK et un soldat turc ont été tués lors d'un

affrontement armé. Les militaires qui ont ensuite cerné la ville ont procédé à l'arrestation de 18 personnes. A Gaziantep, 13 personnes accusées d'aider le PKK ont été arrêtées par la police. A Diyarbakir, plusieurs magasins ont fait l'objet, dans la nuit, d'attentat à l'explosif.

#### 18 février

A Sanliurfa, Kemal Kilic, journaliste à Ozgur Gundem, membre dirigeant de la section locale de l'Association turque des droits de l'homme a été assassiné par des inconnus armés à la sortie de son travail. A Derik, 4 militants du PKK sont morts et 3 soldats blessés lors d'un affrontement armé dans le village de Xirar (Dumanli). Pour se venger sur les villageois les soldats et les protecteurs de village, après les avoir réunis sur la place publique pour les insulter et torturer en ont fusillé quatre dont une femme. 12 autres habitants du village ont été arrêtés et écroués. A Diyarbakir, un instituteur, Bahri Birtane, a été blessé par des inconnus armés. M. Birtane avait été auparavant, à plusieurs reprises, arrêté et interrogé par la police.

#### 19 février

A Batman, Abdulmecit Toguc, frère du député Nizamettin Toguc, a été grièvement blessé par un inconnu. A Silvan, une fillette de 8 ans, Esra Sacakli, a été tuée par deux personnes armées de fusil automatique. Les parents de la victime ont accusé le Hizbullah d'être à l'origine de ce meurtre.

#### 23 février

A Derik, 6 combattants du PKK ont été tués lors d'un affrontement armé avec les forces turques. A Sirnak, un militant du PKK et un soldat turc sont morts lors d'un affrontement armé. 10 autres militants du PKK ont été arrêtés avec leurs armes. A Siverek, 6 soldats ont été blessés dans un café par l'explosion de plusieurs grenades lancées par des inconnus. Les forces de

police ont arrêté 35 personnes "suspectes". A Diyarbakir, 24 personnes, accusées d'aider le PKK, ont été arrêtées.

#### 25 février

A Siirt, un enseignant et un employé des PTT, enlevés de leur domicile par des inconnus, ont été retrouvés mort. A Ceylanpinar, 2 combattants du PKK ont été tués lors d'un affrontement armé avec les forces turques. A Batman, Yusuf Celebi, directeur adjoint du lycée technique a été grièvement blessé par des inconnus. Le même jour, dans plusieurs villes du Kurdistan turc, 57 personnes accusées de séparatisme, ont été arrêtées par les forces de l'ordre.

#### 26 février

A Kiziltepe, 2 personnes d'une même famille dont une femme ont été assassinées et une autre blessée à leur domicile par un groupe armé qui s'est présenté comme étant des policiers.

#### 27 février

A Elazig, le président de la section locale de l'Association des droits de l'homme, Me. Metin Can, et l'un des ses collaborateurs le docteur Hasan Kaya, ont été tués par des inconnus. Leurs corps qui portaient des traces de torture ont été retrouvés par des pêcheurs à une quinzaine de kilomètre de Tunceli, sous un pont.

#### 28 février

A Diyarbakir, un homme de 69 ans et deux de ses fils ont été assassinés et un autre grièvement blessé par des inconnus armés. A Sirnak, 2 occupants d'une automobile ont été tués par des inconnus armés.

#### 1er mars

A Silvan, un homme de 69 ans, Sabri Zengin, et ses trois fils ont été assassinés par des inconnus. A Sirnak, lors d'une attaque armée perpétrée par

des inconnus contre une voiture trois personnes ont été tuées. A Ergani, un lycéen de 17 ans, Mustafa Keser, a été tué et l'un des ses camarades blessés dans l'enceinte de l'école par un autre étudiant armé, membre de l'organisation Hizbullah soupçonnée de collaborer avec les forces armées turques.

#### 3 mars

A Diyarbakir, trois villageois non encore identifiés ont été tués par des militants du PKK dans les districts de Cinar et de Bismil. A Silvan, un homme de 27 ans, Sirin Cesur, a été tué par des inconnus armés de fusils automatiques. A Lice, plusieurs villages de la localité ont été attaqués par les forces armées turques qui ont incendié toutes les habitations du village de Camelis (Daralan). A Erzurum, lors d'un affrontement dans le village de Molladavut entre les forces turques et les militants du PKK une femme de 35 ans, Siyaset Guzelgul, mère de trois enfant a été grièvement blessée à la tête par des tirs aveugles de l'armée turque. Mme. Guzelgul est décédée le surlendemain en raison de l'interdiction imposée par l'armée à son transfert dans un hôpital.

#### 5 mars

A Agri, 18 militants du PKK auraient trouvé la mort lors du bombardement par l'aviation turque du Mont Ararat où s'étaient établis plusieurs campements du PKK. Plusieurs villages et hameaux auraient été touchés par des bombardements intenses durant plusieurs jours. A Dogubeyazit, une école primaire qui a fait d'abord l'objet d'une fusillade intense a été ensuite incendiée par des inconnus.

#### 6 mars

A Mus, d'après un communiqué militaire plus de 60 militants du PKK auraient trouvé la mort à la suite des attaques de l'aviation turque sur plusieurs de leurs camps d'entraînement. A Lice, plusieurs maisons et le moulin

du village de Yesil Daralan attaqué par les forces armées turques ont été totalement détruits et six villageois furent arrêtés et conduits au centre de détention de la gendarmerie.

---

#### 7 mars

A Siirt, plus de 250 jeunes de la localité de Kurtalan ont été arrêtés à la suite de l'assassinat d'un membre des forces spéciales turques par des inconnus. Plusieurs personnes qui ont fait part de leur témoignage, sur la terreur semée par les membres de la sécurité, à la délégation parlementaire arrivée le surlendemain ont été arrêtées et torturées après le départ de la délégation.

---

#### 8 mars

A Lice, les forces spéciales turques cernant la localité depuis plusieurs jours pour des «contrôles d'identités» de toute la population, usant de violence et des brutalités ont procédé à l'arrestation des cinq membres du personnel dont les deux infirmières du seul dispensaire de la ville.

---

#### 9 mars

A Van, un restaurant appartenant au secrétaire du Parti Ozdep, pro-kurde, a été incendié dans la nuit par des inconnus.

---

#### 10 mars

A Viransehir, lors d'un affrontement entre les forces armées turques et un groupe armé du PKK, 6 militants du PKK et 2 soldats ont trouvé la mort. Une vingtaine de civils ont été ensuite arrêtés par les forces de l'ordre.

---

#### 14 mars

A Silvan, un journaliste Ihsan Karakus a été tué en pleine rue par des inconnus. A Tatvan, un habitant, Behcet Ekinci, du village de Calli a été tué par trois soldats débarquant d'un hélicoptère.

---

#### 16 mars

A Mardin, lors d'un affrontement entre les forces turques et les militants du PKK 5 soldats ont été tués.

---

#### 17 mars

A Urfa, une jeune militante, Necla Adanur, membre PKK arrêtée par les forces turques a été aussitôt exécutée sur place devant plusieurs témoins.

---

#### 19 mars

A Mardin, dans le village Eroglu, 3 militants du PKK ont été tués et 8 autres arrêtés par les forces turques. A Viransehir, la maison d'un protecteur de village, Ali Yabalak, a fait l'objet d'une attaque armée par les militants du PKK. Une femme, Nuriye Yabalak, a été tuée et trois autres personnes blessées.

---

#### 20 mars

A Siverek, lors d'un affrontement au village de Karakoyun entre les forces turques et un groupe armé du PKK, quatre militants ont été tués. A Diyarbakir, dans le district de Bismil, deux villageois ont été enlevés par des inconnus. Le corps de l'un d'entre eux, Mehmet Ince, a été retrouvé près de son domicile. A Mus, un militant du PKK arrêté par les forces de l'ordre dans le village Hasina a été fusillé sur le champ par les forces armées turques.

---

#### 21 mars

Les cérémonies de la fête nationale kurde, Newroz, organisées dans la majorité des villes kurdes et les métropoles turques comme Istanbul, Ankara, Izmir, Adana, Mersin, qui abritent d'importantes communautés kurdes, se sont déroulées avec moins de sang versé et de violence. L'intervention des forces de l'ordre turques ont été plus rares et moins musclées que les années précédentes. On déplore néanmoins la mort de deux ci-

vils, des dizaines de blessés et des centaines d'arrestation malgré le cessez-le-feu unilatéral annoncé depuis plusieurs jours par le PKK et la présence sur le terrain de plusieurs délégations d'ONG venant de l'étranger, y compris celle du Parlement Européen. A Mus, Bitlis et Mardin, lors de différents affrontements avec les unités turques quatre militants du PKK ont trouvé la mort.

---

#### 22 mars

A Kiziltepe, un civil, Ramazan Erte, a été tué par les unités spéciales turques.

---

#### 24 mars

A Batman, un homme de 37 ans, Felemez Dindar, a été tué et son ami, Abdurahman Acar, grièvement blessé par des inconnus armés. A Bitlis, plusieurs localités de cette province ont été bombardées durant deux jours par l'aviation turque soutenue par des unités d'élite.

---

#### 25 mars

A Lice, un civil, Menaf Kaya, du village de Dolunay, a été fusillé par les forces armées turques.

---

#### 27 mars

A Kulp, plusieurs villages de cette localité ont été bombardés par l'aviation turque. Des dizaines d'habitations ont été détruites et des centaines d'animaux domestiques ont péri dans ces actions de l'armée turque.

---

#### 28 mars

A Kulp, le village de Araka a été en partie incendiée par l'armée turque qui a demandé à ses habitants de quitter définitivement le village. L'ensemble des habitants s'est réfugié à Diyarbakir.

---

#### 30 mars

A Erzincan, lors d'un affrontement

avec les forces turques quatre militants du PKK ont trouvé la mort. A Silopi, un autre militant du PKK a été tué par les forces de sécurité dans un

affrontement armé. A Mardin, dans une autre confrontation avec les unités armées turques six autres guerriers du PKK ont été tués.

ments et ils espèrent récupérer leurs biens confisqués. (*Le Monde*, 5 février 1993), p.15-16.

**TURQUIE : APRÈS LA VAGUE D'ATTENTATS TERRORISTES**, le ministre de l'intérieur met en cause l'Iran. (*Le Monde*, 6 février 1993), p.16.

## EN BREF, LA REVUE DE PRESSE

**LE CRI DU PEUPLE KURDE.** Prix du public pour le meilleur premier long métrage à Nizamettin Ariç pour «*Ein lied fur Beko*» (Un chant pour Beko). «*Un chant pour Beko*», projeté mercredi soir, a chaviré le cœur des festivaliers. C'est un film poignant sur la condition du peuple kurde. Un sérieux candidat au prix du public. — La séance de clôture de la 5e édition de ce festival a vu le triomphe de «Mort d'un mathématicien napolitain» et du Kurde Nizamettin Ariç, plébiscité par les Angevins. — **VIVE LE KURDISTAN.** Cinéma : **L'EUROPE AU PIED DE L'IMAGE.** — Festival d'Angers : **UN CINÉASTE KURDE OVA-TIONNE.** «Un chant pour Beko», le témoignage de Nizamettin Ariç, a reçu le prix du public à l'occasion de la cinquième édition de «Premiers Plans». (*Le Courrier de l'Ouest*, 29 janvier ; *La Nouvelle République du Centre*, 1er février ; *Ouest France*, 1er février ; *La Croix*, 4 février ; *Berliner Zeitung*, 4 février ; *Die Tageszeitung*, 6 février ; *Le Figaro*, 10 février 1993), p.1-8, 26.

**L'IRAN EN APPELLE A LA «BONNE VOLONTÉ» DES U.S.A. ET L'IRAK PLACE SES ESPOIRS EN CLINTON.** (*International Herald Tribune*, 1er février 1993), p.9.

**LES IRAKIENS AFFIRMENT QU'ILS N'EFFECTUENT PLUS DE SURVEILLANCE RADAR DES VOLS ALLIÉS.** (*International Herald Tribune*, 2 février 1993), p.9.

**LES ÉTATS-UNIS RECONNAISSENT LE «CHANGEMENT DE COMPORTEMENT» DE L'IRAK.** (*International Herald Tribune*, 3 février 1993), p.10.

**BRUXELLES : 750 Kurdes en grève**

de la faim. (*L'Humanité*, 3 février 1993), p.10.

**KURDISTAN : LES KURDES DU NORD DE L'IRAK S'APPRÊTENT A FUIR DE NOUVEAU.** Saddam Hussein tient entre ses mains le sort des Kurdes de la zone sous protection des Alliés. Rien ne laisse augurer d'une évolution favorable. (*Le Courrier*, 2 février 1993), p.11-12.

**MUSIQUE KURDE A HAMBYE. — MANIFESTATION KURDE DEVANT LE PARLEMENT EUROPÉEN.** (*La Marche Libre*, 7 février ; *L'Indépendant*, 11 février 1993), p.12.

**UNE ACTION D'ENTRAIDE DES O.N.G. FRANÇAISES POUR LE KURDISTAN IRAKIEN.** (*Gazette de la Manche, d'Ille et Vilaine et Mayenne*, 5 février 1993), p.12.

**IRAK : LES EFFETS PERVERS DE L'EMBARGO.** En vigueur depuis deux ans et demi, le blocus coûte de plus en plus cher à la population et entraîne le développement de la corruption et de la criminalité. (*Le Monde*, 4 février 1993), p.13-14.

**LA TURQUIE, ET NON PAS L'IRAN OU L'IRAK, EST LE JOUEUR IMPORTANT DE L'ÉCHIQUIER PROCHE-ORIENTAL.** (*International Herald Tribune*, 3 février 1993), p.14.

**LE MALHEUR KURDE EN TURQUIE.** (*Révolution*, 4 février 1993), p.15.

**IRAN : LE NÉCESSAIRE RETOUR DES EXILÉS.** Le régime a besoin de leur compétence ou de leurs investisse-

**LE JOURNALISTE CHAHIN BAKERNOMMÉ A LA TÊTE DES PROGRAMMES EN KURDE DE LA RADIO AUSTRALIENNE SBS RADIO 2EA** (*Radio 2EA*, 4 février 1993), p.17.

**UNE BONNE ADRESSE POUR LES RÉFUGIÉS IRAKIENS : LA MAFIA RUSSE..... et LA PLACE POUCHKINE.** Une organisation criminelle qui — profitant du manque de coopération entre les forces de police concernées et de l'absence d'une législation cohérente —, aurait des ramifications allant de l'Irak à l'Asie centrale et couvrant les États baltes et la Suède, a constitué un réseau de «passeurs» de réfugiés irakiens, de préférence aisés, vers l'Europe du Nord. (*Nezavissimaïa Gazeta, Moscou*). — La notoriété des trafiquants moscovites d'immigrés a désormais dépassé les frontières de la Russie : le correspondant du quotidien libanais de Londres est allé constater sur place l'ampleur des dégâts. (*Al Hayat, Londres, Le Courrier International*, 4 février 1993), p.18-19.

**TOUT CE QUI EST KURDE EST PERSECUTÉ SANS MERCI EN TURQUIE.** (*Süddeutsche Zeitung*, 4 février 1993), p.20.

**IRAN : UNITÉ RETROUVÉE POUR UN POUVOIR INTRANSIGEANT ?** Le président Rafsandjani estime que Téhéran n'a aucune concession à faire en politique intérieure ou étrangère. (*Le Monde*, 2 février 1993), p.20-21.

**ESPACE PHILIPPE AUGUSTE A VERNON : Danses kurdes, chants irlandais.** (*Le Démocrate Vernonnais*, 3 février 1993), p.21.

**PROPAGANDE IRAKIENNE A LA TÉLÉVISION FRANÇAISE.** Lettre

d'un téléspectateur scandalisé. (*Le Monde, supplément Radio-Télévision*, 1-7 février 1993), p.22.

TRANSIT. Magazine d'ARTE, chaîne franco-allemande de télévision, présenté par Peter Wien, Lettre à mon ennemi : Turcs et Kurdes. Leyla Zana député représentant le parti kurde HEP, a fait scandale lors de sa prestation de serment au Parlement. (*Le Parisien ; Le Figaro*, 5 février 1993), p.22, 24.

BOMBE A RETARDEMENT A ERBIL AU KURDISTAN IRAKIEN : 3 MORTS, 17 BLESSES. (*Le Monde*, 10 février 1993), p.22.

LE PKK A FAIT PRESSION CHEZ LES ÉTRANGERS POUR QU'ILS DÉLAISSENT LE PAYS POUR NE PAS FINANCER LA CAMPAGNE DE RÉPRESSION LANCÉE PAR LE GOUVERNEMENT. La guérilla est prête à attaquer les villages et les hôtels : «*Mais nous ne voulons pas frapper les touristes*». (*Corriere della Sera*, 3 février 1993), p.23.

SOUTIEN AU PEUPLE KURDE. Des députés kurdes de Turquie du HEP ont rencontré le 16 décembre à Strasbourg, René Piquet, président de la Coalition des Gauches du Parlement européen. (*Bulletin de la C.E.E.*, 18 janvier 1993), p.23.

AIDE AUX AGRICULTEURS DU KURDISTAN. — ON RECHERCHE DES JEUNES PLANTS POUR LE KURDISTAN. (*Ouest-France*, 30 janvier ; *Presse de la Manche*, 29 janvier 1993), p.24.

L'APPEL DES KURDES DU PAYS DE MONTBELIARD POUR QUE LE DRAME KURDE NE SOMBRE PAS DANS L'OUBLI. (*L'Asace*, 7 février 1993), p.24.

LE SINFONIETTA AU CAMPUS. Pour son traditionnel concert annuel à l'université de Picardie Jules Verne, le Sinfonietta, sous la direction de Robert Delcroix, sera présent à la bibliothèque universitaire du campus d'Amiens, le jeudi 11 février à 21 h. Au programme de cette soirée : le concerto pour violon et orchestre n°1 de Mozart (soliste

Anton Matalaev), la symphonie n°52 de Haydn, et une œuvre contemporaine de Philippe Chamouard «*Halabja : à la mémoire des victimes kurdes*» (*Courrier Picard*, 6 février ; *Le Courrier Picard*, 15 février 1993), p.24, 43.

L'IRAK TROUBLE LES EAUX DE L'ACCORD TURCO-SYRIEN SUR LE PROJET DES BARAGES SUR L'EUPHRATE. (*The Financial Times*, 10 février 1993), p.25.

700 KURDES EN GRÈVE DE LA FAIM A BRUXELLES. 700 hommes et femmes assemblés dans la grande halle du marché Saint-Géry de Bruxelles : c'est le spectacle étonnant qu'offrent depuis près de trois semaines les grévistes de la faim kurdes. (*L'Humanité, L'Événement du Jeudi*, 11 février ; *Vie Ouvrière*, 8 février ; *L'Humanité, Le Monde*, 17 février 1993), p.26, 30, 46.

LA TURQUIE CAUSE DES SOUCIS. MOSCOU DEMANDE A L'IRAK D'OBEIR A L'ONU. (*International Herald Tribune*, 11 février 1993), p.27.

INQUIETS DU «SÉPARATISME KURDE». La Syrie, l'Iran et la Turquie réaffirment leur attachement à l'intégrité territoriale de l'Irak. — ANKARA, DAMAS ET TÉHÉРАН D'ACCORD CONTRE LES KURDES. (*Le Monde, L'Humanité*, 12 février 1993), p.27.

ASSASSINAT D'UGUR MUMCU : «Pas d'amalgame avec la mort de douze journalistes kurdes». (*Le Nouveau Quotidien*, 14 février 1993), p.28.

TURQUIE : RÉOLUTION COMMUNE. Le Parlement européen condamne les violations des droits de l'homme perpétrés en Turquie. (*Le Parlement Européen*, 12 février 1993), p.28.

TALABANIN ENÉGOCIERA PAS AVEC BAGDAD. (*Le Nouveau Quotidien*, 12 février 1993), p.28.

TURQUIE : UNE GUERRE CLANDESTINE AUX FRONTIÈRES DE L'EUROPE ? (*Combat pour la Paix*, Janvier 1993), p.29-30.

L'ESPOIR DU PEUPLE KURDE. Depuis plus de vingt ans, la photographe Chris Kutschera est une amie du peuple kurde. Elle raconte à *Je Bouquine* son retour au Kurdistan dans le nord de l'Irak après la guerre du Golfe : un voyage bouleversant qui lui révèle destruction systématique des villages kurdes par l'armée irakienne. (*Je Bouquine*, Février 1993), p.31-39.

UN CRÉPUSCULE DE SANG ET DE PEURE EN IRAK : Le cœur sunnite du pays, la base de Saddam Hussein, s'écroule. (*The Guardian*, 13 février 1993), p.40-41.

IL Y A TRENTE ANS. L'ASSASSINAT A BAGDAD DU GÉNÉRAL QASSEM. — Le lieu de toutes les violences. — «Il a trahi le pays»... — Les communistes et les Kurdes. (*Le Monde*, 15 février 1993), p.42-43.

UNE OPÉRATION D'AIDE AU KURDISTAN. La situation critique que nous connaissons dans plusieurs pays oblige, très souvent, des interventions dans le cadre de l'aide humanitaire. Dans le domaine agricole et horticole, les initiatives sont beaucoup plus rares ou méconnues. Et, pourtant elles existent. (*La Presse de la Manche*, 15 février 1993), p.44.

SADDAM AFFIRME QUE BAGDAD PEUT TRAVAILLER AVEC CLINTON. (*International Herald Tribune*, 14 février 1993), p.44.

LES RÉFUGIES CONSTITUENT UNE BONNE AFFAIRE SUR LA ROUTE MOSCOU-PAYS NORDIQUES. (*International Herald Tribune*, 16 février 1993), p.45.

DÉCOUVERTE : UN MAYENNAIS DE RETOUR DU KURDISTAN. (*Le Courrier de la Mayenne*, 17 février 1993), p.46.

LES ÉTATS-UNIS AVAIENT EU TÔT DES TUYAUX SUR LES VENTES D'ARMES A L'IRAK. (*International Herald Tribune*, 16 février 1993), p.46.

KURDISTAN TURC : COMMENT

**LA TURQUIE MATE LA 29<sup>e</sup> RÉBELLION KURDE.** Tandis que leurs cousins d'Irak comptent les jours de sursis, les Kurdes de Turquie sont irrémédiablement entraînés dans une sale guerre. (*L'Hebdo*, 18 février 1993), p.47-49.

**KURDISTAN : Quatre-vingts Kurdes font grève de la faim au Lignon.** Pour alerter l'opinion sur le sort de la population kurde, des membres du PKK ne s'alimentent plus depuis mardi. — Cours sur les Kurdes d'Obwald, à la Faculté de psychologie et des Sciences de l'éducation. (*Le Courrier*, 18 février 1993), p.49.

**LES INSPECTEURS DE L'ONU DÉFIENT BAGDAD.** (*International Herald Tribune*, 17 février 1993), p.50.

**20 KURDES GRÉVISTES DE LA FAIM.** Depuis le 19 février, une vingtaine de Kurdes observent une grève de la faim à Mulhouse. (*L'Alsace ; La Liberté de l'Est*, 18 février 1993), p.50.

**JOURNALISTE KURDE ABATTU EN TURQUIE.** — Un journaliste kurde, Kemal Kiliç, âgé de vingt-huit ans qui travaillait pour le journal prokurde *Yeni Ülke*, a été assassiné jeudi 18 février par des inconnus à Sanliurfa. — **UN AUTRE JOURNALISTE KURDE TUÉ EN TURQUIE.** (*Le Monde*, 22 février ; *24 Heures ; Gamk*, 20-21 février 1993), p.51, 52.

**REPORTERS SANS FRONTIÈRES.** Treize journalistes ont été assassinés en Turquie en 1992. Rapport d'une mission d'enquête : dans la plupart des cas, les victimes ont été tuées en raison de leurs écrits. (*La Liberté*, 19 février 1993), p.51.

**LES RÉFUGIÉS KURDES DANS L'IMPASSE.** Une commission administrative exceptionnelle a émis un avis défavorable pour quatre requérants du statut de réfugié sur huit. — **STATU QUO POUR LES KURDES EXGRÉVISTES DE LA FAIM.** (*Le Messager ; Le Dauphiné Libéré*, 19 février 1993), p.51-52.

**TURQUIE : LE GÉANT DE LA MER NOIRE.** De l'Adriatique jusqu'en Asie centrale en passant par le

Caucase, la Turquie est en passe de devenir la grande puissance de la région. Une réalité qu'illustre bien le voyage actuel du président turc, Turgut Özal, dans les Balkans. — **LA DÉCHIRURE KURDE :** Le conflit qui oppose Ankara au Kurdistan turc ne cesse d'empoisonner la vie politique en Turquie. (*Le Témoignage Chrétien*, 20 février 1993), p.53-55.

**LA FRANCE ET LA TURQUIE «ONT FONDAMENTALEMENT INTÉRÊT A TRAVAILLER ENSEMBLE» DÉCLARE L'AMIRAL LANXADE, EN VISITE A ANKARA.** (*Gamk*, 19 février 1993), p.56.

**NE PAS OUBLIER LE KURDISTAN.** Éviter une «yougoslavisation» du conflit entre Turcs et Kurdes. Pour Jan Juma, journaliste, il devient urgent de trouver une solution constructive et pacifique au problème kurde. (*Les Dernières Nouvelles d'Alsace*, 22 février 1993), p.57.

**KURDISTAN TURC :** La Suissesse Barbara Kistler a été tuée lors d'un combat. Cette Suissesse avait défrayé la chronique, il y a deux ans, en étant arrêtée par la police turque au cours d'une rafle dans la ville d'Istanbul. (*La Liberté*, 24 février 1993), p.58.

**DROITS DES ÉTRANGERS :** Une lettre ouverte du Collectif des libertés. (*La Nouvelle République du Centre*, 22 février 1993), p.59.

**LES IRAKIENS ONT TOURNE LEURSCANONS EN DIRECTION D'UN HÉLICOPTÈRE TRANSPORTANT DES INSPECTEURS DE L'ONU.** (*International Herald Tribune*, 25 février 1993), p.59.

**IRAK : EN MISSION D'INSPECTION DES ARMES BALISTIQUES.** Des experts des Nations unies ont eu «certains problèmes». (*Le Monde*, 25 février 1993), p.59.

**LE PROBLÈME DES RÉFUGIÉS IRAKIENS.** Les huit Kurdes installés en Haute-Savoie sont à nouveau en situation illégale et la situation ne semble pas s'améliorer en Turquie où ils

refusent de retourner. (*Le Courrier Savoyard*, 26 février 1993), p.60.

**BIENVENUE AU KURDISTAN IRAKIEN.** La tribune de Médecins du monde. (*Journal de Marseille*, 29 février 1993), p.61.

**CRÉATION D'UNE ASSOCIATION DE SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE KURDE A VERNON.** (*Silence*, Février 1993), p.61.

**TANT QUE SADDAM VIVRA...** Deux ans après la guerre du Golfe, Saddam Hussein s'accroche au pouvoir. Sans rival, il poursuit impunément sa guerre contre les populations chiïtes au sud de son pays. Au nord, il tient entre ses mains le sort des trois millions de Kurdes installés dans la zone de sécurité sous protection de l'ONU. Une «sécurité» toute relative. (*L'Écho Magazine*, 27 février 1993), p.62-65.

**LE PKK AVERTIT QU'IL S'ATTACKERA A DES SITES TOURISTIQUES EN TURQUIE.** Le PKK affirme qu'il n'a pas d'autres solutions que de s'attaquer au tourisme. Par ailleurs, il retire sa responsabilité en cas d'éventuels morts étrangers. (*Le Courrier*, 27-28 février 1993), p.66.

**LE MANQUE DE RESPECT AUX LOIS SE GÉNÉRALISE AU KURDISTAN DE TURQUIE.** «*Abas les droits de l'homme*». — **LES DROITS DE L'HOMME DURANT 44 ANS.** — Le Président attaque les droits de la classe ouvrière et des Kurdes. — **LES VILLAGES KURDES SE DÉPEUPLENT.** De nombreuses puissances tentent de dominer les Kurdes. — **L'HIVER EST RUDE AU KURDISTAN IRAKIEN.** — Jamal Mustafa Nader: «Nous souffrons, nous avons peur». — La vie fait son retour au Kurdistan irakien, mais les gens continuent à avoir des cauchemars. — Les mots et les hommes. Le fragment de mémoires depuis un camp de réfugiés à Tallinn. (*NYTD*, (journal suédois publié en Finlande), 18 février 1993, p.67-74.

**NOUVELLES DISPARITIONS DE MILITANTS KURDES EN TURQUIE.** Des organisations huma-

nitaires lancent un appel afin de faire pression sur le gouvernement turc. Une démarche similaire a été faite par la Suisse. (*Le Nouveau Quotidien*, 27 février 1993), p.74.

**LES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA SYRIE, DE L'IRAN ET DE LA TURQUIE ONT TERMINÉ LEUR ENTRETIEN A DAMAS.** Ministre turc Çetin : L'intégrité de l'Irak est importante pour la stabilité de la région et du monde. (*Al Hayat*, 11 février 1993.), p.75.

**LE PEINTRE PLASTICIEN KURDE SYRIEN, ENAYET ATTAR :** L'Orient n'est pas qu'arabe et musulman, les Kurdes aussi ont contribué à l'édification de sa civilisation; (*Al Hayat*, 8 février 1993.), p.76-75.

**LE CONSEIL PRÉSIDENTIEL DE L'OPPOSITION IRAKIENNE ANNONCE AUJOURD'HUI SES DIVERGENCES AVEC LES ISLAMISTES.** (*Al Hayat*, 11 février 1993.), p.78.

**LA FÉDÉRATION EST UN SYSTÈME D'UNION VOLONTAIRE,** affirme Adnan Mufti. (*Al Hayat*, 1er février 1993.), p.78.

**LES KURDES DE TURQUIE CONTINUENT LEUR GRÈVE DE LA FAIM A BRUXELLES.** (*Al Hayat*, 11 février 1993.), p.78.

#### Mars 1993

**TORTURE: LES ENFANTS KURDES DE TURQUIE VICTIMES DE GRAVES VIOLATIONS.** Selon de nombreux rapports des Nations unies et d'autres organisations internationales, la torture est pratiquée aussi sur les enfants. — Des enfants kurdes sont victimes de violences lors de manifestations et de troubles. — **LA TURQUIE ARRÊTE ET TORTURE SANS LA MOINDRE ENTRAVE.** Ankara, qui a suspendu la Convention des droits de l'homme dans certaines régions, ignore les mises en garde. — **VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME, TORTURE.** La Turquie au banc des accu-

sés. (*Le Courrier*, 1er mars; *Faits & Arguments* 19 mars 1993.), p.1-2, 19.

**LA GRAVITÉ AU CŒUR DE LA FÊTE DU LIÈVRE-D'OR.** Les Kurdes ont organisé un après-midi au centre culturel. Musiques traditionnelles et paroles engagées. (*République du Centre*, 1er mars 1993.), p.2-3.

**DROITS DE L'HOMME :** La «loi du terrorisme» règne en Irak. — **IRAK :** L'ONU DÉNONCE LA «LOI DU TERRORISME». — Camps de la mort, bombardements des populations civiles... — **EXÉCUTIONS MASSIVES, BOMBARDEMENTS AU KURDISTAN, CAMPS DE LA MORT, SADDAM HUSSEIN CONTINUE DE DÉFIER LES DROITS DE L'HOMME.** (*Presse Océan*; *La Dépêche du Midi*; *Le Journal de la Réunion*; *Le Méridional*, 3 mars 1993.), p.3, 5, 6.

**LE DEUXIÈME ANNIVERSAIRE DE LEUR INSURRECTION.** Les Kurdes vivent dans la crainte d'un rapprochement entre Bagdad et certains États de la région. (*Le Monde*, 2 mars 1993.), p.4

**SIX KURDES TUÉS DANS LE SUD-EST DE LA TURQUIE.** (*A.C.P.*, 8 mars 1993.), p.5.

**TURQUIE : 40 MORTS LORS DE COMBATS CONTRE LE PKK.** (*Agence Reuter*, 4 mars 1993.), p.6.

**AVEC L'ENVOI D'UN CHARGÉ D'AFFAIRES EN IRAK,** la Turquie fait un geste en direction de Bagdad. En application d'une décision annoncée le 24 février dernier, la Turquie a envoyé, jeudi 4 mars, un chargé d'affaires à Bagdad, M. Sadi Çalislar. «C'est un premier pas vers la reprise de bonnes relations bilatérales», a commenté le conseiller de l'ambassade d'Irak à Ankara qui a demandé au gouvernement turc une aide humanitaire. (*Le Monde*, 6 mars 1993.), p.7.

**CONCERT ORGANISÉ PAR LE GASPROM.** Mahmut et Françoise interprètent des chants kurdes. (*Ouest-France*, 8 mars 1993.), p.7.

**LAMÈRE DE TOUTES LES TRA-**

**GÉDIES,** leurs hommes ayant été enlevés par les troupes de Saddam Hussein des milliers de femmes kurdes endurent une adversité intense exacerbée par des actions souvent violentes des gens de leurs tribus. (*The Times Magazine*, 13 mars 1993.), p.8-9.

**ATTAQUE TURQUE CONTRE LES BASES KURDES.** (*The Financial Times*, 9 mars 1993.), p.9.

**KURDES ET CHIITES, DEUX STATUTS DIFFÉRENTS.** «Autonomie» kurde et guérilla chiite. (*La Croix-L'Événement*, 7-8 mars 1993.), p.10.

**UNE ASSOCIATION CULTURELLE DES TRAVAILLEURS KURDES DE LOIRE-ATLANTIQUE.** (*Ouest-France*, 11 mars 1993.), p.10.

**UNE ATTAQUE IRANIENNE CONTRE DES KURDES IRANIENS EN IRAK AURAIT TOUCHÉ UN HÔPITAL FRANÇAIS.** — Un hôpital français touché en Irak. — **FRANCE-LIBERTÉS CONDAMNE L'ATTAQUE DE L'AVIATION IRANIENNE EN IRAK.** Attaque aérienne iranienne contre des Kurdes en Irak. — Bombardement iranien au Kurdistan irakien. — L'Irak bombarde un hôpital. — Irak : l'Iran bombarde un hôpital français. — **L'INTERNATIONALE SOCIALISTE CONDAMNE LE RAID AÉRIEN IRANIEN DANS LE NORD DE L'IRAK.** — **POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS QUATRE ANS,** Téhéran a lancé un raid aérien contre les Kurdes iraniens dans le nord de l'Irak. Le Quai d'Orsay a indiqué, mardi 16 mars, que l'ambassadeur de France à Téhéran a été chargé d'exprimer aux autorités iraniennes la «pré-occupation» de Paris après un raid de l'aviation iranienne contre des Kurdes dans le nord de l'Irak. — **TURQUIE : ESPOIR DE TRÊVE POUR LE NOUVEL AN KURDE.** La guérilla du PKK a annoncé un cessez-le-feu. — **MAIN TENDUE.** (*A.F.P.*, 14 mars; *Var Matin*; *Centre Presse Averyron*; *A.F.P.*; *Libération*; *Le Populaire du Centre*; *Le Provençal*; *L'Humanité*, 15 mars; *A.F.P.*, 16 mars; *Le Monde*, 18

mars ; *La Croix* ; *Les Échos*, 19 mars 1993.), p.11, 12, 13, 19, 20.

**MASSACRÉS PAR NOS ARMES.** (*Témoignage Chrétien*, 13 mars 1993.), p.11.

**MOHAMADNAGHDIFIGURAIT SUR UNE LISTE DE 32 OPPOSANTS IRANIENS A ÉLIMINER EN EUROPE, SELON UNE SOURCE DE L'OPPOSITION IRANIENNE. — ATTENTATS : LES AYATOLLAHS FRAPPENT À ROME.** L'assassinat hier à Rome du représentant du Conseil national de la résistance iranienne s'inscrit dans une longue série d'attentats en Europe contre les opposants au régime des ayatollahs. (*A.F.P.*, 16 mars ; *International Herald Tribune* ; *Le Quotidien de Paris* 17 mars ; *Le Monde*, 18 mars 1993.), p.14, 15, 16.

**LE PKK INVITE ANKARA À NÉGOCIER ET ENVISAGE UN CESSÉ-LE-FEU. — LES KURDES DU PKK DÉSIRENT UN ACCORD DE PAIX. — TURQUIE :** Selon un dirigeant kurde irakien, le PKK serait prêt à abandonner la lutte armée. Après huit ans de guérilla contre les forces de sécurité turques, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) serait prêt à déposer les armes et à renoncer à sa lutte pour un Kurdistan indépendant, à annoncé Jalal Talabani, le dirigeant kurde irakien de l'Union patriotique du Kurdistan. Dans une lettre adressé aux autorités turques, M. Talabani a exposé en détail la nouvelle position du secrétaire général du PKK, Abdullah Öcalan, qu'il a rencontré récemment à Damas. **LE CHEF KURDE DE TURQUIE DÉCLARE UN CESSÉ-LE-FEU. — PKK FAIT TAIRE LES ARMES EN TURQUIE POUR LE NOUVEL AN KURDE. — LES KURDES PROPOSENT LA PAIX. — ABDOULLAH ÖCALAN EN PRÉSENCE DE JALAL TALABANI, DÉCLARE UN CESSÉ-LE-FEU UNILATÉRAL DE 25 JOURS.** (*Libération* ; *International Herald Tribune* ; *Le Monde*, 17 mars ; *International Herald Tribune* ; *Libération* ; *The Financial Times* ; *Al-Hayat*, 18 mars ; *Le Monde*, 19 mars ; *Témoignage*

*Chrétien*, 20 mars 1993.), p.15, 17, 18, 19, 23, 49.

**VAGUE D'ATTENTATS EN TURQUIE.** (*Sud-Ouest*, 17 mars 1993.), p.15.

**LES KURDES D'IRAK COMMÈMORENT LE MASSACRE DE HALABJA.** (*La Presse de la Manche*, 17 mars 1993.), p.16.

**KURDES : CONDAMNATION INTERNATIONALE CONTRE LA TURQUIE.** (*A.C.P.*, 17 mars 1993.), p.16.

**OPÉRATION DES TROUPES DE BAGDAD AU KURDISTAN IRAKIEN.** (*Le Monde*, 18 mars 1993.), p.19.

**LE TABOU KURDE COMMENCE À SE BRISER À ANKARA.** Depuis 1991, une timide reconnaissance se dessine pour les droits de la minorité kurde. Et la situation militaire dans le sud-est du pays pourrait évoluer après l'annonce d'un cessez-le-feu par la guérilla du PKK. (*Libération*, 19 mars 1993.), p.21.

**MEURTRES D'ÉTAT AU KURDISTAN.** Les forces de sécurité turques ont commis des dizaines de meurtres dans le sud-est (Kurdistan). (*L'Humanité*, 19 mars 1993.), p.22.

**LES ÉTATS-UNIS S'ATTENDENT AU DÉVELOPPEMENT DU TERRORISME IRANIEN.** (*International Herald Tribune*, 19 mars 1993.), p.22.

**TURQUIE : L'OFFRE DE CESSÉ-LE-FEU DU PKK.** La presse exhorte le pouvoir à reconsidérer sa politique à l'égard des Kurdes. (*Le Monde*, 20 mars 1993.), p.22.

**LA RÉSISTANCE KURDE S'ENGAGE DANS SA 2605<sup>e</sup> ANNÉE.** Le peuple qui fêtait samedi soir son nouvel an rêve toujours, entre deux massacres, à un pays indépendant. (*Est Républicain*, 22 mars 1993.), p.23.

**LA LONGUE MARCHÉ KURDE DE NIZAMETTIN ARIÇ.** Du

Kurdistan turc jusqu'aux côtes allemandes de Hambourg la longue marche de Beko inspire un film très attachant, plutôt réussi, de Nizamettin Ariç. Auteur, compositeur, et interprète. (*Dernières Nouvelles d'Alsace*, 24 mars 1993.), p.24

**UNE ASSOCIATION CULTURELLE RÉGIONALE FRANCO-KURDE CRÉÉE À VAL-DE-REUIL.** (*Paris-Normandie*, 24 mars 1993.), p.25.

**TURQUIE : LES CÉLÉBRATIONS DU NOUVEL AN KURDE SE SONT DÉROULÉES DANS LE CALME.** (*Le Monde*, 23 mars 1993.), p.25.

**IRAK : UN MEMBRE D'UNE ONG TUÉ DANS UNE EMBUSCADE AU KURDISTAN.** (*Le Monde*, 24 mars 1993.), p.25.

**LA TURQUIE HÉSITE... KURDISTAN : UNE TRÊVE EMBARRASSANTE.** Avec l'arrivée du Nouvel an kurde, le 21 mars, le PKK tend le rameau d'olivier au gouvernement turc. Mais sa proposition de cessez-le-feu embarrasse le Premier ministre. (*Ouest-France*, 24 mars 1993.), p.26.

**AMNESTY INTERNATIONAL.** Les femmes en action. Le groupe manosquin participera le 27 mars, place du Terreau, à une campagne de signatures en faveur de 5 femmes militantes emprisonnées (ou tuées) pour délit d'opinion, dont la parlementaire kurde Leyla Zana. (*Le Méridional*, 25 mars 1993.), p.26.

**IRAK : MALGRÉ LA RELATIVE PROTECTION QUE LEUR ACCORDE LE RÉGIME DE SADDAM, LES CHRÉTIENS QUITTENT L'IRAK. LES LIENS ÉTROITS DE LA HIÉRARCHIE AVEC LE POUVOIR ENTRETIENNENT LE MALAISE.** L'exode silencieux des chrétiens de Bagdad. — **LE GESTE DES KURDES.** (*La Croix - l'Événement*, 24 mars 1993.), p.27, 28.

**LES VENTES DE PÉTROLE POURRAIENT ALIMENTER LA**

FORCE NUCLEAIRE IRAKIENNE, avertit le chef de la commission spéciale de l'ONU sur l'Irak. (*International Herald Tribune*, 26 mars 1993.), p.28.

LES KURDES CHOISISSENT LA DIPLOMATIE. Abdullah Öcalan, le dirigeant du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a profité des fêtes du Newroz (nouvel an kurde) pour annoncer une trêve des attentats contre la Turquie. Après un conflit qui a fait 5000 morts, la guérilla renonce, «pour le moment», à la création d'un État indépendant et envisage une solution diplomatique au problème kurde. (*Milliyet*, Istanbul). (*Le Courrier International*, 25 mars 1993.), p.29.

APRÈS LA CÉLÉBRATION DU NOUVEL AN KURDE DANS LE CALME, le gouvernement commence à assouplir sa position sur le problème kurde. — Moment opportun. — L'offensive de printemps retardée. — SUITE À LA TRÊVE DU PKK. Ankara baisse sa garde vis-à-vis des Kurdes. — Plusieurs signes montrent un assouplissement de la politique d'Ankara envers ses 12 millions de Kurdes. (*Le Monde*, 26 mars ; *Journal de Genève*, 27 mars 1993.), p.30, 31-32.

LES COMMANDOS DE TÉHÉRAN N'ONT PAS DÉ-SARMÉ. (*L'Événement du Jeudi*, 25 mars 1993.), p.31.

LE PROBLÈME DES RÉFUGIÉS. Les huit Kurdes installées en Haute-Savoie sont à nouveau en situation illégale et la situation ne semble pas s'améliorer en Turquie où ils refusent de retourner. (*Courrier Savoyard*, 26 mars 1993.), p.32.

LES KURDES CONTRE L'OUBLI. Newroz : le Nouvel An kurde est fêté depuis plus de 2.600 ans par ceux qui n'ont pourtant jamais eu de véritable pays pour le célébrer. Comme elles le font depuis trois ans, les familles kurdes de Vic-le-Comte ont retrouvé, pour un soir, un morceau intact du Kurdistan. (*La Montagne*, 28 mars 1993.), p.33.

UN CHARGEMENT AMÉRICAIN ENVERS LE LEADR IRA-

KIEN L'ÉVICTION N'EST PLUS LIÉE AUX SANCTIONS. (*International Herald Tribune*, 29 mars 1993.), p.33-34.

LES KURDES IRAKIENS CRÉENT UNE ARMÉE UNIFIÉE. (*Coullisse Diplomatique*, 12 mars 1993.), p.35.

UN MÉDECIN PHOCÉEN EN MISSION AU KURDISTAN. (*Le Provençal*, 28 mars 1993.), p.35.

DEUX CHARNIERS DÉCOUVERTS DANS LE KURDISTAN IRAKIEN. — L'OPPOSITION IRAKIENNE CONFIRME LA DÉCOUVERTE D'UN CHARNIER DE 1.500 CORPS. — Un charnier a été découvert près de la ville d'Arbil, dans le nord de l'Irak par des responsables kurdes. Il contient quelque 1500 corps. — DES CAMPS DE LA MORT EN IRAK. (*24 Heures*, 3 mars ; *Libération* ; *Le Jour*, *Le Nouveau Quotidien*, *Haute Marne Libéré* ; *Presse de la Manche* ; *Alsace* ; 30 mars ; *Dépêche du Midi* ; *Écho Républicain* ; *Le Monde*, 31 mars 1993.), p.35, 37, 45.

TROIS HOMMES RETROUVÉS MORTS EN TURQUIE. (*La Marseillaise*, 28 mars 1993.), p.35.

UNE SOIRÉE POUR UN COLÈGE AU KURDISTAN. Plus de 200 personnes sont venues découvrir un peu plus le peuple kurde samedi soir à la salle Baron à Faches-Thumensil. (*Nord Éclair*, 25 mars 1993.), p.36.

SADDAM HUSSEIN RESTE LE MAÎTRE DE BAGDAD. Deux ans après la fin de la guerre du Golfe qu'il a perdue, Saddam Hussein, le président irakien, tient toujours son pays d'une main de fer. Plusieurs pays arabes voient en lui un symbole de la résistance aux Occidentaux. (*Les Clés de l'Actualité*, 25 mars 1993.), p.36-37.

LE KURDISTAN RENIÉ. (*Sud Sud (Trimestriel italien)*, Mars 1993.), p.38-42.

TURQUIE : AFFRONTLEMENTS SANGLANTS AU KURDISTAN. Le sud-est est le théâtre d'une opération aéroterrestre contre les Kurdes : une

cinquantaine de morts. (*Le Courrier*, 5 mars 1993.), p.43.

ANKARA RABROUE LA GUÉRILLA KURDE. Le gouvernement turc répond durement à la proposition de cessez-le-feu lancée par les indépendantistes du PKK. (*Le Nouveau Quotidien*, 17 mars 1993.), p.43.

LES KURDES DE SUISSE ET DE TURQUIE CÉLÈBRENT LE «JOUR NOUVEAU». Newroz, la grande fête traditionnelle kurde, tombe le premier jour du printemps. Fête tragique, souvent marquée par des massacres en Turquie. Des manifestations ont eu lieu hier dans plusieurs villes suisses. (*Le Nouveau Quotidien*, 21 mars 1993.), p.44.

L'AVIATION IRANIENNE BOMBARDE DES VILLAGES KURDES. (*Le Nouveau Quotidien*, 16 mars 1993.), p.44.

LES KURDES, CAPTIFS DE L'HISTOIRE. Évoquer le peuple kurde sous toutes ses facettes, démêler l'écheveau de son histoire mouvementée, un livre y parvient de manière didactique, rigoureuse et poétique. Écrit à plusieurs mains, toutes compétentes dans les différents domaines abordés, ce livre (Les Kurdes par-delà l'exode) nous entraîne sur les traces d'hommes, de femmes et d'enfants en exil sur leur propre terre. (*Présence dans le Monde*, Mars 1993.), p.46.

LA DÉMOCRATIE MENACÉE D'OUBLI. Bientôt deux ans après la fin de la guerre du Golfe, les Kurdes d'Irak vivent un statu quo fragile. Sous la protection alliée, les Kurdes, pour l'instant maître de leur terre, relèvent les ruines du pays. Avec les voisins turcs et iraniens hostiles, aucune solution n'est en vue avec Bagdad et sans grand soutien de l'Occident. — TENIR DANS L'INCERTITUDE. — Pour faire le point sur l'état du Kurdistan irakien, Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris a accepté de répondre à nos questions. (*Présence dans le Monde*, Mars 1993.), p.47-48.

SOULEVER TOUTES LES PIERRES. (*International Herald Tribune*, 30 mars 1993.), p.50.

# Revue de Presse

Institut Kurde de Paris  
**IKP**  
Bulletin de liaison et d'information



## PREMIERS PLANS

# Le cri du peuple kurde

« Un chant pour Beko », projeté mercredi soir, a chahuté le cœur des festivaliers. C'est un film poignant sur la condition du peuple kurde. Un sérieux candidat au prix du public.

ANGERS. — A croire qu'il y a comme cela des noms prédestinés. Une sorte de fraternité des peuples opprimés. Après « Biko », la chanson de Peter Gabriel rendant hommage au leader noir sud-africain victime de l'apartheid, voici « Un chant pour Beko », du réalisateur kurde Nizamettin Ariç, véritable plaidoyer pour son peuple.

### Le 1<sup>er</sup> film kurde

Ce film, pour l'instant unique — c'est le premier film kurde d'expression kurde — raconte l'odyssée d'un homme, Beko, à travers tout le Kurdistan pour retrouver son frère ayant pris un jour le maquis pour défendre la cause nationaliste. Le destin en décidera autrement, et c'est comme soldat enrôlé de force dans l'armée turque que le frère de Beko tombera sous les balles... d'un partisan.

« Un chant pour Beko » nous fait voyager du Kurdistan turc en Syrie et de la Syrie au Kurdistan irakien, pour suivre Beko dans sa quête. Alors que la guerre Iran-Irak bat son plein (nous sommes en 1988, juste après la première attaque aux armes chimiques de Saddam Hussein contre le peuple kurde), Beko trouvera refuge un moment sur des collines désertiques, avec quelques nomades ayant recueilli des réfugiés. Parmi eux, un groupe d'enfants, orphelins après le bombardement de leur village par les avions ennemis.

Le cessez-le-feu intervient enfin. Mais, le lendemain, Beko assiste, impuissant, à une ultime attaque au gaz du village. Zine, la petite fille avec laquelle il s'est lié d'amitié entre-temps, est la seule survivante. Beko, qui raconte son périple en flash-back depuis un camp de réfugiés en Allemagne, la fera soigner dans un hôpital en Europe. Elle représente l'espoir de son peu-

ple, lui ne croyant, finalement, plus en rien.

### Pas militant

« Mon film, explique Nizamettin Ariç, montre ce qui peut arriver à n'importe qui au Kurdistan aujourd'hui, que cette personne soit politiquement active ou pas ». Le réalisateur et comédien (il interprète lui-même le personnage de Beko) est réfugié en Allemagne depuis 1980, l'année du putsch militaire. Kurde de Turquie, Nizamettin Ariç est connu dans son pays comme musicien et chanteur. C'est d'ailleurs lui qui a composé la musique de son film, d'une réelle beauté.

« Un chant pour Beko », tourné en Arménie dans de fastueux paysages d'une splendeur aride, représente l'Allemagne dans la compétition (le film est produit par une société berlinoise) : « Je remercie les Allemands de m'avoir donné

l'argent pour faire le film, à tenu a souligner Nizamettin Ariç. Mais je dois préciser que mon film a été refusé pour la vente à l'étranger par la section allemande au prochain Festival de Berlin ».

Selon son réalisateur, « Un chant pour Beko » n'est pas « un film militant. C'est seulement un film qui se bat pour l'expression kurde ».

Dans le contexte politique actuel, Nizamettin Ariç a-t-il peur pour sa propre vie ? « Si on voit tous les fous qui existent en Iran ou en Irak, on peut avoir peur, en effet. Pour l'instant, je n'ai pas été menacé. J'attends que le film sorte en salles. Mais je crois que le public a besoin de ce genre de films, lui aussi ».

Puisse ce « Chant de Beko » être entendu de par le monde. Autant que l'autre soir, à « Premiers Plans », où de chaleureux applaudissements ont salué son réalisateur après la projection.

B. GUYOMAR



La jeunesse, seul espoir du peuple kurde

**La séance de clôture de la 5<sup>e</sup> édition de ce festival a vu le triomphe de « Mort d'un mathématicien napolitain » et du Kurde Nizamettin Aric, plébiscité par les Angevins.**

**L**a grande salle du cinéma « les Variétés » était comble dimanche après-midi pour la séance de remise des prix du 5<sup>e</sup> festival Premiers Plans. Dominique et Tristan Lofficial assuraient la partie musicale en intermèdes de la proclamation de la douzaine de prix.

Du palmarès que nous publions ci-dessous, nous retiendrons la performance du long-métrage « Mort d'un mathématicien napolitain » de l'italien Mario Martone, qui a raflé ni plus ni moins que trois prix importants : le grand prix du jury, présidé par Jane Birkin et comprenant Betsy Blair, qui avait dû quitter le festival pré-

maturément, Michel Ciment (France), Laura del Sol (Espagne), Catherine Lecocq (France), Carlo Varini, (Italie) ; le grand prix S.A.C.D. et le prix de la C.I.C.A.E.

Nul n'a été surpris que le prix du public soit allé à « Ein Leid Fur Beko » du Kurde Nizamettin Aric. Nos confrères Cécile et Olivier des radios locales ne juraient que par ce film et reflétaient donc bien l'opinion des Angevins. Enfin, avec la mention spéciale du jury pour son long métrage « Sondagbarn », Daniel Bergman, prouvait que bon sang ne saurait mentir.

Enfin il revenait à Jane Bir-

LA NOUVELLE REPUBLIQUE DU CENTRE

1er février 1993

## “Premiers Plans” : l'heure des prix



Nizamettin Aric et sa scénariste en compagnie de Claude-Eric Poiroux

kin de « clore le festival ». Avec sa gentillesse coutumière, son accent inimitable (sans oublier un lapsus qui lui fit dire « cloître » pour « clô-

ture », lapsus dont nous laisserons aux psychanalistes le soin de déchiffrer le sens), elle regretta qu'un plus grand nombre de prix n'ait été attribué,

tant l'angoisse fut grande au moment de choisir les lauréats au sein d'une sélection d'une telle qualité.

B.V.

## Le palmarès

### Prix du jury

**Grand prix du meilleur premier long métrage européen.** — Mario Martone pour « Mort d'un mathématicien napolitain » (Italie).

**Grand prix S.A.C.D. du meilleur scénario de premier long métrage européen.** — Fabrizia Ramondino pour « Mort d'un mathématicien napolitain » (Italie).

**Grand prix du meilleur premier court métrage européen.** — Jean-Pierre Daroussin pour « C'est trop con... » (France).

**Grand prix du meilleur film d'école européen.** — Ex-aequo Nathalie Alonso Casale pour « Memorias sin batallas y otros muertos » (Pays-Bas), et Mitja Novljan pour « Sabajev » (Slovénie).

**Grand prix du conseil général du film d'école européen.** — Anna Negri pour « Car wash love » (Grande-Bretagne).

**Prix spécial France 3 Ouest du film d'école européen** (le film sera acheté et diffusé par France 3 Ouest). — Peter Nordlund pour « Salascha » (Danemark).

### Prix du public

**Prix du public pour le meilleur premier long métrage européen.** — Nizamettin Aric pour « Ein leid fur beko » (Allemagne-Kurdistan).

**Prix du public pour le meilleur court métrage européen.** — Rainer Matsutani pour « Klinik des grauens » (Allemagne).

**Prix du public pour le meilleur court métrage européen.** — Emmanuel Bezler et Christel Delahaye pour « L'Age de raison » (France).

**Prix du public du meilleur premier scénario de long métrage.** — Rainer Matsutani pour « Klinik des grauens » (Allemagne).

**Prix du public du meilleur premier scénario de long métrage (premiers scripts pour premiers plans).** — Guy Jacques pour « Je m'appelle Victor » (lu par Dominique Pinon).

### Autres prix

Le jury de la Confédération internationale des cinémas d'art et d'essai a remis un prix de la C.I.C.A.E. à un premier long métrage européen pour assurer sa distribution en France, à Mario Martone pour « Mort d'un mathématicien » (Italie).

**Grand prix de la PROCIREP pour le premier long métrage.** — 200.000 F offerts pour la production dans la C.E.E. du prochain film de Niyole Adomenaite réalisatrice de « Une maison sur le sable » (Russie).

### Mentions spéciales du jury

**Longs métrages.** — Mention spéciale du jury pour « Sondagbarn », long métrage de Daniel Bergman (Suède).

**Films d'écoles.** — Mention spéciale du jury pour « Blindscape », film d'animation de Stephen Palmer (Grande-Bretagne).

Mention spéciale du jury pour « Soy Luna », film de fin d'étude de Wolke Kluppel (Pays-Bas).

## Le palmarès

# Razzia sur les prix

Le film italien de Mario Martone a raffé trois prix importants du palmarès : le grand prix du jury, le prix SACO du meilleur scénario et le prix de la CICAÉ pour la distribution en France.

Pas de surprise pour le film kurde (produit par l'Allemagne), qui reçoit le grand prix du public.

Les applaudissements n'ont pas été particulièrement chaleureux à l'annonce du grand prix du jury, décerné à « Mort d'un mathématicien napolitain », de Mario Martone (Italie). On savait que Michel Ciment avait beaucoup apprécié le film (il l'avait déjà défendu à Venise où le film a remporté le prix spécial). Le public s'est ennuyé à la projection, mais le film avait des atouts : énorme travail d'enquête auprès de tous les gens qui avaient comme le



N. Aric. premier prix du public.

mathématicien Renato Cacciopoli (dont le film retrace les derniers moments), communiste, petit-fils de Bakounine et ami d'André Gide. Des huit films présentés, c'était peut-être celui qui offrait le parti pris le plus novateur : retracer les derniers jours d'un homme avant son suicide, en respectant l'enigme de sa mort, sans apporter d'explication ou d'hypothèse.

Le film de Daniel Bergman, « Sondagsbarn » dominait largement, à mon avis, la compétition. Mais peut-être le jury l'a-t-il trouvé trop académique (ce qu'il n'est pas), pas assez original. Il se contente d'un prix créé pour lui : la mention spéciale, toujours très comode pour couper la poire en deux.

Les autres films avaient des qualités, mais aussi quelques faiblesses qui les plaçaient derrière : fai-

blesse du scénario (film allemand), naïveté de la mise en scène (film anglais), sujet trop classique (film russe), jeu parfois outré (« Abracadabra »).

En toute logique, le prix de la Procirep (200 000 F) aurait dû aller à Daniel Bergman, dont le film a été refusé par le distributeur français, qui aurait bu le bouillon avec « Mes meilleures intentions », de Billie August (traitant du même sujet), pourtant Palme d'or à Cannes. C'est le film que nous avons le moins aimé (« Une maison sur le sable », Estonie), qui a décroché le prix. Si le choix du film italien se défend, le choix de ce film bavard et ennuyeux, se justifie assez peu.

Côté court métrage, on regrettera l'absence de « Phones » de Tim Pope, au palmarès. Il partait pourtant grand favori. O. BELLAMY.

## Palmarès 1993

### Prix du jury

Grand prix du meilleur premier long métrage à Mario Martone pour « Mort d'un mathématicien napolitain » (Italie).

Grand prix SACD du meilleur scénario de premier long métrage à Fabrizia Ramondino pour « Mort d'un mathématicien napolitain » (Italie).

Grand prix du meilleur premier court métrage à Jean-Pierre Darroussin pour « C'est trop con » (France).

Grand prix du meilleur film d'école à Nathalie Alonso Casale pour « Memorias sin Batallas y otros muertos » (Pays-Bas) et Mitja Novljan pour « Sabajev » (Slovénie).

Grand prix du conseil général du film d'école européen à Anna Negri pour « Car wash love » (Grande-Bretagne).

Prix spécial France 3 Ouest du film d'école européen à Peter Nordlund pour « Salascha » (Danemark).

### Prix du public

Prix du public pour le meilleur premier long métrage à Nizamettin Aric pour « Ein lied für Beko » (Allemagne-Kurdistan).

Prix du public pour le meilleur court métrage à Emmanuel Be-

zier et Christel Delaye pour « L'âge de raison » (France).

Prix du public pour le meilleur film d'école à Rainer Matsutani pour « Klinik des Grauens » (Allemagne).

Prix du public du meilleur premier scénario de long métrage (premiers scripts) à Guy Jacques pour « Je m'appelle Victor » (lu par Dominique Pinon)

### Autres prix

Le jury de la confédération internationale des cinémas d'art et d'essai a remis un prix « Mort d'un mathématicien » (Italie).

Grand prix de la PROCIREP à Niyole Adomanaite, réalisatrice de « Une maison sur le sable » (Russie)

### Mentions spéciales du jury

**Longs métrages.** — Mention spéciale du jury pour « Sondagsbarn », long métrage de Daniel Bergman (Suède).

**Films d'écoles.** Mention spéciale du jury pour « Blindscape », film d'animation de Stephen Palmer (Grande-Bretagne).

Mention spéciale du jury pour « Soy Luna », film de fin d'étude de Wolke Klupell (Pays-Bas).

Ouest France - 29 janvier 1993

« Ein lied für Beko »

## Vive le Kurdistan !

Deux excellents films ont marqué la soirée de mercredi : le court métrage français de James Huth, « Télécommandes », et le long métrage kurde de Nizamettin Aric, « Ein lied für Beko » produit par l'Allemagne. Le premier est fort brillant, le deuxième est bouleversant.

« Télécommandes » commence comme une banale comédie de mœurs : un homme dit bonsoir à ses enfants dans un appartement luxueux et dîne aux chandelles avec une femme. En fait, il est tout seul et parle avec un film vidéo, récitant les répliques fournies avec la cassette.

Michel Leeb est remarquable dans le petit film très drôle, parfaitement maîtrisé et inquiétant sur le fond.

« Ein lied für Beko » nous emmène, lui, au Kurdistan, pays improbable, écartelé entre la Turquie,

l'Irak et l'Iran mais vraie culture avec sa propre langue et ses traditions. Le film n'est pas un documentaire mais on y apprend plus de choses sur la vraie vie des Kurdes, sur leurs peurs, leurs aspirations, leur calvaire que tout ce qu'on a pu voir à la télévision.

En plus, nous avons affaire à un vrai cinéaste, pas à un journaliste avide de mettre en boîte un sanglot en gros plan. Tout est filmé avec pudeur et lucidité. Jusqu'à la scène atroce où une famille de retour dans son village se fait gazer par les avions de Sadam Hussein. Tout est intéressant dans ce film, chaque regard, chaque rire d'enfant, chaque geste quotidien exécuté tranquillement comme si, l'espace de quelques heures, la guerre n'existait plus.

Devant une œuvre aussi forte et aussi dououreusement authentique, les films précédents paraissent bien dérisoires, quelles que soient leurs qualités respectives.

O. BELLAMY.

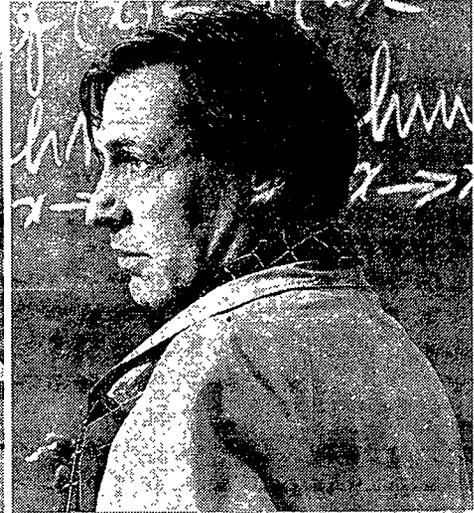
LA CROIX — 4 FEVRIER 1993

Cinéma

# L'EUROPE AU PIED DE L'IMAGE



*Un chant pour Beko* : l'exil forcé de fermiers kurdes.



*Mort d'un mathématicien napolitain.*

**Pendant une semaine, le cinéma européen s'est épanoui à Angers**

**ANGERS**  
DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Fondé sous le signe de l'Europe, « Premiers plans » à Angers, dont c'était la cinquième édition, continue à tenir parfaitement ses ambitions : la sélection officielle, « produit d'appel » du Festival, a réuni une dizaine de premiers films, en provenance de toute l'Europe, élargie à la Russie. Invité attendu, Daniel Bergman, fils d'Ingmar Bergman, a présenté *L'Enfant du dimanche*, une chronique familiale écrite par son père, émouvante mais beaucoup trop détaillée, et composant une sorte de suite aux *Meilleures intentions* de Bille August.

*Un Chant pour Beko*, film germano-kurde racontant l'exil

forcé de fermiers sur les hauteurs du Kurdistan, lors du conflit Iran-Irak, avant qu'ils ne soient gazés par l'armée de Saddam Hussein une fois revenus dans leurs villages, a, lui, bouleversé le public, qui lui a décerné son prix. C'est finalement *La Mort d'un mathématicien napolitain*, subtil long métrage de Mario Martone, metteur en scène de théâtre d'avant-garde passé au cinéma, qui a obtenu le grand prix du Jury.

## La saveur des à-côtés

Au cours d'un grand colloque, on a également « planché » sur le programme Europa Cinéma, lancé par un réseau d'exploitants de salles européens sous l'égide de Bruxelles, pour favoriser la circulation de films « made in CEE », d'un pays à l'autre. Autant de réjouissances qui, après tout, composent l'ordinaire d'un Festival européen digne de ce nom.

N'empêche, les ingrédients qui donnent à « Premiers plans » saveur et originalité, c'est plutôt dans les à-côtés

qu'on les trouve. Ainsi, depuis sa création, le Festival d'Angers présente-t-il une demi-douzaine de mini-programmes de films réalisés par des étudiants, en cursus cinéma dans les écoles européennes parmi les plus réputées, telles la Femis à Paris, la Famu à Prague ou la Deutsche Film und Fernsehakademie à Berlin. Pour être franc, le meilleur côtoie le pire. C'est tout de même une occasion unique de jauger, très empiriquement, il est vrai, ce qui peut influencer et inspirer ces aspirants cinéastes.

Les styles nationaux ont la vie dure : c'est un fait, on ne peut guère confondre les premières images d'un jeune Anglais avec celles d'étudiants polonais, beaucoup plus attirés par les recherches formelles. Mais le plus saisissant, jusqu'à mettre mal à l'aise, c'est la noirceur, voire la violence, qui se dégage de la plupart de ces films : avec *La Chasse*, par exemple, œuvre d'animation fort bien ficelée, un étudiant autrichien a mis en scène une sorte de messe noire, à l'issue de laquelle un néo-nazi, sinistre

djinn bardé de cuir, jaillit des ténèbres. Un étudiant slovène, lui, a carrément filmé les fantasmes et l'univers paranoïaque d'un tireur fou, avec force délires visuels. Glacial.

## L'enthousiasme du jeune public

Le jeune public – étudiants angevins, élèves étrangers invités par le Festival – s'est littéralement rué dans les salles, donnant ainsi vie et épaisseur à ce Festival européen. Le public ne s'est pas fait prier non plus pour assister aux lectures de scénarios par des acteurs, une autre singularité de « Premiers plans », seul Festival de cinéma à pratiquer ce genre d'exercice. Samedi après-midi, Dominique Blanc et Tchéky Kario se sont donné la réplique, lisant à la table *Sur les traces du renard*, premier film de Diane Bertrand que les deux acteurs devraient tourner sous peu. Subjugué pendant deux bonnes heures, on retient son souffle : après tout, le cinéma européen s'écoute autant qu'il se regarde.

**Philippe ROYER**



Ein kurdisches Waisenmädchen blickt hoffnungsvoll in die Zukunft: Szene aus „Ein Lied für Beko“



„Ein Lied für Beko“: Der Kurde Nizamettin Aric inszenierte und spielte in seinem Film gleichzeitig die Hauptrolle. Foto: Aric

## Die biographische Geschichte einer Flucht

„Ein Lied für Beko“ und ein kurdischer Regisseur

Seinen kurdischen Landsleuten müßte man den Sänger, Komponisten, Autor, Schauspieler und nun auch Regisseur Nizamettin Aric kaum vorstellen: Als Sänger und aus Fernsehauftritten war er eine bekannte Größe im Kulturleben der Türkei, als ihn der Versuch, ein Lied in seiner kurdischen Muttersprache zu singen, in den Augen der Staatsmacht über Nacht zum „Separatisten und Terroristen“ stempelte. Bis zu 15 Jahren Gefängnis drohten ihm dafür, denen er durch die Flucht nach Syrien und 1982 nach Berlin entging. Hier produzierte der 1956 in Agri im türkischen Teil Kurdistans geborene Aric einige Kassetten mit kurdischer Musik, bevor er nun seinen ersten Spielfilm als Regisseur fertigstellte: „Ein Lied für Beko“ betitelt er die teilweise autobiographische Geschichte einer Flucht, deren Drehbuch er gemeinsam mit Christine Kernich schrieb und in dem er selbst die Hauptrolle übernahm. Mit den Filmemachern sprach unser Mitarbeiter Eugen L. Ribnitzer.

**Berliner Zeitung:** Ein kurdischer Film, aber im wesentlichen mit deutschem Geld finanziert...

Aric: Ganz sicher hätte ich meinen Film lieber dort gedreht, wo er spielt, in Türkisch-Kurdistan, aber das war völlig undenkbar, denn an der Unterdrückung der kurdischen Kultur durch die türkische Regierung hat sich ja praktisch nichts geändert. Zwar hat man die Gesetze Nr. 141 und Nr. 142, durch die die kurdische Sprache offiziell verboten war, unter der Regierung Demirel abgeschafft, aber gleichzeitig wurde

ein neues Gesetz geschaffen, das praktisch den gleichen Effekt hat, indem es den Behörden erlaubt, Aktivitäten von Kurden leicht unter „Separatismus und Terrorismus“ einzustufen, und das gilt auch für kulturelle Aktivitäten. Außerdem betrifft ja diese „Liberalisierung“ sowieso nur das gesprochene Wort, gedruckte Publikationen in kurdisch sind nach wie vor verboten.

*Dennoch ist es ungewöhnlich, daß man für so ein Projekt Gelder von deutschen Fördergremien bekommt.*

**Kernich:** Es stimmt, daß die Problematik der Kurden hierzulande jahrelang überhaupt kein Thema war. Erst mit den Gasangriffen Saddam Husseins 1988 nahm man das Thema zur Kenntnis. Dann hat es immer noch Jahre gedauert, bis das Projekt durch Gelder vom Kuratorium (Junger Deutscher Film), Förderung aus Hamburg und Beteiligung des WDR in Gang kam.

*Angesichts der brennenden Aktualität der Kurdenproblematik würden viele wohl einen deutlicher politischen Film erwarten.*

Aric: Natürlich war klar, daß wir einen politischen Film machen würden, aber nicht so einen, der schreit. Wir wollten eine Form finden, die Lage der Kurden so darzustellen, daß der Zuschauer auch Zugang zur Problematik findet.

**Kernich:** Wir wollten die Geschichte einzelner Menschen erzählen. Besonders wichtig war uns, vieles über die Kinder zu erzählen, statt mit den üblichen Actionmustern Klischees zu bedienen.

4. Februar 1993

KINO

# „Ein Lied für Beko“

Nr. 2915 • 117. Jahr / Donnerstag, 4. Februar 1993 • A 2032 A

## Wenn einem nur die Kleider und die Hoffnung bleiben

Auf dem Filmfest in Venedig applaudierten die Zuschauer zehn Minuten. Für „Ein Lied für Beko“ von Nizamettin Ariç. Erzählt wird die Geschichte des kurdischen Flüchtlings Beko. Auf der Suche nach seinem Bruder gerät er zwischen die Fronten des iranisch-irakischen Krieges. Landet schließlich nach abenteuerlicher Odyssee in einem deutschem Asylantenheim. Ohne Pathos und ohne moralischen Zeigefinger wird der Leidensweg

eines Exilanten beschrieben, dem nichts als die Kleider und seine Hoffnungen geblieben sind. Regisseur und Hauptdarsteller Nizamettin Ariç gelang ein wunderschöner Film über die Auflösung der Familienkerne, die Entwurzelung aus dem eigenen Land und die Narben, die das hinterläßt. Einfach unter die Haut gehend. Der Film ist mehr als nur Darstellung des kurdischen Schicksals (Sputnik 1, Xenon).  
sake



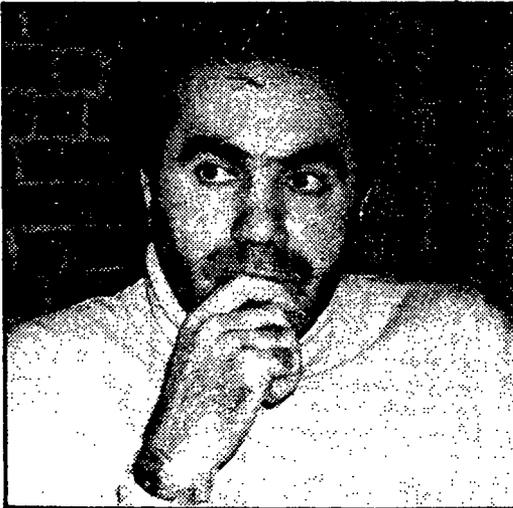
Bärg

### Ich schwamm durch einen Fluß. Es war das Kühlwasser eines Atomkraftwerks

Nizamettin Ariç drehte den ersten kurdischen Spielfilm. *BZ*-Porträt

„Wenn ich in die Türkei fahre, werde ich als Terrorist verhaftet.“ Nizamettin Ariç (37) ist Kurde. Die Filmgeschichte verdankt ihm den ersten kurdischen Film: „Ein Lied für Beko“. Die Flucht eines Kurden vor Krieg und Verfolgung nach Deutschland.

Ariç kommt aus einem Land, das es nicht gibt. Etwa 30 Millionen Kurden leben in den Grenzgebieten vom Iran, Irak, Türkei, Syrien, Libanon und Armenien. Ihre Kultur wird unterdrückt. Weltweit gehen sie ins Exil. In Berlin leben 40 000. Ariç kam 1981: „Ich habe immer noch Heimweh. Ich wollte doch nicht weg.“ Der in der Türkei gefeierte Sänger und Schauspieler mußte fliehen, weil er ein Lied in kurdischer Sprache vorgetragen hatte. Es drohten 15 Jahre Haft. „Schon damals machte ich mir Notizen. Sprach mit anderen Exilanten. Diese Geschichten waren die Vorlage für meinen Film.“ Sein Erstlingsfilm



Regisseur und Hauptdarsteller Nizamettin Ariç  
Foto: Klier

war der Überraschungserfolg der Filmfestspiele von Venedig. Erhielt zwei Preise und das Prädikat „Besonders wertvoll“. „Beko“ ist der Renner auf allen Filmfesten. Doch auf der Berlinale wird er nicht zu sehen sein. „Es ist eigentlich ein Skandal. Wir wollten in die 'Deutsche Reihe' und wurden ohne Begründung abgelehnt.“

Gemeinsam mit seiner Lebensgefährtin Christine

Kernich (45), Dozentin für Theaterpädagogik an der HdK, schrieb er das Drehbuch für die eine Mio Mark teure Low-Budget-Produktion. Sie half ihm auch bei den Dreharbeiten in den 3 000 Meter hohen Bergen Armeniens. Unter härtesten Bedingungen lebte die 30köpfige Mannschaft ohne warmes Wasser oder Elektrizität bei Bergbauern. Ihr zweijähriger Sohn Cavo war auch dabei.

Beindruckend in dem Film ist die wunderschöne Landschaft im Wechselspiel des Sonnenlichts. „Die Natur braucht keine Worte. Ich habe die Dialoge bewußt knapp gehalten.“

Doch die Schönheit ist trügerisch: „Bei den Dreharbeiten schwamm ich durch einen Fluß. Hinterher erfuhr ich, daß in ihn das Kühlwasser eines nahen Atomkraftwerks abgeleitet wurde.“ Wer wundert sich da noch, daß der poetische Film Hoffnung macht?  
Sabine Klier

# Gesang in einer verbotenen Sprache

Neu im Kino: »Ein Lied für Beko« heißt der erste kurdische Spielfilm. Regisseur und Hauptdarsteller Nizamettin Aric hat in der Geschichte seines Volkes eine heilvolle Balance zwischen Witz und Schrecken gesucht und gefunden

In einem Hamburger Kino wird »Ein Lied für Beko« gezeigt. Wenn die 2741 Meter Filmmaterial durch den Projektor gelaufen sind, werden einige Kurden geweint haben, andere schweigend gehen, und die deutschen Zuschauer werden fassungslos sitzen bleiben, sich beklemmt fühlen – oder kulturbeflissen lächeln.

»Ein Lied für Beko« ist der erste Spielfilm in kurdischer Sprache. Seine Geschichte ist von einfacher, aber folgerichtiger Grausamkeit. Ort der Handlung: Kurdistan, verstreut über die Türkei, Syrien, den Irak. Zeit: 1988. Akteure: das türkische Militär, das die Kurden verfolgt. Saddam Hussein, der die Kurden ermordet. Deutsche Gift- und Waffenexporteure, die in beides verstrickt sind. Und – natürlich? – die Opfer.

Der Kurde Cemal desertiert, sein Bruder Beko, als Geisel genommen, flüchtet schwimmend über den Euphrat nach Syrien und weiter in ein Nomadenlager. Dort lernt er die kleine Ziné kennen, wird zum Zeugen eines irakischen Angriffs mit Giftgas, flüchtet mit Ziné, die erblindet ist, nach Deutschland. Der Regisseur Nizamettin Aric, 35 Jahre alt, sagt von sich, er habe die Geschichte im kollektiven Gedächtnis seines Volkes gefunden, da sie dem Schicksal vieler Landsleute gleiche. Aric selbst hat die kurdische Sprache erst im Exil richtig gelernt. In der Türkei, wo er unter falschem Namen als vorgeblich türkischer Sänger berühmt wurde, drohte ihm ein Gericht mit 15 Jahren Haft, weil er ein Lied gesungen hatte – auf kurdisch. So liegt, neben aller ästhetischen Qualität dieses Films, seine wahre Provokation in der Sprache.

Eine Szene: Steinhäuser am Rand der Ebene. Die weiße Gardine flattert im Wind. Dann fährt türkisches Militär vor. »Wo ist Cemal Oztürk?« brüllt der Kommandant. Von Maschinengewehren bedroht, müssen sich die Dorfbewohner aufstellen. »Wie kommt es«, ranzt der Kommandant den Dorfältesten an, »daß hier keiner auf meine Fragen antwortet?« Der *muchtar* sagt: »Weil sie Ihre Sprache nicht verstehen.« Der Kommandant schnarrt: »Hier gibt es nur eine Sprache. Und die heißt Türkisch.«

Das Gesetz in der Türkei besagt, wenn jemand kurdisch spreche, sei dies als »schweres Delikt« zu bewerten. In einem Land, wo 15 Jahre Haft auf den Vortrag eines kurdischen Liedes stehen, konnte »Ein Lied für Beko« nicht gedreht werden. Über Jahre hat Nizamettin Aric, der seit 1981 in Deutschland wohnt, mit seiner Le-

bensgefährtin und Koautorin Christine Kernich versucht, einen Produzenten zu finden. Ohne Erfolg. Bis er 1990 die armenische Filmproduzentin Margarita Woskanjan für sich und sein Projekt gewann. »Ich gehöre selbst zu einem Volk, das seit Jahrhunderten und bis heute verfolgt und vernichtet wird«, sagt sie. In den Jahren 1914/15 wurde das armenische Volk unter Kemal Atatürk deportiert und ermordet. Deutschlands gute Beziehungen zur Türkei durften den Interessen einer Minderheit nicht geopfert werden, ein Weltkrieg stand bevor. Italienischen Journalisten zeigt Aric bei den Filmfestspielen in Venedig den *Hürriyet* vom 29. August 1982: »Kurden eliminieren«, besagt eine Schlagzeile.

Unter ästhetischen Gesichtspunkten ließe sich über Nizamettin Aric' Erstlingswerk ausdauernd schwärmen: Wie die Bilder ei-

ner karg-grandiosen Landschaft frösteln lassen, weil den Verlust an Heimat spürt, wer sich plötzlich mit Bildern von Hamburger Kneipen im Neonlicht konfrontiert sieht. Wie die Lieder und Sagen, die Aric mit der Handlung verflocht, die Kraft eines alten Kulturvolks erahnen lassen. Wie der Film seine Stärke aus der Dialektik von Witz und Schrecken gewinnt: Weil der Zuschauer sich nicht ausblenden kann vor zu viel Grausamkeit, sondern geködert wird mit beschaulichen Szenen, die erst der Einbruch von türkischen, irakischen Dünstjüngern, Panzern, Hubschraubern zerstört. Wie aber der Grausamkeit und dem Sterben eine unverhoffte Milde inneohnt, weil mitten im Krieg und im Tod die Sonne über den Bergen eben doch in die Schönheit untergeht, und wie diese Milde den Schrecken noch steigert.

Es gleicht einem Wunder, daß »Ein Lied für Beko« überhaupt gedreht worden ist. Eine Filmförderung gibt es für Kurden in ihrer Heimat nicht. Paruir Hairikian, Präsidentschaftskandidat bei den armenischen Wahlen im vergangenen Jahr, hat die Kontakte in die Gegend um Eriwan vermittelt.

Nizamettin Aric lernte die Bewohner kurdisch-armenischer Dörfer kennen, fand dort sowohl Schauplätze als auch Akteure – die Hirten und Bauern der Gegend: »Wir mußten das Authentische dieser Leute einfangen.« Doch die Qualität des Films ist vor allem als politische zu begreifen: Vielleicht bleibt die Übereinstimmung von Form und Inhalt das – wenig beglückende – Privileg eines bedrohten Volkes? Rund 350 000 Kurden leben im deutschen Exil.

ULRIKE WILHELM



Der Zuschauer fröstelt beim Anblick der kargen Landschaft: »Ein Lied für Beko« von Nizamettin Aric lebt auch von der Wahrhaftigkeit seiner Laiendarsteller

Foto: Margarita Woskanjan

Berlin-Kultur ■ die tageszeitung. Samstag, 6. Februar 1993

# Europa ist nur ein weiterer Ort

Der erste kurdische Spielfilm „Ein Lied für Beko“ ■ Von Petra Kohse

Ein Dorf im türkischen Kurdistan, 1988: der kurdische Bauer Beko wird von türkischen Militärs gefangen genommen. Man will die Rückkehr des vor dem Militärdienst geflohenen Bruders Cemal erzwingen. Beko flieht ebenfalls und gelangt unter abenteuerlichen Umständen nach Syrien. Von dort aus geht es weiter in die irakischen Berge. Er hofft, Cemal bei den Peschmergas zu finden, bei den kurdischen Partisanen, die sich an der Grenze zwischen Iran und Irak versteckt halten. Er bleibt in einem kleinen Lager mitten im Kriegsgebiet und wartet auf Nachricht von seinem Bruder. Er wartet umsonst. Da erreicht die Botschaft von Waffenstillstandsverhandlungen das kleine private Auffanglager. Einige der Familien wollen in ihre Dörfer zurück, doch die „Gastgeberin“ warnt: Da Saddam Hussein jetzt die Hände wieder frei hat, werde er sich an den Kurden schadlos halten. Sie ziehen trotzdem los, und Beko folgt ihnen auf die Bitte der elternlosen Zine. Sie erreichen ihr zerbombtes Dorf. Beko geht noch einmal zurück, um den Rest der Habseligkeiten zu holen. Als er wiederkommt, sind fast alle tot – ein irakischer Giftgasangriff. Nur Zine lebt noch. Beko nimmt sie auf den Arm, und irgendwie erreicht er Europa. In einem Hamburger Krankenhaus wird das Mädchen an den Augen operiert. Beko kommt in einem Asylbewerberheim unter. Bei einem kurdischen Treffen erfährt er, daß man seinen Bruder gefaßt und in eine türkische Uniform gesteckt hat. Während eines Angriffs auf Kurden wurde er von Männern des eigenen Volkes erschossen.

„Ein Lied für Beko“, der erste kurdischsprachige Spielfilm, ist außergewöhnlich. Das beginnt schon damit, daß er 1992 als deutscher Beitrag bei den Filmfestspielen in Venedig gezeigt wurde, wo er zwei Preise gewann. Produziert hat den Film Margarita Woskanian, eine Berlinerin armenischer Herkunft. Als Koproduzenten zeichnen der

WDR und die eigens zu diesem Zweck gegründete „First Independent Armenian Filmproduction“. Unter schwierigsten und durchweg illegalen Bedingungen drehte das Team an der armenischen Grenze zur Türkei – dem einzigen Ort, an dem man, was Landschaft, ihre Bewohner und deren Sprache betrifft originale Bedingungen vorfand. Einleuchtend ist auch die Personalunion von Hauptdarsteller, Regisseur, musikalischem Leiter und Koautor. Nizamettin Aric, so der Name des erst 36jährigen kurdischen Multitalents, kam 1981 nach Berlin. In der Türkei hatte er sich bereits als Sänger und Schauspieler einen Namen gemacht, hierzulande trat er bisher als Musiker in Erscheinung. „Ein Lied für Beko“ ist sein erster eigener Film. Gemeinsam mit dem Kameramann Thomas Mauch und Christine Kernich (Drehbuch, Kostüm, Maske) gelang ihm eine ruhige, reduzierte, ausdrucksstarke, sehr musikalische Umsetzung der bitteren und leider ganz und gar nicht konstruierten Geschichte.

Am Anfang sitzt Beko vor se-

inem Haus und spielt Flöte. Seine Schwägerin und sein Neffe treten vor die Türe und sehen ihm traurig zu, vor wenigen Stunden ist Cemal geflohen. Hunde kläffen. Dann überfallen Horden Schwerbewaffneter das ärmliche Dorf. Die Bewohner werden auf einem Platz zusammengetrieben, die Hände über dem Kopf. Im nachmittäglichen Gegenlicht sieht man ringsum auf dem Felsen Soldaten stehen. Sie durchsuchen das Haus. Das wenige Geschirr, ein paar Laken und Lebensmittel werden auf den Hof geschmissen. Die Kamera fixiert das Häufchen, schwere Stiefel treten darauf. Alltäglicher Terror, genau und schlicht erzählt, ohne jegliche Larmoyanz.

Das Lagerleben in der kalten, ockerfarbenen Hochebene: zwei Zelte, einige Schafe, eine Feuerstelle. Keiner sagt mehr, als er zu sagen hat, jeder tut, was zum Überleben nötig ist. „Wo soll ich hin, wenn ich meinen Bruder gefunden habe?“ fragt Beko die Gastgeberin. „Was fragst du mich“, antwortet sie. „Dies ist mein Land, und woanders bist du auch nicht nützlich-

cher als hier.“ Vor Übelkeit schwankend, sucht Beko am Ende im vergasteten Gebiet nach Überlebenden. Das Bild verschwimmt, kein Umweltgeräusch ist zu hören, nur Musik aus dem Off. Als er Zine gefunden hat, schärfen sich die Konturen wieder. Über einen nackten Hügel stolpert er mit ihr, darüber wird ein weiterer, höherer sichtbar, dann noch einer und noch einer. Fern hinter jeglichem Nichts scheint die Rettung zu liegen. Aber auch Europa ist nur ein weiterer Ort. Und Beko in Hamburg nicht nützlicher als anderswo.

„Der Film zeigt, was heute in Kurdistan jedem geschehen kann“, so Nizamettin Aric über seinen Film. „Wo kaum mehr als das nackte Leben bleibt, ist Hoffnung ein Lebensmittel. Je mehr Menschen in der Welt von uns wissen, um so mehr können wir hoffen.“ Darum habe ich diesen Film gemacht.“ Einen deutschen Verleih hat „Ein Lied für Beko“ noch nicht. Dafür das Prädikat „Besonders wertvoll“.

Heute um 18.15 Uhr im Xenon, Kolonnenstraße 5, Schöneberg.



Szene aus „Ein Lied für Beko“

Foto: Verleih

# Iran Calls for U.S. 'Goodwill'

The Associated Press

TEHRAN — President Hashemi Rafsanjani said Sunday that Iran needed "some goodwill gestures" from the United States before it would consider resuming diplomatic ties.

He suggested that one such measure would be the freeing of billions of dollars in Iranian assets frozen in the United States.

Mr. Rafsanjani also called for the lifting of the embargo on weapons sales to the Muslims in Bosnia-Herzegovina; repeated Iran's support for a cutback in OPEC oil production to bolster prices, and said the "death sentence" against Salman Rushdie still stood.

He made the remarks at a news conference marking the 1979 revolution that brought Ayatollah Ruhollah Khomeini to power.

It was Mr. Rafsanjani's first news conference with foreign reporters in two years, but most of remarks seemed to underscore the Iranian's isolationist policy.

Asked about the possible resumption of ties with the United States, severed after Iranian militants seized 52 hostages in the U.S. Embassy in Tehran in November 1979 and held them for 444 days, he accused the United States of "continued animosity" toward Iran and said restoration of diplomatic relations would require "some signal of goodwill in practice and not in theory."

Iran has demanded \$11 billion for military equipment ordered by Shah Mohammed Reza Pahlavi before the 1979 revolution. Washington froze the deliveries after the hostages were taken.

Mr. Rafsanjani also said that although he saw the regime of the Iraqi president, Saddam Hussein, as a destabilizing force in the region, he opposed U.S. intervention.

"We do not think the solution is that a power like the United States comes to the region and takes control of the fate of the Iraqi people," he said. "We suspect the intentions of the United States and the West."

Asked about the "death sentence" issued against Mr. Rushdie by Ayatollah Khomeini on Feb. 14, 1989, after Mr. Rushdie wrote "The Satanic Verses," Mr. Rafsanjani said: "Nothing can change this because, unfortunately, the leader is deceased, he is not with us and he cannot change the verdict."

INTERNATIONAL HERALD  
TRIBUNE.

FEBRUARY 1, 1993

in jail because the British government "has not shown any understanding toward the plight, the hardships of the Iraqi people."

The United States and its British and French allies renewed attacks on Iraq in January on the grounds that it was flouting UN resolutions adopted after the Gulf War.

The senior UN nuclear inspector in Iraq, Maurizio Zifferero, said the ban should not be lifted until Baghdad comes clean on which foreign firms supplied its nuclear weapons program.

Mr. Zifferero, ending the first nuclear inspection visit since the allied air strikes, said he could see no easing of sanctions until Baghdad revealed the sources of its equipment and technology.

Iraq has so far refused to supply the list.

Initial results from Iraqi water samples being analyzed in Vienna indicated that Baghdad had not been running any nuclear program since the Gulf War, he said.

Mr. Zifferero said an Iraqi factory flattened by U.S. cruise missiles two weeks ago had been "rearranged" for peaceful purposes after the Gulf War. But the factory on the outskirts of Baghdad, was once an important part of Iraq's nuclear program and could have been converted back again, he said.

(Reuters, AP)

## And Iraq Pins Hope on Clinton

Compiled by Our Staff From Dispatches

BAGHDAD — Iraq said Sunday that it expected the Clinton administration to give it more credit for complying with United Nations resolutions.

But the top UN nuclear inspector in Iraq ended his latest mission saying that Baghdad still had a long way to go to prove it was committed to dismantling its weapons programs.

The Iraqi deputy prime minister, Tariq Aziz, said on the BBC that "the Bush administration deliber-

ately obscured the degree of implementation of UN resolutions because it wanted to use that as a political tool to destabilize the government of Iraq."

Calling for a new chapter in relations with Washington, he said his government had shown far greater compliance with Gulf War cease-fire terms than former president George Bush had claimed.

He also linked freedom for two Britons imprisoned in Baghdad to the release of Iraqi assets frozen in Britain.

Mr. Aziz complained that the British government had unjustly frozen millions of dollars of Iraqi assets during the Gulf War. If the money is released for humanitarian purposes, he said, two Britons held in Iraq may also be freed.

Paul Ride, 33, a caterer from London, is serving seven years for entering Iraq illegally. Michael Wainwright, 42, a construction worker from West Yorkshire, was jailed for 10 years for the same offense.

Mr. Aziz said the men remained

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, FEBRUARY 2, 1993

## Surveillance Radar Now Off, Iraqi Says

By Nora Boustany

Washington Post Service

BAGHDAD — A senior Iraqi official said Monday that all of Iraq's surveillance radar had been ordered shut down following attacks on radar-guided missile sites by U.S. aircraft patrolling no-flight zones in the south and north of the country.

The official said Iraq would have preferred to preserve the advantage of monitoring its skies for overflights, not only by the allies but by Turkey and Iran, but was eager to preserve a cease-fire declared unilaterally by President Saddam Hussein's government Jan. 20.

"I believe there is the possibility that the surveillance radar was switched on to save that right de facto," he said. "It did not work. We

are not interested in violating the cease-fire or in having a confrontation."

The explanation, from an official who asked not to be named, provided the first insight into an Iraqi strategy puzzling at the time — declaring a cease-fire while at the same time using its air defense in a way that drew U.S. attacks.

U.S. military officials said during the confrontations that, except for an incident Jan. 24, U.S. warplanes bombed the Iraqi missile and radar installations only after detecting that Iraqi target acquisition radar had locked on to U.S. aircraft in what could be interpreted as preparation for firing an anti-aircraft missile. The Iraqi contention, however, was that only surveillance radar was on.

"Now they are completely switched off," the official said.

In the Jan. 24 incident, U.S. defense officials confirmed that Iraqi radar was not tracking a U.S. Navy jet when the pilot bombed a military site in southern Iraq on Jan. 23, in a no-flight zone. The pilot said he thought he was being fired on by anti-aircraft guns. Iraq denied at the time that its air defenses had opened fire and said its radars had been switched off.

President Saddam Hussein held meetings last week with officials and commanders of all of the country's air force and air defense units. Each unit was debriefed individually for details of what had happened before and after the cease-fire, and officers have been awarded 10,000 Iraqi dinars each in an unpublicized gesture to keep them motivated and committed,

according to inside but unofficial Iraqi sources.

A highly placed adviser refused to go into the details of the debriefings but signaled that for the next few months, no opportunity for a showdown would be provided by the Iraqis. He refused to divulge whether the lengthy sessions with the air defense units were meant to make sure nothing happened in the long-term future as well.

Iraq has been silent on the number of military deaths since the cease-fire was announced by Mr. Saddam.

Iraqi civilians encountered in public places, however, have confirmed that anti-aircraft crews and radar unit members had been killed since the cease-fire.

When the Revolutionary Command Council announced a cease-fire on Jan. 19, it said the new administration would have a grace period of several months during which to test Baghdad's intentions and revise its policies.

"If there is any indication that there will be some movement toward an improvement," an official said, "then the climate will change in the leadership here and there will be momentum. It is premature to judge what will happen now."

Even official Iraqi newspapers are preparing the public for patience, saying the Clinton administration needs time to devote to its own domestic agenda. UN inspectors reiterated Sunday that there was no hope for lifting sanctions against Iraq unless it conceded to a regime of long-term monitoring of its weapons of mass destruction.

The official said Iraq did not object to the principle of long-term monitoring of its nuclear capability, but not under the terms introduced in UN resolution 715.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, FEBRUARY 3, 1993

## Iraqi 'Change of Behavior' Is Acknowledged by U.S.

By Thomas L. Friedman

*New York Times Service*

WASHINGTON — The Clinton administration said Tuesday that the Iraqis had "changed their behavior" and halted harassment of U.S. planes policing the no-flight zones over northern and southern Iraq.

The administration's public acknowledgment of the change in Iraqi behavior appears to reflect the mutual interest that both parties have in toning down the Iraqi-U.S. conflict for the moment.

The Clinton administration, anxious to focus attention on solving problems at home, can ill afford to get distracted by Iraq, especially after having been diverted in its first week by the dispute over whether to lift the ban on homosexuals in the military.

The Iraqi leader, Saddam Hussein, has a strong incentive to explore whether the signals President Bill Clinton has sent — that he is ready to tolerate Iraq if it behaves itself — will lead to a different relationship.

A Defense Department spokesman, Bob Hall, said in response to questions at a Pentagon briefing Tuesday that Iraq had not used targeting radars or fired on allied planes in the zones since Jan. 23, three days after Mr. Clinton's inauguration.

Mr. Hall's declaration that "what has changed here is the Iraqi behavior," echoed the language that Mr. Clinton used in an interview on the eve of his inauguration, when he said

that if the Iraqis "change their behavior" they could expect to have a different relationship with the United States.

That statement caused an uproar because it appeared to contradict the Bush administration's view that American relations with Iraq could not improve as long as Mr. Saddam remained in office.

Senior administration officials said that the similar language was just a coincidence. And Mr. Clinton has said that he is simply continuing the Bush administration's policies toward Iraq.

But Iraqi officials have said they believe that there is a difference between the two men — that while Mr. Bush was committed to removing the Iraqi leader, Mr. Clinton is ready to ignore him, provided that he abides by United Nations resolutions and does not threaten American aircraft.

On Tuesday, the Clinton administration officials said they believed that for the moment Mr. Saddam had made a tactical decision to go on good behavior for a while and see how that is required by the new administration.

Administration officials generally suggest that while Mr. Saddam is behaving himself for the moment, they do not believe this will last.

Their analysis of Mr. Saddam is that his character and his predicament dictate that he will sooner or later test Mr. Clinton, perhaps in abiding by all of the UN cease-fire resolutions, while challenging the no-flight zones, which do not have explicit UN authorization.

## Bruxelles : 750 Kurdes en grève de la faim

**S**EPT CENT CINQUANTE Kurdes originaires de Turquie, parmi lesquels les 16 représentants élus en novembre dernier par l'émigration kurde en Europe, observent depuis le 27 janvier une grève de la faim à Bruxelles. Ils entendent protester ainsi contre la répression menée par les forces armées turques contre la population du Kurdistan et espèrent briser le silence qui entoure cette répression dans les médias européens. Ils demandent à l'opinion publique internationale de faire pression sur l'Etat turc pour qu'il règle pa-

cifiquement le problème kurde. L'arrêt de l'aide militaire à Ankara et l'envoi par le Parlement européen et le Parlement nationaux d'une mission d'enquête sur le terrain. Selon un porte-parole des grévistes, 385 civils ont été tués au cours d'opérations qualifiées de « nettoyage intérieur » par l'armée turque en 1992 et près de 400 villages ont été vidés de leur population, dont 300 détruits ou incendiés. Un député belge et plusieurs Allemands participent à la grève de la faim, qui se déroule place Saint-Géry, à Bruxelles.

3 février 1993

**l'Humanité**



Faute de kérosène pour se chauffer, la population kurde a déboisé jusqu'aux dernières forêts. Caritas

## KURDISTAN

# Les Kurdes du nord de l'Irak s'apprêtent à fuir de nouveau

**Saddam Hussein tient entre ses mains le sort des Kurdes de la zone sous protection des alliés. Rien ne laisse augurer d'une évolution favorable.**

**I**l règne une très grande nervosité sur tout le territoire kurde, témoigne Eberhard Walde, chef de la délégation envoyée par Caritas-Suisse au Kurdistan irakien, pour y coordonner et superviser la distribution de l'aide financée par un consortium d'organisations humanitaires. «Dans les villes, les gens craignent de nouveaux bombardements et ceux qui le peuvent ont déjà envoyé femmes et enfants en Turquie.»

Après l'espoir, c'est la résignation. Personne ne croit aux toutes récentes promesses de paix de Saddam Hussein. En l'espace de quatre ans (1988-91), ses troupes ont rayé de la carte quelque 4000 villages kurdes, massacré, torturé et déporté des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants. En novembre 1991, à peine remis de sa défaite dans la guerre du

Golfe, le tyran de Bagdad décrétait l'embargo contre les trois millions de Kurdes installés dans la zone de sécurité sous protection de l'ONU, afin de les affamer à l'approche de l'hiver.

### RIEN NE BOUGE

Un an après, la situation dans le Kurdistan irakien n'a pas changé. A l'incertitude de l'avenir s'ajoute la pénurie. Le kérosène, indispensable au chauffage des maisons, coûte 10 dinars le litre, alors qu'en Irak on en achète 220 litres pour 12 dinars. Une affaire en or pour les contrebandiers! Même chose pour les bouteilles de gaz, indispensables pour cuire les aliments: elles se vendent à 300 dollars la pièce, soit l'équivalent d'un salaire mensuel moyen. Le prix de la même bouteille achetée en Irak? Un dinar...

«Sur les marchés, les aliments de base comme le riz, le sucre et la farine manquent, ou alors ne sont disponibles qu'à des prix exorbitants», ajoute Eberhard Walde. Un exemple: le sac de 20 kg de blé se négocie entre 150 et 300 dinars.

Comme si le blocus irakien ne suffisait pas, la Turquie a bouclé sa frontière à plusieurs reprises l'an passé, entravant ainsi l'acheminement des secours nécessaires pour pallier la pénurie. La situation s'est encore compliquée en octobre, lorsque l'armée turque a lancé une vaste offensive contre les maquisards du PKK (Parti des travailleurs kurdes de Turquie), retranchés dans les montagnes du nord de l'Irak. Les Kurdes irakiens ont alors prêté main-forte aux soldats d'Ankara. Avaient-ils le choix? La Turquie est leur seule voie de ravitail-

lement. Quoi qu'il en soit, le PKK multiplie depuis lors les menaces à l'encontre des transports d'aide humanitaire qui empruntent le couloir de Zakho.

«Tout cela a retardé les livraisons et nous n'avons pas pu entièrement réaliser notre programme selon les plans», déclare le délégué de Caritas-Suisse. D'autant que la neige tombée fin décembre a considérablement ralenti les convois.

### CORRUPTION

Autre obstacle au bon déroulement des opérations de secours, la corruption, florissante dans le climat de pénurie et du dénuement qui prévaut au Kurdistan irakien. «Mais nous avons renforcé nos contrôles et les pertes sont insignifiantes», affirme Eberhard Walde. «Seuls un camion et une douzaine de sacs de farine ont disparu dans la nature.»

Le programme d'hiver est maintenant pratiquement achevé. L'approvisionnement n'est pas garanti sur l'ensemble du territoire kurde, mais on a une fois de plus évité la catastrophe. Il y a disette, surtout dans les vallées isolées, mais pas famine. «Nous envisageons de reprendre les travaux de reconstruction des villages au printemps, si toutefois les conditions le permettent. Pour l'heure, le climat d'insécurité qui sévit au Kurdistan irakien menace tout espoir de développement durable, car beaucoup de gens ne croient plus pouvoir refaire leur vie dans la région.»

A quoi bon reconstruire les maisons, se demandent les Kurdes; tant que Saddam vivra, il pourra les détruire à nouveau.

PIERRE ANCEAUX/CARITAS

Gazette de la Manche, d'Ille et Vilaine et Mayenne - 5 février 1993

## UNE ACTION D'ENTRAIDE POUR LE KURDISTAN

*La situation critique que nous connaissons dans plusieurs pays oblige, très souvent, des interventions dans le cadre de l'aide humanitaire (médecins, pharmaciens sans frontières entre autres).*

Dans le domaine agricole et horticole, les initiatives sont beaucoup plus rares, ou méconnues. Et pourtant elles existent. Nous avons pu rencontrer, récemment dans le département de la Manche, Serge Mouhedine, qui a créé avec plusieurs collègues une "Association d'aide aux agriculteurs du Kurdistan".

Le but essentiel est d'aider à la réalisation de projets agricoles ou de reconstruction en milieu rural dans le Kurdistan irakien.

Avec une superficie de 500.000 km<sup>2</sup>, le Kurdistan, pays des Kurdes, est aussi vaste que la France, mais il est divisé entre quatre États (suite au Traité de Lausanne 1923), à savoir : la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie.

De nombreuses révoltes kurdes se sont succédées depuis 1923.

En collaboration avec les O.N.G. (Organisations Non Gouvernementales) européennes et kurdes, des projets de reconstruction et d'aide à la relance de l'agriculture au Kurdistan sont élaborés.

C'est dans ce but que fut créée en octobre 1992 l'ASSAK (Association d'Aide aux agriculteurs du Kurdistan). Une première mission d'enquête a pu rencontrer les autorités kurdes pour évaluer les besoins et définir un champ d'action en France.

Le siège social de cette association est fixé à Hambye, dans la

Manche, au village de la Martinière.

C'est Serge Mouhedine, pépiniériste et négociant en produits de pépinières, qui préside aux destinées de l'ASSAK. Il est secondé par un autre pépiniériste, M. Godbillon et par un agriculteur, M. Loaec.

Un projet "Pépinière" a été étudié, pour une superficie de 7.000 à 15.000 mètres carrés.

L'association lance un appel à tous les producteurs de jeunes plants fruitiers pour permettre un premier envoi. On souhaite obtenir un contingent de 50.000 à 100.000 jeunes plants en poiriers, pommiers et pêchers. L'association se charge de la centralisation et de l'expédition au Kurdistan.

Précisons également que le suivi technique est assuré par un ingénieur sur place, et que du matériel employé sur un autre projet agricole pourra être utilisé à cette occasion.

Plus tard, l'ASSAK compte intensifier son action par une fourniture de semences maraîchères pour une production adaptée en fonction des besoins.

Pour tous renseignements complémentaires, prendre contact avec Serge Mouhedine/ASSAK, La Martinière, 50450 Hambye. - T. 33.50.74.27.

G. Clénet

La Manche Libre - 7 février 1993

### Hambye musique kurde

A l'invitation de Serge et Martine Mouhedine, le groupe Kurde "Koma Zozan" viendra animer une soirée toute tournée vers le Kurdistan : projection de diapositives et présentation, restauration sur place (spécialités kurdes, bien sûr). Les bénéfices de la soirée aideront à la reconstruction d'un village au Kurdistan.

Réservation au 33.50.74.27 ou 33.58.69.48  
Salle des fêtes de Hambye, le samedi 6 février, à partir de 19 h.

L'Indépendant - 11 février 1993

### Manifestation kurde devant le parlement européen

STRASBOURG. - Une centaine de Kurdes venus d'Allemagne et de France ont manifesté hier devant le siège du Parlement européen à Strasbourg pour soutenir leurs compatriotes qui observent une grève de la faim depuis deux semaines à Bruxelles. Soulignant que les « droits démocratiques » du peuple kurde sont « spoliés » plus particulièrement en Turquie, le Comité d'organisation de la grève de la faim revendique notamment « l'arrêt de l'aide militaire à l'Etat turc ».

Dans un communiqué, le Comité estime qu'en 1992, « 400 civils dont 42 hommes politiques et 13 journalistes, ont été massacrés par la contre-guerilla de l'Etat turc ». « Cinq villes et 300 villages ont été détruits par les opérations de l'armée turque qui a effectué 16 opérations extra-frontalières », poursuit le communiqué.

# Irak : les effets pervers de l'embargo

*En vigueur depuis deux ans et demi, le blocus coûte de plus en plus cher à la population et entraîne le développement de la corruption et de la criminalité*

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

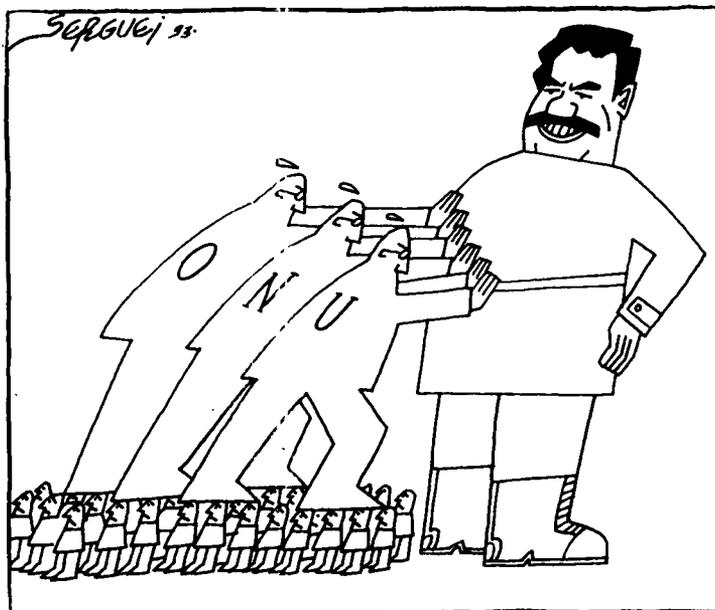
« Je n'accepte pas que les enfants meurent pour que Saddam Hussein s'en aille. Il y a quand même une échelle des valeurs à respecter. » Pour ce prêtre installé depuis quarante-cinq ans en Irak, trop c'est trop, et les effets destructeurs de l'embargo sur la société sont disproportionnés par rapport au but recherché. Deux ans et demi après son entrée en vigueur, l'embargo n'a, en tout cas, pas fait plier le régime, et ce sont, au contraire, les Irakiens qui paient de plus en plus cher les pénuries évidentes dues aux sanctions imposées à Bagdad. Moins après moins, en effet, les magasins se sont vidés, et si les produits de première nécessité, les seuls autorisés à l'importation, sont encore disponibles, c'est à des prix prohibitifs pour la majorité des Irakiens.

Si l'on ne meurt pas de faim, c'est grâce au système de rationnement mis en place par le gouvernement, qui fournit quasi gratuitement, - deux dinars par mois, - à chaque personne, environ 60 % de ses besoins alimentaires, soit notamment 9 kilos de farine, 2,750 kilos de riz, 1,5 kilo de sucre, 500 grammes d'huile, un peu de thé, un savon, des détergents. L'indispensable pour survivre, mais non pour vivre. « La malnutrition s'accroît et l'on voit des cas de rachitisme et de marasme, maladies qui avaient complètement disparu ici », affirme le représentant de l'UNICEF.

Non comprise dans les produits rationnés - il faudrait l'importer, pour en distribuer à tous, - la viande, à 85 dinars le kilo, quand le salaire moyen varie de 200 à 250 dinars, est devenue un produit de luxe. Importés de France, des poulets congelés s'étaient sur les trottoirs de Bagdad à 45 dinars le kilo, mais on n'ose imaginer l'état de cette viande décongelée et recongelée au gré de la vente.

## Economie de troc

Pourtant privilégié, avec un revenu mensuel de 2 500 dinars, un couple de professeurs avoue : « Depuis deux mois, nous avons supprimé la viande. Grâce à nos économies, nous dépensons 5 000 dinars par mois, à trois, et nous n'y arrivons pas. » Vendu, avant la guerre du Golfe, 0,15 dinar le kilo, le riz en vaut maintenant 14, la moindre pièce détachée de voiture 1 000, deux pneus 5 000. Et les prix ne cessent d'augmenter en fonction de la dépréciation du dinar. dont le



pouvoir d'achat est cent fois moindre qu'en 1990, alors que les salaires ont seulement doublé.

Plus grave encore, le manque de médicaments : l'Irak ne reçoit, aujourd'hui, aide internationale incluse, que 10 % des quantités importées avant la guerre. « Les hôpitaux ne tournent qu'à 50 % de leur capacité », affirme le vice-ministre de la santé, le docteur Chawky Sabri Morcos, et « nos chirurgiens ne traitent que l'urgence ». Pour cet agrégé d'épidémiologie formé aux Pays-Bas, c'est tout le système de santé - l'un des meilleurs du tiers-monde - qui est remis en cause. « 170 000 personnes sont mortes depuis le 2 août 1990 des effets directs ou indirects de l'embargo », assure-t-il. Ce chiffre, certains représentants des organisations humanitaires ne le contestent pas. « La semaine dernière à Bassorah, les opérations ont été reportées par manque de gants chirurgicaux, confie une infirmière étrangère. En une journée, j'ai vu mourir un médecin de cinquante-deux ans par manque d'insuline et un bébé que l'on n'a pu réanimer, le respirateur artificiel n'étant plus en état de marche. »

Coordinateur de l'aide humanitaire de l'ONU en Irak, M. Richard Foran affirme : « Au moins de progrès dans l'assistance humanitaire, nous courons au désastre. 250 millions de dollars pour six mois, c'est inadéquat. Dans le Sud, la faillite du système sanitaire peut conduire à un problème majeur. Il nous faut des pompes à eau, des pièces de rechange pour les ambulances et les camions-citernes qui distribuent l'eau potable et des médicaments

pour contrer les maladies qui se développent. » Au Nord, ajoute-t-il, 80 % à 90 % de la population active est au chômage et les 10 % restant touchent moins de dix dollars par mois. »

Face à cette situation qui ne cesse de s'aggraver, le gouvernement semble disposer de moins en moins de ressources et a pris un certain nombre de mesures pour assurer le minimum. Après l'assassinat, au mois de juillet dernier, de quarante-deux commerçants, accusés d'avoir caché des stocks de nourriture pour faire monter les prix, un comité spécial a été instauré qui, chaque semaine, fixe, en fonction du cours du dinar par rapport au dollar et des coûts de transport, les prix maximaux de vente de certains produits.

« Nous laissons 5 % de profit aux grossistes et 10 % aux détaillants », affirme le ministre du commerce, M. Mohamed Medhi Saleh, qui insiste sur la « liberté laissée aux commerçants qui ne travailleraient pas sans profits ». Depuis deux mois, le gouvernement a, d'autre part, mis en place une société mixte, Etat-secteur privé, au capital de 20 à 30 milliards de dinars, qui aura pour mission d'importer les produits de première nécessité pour remplacer à terme les milliers de commerçants, nouveaux riches de la guerre, qui, au dire d'observateurs étrangers, exploitent sans vergogne la situation.

Pour l'instant, c'est par l'intermédiaire de ces commerçants - disposant, eux, de devises - que l'Etat, à court de monnaies fortes, importe en dinars les produits comme le thé ou le sucre par exemple. « La

planche à billets, assure un économiste, fonctionne à plein régime, alimentant le cercle vicieux de l'inflation, qui fait que les riches sont de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres. »

Depuis le très strict contrôle instauré par la Jordanie sur le commerce avec Bagdad, un système de troc fonctionne avec la Turquie, les Irakiens payant en pétrole, gaz et fioul les marchandises transportées par camions jusqu'à la « frontière » de fait séparant le Kurdistan de la partie de l'Irak sous contrôle du gouvernement central. Pour un pays qui achetait à l'étranger, avant 1990, pour 20 milliards de dollars de produits en tout genre, les

## Quand M. Hussein décore M. Arafat

En hommage au « peuple palestinien qui s'est rangé aux côtés du peuple et de l'armée d'Irak », le président irakien, M. Saddam Hussein, a décoré, mardi 2 février, de la médaille de la « Mère de toutes les batailles », le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, qui effectuait une visite de quarante-huit heures en Irak, la première depuis plus d'un an.

M. Arafat, selon l'agence officielle irakienne INA, a estimé que « ce qui a été fait par l'Irak dans le domaine de la reconstruction relève du véritable miracle ». - (AFP.)

importations en 1992 se sont limitées, selon le ministre du commerce, « à l'équivalent de 300 millions de dollars, dont 250 millions pris sur des avoirs dégelés par certains pays ».

## Volonté de survie

Le système de subventions alimentaires est basé principalement sur les produits locaux, grâce au spectaculaire développement du secteur agricole, priorité numéro un du régime. « La récolte de blé et d'orge a atteint, cette année, 2 300 000 tonnes dont 1 800 000 ont été remises au gouvernement, confie un économiste ; une quantité suffisante dans le cadre du rationnement. » Pour encourager les fermiers, l'Etat achète à bon prix (4 000 dinars la tonne de blé) leur production et les dispense de toute

taxé. La mise en œuvre du « troisième fleuve », dont le but stratégique est d'assécher les marais de la région d'Haïwar (où se sont réfugiés les rebelles dans le Sud) a aussi pour but de bonifier 12 500 hectares de terres dans les trois ans. « L'agriculture est le seul point lumineux pour l'avenir », affirme M. Umam Al-Shamaa, professeur d'économie à la faculté de Bagdad.

Durement touchée par les bombardements, l'industrie ne tourne, en revanche, qu'à 12 % de sa capacité, et le dernier bombardement de l'usine de machines-outils d'Al-Nidaa est, selon les experts, l'un des coups les plus durs portés à l'Irak, dans la mesure où cette usine travaillait essentiellement pour la reconstruction. Les usines encore en activité — centrales électriques, raffinerie, aciérie, cimenterie — travaillent quasi exclusivement pour l'Etat. La seule usine d'eau minérale en service tourne pour les besoins de l'armée.

Reconstruites en priorité avec les pièces de rechange disponibles et grâce à l'ingéniosité des techniciens, ces usines ne survivraient pas, toutefois, à de nouvelles destructions. « Tout peut désormais s'arrêter du

jour au lendemain en cas de nouveaux bombardements », avoue un expert. Car, si pour les besoins alimentaires, même de façon insuffisante, l'Irak peut encore longtemps faire face à l'embargo, il n'en va pas de même pour l'infrastructure industrielle, qui se détériore vite. Bricolée dans beaucoup de cas, celle-ci doit résister d'autant plus difficilement à l'usure que les usines tournent à plein régime pour assurer l'indispensable.

Pour nombre d'Irakiens, l'aspect le plus dramatique de l'embargo tient à la décomposition de la société, avec, pour conséquence, une augmentation de la criminalité, de la corruption et de la prostitution, maux jadis rares en Irak. Laminées par la crise, les classes moyennes rejoignent, petit à petit, la cohorte des pauvres qui n'ont plus rien à perdre. « La volonté de survie a tué toute morale », constate un observateur. « Jamais, il y a encore quelques années, je n'aurais imaginé donner un pot-de-vin à un fonctionnaire, avoue un homme d'affaires jordanien. Aujourd'hui, rien n'est possible sans bakchich. »

## Mendiants et commerçants

Interdite par la loi, la mendicité a fait son apparition dans les rues de Bagdad, où des enfants d'à peine six ans se jettent sur les pare-brises des voitures, qu'ils essuient d'un chiffon gras dans l'espoir de quelques pièces. D'autres se font cireurs de chaussures ou vendeurs de cigarettes à l'unité. Phénomène dont l'ampleur est gardée secrète : beaucoup d'enfants sont retirés de l'école pour travailler dans la rue et arrondir ainsi le budget familial. « Mes étudiants ne peuvent pas travailler, affirme le professeur Shamaa, ils sont bien trop préoccupés par leurs besoins quotidiens. » « Sans compter, avoue un autre universitaire, que l'avenir apparaît si sombre à beaucoup qu'ils ne voient pas l'intérêt des études. »

La crise a, d'autre part, fait naître de nouvelles classes de privilégiés qui ont mis à mal tout système de valeurs. « Si les commerçants traditionnels, moins d'une centaine avant la guerre, ont beaucoup perdu, affirme un homme d'affaires tra-

vaillant depuis vingt-cinq ans avec l'Irak, ils ont été remplacés par quelques milliers d'individus sans principes qui ont fait leur fortune en pillant le Koweït à un moment où le gouvernement était plus préoccupé de sécurité que de commerce. »

Ces nouveaux riches possèdent, aujourd'hui, la moitié de la fortune du pays. En attendant la réforme du système fiscal, évoquée au mois de juillet dernier, ils ne payent pas d'impôt et se comportent d'autant plus en maîtres envers leurs concitoyens que l'Etat a besoin d'eux. Le gouvernement tente maintenant de reprendre en main le secteur alimentaire, mais ils ont encore carte blanche dans celui des pièces détachées, qui font cruellement défaut.

« L'Occident ne se rend pas compte que, par cette punition collective, il est en train de semer les germes d'une nouvelle guerre dans la région, commente, amer, un professeur, longtemps titulaire d'une chaire dans une prestigieuse université américaine. Après vingt-cinq ans de vie aux Etats-Unis, j'en viens à douter de toutes les valeurs dont l'Occident est si fier. »

FRANÇOISE CHIPAUX

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, FEBRUARY 4, 1993

# Turkey, Not Iran of Iraq, Is the Important Near Eastern Player

By Jim Hoagland

WASHINGTON — Ask a visionary a loaded question and you may well wind up disarmed. This happened the other day at a Washington think tank visited by Turgut Ozal, the farsseeing president of Turkey.

Mr. Ozal was asked about the danger that the fundamentalist ayatollahs of Iran pose for the Gulf, Central Asia and other parts of the Islamic world. Smiling to himself, he responded with a story that puts the right perspective on American concern about Iran.

The story was told to Mr. Ozal by Hashemi Rafsanjani, Iran's president. It involves a visit by Mr. Rafsanjani, then a dissident Shiite clergyman, to Turkey in the early 1970s — when the late shah was seeking to turn Iran into the industrial equivalent of West Germany and the unchallenged military power of the Gulf.

"In the 1970s, Iran could get the most powerful American warplanes and the latest weapons for its army, while Turkey could only get F-4s and other old equipment," Mr. Ozal said. And while Turkey could not afford to import enough oil to keep its cities lit and heated, "Iran in 1974 received \$24 billion for its oil production" and spent it lavishly. Mr. Rafsanjani first visited Turkey at about that time — bringing a transistor radio that "at least 15 Turks tried to buy," he told Mr. Ozal on a recent official visit. The Iranian's point was to underline how backward Turkey had been.

But Mr. Ozal had the last laugh. At the end of Mr. Rafsanjani's recent visit, "I sent him home with a gift of the entire set of Turkish-manufactured compact disc players, video cassette recorders and television equipment," he said with satisfaction. It was a way of asking, the Turkish leader said, "Now, which country do you think is stronger" and better off?

In 1992, Iran received only \$12 billion in oil revenue to support a devastated economy. Turkey meanwhile has become under Mr. Ozal's leadership an economic success story and a regional military power.

In a typically undiplomatic assessment, he made clear that he is no admirer of the fundamentalist regime in Tehran. "The Iran regime will try to extend its control to other countries, yes. But its efforts are not very convincing."

Mr. Ozal is right on both of his main points: America and its friends should be concerned about the ayatollahs' intentions and capabilities. They are not "moderates" and they intend Western countries no good.

But America should not overreact to or overestimate Iran. The Clinton administration should not repeat the mistakes of the Bush administration by skewing policies to counter an anticipated future Iranian threat. This was a major factor in George Bush's disastrous decision to give Iraq's Saddam Hussein the benefit of every doubt until the invasion of Kuwait.

Many of the same voices that urged Mr. Bush to go easy on Saddam as a way of defeating the Iranian threat — to manipulate a supposedly minor evil against a bigger evil — are again urging that the top priority in the region must be confronting Iran. The implication that President Bill Clinton should ease the U.S. stand against Saddam as part of a redesigned Gulf policy is delivered sotto voce this time, but it is clear.

Introducing Mr. Ozal to a Carnegie Endowment meeting in Washington last week, Morton

Abramowitz, a former U.S. ambassador in Ankara, disclosed that in an Oval Office meeting in January 1990 Mr. Ozal warned Mr. Bush that his most dangerous enemy was Saddam Hussein, not the Iranians, and urged him to confront rather than mollify the Iraqi dictator.

"That warning was lost in policy," Mr. Abramowitz noted with regret, as was Mr. Ozal's advice to Mr. Bush in the closing days of the Gulf War that Saddam had to be toppled from power rather than left to do more harm.

Iran is not the fulcrum of the turbulent Muslim-inhabited region between the Mediterranean and the Indian Ocean. Turkey is, as Mr. Ozal's gentle jibe at Mr. Rafsanjani suggests.

Whether Turkey is strengthened or weakened by the enormous pressures and opportunities it confronts — from its actual or potential involvement in Bosnia, the Central Asian republics that broke away from the former Soviet Union, the conflicts of Iraq, Iran, Lebanon and Cyprus — is one of the two or three most important geostrategic questions on the global agenda for the next five years.

"Today, as Turks watch the re-emergence of Turkish communities from Yugoslavia to Iraq, China and Siberia, their press notes that Turkish is the fifth most widely spoken language in the world," the Rand expert Graham E. Fuller writes in "Turkey Faces East," a recent study. "It is now commonly repeated in Turkey that the 21st century will be the century of the Turks."

Mr. Ozal does not engage in such grandiose predictions. But he does recall telling Mr. Bush one other thing: "The global conflict between communism and capitalism will be replaced by global religious conflict. If we all handle these crises wrong, that conflict could be Islam versus Christianity. We have to avoid that."

The Washington Post.

## Le malheur kurde

**A**u palmarès des peuples maudits, dans le grand Livre blanc des nations sans Etat, les Kurdes figurent en bonne place. La presse a levé un coin du voile sur le drame des Kurdes d'Irak pourchassés par Bagdad. Il lui est arrivé parfois d'évoquer le désarroi des Kurdes d'Iran, persécutés par Téhéran. Elle est beaucoup plus discrète sur les Kurdes de Turquie, de loin pourtant les plus nombreux, quinze millions de personnes, et auxquels Ankara livre, selon la formule du chef d'Etat-major turc, le général Gunes, « une guerre totale ». Le mot en effet n'est pas trop fort. C'est une véritable expédition de style colonial qu'a entreprise la Turquie contre ses populations de l'Est. Y sont employées les troupes régulières, la gendarmerie, l'aviation et la police. Les provinces kurdes étant régies depuis 1979 par des lois d'exception, les institutions, dont la justice, dépendent des militaires. Une loi dite « anti-terror » leur assure l'impunité. Les informations sont sévèrement contrôlées et une douzaine de journalistes qui, l'an passé, ont tenté



Gérard Streiff

d'aller voir comment se passent les choses sur le terrain ont été assassinés. On parle d'ores et déjà de trois cents villages évacués et rayés de la carte, de six villes kurdes (Sirnak, Kulp, Dicle, Hani, Varto, Cizre) détruites. Des Escadrons de la mort, la sinistre *kontgerilla*, ont exécuté plusieurs centaines de membres de l'intelligentsia kurde, médecins, ingénieurs, écrivains. Il ne se passe pas de semaine sans qu'un entrefilet ne rapporte les résultats d'opérations aéroportées dans le Sud-Est du pays qui sont autant de véritables boucheries. Les affrontements et les représailles de l'armée turque dans la région ont fait près de 6 000 morts en huit ans et demi. Cette politique insensée commence à créer un fossé de défiance et de haine entre les communautés turque et kurde. Dans les villes touristiques de la côte notamment, les incidents à caractère raciste se multiplient. Le pouvoir

central en est arrivé à ne plus supporter les critiques des députés d'origine kurde, et 18 d'entre eux sont poursuivis par la Cour de Sûreté pour « crime séparatiste », passible de la peine de mort.

Il est vrai qu'Ankara se sent puissamment encouragé par la complaisance des dirigeants occidentaux et singulièrement français. On n'a guère vu le sémillant Kouchner cacocoler dans l'Anatolie ni même s'être aperçu de l'existence, au nord de l'Irak, de cet imposant voisin nommé Turquie. Par contre, les hauts dignitaires français se bousculent dans les palais officiels turcs. François Mitterrand en personne a fait le pèlerinage. Et ces jours-ci encore, Bruno Durieux, ministre de droite du gouvernement Bérégovoy, chargé du commerce extérieur, s'est offert un périple dans la capitale turque où il n'a cessé de dire qu'il était « très satisfait » de l'état des relations bilatérales. Il a même remis un « message d'amitié » du chef de l'Etat français au premier ministre Suleyman Demirel, « qui a accepté » de se rendre en France en 1993. Comme l'écrit Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, « les visites à Ankara de hauts dirigeants français, accompagnés de promesses de crédits et d'offres de vente d'armes, ont été perçues par les dirigeants turcs comme des signes de soutien tacite de leurs alliés occidentaux à leur politique kurde ». ■

## Iran : le nécessaire retour des exilés

*Le régime a besoin de leur compétence ou de leurs investissements et ils espèrent récupérer leurs biens confisqués*

## TÉHÉRAN

de notre envoyée spéciale

« Pour nous autres Iraniens, ce serait une erreur de se mettre à comparer l'Iran avec... disons, les Etats-Unis. C'est le meilleur moyen de le rendre insupportable. Il faut le prendre tel qu'il est, accepter ce qu'il peut nous offrir. Vivre heureux devient alors possible. » Hossein a trente cinq ans. Il est cadre supérieur dans un organisme semi-officiel. Fils de l'une des « mille familles » désignées à la vindicte populaire au lendemain de la révolution islamique de 1979 –

pour avoir accumulé des richesses aux dépens des *moustazafin* (les déshérités), ou pour avoir été liées à la famille impériale et au régime du chah, – il est rentré en Iran il y a deux ans et affirme ne rien regretter.

« Je peux apporter à mon pays, sans souffrir d'une compétition effrénée, le fruit de mon expérience, alors qu'aux Etats-Unis il y a des millions d'individus comme moi. D'une certaine manière, quand on est compétent, on a le sentiment de compter ici », ajoute Hossein, qui, après un séjour exploratoire en 1988, a fini par prendre la décision de revenir.

L'Iran, un pays de plus en plus

jeune – la population a doublé depuis l'avènement de la République islamique en 1979, passant de 30 à 60 millions, – a besoin de cadres, pour remettre en marche une administration et une économie qui ont subi le choc du démantèlement des structures impériales, de la guerre avec l'Irak et de l'inexpérience – voire, de l'ignorance politique – de l'équipe de religieux au pouvoir.

A l'occasion d'une toute récente réunion à New-York des maires des grandes villes du monde, le maire de Téhéran a renouvelé, devant quelques dizaines d'Iraniens installés aux

Etats-Unis, l'invitation à rentrer au pays pour contribuer à la reconstruction. Une mission officielle avait déjà été chargée d'une telle mission il y a deux ans à New-York et d'autres en Europe, ce qui avait suscité les réserves des conservateurs, inquiets d'un éventuel retour des *taghoutis* – un terme qui désignait au départ les proches du chah et qui par extension englobe aujourd'hui tous les riches.

Selon Hossein, ce sont « les diplômés » qui intéressent surtout les responsables iraniens « parce qu'ils savent que les riches ne veulent reve-

nir que pour récupérer leurs biens confisqués et trouver des occasions de s'enrichir davantage». En fait, ces derniers peuvent rentrer, à la condition qu'ils n'aient pas été directement mêlés aux méfaits de l'ancien régime. Leurs investissements éventuels sont les bienvenus. Quelques dizaines de familles sont bien rentrées. Les parents sont restés, mais la plupart des jeunes ont préféré regagner les pays d'accueil.

Le père de Hossein est de ceux qui sont revenus. Il était professeur de médecine à l'université de Téhéran et, déjà sexagénaire à l'avènement de la république islamique, il s'était expatrié aux Etats-Unis. « Nous sommes engagés dans le processus de récupération de nos biens, confisqués essentiellement parce que nous étions partis. Il s'agit d'une maison qui a été transformée en école et une autre en cantine pour les enfants des martyrs » (les hommes tombés au front) explique Hossein.

« La procédure est longue. Après la révolution, des dossiers ont été établis sur les biens confisqués auprès d'une haute cour islamique. Une fois rentré au pays, tout ancien propriétaire qui le désire peut se présenter devant cette instance judiciaire, qui l'interrogera sur les raisons de son départ. Il devra également prouver que les biens réclamés lui appartiennent et qu'il n'est pas coupable. Toutes ces conditions remplies, les propriétés sont restituées. S'il s'agit de biens légués en héritage, des taxes sont imposées », ajoute Hossein, qui a bon espoir que la procédure le concernant aboutira.

Les choses sont un peu plus compliquées que cela, indique un observateur. Les propriétés, dans les quartiers riches du nord de Téhéran notamment, ayant vu leur valeur multipliée parfois par cent, les organismes qui les occupent veulent avoir leur part du gâteau. Et si l'on souhaite accélérer la procédure, il faut savoir « arroser » généreusement.

## L'attachement à des valeurs et des traditions

Sur les quelque trois cent mille cadres spécialisés qui ont quitté l'Iran en 1979 ou dans les premières années du régime islamique, une cinquantaine de milliers sont rentrés, notamment d'Europe. « A chaque soirée on se rend compte qu'il y a de nouveaux venus qui veulent prendre le pouls, tester la température de l'eau », avant de prendre une décision définitive, dit Hossein. Certains auraient pu pourtant continuer à couler des jours heureux dans leur pays d'accueil, de jouir de situations bien établies.

Leurs motivations sont diverses, mais le dénominateur commun est un attachement à une culture, des traditions, un pays. Ils semblent indifférents au pouvoir en place, qui, en tout état de cause, ne leur fait pas peur. Et lorsqu'on leur pose la question de savoir s'ils se sentent sous surveillance puisqu'ils sont souvent issus des classes privilégiées sous le régime impérial et en principe porteurs des « germes » de la culture occidentale - avec laquelle « la pensée islamique est incompatible dans certains cas », selon le président Rafsandjani, - ils répondent par la négative.

Quelque chose aurait-il donc changé en Iran? Ce n'est plus l'Iran des premières années de la révolution et de la guerre, répondent bon nombre d'entre eux. « La situation a changé et est porteuse de nouvelles évolutions », estime - espoir ou réalité? - Ali, fils d'une famille de bazaris, qui n'envisage plus l'avenir que dans son pays, bien qu'il ait vécu près de neuf ans à Paris où il garde toujours un petit appartement. Et puis, « nous avons fini par nous faire à l'idée » d'un régime islamiste.

« C'est davantage nous qui chan-

geons », indique Mariam. Cette jeune femme, âgée de trente ans, partie pour la France au début de la révolution, est rentrée à Téhéran « parce que c'est là qu'est la famille ». Nozani, elle aussi la trentaine, a regagné la maison paternelle après douze ans d'absence. Fille d'un fonctionnaire sous l'ancien régime, elle a travaillé dans deux sociétés américaines à New-York, après y avoir fait des études de relations internationales. Elle est aujourd'hui directeur adjoint de l'office chargé du développement de l'île de Qeshm - la plus grande du Golfe, près du détroit d'Ormuz -, où elle est chargée des contrats internationaux.

Nozani hésite quand on lui demande si sa nouvelle vie lui plaît. Mais, dit-elle, « ici on a le sentiment d'exister », d'être utile. Comme Mariam, elle a toutefois des difficultés à « communiquer » avec ceux qui ne sont jamais partis. Nombreux sont, en tout cas, les revenants qui gardent une carte de séjour dans le pays où ils avaient si longtemps élu domicile. A toutes fins utiles.

## Une jeunesse avide d'ouverture

« C'est aussi très frustrant d'être coupés du monde, de ne pas avoir accès à la presse internationale, d'en être réduits à la télévision nationale », disent-elles. Un sentiment largement partagé en Iran, surtout parmi les jeunes - « c'est peut-être à nous de rapprocher les deux cultures » occidentale et islamique, dit Ali. Nul ici, ne semble souhaiter voir rétabli en Iran un régime impérial, mais nombreux sont les « Iraniens ordinaires » qui, tout naturellement, se laissent aller à comparer, avec une pointe de regret, la vie au quotidien aujourd'hui avec ce qu'elle fut sous le chah.

La remarque en fut faite au président Ali Akbar Hachemi Rafsandjani lors d'une récente conférence de presse (*le Monde* du 2 février). Pourquoi, lui a-t-on également demandé, les antennes satellitaires sont-elles interdites et jusqu'à quand la femme sera-t-elle maintenue dans un état de relative infériorité par rapport à l'homme? Visiblement surpris, M. Rafsandjani a affirmé que la population soutenait ses dirigeants; il a tenté de justifier l'interdiction de ces antennes par des raisons morales et idéologiques, et promis que les choses changeraient d'ici quelques années; les femmes, a-t-il dit, devraient assumer des responsabilités sociales.

« Il est apparu très isolé par rapport aux gens, très peu au diapason », commente un observateur averti du jeu politique iranien. « Son discours est demeuré très conservateur alors que plus de 50 % de la population veulent des journaux, de la musique, veulent être informés, veulent établir un contact avec le monde extérieur. » Lui qui « personifie la volonté de changement au sein du système, et dont l'image est associée à l'ouverture », a essentiellement affirmé que « l'Iran continue d'adhérer aux mêmes principes et idées depuis quatorze ans », souligne ce spécialiste. Mais, en même temps, en faisant implicitement acte de candidature à sa propre succession au scrutin présidentiel de juin prochain, il semblait vouloir transmettre le message suivant : « J'ai besoin de davantage de temps pour réussir. Accordez-moi votre confiance. »

Pour l'heure, la réforme promise est surtout une ouverture économique, elle-même tenue sous haute surveillance par les conservateurs qui sont le « noyau dur » du régime. La question demeure de savoir si la séparation pourra être maintenue entre l'économique, d'une part, le politique et l'idéologique, de l'autre.

MOUNA NAIM

## TURQUIE : après la vague d'attentats terroristes

# Le ministre de l'intérieur met en cause l'Iran

ISTANBUL

de notre correspondant

L'Iran a été sérieusement mis en cause par la Turquie au sujet des attentats terroristes qui ont coûté la vie à plusieurs intellectuels et journalistes laïcs depuis 1990. Selon les déclarations du ministre de l'intérieur turc, M. Ismet Sezgin, c'est l'Organisation du mouvement islamique qui serait à l'origine du meurtre des journalistes Cetin Emeç, Turan Dursun et, probablement, de deux universitaires, ainsi que de celui d'Ugur Mumcu, le journaliste de *Cumhuriyet* assassiné récemment (*le Monde* du 21 janvier).

Cette organisation serait également responsable du meurtre d'un opposant iranien à Istanbul et de la tentative d'attentat contre un

industriel juif, M. Jak Kamhi. Dix-neuf militants ont été arrêtés en possession d'un arsenal impressionnant. Ils auraient avoué avoir subi un entraînement militaire et politique dans une installation militaire bien protégée qui se trouverait en Iran, quelque part entre Téhéran et la ville de Qom.

« Les déclarations officielles iraniennes montrent que l'Iran n'est pas impliqué en tant qu'Etat dans ces meurtres. Il n'a d'ailleurs aucun intérêt à commettre des meurtres en Turquie en tant qu'Etat. Mais il apparaît que ceux qui ont commis des crimes sont en relation avec l'Iran », a déclaré le ministre.

Cette affaire risque de prendre une dimension politique et internationale importante compte tenu des rivalités entre les deux pays en Asie centrale et également du nou-

veau rôle de garant de la stabilité que les Etats-Unis et les pays du Golfe semblent vouloir confier à la Turquie dans la région.

Il est intéressant de constater que onze des terroristes arrêtés sont originaires de la ville de Batman, dans le Sud-Est, où plus de 150 personnes ont été assassinées par des inconnus en un an. Le Hezbollah kurde serait à l'origine de la plupart de ces meurtres. Reste à savoir quels sont les liens entre l'organisation du mouvement islamique et le Hezbollah, qui a longtemps bénéficié de la complaisance des forces de l'ordre turques qui ont vu là un bon moyen de lutter contre le nationalisme kurde et le PKK.

## L'aide humanitaire à l'Arménie

Toutes ces révélations vont sérieusement gêner les milieux islamiques, même modérés, qui étaient déjà sur la défensive depuis l'imposante mobilisation de la semaine dernière protestant contre les récents assassinats (*le Monde* du 31 janvier). Les islamistes tentent

maintenant de passer à la contre-attaque en s'alliant aux milieux nationalistes pour s'opposer à l'aide humanitaire de la Turquie à l'Arménie.

Le gouvernement de M. Demirel a en effet pris un risque politique important en décidant d'autoriser le passage des convois humanitaires de blé et fioul vers l'Arménie (*le Monde* du 3 février). L'opposition critique « ce coup de poignard dans le dos des frères azéris au moment où le boycottage allait enfin briser l'échine des Arméniens » et accuse le gouvernement de céder aux pressions occidentales. Les pressions venant de l'Azerbaïdjan se multiplient également. Le chef d'état-major azéri, le général Sadikov, en visite officielle en Turquie pour demander un soutien total à son homologue turc dans la restructuration de son armée, s'est notamment demandé comment des gens qui meurent de froid et de faim trouvent des ressources énergétiques pour le front. Les Azéris de Turquie, qui constituent une communauté importante, menacent même de saboter des convois d'aide humanitaire. - (*Intérim.*)

# APPOINTMENT TO KURDISH LANGUAGE PROGRAM ON SBS RADIO 2EA.

4 February 1993

The Head of SBS Radio, Mr Tuong Quang Luu and the SBS Radio 2EA Station Manager, Ms Sawsan Madina, announced today the appointment of the new Broadcaster/Journalist for the Kurdish language program on 2EA.

**Mr Chahin BAKER** was appointed Head of Group (Broadcaster/Journalist Level Two). Chahin was born in Syria. He studied for three years in Austria and Germany before arriving in Australia in 1968. He holds a B.A. and a Dip. Ed. from Macquarie University. Chahin is employed by the NSW Department of School Education as a Consultant For Languages and Multicultural Issues and a Teacher of Arabic and German. He also speaks Turkish

Chahin is a well known Kurdish writer/journalist. In addition to five books published abroad many of his short stories, poems and articles have been published in Kurdish literary magazines and newspapers throughout the world. He has also written many short stories, poems and articles in English, Arabic and German. He is the author of the article on the Kurds in *The Australian People, An Encyclopedio of the Nation, Its People and Their Origins (1988)*. He has translated a number of stories from English and German into Kurdish, including Heinrich Böll's novel, *The Lost Honour of Katharina Blum*, and a story by Henry Lawson.

Chahin has worked extensively with the Kurdish community in Australia and has participated in many conferences on Middle Eastern and Kurdish issues. He acted as an interpreter for two international conferences (Paris, 1989 and Stockholm, 1991). He presented a bilingual program, Kurdish/English, on 2SER FM in 1982/83 and joined SBS Radio in 1985 as the Co-ordinator/Broadcaster of the Kurdish Language Program.

In congratulating Mr Baker on his appointment, Mr Luu highlighted the contribution that he would make in providing the Kurdish speaking community with the professional radio service they deserve.

The appointment follows an open process of recruitment on merit. The positions were extensively advertised in both the print media and on SBS Radio. Those applicants short-listed were subsequently interviewed by an independent selection committee consisting of the Station Manager at SBS Radio 2EA, a professional journalist who is a member of (AJA) MEAA and a Commonwealth Government Consultant.

From 10 February 1992, as a result of the reform of airtime allocations of SBS Radio, the Kurdish Language program can be heard on Sundays at 11.30am. Listeners can tune in on 1386 KHz in Sydney and 1584 KHz in Newcastle and 1485 KHz in Wollongong.

# Une bonne adresse pour les réfugiés irakiens :

**Une organisation criminelle qui – profitant du manque de coopération entre les forces de police concernées et de l'absence d'une législation cohérente –, aurait des ramifications allant de l'Irak à l'Asie centrale et couvrant les Etats baltes et la Suède, a constitué un réseau de "passeurs" de réfugiés irakiens, de préférence aisés, vers l'Europe du Nord. La question sera vraisemblablement évoquée lors de la visite du Premier ministre suédois à Moscou le 4 février prochain.**

Alexandre Polioukhov - *Nezavissimaïa Gazeta* (Moscou)

L'exportation de Kurdes, Chiites et autres réfugiés clandestins en provenance de l'Irak vers l'Occident est en passe de devenir un business rentable pour la mafia russe, ou plutôt la congrégation du crime organisé qui opère sur le territoire de l'ex-Union soviétique.

Rien qu'en Suède, depuis l'automne dernier, des centaines de personnes ont passé illégalement la frontière. Cela a commencé par de petits groupes de 15 à 20 personnes, et le 20 janvier ils étaient soudain 391 ! Les bateaux de passagers et de pêche prennent à leur bord dans les ports d'Estonie, de Lettonie et de Russie des réfugiés irakiens qu'ils débarquent ensuite sur les longues rives peu surveillées de Suède.

Les réfugiés n'ont bien sûr pas de visas d'entrée suédois et ne peuvent acheter de billets pour des traversées ordinaires. Ils sont obligés de payer le "passage" 2 à 3 000 dollars par personne, à des intermédiaires qui possèdent un bateau et un équipage recruté parmi les ex-marins soviétiques désormais prêts à tout. Les frères embarcations n'assurent même pas le minimum de confort et de sécurité. C'est ainsi que le petit bac de Kaliningrad a failli périr en s'échouant sur les récifs suédois. Ses passagers ont été sauvés par un matelot qui a pu regagner la berge après avoir nagé dans une eau glacée, et appelé du secours.

Une autre traversée, celle du chalutier *Priekoule*, en provenance de Riga a failli se terminer par une tragédie : 400 personnes ont vécu sept jours de tempête en pleine mer Baltique, entassés dans une cale de 100 m<sup>2</sup>. Ils disposaient d'à peine un verre d'eau potable par personne, et en fin de parcours on n'en donnait plus qu'aux enfants. Ayant atteint, sous escorte des garde-côtes, l'île Gotland, les gens erraient le long du quai, les larmes aux yeux, en attendant d'être conduits dans un camp de réfugiés.

Les autorités suédoises n'excluent pas que certaines traversées clandestines se soient mal terminées, car on ne sait pas combien il s'en organise exactement.

## Un périple hasardeux et coûteux

A partir d'interrogatoires des chanceux qui ont atteint la Suède, on peut dessiner le tableau suivant : impatients de quitter l'Irak, ces gens achètent contre des pots-de-vin l'autorisation d'entrée en Jordanie ou en Turquie ; de là – souvent contre une nouvelle somme d'argent – ils obtiennent un visa pour la Russie et atteignent Moscou clandestinement en passant par le Caucase et l'Asie centrale.

Au cœur de la capitale russe, dans le passage souterrain de la place Pouchkine, s'est installé un "marché noir" où des ressortissants du Proche et du Moyen-Orient vendent de tout : devises, fleurs, drogue et femmes. C'est là aussi que se trouve le "Tourburo" (Bureau de tourisme) où sont reçus les candidats au "passage" pour des pays prestigieux, d'autres organisations assurant leur transport. Les pays les plus demandés sont la Suède et le Danemark, connus pour leur niveau de vie élevé et pour leur réputation de terre d'accueil des réfugiés.

*"Tu traînes dans les parages une journée, une semaine, un mois, racontent deux Kurdes, et quand tu es devenu familier, tu es abordé par deux individus sérieux qui t'invitent à une discussion en tête à tête. Dans un appartement ou une chambre d'hôtel, loués pour quelques jours spécialement pour ce genre de rencontres, un de ceux qui parlent arabe, parfois en présence d'un Russe, demande à voir les dollars et propose ensuite un itinéraire. Les tarifs sont variables : à un pauvre il peut être demandé que 1 000 dollars,*

*pour les riches il n'y a pas de plafond. On autorise tout aussi bien les enfants à voyager gratuitement qu'on dépouille totalement une famille de son argent et de ses biens. Ensuite, ils partent pour les Etats baltes, via Saint-Petersbourg ou Kaliningrad, où sont rassemblés les groupes pour la traversée."*

La police suédoise est convaincue que le réseau criminel possède des maillons en Irak, en Turquie, en Jordanie, dans le Caucase, en Asie centrale, en Russie, dans les Etats baltes et en Suède. Il est clair que les gens vraiment pauvres sont dans l'incapacité de payer les services des "contrebandiers" pour un si long itinéraire jusqu'en Scandinavie. Seuls les Irakiens aisés et ayant des relations surmontent les milliers de kilomètres de route et les mois d'attente. Les réfugiés qui arrivent en Suède ressemblent peu aux pitoyables Kurdes que nous montre souvent la télévision. Une nette majorité d'entre eux a fait des études supérieures, est bien vêtue et bien nourrie. Les pauvres et les malades sont restés en rade "quelque part en Russie". Les peines encourues en Suède par les contrebandiers sont plutôt symboliques : trois à six mois dans une prison confortable (où il n'y a pas de contrainte de travail, mais où il est recommandé de faire du sport), ou une amende peu élevée. L'activité des trafiquants est encore plus facile dans les Etats baltes et en Russie, où il n'existe même pas de lois appropriées. L'indispensable coopération entre les forces de police des pays concernés par le trafic n'existe pas non plus. Il ne faut pas oublier que le salaire d'un policier estonien, par exemple, équivaut à 30 dollars par mois, et que les pots-de-vin qu'on lui propose sont bien supérieurs.

La Suède veut alourdir la peine encourue pour l'introduction illégale de clandestins dans le pays, et confisquer les bateaux des passeurs. Mais cela ne se fera qu'en 1994, et les ban-

## la mafia russe...

dits ne s'en inquiéteront pas pour autant. Les organisateurs, en Russie et dans les Etats baltes, sont en sécurité : ils envoient sur le terrain des casse-cou ou simplement des marins victimes de menaces. Ainsi, le capitaine Viatcheslav Lytkine avait, déclare-t-il, été menacé par des mafiosi pétersbourgeois qui avaient soi-disant "acheté" le Priekoule juste avant qu'il ne quitte le port de Riga.

### D'énormes profits pour les trafiquants

En outre, les Etats baltes n'ont pas adhéré à la convention sur les réfugiés, ce qui les libère de toute obligation. La Russie a signé, mais non ratifié la convention, et n'assure pas aux réfugiés de véritable aide. Entre la Russie et les autres Républiques de l'ex-Union soviétique il n'existe pas d'accord. Dans le même temps, d'après les appréciations suédoises, 40 à 50 000 réfugiés en provenance de l'Irak ont déjà pénétré en Russie, et leur exportation de devises représente pour les trafiquants d'énormes profits.

L'incapacité ou le manque de volonté de Moscou de réprimer ouvertement les trafiquants en activité irrite Stockholm. Dans les hauts rangs de la police, des douanes et des garde-côtes suédois, on souhaite obtenir compréhension et coopération de la part des collègues des rives orientales de la Baltique. Mais cette question revêt un caractère politique, c'est pourquoi le Premier ministre, Carl Bildt, la posera très vraisemblablement lors de sa visite à Moscou, prévue du 4 au 6 février.



"This is the queue to jump out of the window."

"Ici c'est la queue pour sauter par la fenêtre."  
Dessin de Banx paru dans le Financial Times

## ... et la place Pouchkine

**La notoriété des trafiquants moscovites d'immigrés a désormais dépassé les frontières de la Russie : le correspondant du quotidien libanais de Londres est allé constater sur place l'ampleur des dégâts.**

Jalal al-Machita - *Al Hayat* (Londres)

Jadis, la place Pouchkine était un lieu où les poètes russes se donnaient rendez-vous pour déclamer leurs poèmes ; en temps de perestroïka, la place qui entoure la statue est devenue une sorte de Hyde Park Corner ou de "défouloir", après des décennies de censure. Aujourd'hui, Arabes, Kurdes, Iraniens, Somaliens, Afghans et autres étrangers occupent cet espace. Ces réfugiés cherchent un moyen afin d'émigrer vers les pays scandinaves ou vers tout autre pays qui pourrait les accueillir et leur assurer une vie meilleure.

Un quinquagénaire, originaire de Bagdad, nous a déclaré qu'il est arrivé à Moscou avec sa femme et ses deux enfants après avoir acheté un visa d'entrée dans un pays arabe pour un montant de 500 dollars. "Cette somme représente l'économie de toute ma vie", a-t-il ajouté. Cette famille avait pris le bateau en Turquie pour le port de Sotchi. Avec les 150 dollars qu'il leur reste maintenant ils ne tiendront pas un mois à Moscou. Par ailleurs, un responsable du service des visas nous a déclaré que les ambassades russes à l'étranger délivrent des visas d'entrée pour toutes les Républiques de l'ex-URSS qui ne disposent pas d'ambassades à l'étranger. A titre d'exemple, tout candidat à l'émigration en mesure de déboursier une somme conséquente peut avoir un visa pour l'Azerbaïdjan ou l'Ukraine ; or une fois à Moscou, ces transitaires s'y installent dans l'espoir de trouver un moyen pour émigrer clandestinement vers la Suède, le Danemark ou la Norvège, bien que les voies légales d'immigration dans ces pays soient pratiquement inexistantes.

Selon la Commission d'aide aux réfugiés, rien qu'à Moscou, il y aurait près de 13 000 familles (40 000 personnes). Cependant il n'existe pas de données chiffrées exactes, les nouveaux arrivants n'étant pas enregistrés auprès de la police comme l'exigent les lois en vigueur. Ces arrivants s'entassent par dizaines dans des chambres exigües en attendant de trouver un

passerelle de la place Pouchkine.

### Des embarcations auraient sombré en mer

On estime le prix à payer pour la traversée vers les pays nordiques de 2 500 à 3 500 dollars par personne. Or la majorité de ces candidats à l'émigration sont incapables de payer une telle somme. Un Kurde, ayant la quarantaine, nous a déclaré que s'il avait cette somme sur lui, il n'aurait jamais quitté son village. Cet homme, qui parle difficilement l'arabe et ignore d'autres langues étrangères, est privé depuis qu'il est arrivé à Moscou de soins médicaux, à cause de sa situation illégale.

La *Nezavissimaia Gazeta* a révélé que la mafia russe fait de fabuleux profits avec le passage d'Irakiens, ainsi que d'autres immigrés, de la Russie vers les pays nordiques. C'est ainsi que des centaines de personnes seront embarquées des ports d'Estonie, de Lettonie et de Russie, puis entassées dans de petites embarcations pour être transportées par la mer Baltique vers la Suède. Selon le correspondant du journal à Stockholm, les autorités suédoises estiment qu'un grand nombre de ces embarcations auraient sombré en mer. Elles ont émis à plusieurs reprises des protestations auprès de leurs homologues russes. Récemment, des douaniers suédois ont commencé à procéder à un contrôle strict de tous les voyageurs étrangers.

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés n'a pas pu envoyer d'émissaire à Moscou pour étudier une forme d'aide à ces réfugiés, ce qui a conduit un grand nombre d'immigrés irakiens à occuper les bureaux du Haut-Commissariat à Moscou et à entamer une grève de la faim. Ces réfugiés, qui ont fui l'injustice de leur pays pour tomber dans les affres de l'émigration, vont-ils voir un jour le bout du tunnel ?

# Alles Kurdische gnadenlos verfolgt

Zu dem Leserbrief „Mit Rauschgiftschmuggel finanzieren Kurden ihren Widerstand“ in der SZ vom 16. 1.:

Die Verallgemeinerungen und negativen Vorurteile von Frau Reitwies gegen die orientalischen Menschen gehen so weit, daß sie schreibt, daß „Toleranz, Gleichberechtigung, Freiheit und Menschenrechte“ im Orient „kein Thema“ sind. Sie widerspricht sich aber, wenn sie behauptet, daß die Kurden in der Türkei „völlig unbehelligt und ohne Einschränkungen und Diskriminierungen leben und arbeiten“ können. Ihr Argument für die Gleichberechtigung der Kurden ist, daß der im Jahre 1938 zum Staatspräsidenten der Türkei gewordene Ismet İnönü ein „Kurde“ war.

Die Wahrheit ist, daß Herr İnönü sich nie als Kurde bezeichnet und nie als Kurde gelebt hat. Er war wie sein Mitstreiter und Freund Atatürk ein Kurdenverfolger. Sollte er tatsächlich kurdischer Abstammung gewesen sein, so hatte das keine Bedeutung, ähnlich wie das Judentum von jenen Juden keine Bedeutung hatte, die für das Nazi-Regime gegen ihre eigenen Geschwister Spitzeldienste leisteten. Das hat aber das jüdische Volk nicht vor dem Völkermord gerettet.

Es ist weltweit bekannt, daß die Türkei seit ihrer Gründung im Jahre 1923 und bis vor ungefähr zwei Jahren die Existenz der Kurden überhaupt verleugnete und mit allen Mitteln alles Kurdische gnadenlos bekämpfte. Die Kurden sind in der Türkei allerdings auch heute noch Menschen zweiter Klasse. Die kurdische Sprache ist in den Gerichten, Schulen und Ämtern der Türkei nicht zugelassen. Der im Dezember 1992 angeklagte Kurde Saleh Karakaya, der der türkischen Sprache nicht mächtig ist, durfte vor türkischem Gericht keinen Dolmetscher hinzuziehen. Dagegen hat dasselbe Gericht, zu gleicher Zeit einen Dolmetscher für den deutschen Angeklagten Stefan Wallberg bestellt. Die Moral: Dank des türkischen Regimes hat der kurdische Bürger in seinem besetzten Heimatland nicht dasselbe Recht wie ein Ausländer.

Siebzig Jahre lang hat die Türkei der Welt beibringen wollen, daß die Kurden „Bergtürken“ seien. Die Kurden haben das überlebt. Sie überraschen die Welt derzeit mit einem kraftvollen Massenwiderstand, den sie gerne durch Millionen kleiner Geldbeträge aus eigener Tasche bezahlen. Die lügnerische Verleumdung, daß die Kurden angeblich ihren Wider-

stand mit Rauschgiftschmuggel finanzieren, ist ein alter Hut und zieht nicht mehr. Die Zeiten sind vorbei, wo man so einfach im Sinne des türkischen Militarismus in Ost und West gegen die Kurden Stimmung machen konnte.

Jemal Nebez, Schriftsteller,  
Orientalist und Politologe  
Postfach 311044  
1000 Berlin 31

## Kampferschwert

Zwar ist bekannt, daß tatsächlich eine beträchtliche Menge harter Drogen über die Türkei nach Europa kommt, aber diese Transporte gehen auf das Konto einer sogenannten „Türkenmafia“, die man nur als gewöhnliche Kriminelle bezeichnen kann und die gewiß mit kurdischer Politik und kurdischem Freiheitskampf nichts im Sinn haben. Solange es keinerlei Beweise für die Verwicklung kurdischer Freiheitskämpfer in den Drogenhandel gibt, sollte man den Kampf des kurdischen Volkes um seine nationale Selbstbestimmung nicht auch noch mit solchen üblen Gerüchten erschweren.

B. Ibrahim  
Tannenstraße 29a  
8901 Ried

## IRAN : unité retrouvée pour un pouvoir intransigeant ?

# Le président Rafsandjani estime que Téhéran n'a aucune concession à faire en politique intérieure ou étrangère

La cause est entendue. L'Iran n'a rien à se reprocher : il est victime de la propagande hostile des Occidentaux, aussi bien au sujet de ses relations avec l'étranger que de sa politique intérieure ou de défense. Le chef de l'Etat, M. Ali Akbar Hachémi Rafsandjani, l'affirme sans ciller. C'est donc aux autres, aux Etats-Unis en particulier, de faire le premier pas pour améliorer leurs relations avec Téhéran, a-t-il expliqué, lors d'une conférence de presse, réunie, dimanche 31 janvier, la première depuis dix-huit mois.

## TÉHÉRAN

de notre envoyée spéciale

L'air tranquille, ne s'emportant qu'une seule fois en quelque deux heures de conférence - « Si vous voulez être juste, vous devriez retirer vos propos », a-t-il dit à un

journaliste qui l'interrogeait sur les droits de l'homme en Iran, - M. Rafsandjani s'est borné à plaider non coupable de toutes les accusations et soupçons portés contre son pays, avec pour principe de défense : l'Iran n'est, a priori, animé d'aucune « hostilité ou animosité » envers les autres pays ; mais « il ne fera pas de compromis sur ses principes ». C'est à prendre ou à laisser.

Les raisons pour lesquelles les rapports avec les Etats-Unis sont toujours aussi mauvais ? « C'est la politique impérialiste » de Washington, a répondu le président en énumérant le gel des avoirs iraniens, estimés à quelque 11 milliards de dollars - régler ce problème serait, à ses yeux, un « signe de bonne volonté » de la part de M. Bill Clinton, - l'attitude envers les Palestiniens « dont nous partageons les souffrances », « l'ingérence dans les affaires du Golfe » et « la catastrophe de Bosnie », que les Etats-Unis « tentent d'ignorer ». M. Rafsandjani estime que « la politique des Etats-Unis aujourd'hui est incompatible avec les idéaux de la révolution islamique ». Tout dialogue

politique demeure donc tributaire d'un changement de la part de l'administration américaine, ce dont le président iranien doute fort - « Il n'y a pas de signe de bonne volonté », dit-il. Mais cela n'empêche pas les échanges commerciaux d'aller croissant entre les deux pays car « ils répondent aux besoins des deux Etats ».

« Citez-moi un seul cas à propos duquel Téhéran doit changer d'attitude ! », s'est-il exclamé. Or, l'Iran est accusé, au moins par les Occidentaux et certains pays arabes, de soutenir les extrémistes islamistes de toutes nationalités, de nourrir des visées hégémoniques dans le Golfe, de se réarmer outre mesure, sans oublier l'« affaire Salman Rushdie » et les violations des droits de l'homme. Si une partie de ces accusations n'est, il est vrai, pas vérifiable, les réponses de M. Rafsandjani ne le sont pas davantage pour la plupart.

## L'affaire Rushdie

« Nous n'avons rien qui s'appelle

exportation de la révolution », a-t-il dit, ajoutant que la République islamique est « disposée à aider » ceux qui l'ont prise pour modèle. « Il n'y a pas un seul militaire iranien au Soudan, aucune présence iranienne en Somalie, pas même politique. » Quant aux Palestiniens, « nous les soutenons par tous les moyens possibles », a affirmé M. Rafsandjani, alors que Téhéran est désigné comme l'un des bailleurs de fonds du Mouvement de la résistance islamique Hamas dans les territoires occupés par Israël.

L'Etat juif est « un gouvernement illégitime, avec lequel aucun gouvernement islamiste ne devrait établir de relations », estime le chef d'Etat. Evoquant les succès enregistrés, selon lui, par la révolution iranienne depuis quatorze ans, M. Rafsandjani y a inclus la victoire des islamistes algériens aux élections législatives (annulées) du mois de décembre 1991. Il n'a pas été plus explicite alors que la presse algérienne accuse Téhéran de soutenir l'ex-Front islamique du salut (FIS), militairement et financièrement.

Si l'Iran effectue des achats d'armes, ses voisins le font aussi, et à une plus grande échelle, a-t-il fait valoir. Son gouvernement a alloué à la défense «un petit pourcentage» de son budget 1993-1994 (850 millions de dollars, mais les Occidentaux estiment entre 2 et 3 milliards de dollars par an les achats d'armes iraniens au cours des dernières années), soit «1,5 % du PNB». L'Iran n'a pas la bombe atomique et n'a pas l'intention de l'acquérir. Il ne s'intéresse qu'au nucléaire «à des fins civiles». Les sous-marins récemment achetés ne visent qu'à renforcer la marine.

Les droits de l'homme, à propos desquels le rapporteur spécial des Nations unies, M. Reynaldo Galindo-Pohl, a épinglé le gouvernement iranien, notamment pour «arrestations arbitraires, tortures et exécutions»? «Nos prisonniers sont mieux traités que d'autres dans des pays occidentaux», répond M. Rafsandjani. Ils jouissent de périodes de liberté provisoire pour aller visiter leurs familles. «La torture est une pratique antérieure à la révolution, en Iran», et, pourtant, «l'Occident soutenait alors le régime en place».

Le président iranien a tenté de minimiser l'importance de l'affaire Rushdie, «une affaire technique», que les autres ont transformée en problème politique. Mais... une «fatwa» (sentence religieuse) ne pou-

vant être éventuellement modifiée que par celui qui l'a dévotée, celle en vertu de laquelle l'auteur des *Versets sataniques* a été condamné à mort est irrévocable depuis la disparition de l'imam Khomeiny.

Faut-il voir, dans cette plaidoirie, largement conservatrice même si elle n'est pas très militante, la conséquence d'une victoire des tenants de la rigueur islamique avec, à leur tête, le «guide» de la révolution, l'ayatollah Ali Khamenei, ou le résultat d'un compromis entre le président et le «guide», le premier ayant obtenu satisfaction, au moins pour ce qui concerne les réformes économiques qui ne mettent pas en péril la pureté révolutionnaire? En tout cas, M. Rafsandjani s'est rangé, dimanche, derrière M. Khamenei: «C'est le guide qui décide, a-t-il dit. La politique du président et du gouvernement est la même que celle du guide.»

La veille, le Parlement, à majorité conservatrice, avait entériné le projet de budget du gouvernement, alors qu'on s'attendait à un débat serré. Après la valse-hésitation des derniers mois et face à l'adversité alentour, ou ce qui est perçu comme tel ici, l'équipe au pouvoir en Iran a offert, dimanche, l'image d'une unité retrouvée.

MOUNA NAÏM

## Candidat à sa propre succession TÉHÉRAN

de notre envoyée spéciale

M. Rafsandjani a clairement indiqué, dimanche, qu'il serait candidat à sa propre succession à l'élection présidentielle du mois de juin prochain. «J'ai consacré ma vie à la révolution. Si la société a besoin de moi... S'il est nécessaire que je sois sur la scène (politique), je demeurerai sur la scène», a-t-il dit au cours de sa conférence de presse.

Les médias iraniens ont récemment cité un certain nombre de «présidentiabiles», notamment l'ayatollah Khomeiny-Ha, membre du «Conseil de discernement» chargé d'arbitrer entre l'exécutif et le législatif, et le président du Parlement, M. Ali Akbar Nategh-Nouri. Mais ce dernier a déjà indiqué qu'il ne serait pas candidat si l'actuel président l'était.

M. N.

LE DEMOCRATE VERNONNAIS - 3 février 1993

## Espace Philippe Auguste

# Danses kurdes, chants irlandais



L'association vernonnaise de solidarité avec le peuple kurde nous a proposé samedi dernier, à 20h30, à l'auditorium de l'Espace Philippe Auguste, un spectacle haut en dépaysement, tant par sa qualité scénique, que par son harmonie musicale. Au programme, les «enfants kurdes de Turquie» accompagnés de leurs musiciens, ont exécuté devant nous, d'un pas léger, les danses traditionnelles de leur village. Les huit fillettes vêtues de tuniques rouge vif, un foulard aux bords dorés retenant leurs mèches brunes rebelles, dégageaient une étonnante vitalité.

Les spectateurs, sous le charme, cadençaient leurs pas en frappant dans les mains. Les

«Sohm Dancers», le ballet de l'école classique de Mme Sohm-Pérenge, nous ont présenté un répertoire allant de Mozart au jazz, en passant par le tango. Enfin, le chanteur Mickaël Mac Donnell et ses musiciens, nous ont interprété de nombreux chants irlandais, nous donnant la nostalgie de ses paysages encore sauvages mais incroyablement beaux.

Musique, danse, chants traditionnels se font les meilleurs interprètes de l'amitié. Tous ces artistes ont offert généreusement leurs prestations au profit de l'association, afin de lui permettre ainsi de continuer son objectif : défendre les droits et la culture des Kurdes tant en France qu'au Kurdistan.

I.L.C.

## Propagande irakienne

J'ai attendu jusqu'à ce jour avant d'écrire à un journal ou à une chaîne de télévision. J'ai toujours, en effet, ressenti comme puéril le désir d'exposer mon opinion ou mes irritations personnelles. Mais, mardi 12 janvier, à 21 h 42, j'ai regardé sur France 3 « Irak, 5 000 ans et six semaines ». Je suis resté atterré pendant toute l'émission.

Pour la première fois, je retrouvai sur un média officiel français le style et les méthodes de la propagande hitlérienne, et les pires excès du culte stalinien de la personnalité. Indépendamment de la thèse sous-jacente – quoique jamais explicitée – sur la guerre du Golfe, c'est bien contre les moyens employés par ce film que je m'insurge :

- Utilisation permanente de l'amalgame et de la confrontation d'images sans rapport entre elles pour susciter une réaction émotive, non contrôlée par la raison.

- Déroulement de cinq mille ans d'histoire pour plaquer de façon récurrente et hors de tout contexte des images de la guerre du Golfe ou de l'Irak récent avec, systématiquement, l'effigie de Saddam Hussein glorifiée.

- Omniprésence de ses portraits du début à la fin de l'émission à tout propos et quasi toujours hors de propos, et cela jusqu'à la « chute » finale ; j'y reviendrai. Ajoutons dans la même rubrique le défilé militaire « façon place Rouge » devant le même Hussein.

- Petites phrases perverses jetées subrepticement, telle l'intégration satisfaisante des chrétiens (et des « juifs prospères ») qui peuvent devenir des citoyens irakiens presque normaux dans un état laïc – ainsi de Tarek Aziz (il faut toujours avoir un bon chrétien dans sa manche comme naguère un bon juif), – mais cela « sauf chez les chiites », bien entendu.

- Pseudo-documents, comme la distribution « trimestrielle » d'aide alimentaire des organisations internationales, projetés sans explications et qui, provoquant un embarras sur le sens attribué par l'auteur, semblent ne se justifier que par l'interprétation ambiguë qui peut en résulter, induisant le spectateur à suspecter le pire.

- Compte-rendu faussement objectif de l'histoire des pauvres Kurdes pour évoquer des responsabilités non dites, et sans un mot sur les atrocités irakiennes.

- Double chute finale :

- d'abord, sur la multiplicité colorée des portraits de Hussein juxtaposés à l'infini (dans le « Saddam Art Center », semble-t-il) ;

- puis, en noir et blanc, sur l'extinction suggérée d'un peuple sous l'effet de l'embargo. Cela alors que, quelques minutes avant, on nous montrait en couleur sa « vitalité retrouvée » et ses mariages luxueux dans des hôtels quatre étoiles (ils n'étaient donc pas détruits, comme

pouvait le donner à penser les images de désolation entrecoupant le déroulement historique multimillénaire ?). Pour le commentaire relatif à ces images – « mais il n'y a plus de mariages heureux », – se reporter à Chris Marker, qui, dans *Lettre de Sibérie*, a démonté le mécanisme du commentaire interprétatif et aléatoire (...).

Un débat de fond ne m'aurait pas gêné ; c'est ce que j'espérais en abandonnant un film sur une autre chaîne pour regarder cette émission.

J'ajoute que je ne suis pas un vieux grincheux, allergique, par exemple, aux multiples falsifications de la publicité télévisuelle : ses ficelles sont bien visibles et peu dangereuses ; souvent même, les auteurs prennent avec humour une distance critique. Dans ce film, au contraire, présenté comme « documentaire », la bête immonde réapparaît, c'est le retour du temps des assassins et des méthodes de mise en condition des masses.

Purification ethnique, propagande irakienne produite par la télévision française, expulsion arbitraire des Palestiniens, Khmers rouges intouchables, attentats racistes, montée de l'antisémitisme sont-ils les prémices d'un nouveau nazisme planétaire ?

JACQUES CHÉNIEUX  
(Paris)

### 20.40 : Magazine

#### Transit

- Présenté par Peter Wien.
- Revue de presse : Daniel Cohn-Bendit.
- Invité : Erik Orsenna, écrivain (Prix Goncourt), portrait fait par Dominique Agniel.
- Famille française : M et Mme Kikan, un Kurde marié à une Française, vivant en France - Famille Allemand : M. et Mme Kullas, un Turc, marié à une Allemande, vivant en Allemagne.
- LE PETIT JOURNAL : les événements en Afrique - « LETTRE A MON ENNEMI : TURCS ET KURDES » : Leyla Zana 31 ans, député représentant le parti Kurde - RFP, a fait scandale lors de sa prestation de serment au Parlement. - Leyla Umar, journaliste de la presse libérale turque, interviewe tous les grands de ce monde pour le journal « Sabah ». - « CASQUES BLEUS A SPLIT » : A Split, un détachement d'hélicoptère français de la division herzégovine de la force de protection des Nations Unies, sont chargés de la protection des convois du H.C.R. Ils ne sont pas armés.

**NOTRE AVIS.** — La vision de l'écrivain Erik Orsenna, invité de ce magazine, sur les événements. Parmi les sujets à découvrir pour mieux comprendre leurs réactions : « Turcs et Kurdes : lettres à mon ennemi. »

### Le Monde - 10 février 1993

□ **Bombe à retardement au Kurdistan.** - Trois personnes ont été tuées et dix-sept autres blessées dans l'attentat à la bombe qui a visé samedi 6 février un restaurant à Erbil, dans le nord de l'Irak (le Monde du 9 février), a indiqué lundi le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés à Genève. Un premier bilan avait fait état de cinq morts. Selon le HCR, l'engin était muni d'un système de retardement et se trouvait dans une valise posée sous une table. Plusieurs attentats à l'explosif ont été commis, ces derniers mois, dans le Kurdistan irakien et les services du régime de Bagdad sont fortement soupçonnés d'en être à l'origine. - (AFP.)

Il Pkk ha intimato agli stranieri di boicottare il Paese per non finanziare la campagna di repressione lanciata dal governo

# Turchia, gli insorti curdi alzano il tiro

La guerriglia è pronta ad attaccare villaggi e alberghi: «Ma non vogliamo colpire i turisti»

Oppressi, mañsacrati, discriminati, i curdi di Turchia preparano la loro controffensiva. Con tutti i mezzi. Portavoce vicini al Partito dei lavoratori curdi (Pkk), la principale forza politico-militare di una comunità di 12 milioni di persone, confermano che la resistenza alza il tiro. «Stranieri alla larga dalla Turchia — avvertono gli uomini del Pkk —. Non dovete alimentare con i vostri dollari la lotta contro il nostro popolo».

I guerriglieri che dall'84 combattono una lotta senza esclusione di colpi contro il potere centrale minacciano ora di distruggere gli insediamenti turistici del Paese. «Non abbiamo intenzione di prendercela con le persone, ma solo con le cose. Alberghi e villaggi turistici sono nel nostro mirino», ha aggiunto una fonte curda che, tuttavia, ha escluso azioni contro gli aeroporti o gli aerei.

L'offensiva contro il turismo potrebbe lasciare il segno. Ogni anno centinaia di migliaia di visitatori si recano a Istanbul, ad Ankara o lungo la splendida costa: solo dall'Italia ne arrivano 160 mila. Il governo, che ha curato il settore attraverso grandi investimenti, non fa mistero di atten-

dersi buoni introiti. Ma cosa accadrà se l'industria delle vacanze finirà nel mirino dei tenaci guerriglieri curdi? La Turchia potrebbe far la fine dell'Egitto dove, a causa degli attacchi degli integralisti islamici, il turismo ha subito una fortissima flessione.

Il nuovo piano elaborato dal Pkk fa parte di una «campagna» militare che raggiungerà il suo culmine nel mese di marzo, in occasione del capodanno curdo. Dopo una serie di pesanti rovesci subiti tra la fine dell'estate e l'autunno i guerriglieri hanno riorganizzato le loro unità ed hanno portato una serie di attacchi nelle città turche. I generali di Ankara seguono con preoccupazione gli ultimi sviluppi e temono la nuova minaccia. Da tempo la resistenza curda ha creato cellule non solo nei santuari del Kurdistan (Turchia occidentale), ma anche nelle zone orientali e lungo la costa dove più alta è la densità turistica.

Fonti mediorientali sostengono che il Pkk ha tratto nuova linfa dalla ripresa degli aiuti da parte di Siria, Iran e Irak. Damasco, in particolare, avrebbe deciso di tornare a giocare la «carta curda» per punire la Turchia. I

siriani sono nuovamente ai ferri corti con Ankara per la guerra dei fiumi: i turchi hanno infatti deciso di ridurre il flusso delle acque dell'Eufrate mettendo in grave crisi l'irrigazione agricola del vicino.

Nella partita, si dice, sono rientrati per ragioni diverse, iraniani e iracheni.

Gli ayatollah, che continuano ad ospitare decine di basi del Pkk, sono in aperta competizione

con Ankara nella grande caccia a contratti e accordi con le repubbliche asiatiche della Csi. Teheran è poi vista con sospetto per l'assistenza finanziaria e ideologica garantita ai gruppi integralisti turchi, protagonisti nelle ultime settimane di una serie di attentati terroristici.

A giudizio degli esperti di intelligence neppure Saddam Hussein risulta essere innocente. Per due motivi. Gli iracheni,

innanzitutto, aiuterebbero le formazioni guerrigliere per vendicarsi del sostegno — sia pure tiepido — di Ankara alle azioni americane contro Bagdad. Saddam — e questa è la seconda ragione — usa il Pkk nella guerra segreta contro i curdi iracheni.

Il risultato è che gli irriducibili peshmerga continuano ad essere pedine o vittime di un gioco più grande. Con conseguenze tragiche.

Guido Olimpio



Una manifestazione di attivisti curdi in una cittadina della Turchia

(Foto Ap)

## Soutien au peuple Kurde

Une délégation de députés kurdes de Turquie du Parti du Travail du Peuple conduit par Hatip Dicle de Diyarbakir et Mehmet Sincar de Mardin a rencontré le 16 décembre à Strasbourg, René Piquet, Vassilis Ephremidis, Sylviane Ainaridi et Mireille Elmalan. Les parlementaires kurdes ont mis en évidence la gravité de la situation au Kurdistan où le peuple est soumis à une violente répression du gou-

vernement turc (295 villages incendiés en deux ans, massacres de civils par l'armée turque) « C'est une question de survie pour le peuple kurde dont l'identité et l'existence même sont niées par le pouvoir d'Ankara », ont déclaré les parlementaires kurdes qui ont remercié le groupe « Coalition des gauches » pour son soutien au peuple kurde. René Piquet a renouvelé ce soutien et confirmé que le groupe « Coalition des gauches » était décidé à poursuivre les initiatives, avec d'autres groupes, pour que les droits du peuple kurde soient enfin reconnus.

N° 18 JANVIER-FEVRIER 1993

République du Centre  
3 février 1993

Ouest France - 30 janvier 1993

**Aide aux agriculteurs du Kurdistan**

L'association Aide aux agriculteurs du Kurdistan irakien, dont le siège est la Martinière, à Hambye, organise une soirée folklorique, samedi 6 février, à 19 h, à la salle des fêtes d'Hambye. Cette soirée, animée par le groupe kurde Koma Zozan, sera donnée au profit des agriculteurs du Kurdistan. Au programme : projection de diapos. Restauration sur place, réservation avant le 4 février aux 33 50 74 27 ou 33 58 69 48, le soir et le mercredi toute la journée (Fax 33 51 93 10).

Presse de la Manche - 29 janvier 1993

A l'initiative de l'A.S.S.A.K.

**On recherche des jeunes plants pour le Kurdistan**

A l'initiative de l'A.S.S.A.K. (Association d'aide aux agriculteurs du Kurdistan) (1), un projet vient d'être présenté en vue de l'aménagement d'une pépinière fruitière dans le Kurdistan irakien.

Il s'agit de procurer un minimum de 50.000 jeunes plants fruitiers (pommiers, poiriers, pêchers). Un appel est lancé à tous les producteurs de jeunes plants pour faire un don végétal

dans les trois espèces citées.

L'association se charge de la centralisation et de l'acheminement des jeunes plants.

Un autre projet concerne la réalisation de rûchers susceptibles d'être alloués aux fermiers dans les villages pratiquant ces activités.

(1) : ASSAK, Serge Mouhedin, "La Martinière", 50450 Hambye-tél. 33.50.74.27.

**« Istanbul-Paris » avec Senem Diyici**

SENEM DIYICI chanté les chants traditionnels d'Anatolie, de Thrace, du Kurdistan et de la Mer Noire en y associant l'harmonie occidentale.

Aujourd'hui entourée de trois musiciens -un guitariste, un percussionniste indien et un flûtiste-saxophoniste-, elle met les inflexions modulantes de sa voix au service d'une musique orientalement jazz, « ravageusement » vôtre. Un spectacle présenté par les Jeunesses Musicales de France.

**Carré Saint-Vincent, Orléans, le vendredi 5 février à 20 h 30. Places : 90 F ; 70 F tarif réduit. Location au théâtre.**

Le Fiagro - 5 février 1993



20.30 FLASH  
20.40 TRANSIT

Magazine proposé par Daniel Leconte. Présentation : Peter Wien.

Invités : Erik Orsenna, écrivain (Prix Goncourt). Portrait par Dominique Agniel. M. et Mme Kikan, un Kurde et une Française vivant en France et M. et Mme Kullas, un Turc et une Allemande vivant en Allemagne. Reportages : « Le Petit Journal » : les événements en Afrique - « Lettre à mon ennemi : Turcs et Kurdes » d'A. Weis. Leyla Zana, est député depuis un an, représentante du parti Kurde HEP et persuadée qu'il est possible de régler les problèmes entre les deux communautés sans effusion de sang. Leyla Umar, grande journaliste de la presse libérale turque, plaide en faveur du maintien de l'identité culturelle Kurde. Les deux femmes décident d'unir leur efforts pour combattre le fanatisme des deux côtés. « Casques Bleus à Split » de K. Mehlaa et F. Vassort. Revue de presse : D.Cohn-Bendit.

L'Alsace - 7 février 1993

**L'appel des Kurdes du Pays de Montbéliard**

Les quinze parlementaires kurdes élus en Europe à l'Assemblée nationale du Kurdistan ont entamé le 24 janvier une grève de la faim illimitée à Bruxelles pour que « l'opinion internationale et les institutions démocratiques condamnent la politique de terreur que mène l'Etat turc contre le peuple kurde » et pour que « des délégations du Parlement européen et des parlements nationaux

soient envoyées au Kurdistan pour se rendre compte de la gravité de la situation dans laquelle se trouve le peuple kurde ». Plus de 700 citoyens kurdes ont aujourd'hui rejoint les quinze parlementaires dans leur grève de la faim. Un mouvement soutenu par l'association des travailleurs et patriotes kurdes du Pays de Montbéliard qui se bat pour que « le drame kurde ne sombre pas dans l'oubli ».

Courrier Picard - 6 février 1993

**Le Sinfonietta au campus**

Pour son traditionnel concert annuel, à l'université de Picardie Jules Verne, le Sinfonietta, sous la direction de Robert Delcroix, sera présent à la bibliothèque universitaire du campus d'Amiens, le jeudi 11 février à 21 h.

Au programme de cette soirée : le concerto pour violon et orchestre N° 1 de

Mozart (soliste : Anton Matalaev), la symphonie N° 52 de Haydn, et une œuvre contemporaine de Chamouard, « Halabja : à la mémoire des victimes kurdes ».

Philippe Chamouard, élève d'Yves Nat et Roger Boutry, est un compositeur français dont les œuvres apparaissent déjà régulièrement au répertoire des grands orchestres nationaux.

# Iraq muddies water of Turkey-Syria dam deal

**John Murray Brown on threats over Euphrates project**

**I**RAQ'S recent threat to take legal action against foreign contractors on a Turkish dam project was more than just another warning shot across the bows of Ankara's multi-billion-dollar south-east Anatolian project. The outburst is seen as an indication of growing concern in Baghdad at the possibility of a water deal between Turkey and Syria which could leave Iraq high and dry.

Iraq's anxiety follows the recent accord signed in Damascus committing Turkey and Syria to find a "final solution" to the allocation of the Euphrates river this year. Some diplomats in Ankara discount the move as yet another "agreement to disagree". However, for both countries, there seems to be ample reason to push for a more permanent settlement to this long riparian dispute.

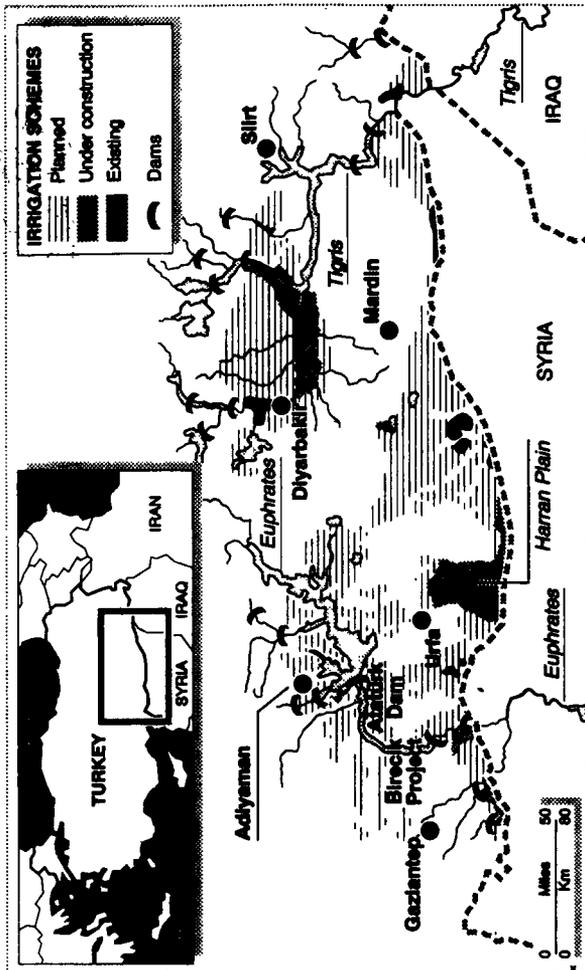
Ankara's control of the Euphrates and the Tigris rivers, both of which rise in its central highlands and flow into the Gulf, has long soured relations with its Arab neighbours. Turkey's irrigation project, known as Gap, has been the main bone of contention — in

Turkey agreed to guarantee to Syria a discharge of 500 cum a second where the Euphrates crosses their border. Under that agreement, Turkey was committed to review the water allocation, once the reservoir behind the vast \$4bn (£2.6bn) Ataturk dam was filled. That day has arrived.

But more than that, western diplomats say Turkey's decision to push for a deal is a measure of the desperate financial constraints facing the Gap project. Hitherto, the World Bank and other donors have refrained from supporting the project directly because of the outstanding water issue.

According to western officials, only if Turkey solicits international finance can it afford to invest in the more costly water conserving equipment, an issue vital for the downstream users. That will only happen if a solution can be found to the dispute.

Donors now believe the day of financial reckoning is fast approaching. The Gap has already consumed \$9bn, much of it financed from the state budget. By next century, when the irrigation infrastructure



and the 21 dams and 19 power plants are in place, the project will have cost a heady \$32bn.

As Turkey prepares to irrigate the first hectares on the Harran plain close to the Syrian border in May, the need to address the issue has acquired a new urgency. Turkey will want to reassure the Syrians of continued co-operation, although the Turks seem unlikely to agree to Syria's demands to increase the water supply.

Iraq's latest snipe may thus cause a few ruffled feathers for the commercial banks and export credit agencies now

being approached to finance the DM2bn (£833m) Birecik project.

The consortium led by Philip Holzmann of Germany has been quick to point out that there are no plans for irrigation, only hydro-electric generation. In addition, the Turks argue that Iraq has already given implicit approval to the project, having signed up to a separate plan linking the power grids of Turkey and its Arab neighbours: the Birecik plant is the first stage of this five-country project and would transmit power to the Syrian city of Aleppo.

Iraq's concern over Birecik may still prove premature. Hermes, the German export credit agency, is understood to have second thoughts about supporting a project which the Turks seem intent on financing using the more complex and largely untried technique of Build Operate and Transfer. Under such an arrangement, the contractor owns and finances the project, recovering its cost by selling its product, in this case electricity, back to the public utility. The public outburst from the Iraqis can only further deepen the misgivings of the lenders.

LE FIGARO - 10 février 1993

## Festival d'Angers

# Un cinéaste kurde ovationné

« *Un chant pour Beko* », le témoignage de Nizamettin Ariç, a reçu le prix du public à l'occasion de la cinquième édition de « Premiers Plans ».

ANGERS :  
de notre envoyée spéciale  
Caroline JURGENSON

La vitalité d'un festival se mesure à son nombre de spectateurs. Le festival « Premiers Plans » est, d'évidence, un succès public. Car il ne suffit pas de rassembler les professionnels du septième art autour des débutants qui présentent ici leurs premières

œuvres, il faut aussi leur offrir la chance d'un premier contact, parfois surprenant.

A Angers, où les salles obscures sont plutôt nombreuses et bénéficient d'une bonne programmation, on retrouve durant le festival un public jeune, enthousiaste, présentent dès les premières projections matinales jusqu'aux nocturnes, attentifs aussi bien aux rétrospectives – celle de cette année est consacrée au cinéma britan-

nique – qu'aux découvertes. Soucieux de suivre non seulement la compétition mais aussi les films d'école, les lectures de scénario, les débats quotidiens.

Présenté en compétition, *Un chant pour Beko* (*Eir Leid für Beko*), du cinéaste kurde Nizamettin Ariç, eut droit à une ovation du public. Pas étonnant que cet émouvant témoignage d'un réfugié kurde ait reçu le prix du public – doté de 50 000 francs offerts par la

Fondation Gan, partenaire privilégié du festival. Réfugié à Berlin depuis 1981, Nizamettin Ariç, tout à la fois chanteur et comédien, signe là son premier film, qui évoque l'oppression turque au Kurdistan à travers le récit d'exil de Beko, un simple paysan entraîné malgré lui à fuir son pays.

Autre belle réalisation, celle de l'Écossais Bill Anderson. Ses *Créatures de lumière* sont d'une facture classique, sans surprise. Le récit naïf de cette femme rejetée par son village pour avoir succombé à l'amour d'un homme touche par sa simplicité et sa rudesse.

Du côté des courts métrages, signalons deux metteurs en scène prometteurs. Le Britannique Tim Pope, avec son inquiétant *Phone*, et une mention au scénario percutant de Michel Delgado pour *Télécommandes*, réalisé par James Huth et interprété par Michel Leeb.

C. J.

L'Humanité - 11 février 1993

## 700 Kurdes en grève de la faim à Bruxelles



700 hommes et femmes rassemblés dans la grande halle du marché Saint-Géry de Bruxelles : c'est le spectacle étonnant qu'offrent depuis près de trois semaines les grévistes de la faim kurdes. Venus de tous les pays où il y a des Kurdes, mais surtout de Turquie, ils entendent ainsi attirer l'attention

de l'opinion et des gouvernements européens sur la tragédie vécue par leur peuple, notamment en Turquie où il subit une répression meurtrière : plus de 400 civils y ont été tués en un an, dont 13 journalistes. Les grévistes demandent aux gouvernements d'Europe,

qui ont d'excellentes relations avec Ankara, de cesser leur aide militaire à la Turquie et de faire pression sur le gouvernement Demirel pour qu'il s'engage dans la recherche d'une solution politique du problème kurde au lieu de continuer à utiliser les bombes. (Photo DR.)

### KURDISTAN

## Grève de la faim

Les quinze représentants des Kurdes de Turquie émigrés en Europe ont entamé le 24 janvier à Bruxelles une grève de la faim illimitée pour protester contre la répression militaire de l'Etat turc au Kurdistan. Parmi les violations des droits de l'homme commises par Ankara, il faut noter l'arrestation, le 29 janvier, de Mehmet Senol, reporter du journal en langue kurde *Ozgür Gundem*, dont on est sans nouvelles...

L'Evenement du Jeudi - 11 février 1993

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, FEBRUARY 11, 1993

## Obey UN, Moscow Tells Iraq

Reuters

BAGHDAD — A Russian diplomat said here Wednesday that Moscow expected Iraq to comply with Gulf War cease-fire terms imposed by the United Nations.

"Russia's position is firm," said Igor Melekhov, deputy head of the Foreign Ministry's Middle East department. "Russia believes that the situation requires that Iraq complies with Security Council resolutions."

Mr. Melekhov arrived Monday on the first high-level visit by a Russian envoy since the Gulf War.

Baghdad had seized on recent statements by President Boris N. Yeltsin and his foreign minister as a sign that Moscow's backing for Western policy on Iraq was waning after U.S.-led air and missile attacks last month.

Mr. Melekhov said he would press Iraq to comply with all the UN resolutions levied against it after its defeat in the war.

He said that Moscow was anxious to preserve the good relations that the former Soviet Union had with Baghdad, its closest Middle East ally until the war.

Moscow endorsed the U.S.-led campaign to drive Iraq out of Kuwait. It also supported the initial strikes last month to force Iraqi compliance, but said that later raids were out of proportion to Baghdad's actions. Mr. Yeltsin criticized what he called Washington's tendency to "dictate conditions" over international policy toward Iraq.

## Turkey Causes Worry

The assassination two weeks ago of a prominent liberal newspaper columnist in Ankara was the 12th killing of a Turkish journalist since the beginning of 1992. That is the highest casualty rate for journalists of any country in the world during that time — even the Bosnian nightmare did not produce a higher one — and it is disturbing to reflect that this grisly record was set in a country whose continued stability is an essential cornerstone of much U.S. and NATO policy, from Iraq to the Caucasus and the Balkans.

The death of Ugur Mumcu, killed by a car bomb in front of his home on Jan. 24, preceded a visit to the United States by President Turgut Ozal, who, in meetings and public statements, has been stressing Turkey's importance as a model — secular democracy, stable free-market economy — for other Islamic countries. Previous administrations have acknowledged that importance, and President Bill Clinton's meeting with Mr. Ozal on Monday suggested that he does, too. The Turks may also be an important bridge to the ethnically Turkic republics that stretch across ex-Soviet Central Asia and are now deciding between Western and fundamentalist models. All that makes Turkish violence and unrest more than a domestic Turkish concern.

Much of the current strain stems from the long war in the southeast against the PKK, a Kurdish separatist guerrilla group that the Ankara government has been trying since 1984 to crush. Casualties now total nearly 2,000, but the corrosive effect has been broader: widespread allegations of human rights abuses, assassinations, growing fear among journalists and human rights lawyers for their own safety and

consequent political self-censorship. The Gulf War made matters more complicated by the establishment of a de facto Kurdish state on the Iraqi side of the border; confusingly, the Iraqi Kurdish forces are supposed to be cooperating with the Turkish government against the PKK.

The PKK itself pursues goals shared by few Turkish Kurds, but it has gained wider support among them because of the severity of the government's repressive measures against Kurds in the southeast and its long-standing suppression of Kurdish language and culture. Until 1990 it was illegal to speak Kurdish in public; earlier a deputy of the parliament was briefly jailed for stating that there were Kurds in Turkey (they make up a fifth of the population). Although these laws have been eased, military abuses in the southeast are widely alleged. The international Committee to Protect Journalists cites evidence of state involvement in some of the killings.

Prime Minister Suleyman Demirel, whose party took over power in the parliament from Mr. Ozal's in November 1991, promised then to make prison walls "like glass" and to end torture; Mr. Demirel has also repeatedly said the government will use any means necessary to subdue the PKK. But he has presided twice before over governments that were overturned by a military coup after they failed to brake rising disorder. Although Mr. Ozal no longer exercises much direct power in Turkey, where the president's role is mostly as a figurehead, his new, Clinton-era contacts ought to make clear to him that any erosion of Turkish democracy is cause for worry.

— THE WASHINGTON POST.

### Inquiets du séparatisme kurde

## La Syrie, l'Iran et la Turquie réaffirment leur attachement à l'intégrité territoriale de l'Irak

Tout en « incitant le gouvernement irakien à obtempérer aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU », la Syrie, la Turquie et l'Iran ont affirmé, mercredi 10 février, que le peuple irakien « ne devrait pas être soumis indéfiniment à des sanctions par la faute du régime de Bagdad », et ont réitéré leur attachement à l'intégrité territoriale de l'Irak.

Les ministres des affaires étrangères syrien, M. Farouk Al Chareh, turc, M. Hikmet Cetin, et iranien, M. Ali Akbar Velayati, ont

exprimé ce point de vue dans un communiqué, à l'issue d'une réunion, à Damas, consacrée à la situation dans le nord de l'Irak, à majorité kurde. Les trois voisins de l'Irak sont inquiets d'une éventuelle contagion séparatiste au sein de leurs propres minorités kurdes, après l'adoption, à l'automne dernier, par le « Parlement » kurde irakien, du principe d'un Etat fédéré kurde. « Notre réunion est un message à ceux qui peuvent influencer sur l'unité de l'Irak, mais nous n'avons pas l'intention de prendre des

mesures militaires », a affirmé M. Al Chareh.

De leur côté, les ministres irakien et turc ont minimisé les divergences entre leurs deux pays — Ankara accuse certains milieux irakiens de soutenir « le terrorisme intégriste » en Turquie (le Monde du 6 février). M. Velayati a affirmé que son pays « est déterminé à renforcer ses relations avec la Turquie et les pays voisins ». Il a précisé que Téhéran avait demandé aux dirigeants turcs de transmettre « les renseignements en leur possession » pour pouvoir « enquêter » sur les assassinats d'opposants irakiens et de journalistes turcs récemment perpétrés en Turquie. — (AFP.)

Le Monde • Vendredi 12 février 1993 •

LE NOUVEAU  
QUOTIDIEN  
14 février 1993

## Assassinat d'Ugur Mumcu: «Pas d'amalgame avec la mort de douze journalistes kurdes»

(LNQ du 26 janvier)  
DE M. DANIEL ROBERT  
SAINT-GALL

L'article de Jugurtha Ait-Ahmed relatif à l'assassinat du journaliste turc Ugur Mumcu me suggère les remarques suivantes:

1. Si le meurtre d'un journaliste est un acte odieux et une évidente menace pour la démocratie, on comprend mal que vous ayez attendu que soient assassinés douze journalistes (pour la plupart kurdes ou turcs kurdo-philés, contrairement à Monsieur Mumcu) pour vous étendre sur ce problème.

2. La désinformation se nourrit de la confusion, et situer la mort des douze premiers journalistes

dans la perspective de celle de Mumcu introduit une regrettable confusion.

D'une part, toute l'information disponible sur la mort de Mumcu plaide pour un attentat fomenté par les milieux intégristes; alors que l'assassinat des autres journalistes semble - à en croire l'enquête des associations de droits de l'homme - être le fait de la police secrète ou de ses ramifications.

D'autre part, Mumcu défendait cette Turquie kémaliste, jacobine, qui a toujours écrasé toute identité autre que celle qu'elle a promulguée, mythifiée, sinon mystifiée. Les autres journalis-

tes étaient, quant à eux, profondément engagés pour la défense de l'identité, de la langue et des droits élémentaires du peuple kurde. Est-il honnête d'amalgamer des hommes ayant un engagement et un combat si différents?

3. Depuis deux semaines *Ozür Gundem* - l'unique quotidien pro-kurde - ne paraît plus, sa distribution en étant devenue impossible. Trois de ses vendeurs ont été assassinés, les autres sont l'objet d'intimidation, les envois sont systématiquement saisis par les commandos spéciaux. Pourquoi les correspondants turcs des journaux européens, comme nombre

d'agences de presse, taisent-ils une grande part de l'information ayant trait à la violente répression qui secoue les provinces kurdes?

4. Lorsque vous évoquez «le retour aux pages sombres de l'histoire de la Turquie», nous avons l'impression que, et en dépit des récents rapports d'Amnesty International (auquel vous avez consacré un maigre paragraphe) ou du Comité européen pour la prévention de la torture, vous continuez à feindre - comme nos autorités d'ailleurs - que la Turquie est un Etat démocratique ou du moins une démocratie convalescente. (...) □

LE PARLEMENT EUROPEEN — 12 février 1993

### TURQUIE

(Résolution commune)

11.02 - Une fois de plus le Parlement condamne les violations des droits de l'homme perpétrés en Turquie. En adoptant une résolution commune des groupes socialiste, PPE, LDR, Verts et CG, il condamne les traitements barbares qui ont été appliqués à l'infirmière, Mme Nazli Top, par la police d'Istanbul et demande qu'une enquête soit menée sur les tortures qui lui auraient été infligées et que les responsables soient traduits en justice. Il demande que les meurtres de journalistes soient élucidés et la libération immédiate du journaliste allemand, Stefan Waldberg, qui aurait fait l'objet de tortures pendant son interrogatoire. Il invite également le gouvernement turc à assurer la sécurité des journalistes dans ce pays et à garantir la liberté de reportage dans les zones kurdes.

LE NOUVEAU QUOTIDIEN — 12 février 1993

### B R E V E S P L A N E T E

#### IRAK

#### TALABANI NE NÉGOCIERA PAS

«Nous avons mis Saddam Hussein sur la liste noire», a déclaré le chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) Jalal Talabani, qui a écarté toute reprise de dialogue avec le régime irakien sur un statut d'autonomie du Kurdistan.

L'HUMANITE — 12 février 1993

## Ankara, Damas et Téhéran d'accord contre les Kurdes

La Turquie, la Syrie et l'Iran se sont mis d'accord, lors d'une réunion de leurs ministres de Affaires étrangères, mercredi à Damas, pour s'opposer à la mise en place d'une entité kurde dans le nord de l'Irak. Les trois pays ont réaffirmé leur opposition à toute tendance séparatiste kurde.

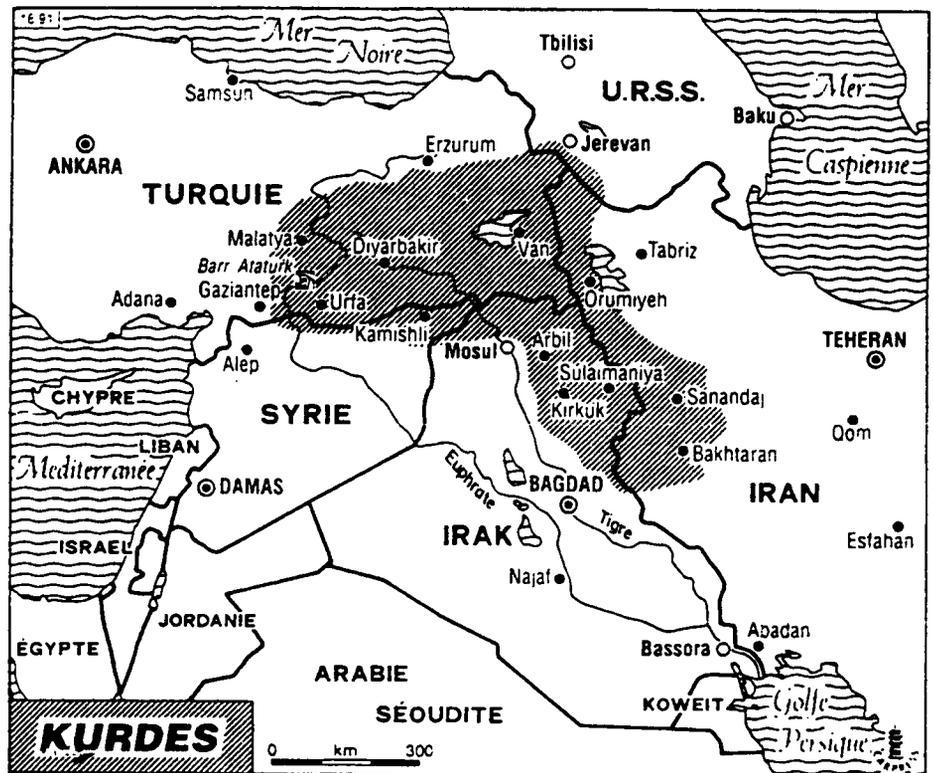
TURQUIE

# Une guerre clandestine aux frontières de l'Europe ?

Partez à la découverte du carrefour millénaire de l'Orient et de l'Occident, des routes fabuleuses de la soie et des épices, des traces encore chaudes qu'y ont laissées de prestigieuses civilisations... Allez vous perdre dans le clair-obscur de l'immense et antique bazar, sous ses voûtes fantastiques aux reflets de cuivre et d'azulejos... Goûtez le charme nostalgique des ruelles de Péra, de ses petits cafés qui rappellent un Montmartre d'autrefois à qui l'Orient aurait prêté sa musique, ses parfums et ses couleurs... Promenez-vous le long des quais grouillants où les odeurs de mer se mêlent au fumet des viandes grillées, aux parfums d'épices, de miel et de café turc... Quoi que vous fassiez, vous n'oublierez jamais plus le somptueux décor de la Corne d'Or, les rives éblouissantes du Bosphore qui bordent et unissent l'Asie et l'Europe...

Le voyageur qui découvre Istanbul se dira sans doute que, pour une fois, les dépliants touristiques ne lui auront pas (ou presque pas) menti. Ses amis turcs auront beau lui confier - et c'est vrai aussi - que "ce n'est plus comme avant", que le bétonnage sauvage des spéculateurs défigure chaque jour un peu plus - et de façon irrémédiable - un des plus beaux sites du monde, que la surpopulation (près de huit millions d'habitants) asphyxie la ville et que, mal tenue, polluée et encombrée par une circulation démente, elle perd peu à peu sa beauté et son originalité, il ne réussira pas à chasser de son esprit cette première vision, féérique et lumineuse.

"Mon pays, écrivait Nazim Hikmet, est à la fois paradis et enfer". Ebloui par la beauté des lieux, le visiteur aurait tort de croire que les mots du poète - qui parlait pour toutes les victimes de la tyrannie, pour les massacrés et les emprisonnés, pour les torturés et les "disparus" - appartiennent au passé et que la Turquie d'aujourd'hui, dans sa "marche triomphale" vers la démocratie et le progrès, a définitivement clos le chapitre "enfer" qu'évoquait le poète. Car c'est ainsi que, pour la plus grande satisfaction de ses parrains européens et américains, la Turquie nous est présentée par ceux qui la gouvernent.



Mais il n'est pas besoin de se livrer à de longues recherches pour découvrir que l'arbitraire, la prison, la torture, les enlèvements, les assassinats camouflés en "disparitions", la destruction de villages, la dispersion de leurs habitants font toujours partie de l'actualité. Même s'il est vrai qu'il y a aujourd'hui - sauf dans les régions kurdes soumises à "l'état d'urgence", c'est-à-dire à la loi du sabre et au terrorisme d'état, certaines possibilités de s'exprimer qui n'existaient pas à l'époque de la dictature militaire ouverte, la réalité est bien éloignée du tableau optimiste et apaisant que les discours des gouvernements turcs et les médias d'Occident peignent de la situation. En fait, qui parle vraiment de cette tragédie dans la presse bien-pensante? A part quelques rares entrefilets perdus dans les pages intérieures, la règle en la matière reste plutôt celle du silence. Il y aurait cependant beaucoup à dire sur la façon dont Ankara conçoit et respecte les principes des Droits de l'Homme et des peuples.

Candidate à l'entrée dans la Communauté Européenne, la Turquie est déjà partenaire du Conseil de l'Europe et de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE), mais, surtout, elle est membre de l'OTAN. En dépit de l'évolution de la situation internationale - dont on aurait pu croire qu'elle réduirait grandement la portée de sa mission en tant que base avancée du dispositif militaire atlantique aux frontières de l'ex-Union soviétique -, les stratèges du Pentagone lui accordent une importance plus grande que jamais. Reflétant cette position, la revue "Time" (numéro du 19 oct. 1992) écrivait :

"Pendant la guerre froide, la Turquie, installée "à cheval" sur les routes principales utilisées par l'URSS pour ses importations et ses exportations, occupait une position charnière. Aujourd'hui, elle est placée au centre de ce qui pourrait bien devenir un autre conflit

potentiel entre la Communauté Atlantique, un Moyen-Orient difficilement contrôlable et un bloc soviétique sur le point d'imploser..." La participation active d'Ankara en tant que fidèle de Washington dans la guerre du Golfe n'est sans doute pas pour rien dans cette haute appréciation du rôle futur de l'allier turc.

Toujours est-il que ce sont déjà là des raisons suffisantes pour qu'à Washington, Paris, Bonn, et Londres, dans ces hautes sphères où le "new look" politique consiste (surtout lorsqu'il s'agit de camoufler d'autres motivations moins avouables et moins nobles) à s'indigner contre la guerre, la misère, les injustices, les atteintes aux Droits de l'Homme dont sont victimes telles ou telles populations, on reste étrangement muet dès qu'il s'agit de mettre en cause le comportement des gouvernants turcs. C'est pourtant une véritable guerre où les victimes se comptent par milliers qu'Ankara a déclenchée contre les Kurdes de Turquie et, contre le Parti des Travailleurs Kurdes (PKK), un mouvement dont il faut bien reconnaître (quelles que soient les réserves et les critiques formulées par diverses organisations démocratiques-turques ou kurdes-à son égard) qu'il joue un rôle essentiel dans la défense des aspirations du peuple kurde. Une guerre qui, faute de solution politique rapide, risque de s'intensifier encore et, dégénéralant en guerre civile, de gagner d'autres régions, puisque deux tiers de la population kurde résident hors du Kurdistan, dans diverses villes et provinces de Turquie.

Le 6 novembre dernier, le "Turkish Daily News", quotidien de langue anglaise paraissant à Istanbul, publiait le bilan, établi par le chef de l'état-major général de l'armée, des opérations militaires menées depuis le début octobre 1992. De durs combats se poursuivaient, indiquait-il, dans le pays kurde et, sur une profondeur de 20 à 30 kilomètres, en Irak même. Notons en passant que la violation par les troupes turques des frontières d'un état souverain et l'occupation d'un territoire étranger n'auront pas suscité la moindre critique de la part des grandes puissances occidentales qui, dans le même temps, s'auto-proclament gardiennes et garantes du droit international. Selon ce communiqué, durant le seul mois d'octobre, le PKK avait perdu 4.500 militants : pour 1.800 d'entre eux, morts au cours des combats, les autres prisonniers ou blessés. La déclaration officielle restait silencieuse sur un autre aspect plus injustifiable encore de la répression : il s'agit du massacre programmé de civils jugés encombrants, de la destruction de villages, de l'évacuation forcée de dizaines de milliers d'habitants de ces régions. Des faits réels sur lesquels se taisent les dirigeants turcs et que nie même, avec de

grands élans d'indignation, le premier ministre, M. Suleyman Demirel, mais dont témoignent les enquêtes menées par diverses organisations comme "Amnesty International", la Fédération Internationale des Droits de l'Homme, "Helsinki Watch", le groupe parlementaire britannique pour la défense des Droits de l'Homme que dirige Lord Avebury, l'Association turque des Droits de l'Homme. "Rien qu'au cours des six derniers mois, écrit le président de l'Institut kurde de Paris ("Le Monde" du 22 novembre 1992), 352 civils kurdes, en majorité des médecins, ingénieurs et intellectuels ont été assassinés, soit directement par les TIM ("unités spéciales anti-émeute") soit par divers "escadrons de la mort" occultes et autres auxiliaires des services turcs". On pourrait ajouter une autre précision à ce bilan : dix journalistes qui avaient eu l'idée saugrenue de faire leur métier et de dire ce qu'ils avaient vu et ce qu'ils savaient de la répression ont été assassinés en moins d'un an. Méthode nouvelle, plus efficace encore que la censure pour empêcher la vérité d'être dite et publiée. Selon ce même témoignage, de janvier à fin novembre 1992, 296 villages kurdes ont été évacués de force et six villes (Sirnak, Cukurca, Kulp, Dicle, Hani et Cizre) partiellement détruites par l'armée. Des "rebelles", des "terroristes", des "séparatistes", des "bandits", tels sont les termes utilisés dans les discours et commentaires officiels pour qualifier ou plutôt pour disqualifier les combattants kurdes. Rien de bien nouveau en vérité. C'est là l'habituel vocabulaire de politiciens et de militaires qui ne comptent que sur la force pour s'opposer aux aspirations d'un peuple à vivre libre, à sa volonté d'être lui-même, de promouvoir sa culture et sa langue. Comment tenter de justifier autrement une répression aussi sanglante? Oui, du "déjà vu", du "déjà entendu", C'est ce que je ne cessais de me dire durant ce séjour turc car je ne pouvais m'empêcher de penser au précédent algérien. En ce temps-là aussi, des gouvernants (et ceux-ci siégeaient à Paris), niaient qu'il y eût une "question nationale" dans cette Algérie "française" et refusaient d'entendre les voix qui demandaient que se taisent les armes et que s'ouvrent des pourparlers pour une solution pacifique. On sait combien de deuils et de malheurs a coûtés, à l'Algérie, et aussi à la France elle-même, leur criminel entêtement.

Trente ans après la fin de la guerre d'Algérie, nos gouvernants ne semblent pas disposés à aider leurs alliés turcs à profiter de cette expérience. Bien au contraire, ce sont des encouragements et des flatteries qu'ils leur prodiguent, en accord avec leurs collègues européens et américains et François Mitterrand était encore récemment leur hôte à Istanbul. La Turquie ne doit-elle pas, dans les plans stratégiques de l'Occident, devenir

ce bastion qui aidera à tenir en respect les peuples remuants et instables du Moyen-Orient? N'est-elle pas non plus promise, selon les plans des USA à servir de relais à leurs ambitions de pénétration économique et politique dans les républiques ex-soviétiques d'Asie centrale, géographiquement et culturellement proches de la Turquie? On oubliera donc, en ce qui la concerne, ce nouveau "principe" de relations internationales, celui du prétendu droit à l'"ingérence humanitaire" dont les "inventeurs" démontrent ainsi, bien involontairement, toute l'hypocrisie. D'un commun accord, donc, ils continueront à "aider" la Turquie en lui fournissant le matériel militaire dont elle a besoin, à se taire sur le massacre d'un peuple, à fermer les yeux sur cette guerre clandestine, menée aux frontières de l'Europe.

A moins que la voix des peuples ne résonne assez fort pour enfin briser le silence, faire éclater la vérité et imposer la paix.

Henri ALLEG

## VIE OUVRIERE 8 FEVREIR 1993

### 750 Kurdes

observent une grève de la faim à Bruxelles depuis le 27 janvier. Ils entendent ainsi protester contre la répression menée par l'armée turque au Kurdistan et briser le silence dont font preuve les médias européens. Selon eux, 385 civils ont été tués en 1992 lors d'actions de « nettoyage » et près de 300 villages ont été détruits ou incendiés. Ils exigent de faire pression sur l'Etat turc pour obtenir l'arrêt de l'aide militaire à Ankara et l'envoi d'une mission internationale d'enquête. Un député belge et plusieurs allemands se sont joints à leur mouvement de grève.

**JE BOUQUINE**

FEVRIER 1993

H I S T O I R E  
V É C U E

*L'espoir du  
peuple kurde*



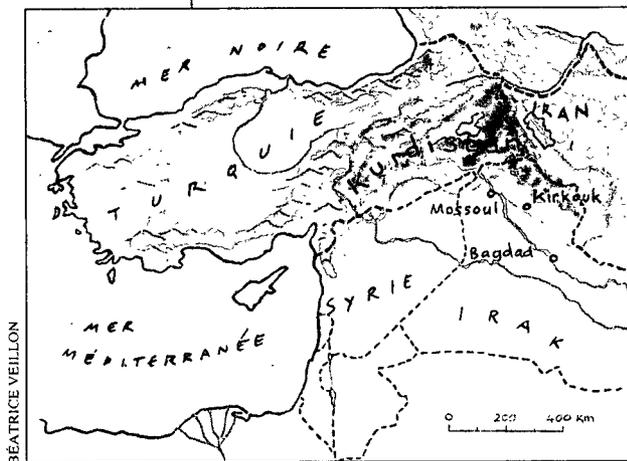
TOU TES LES PHOTOS SONT DE CHRIS KU ISCHERA

V É C U



*Ismaël sur le toit de sa maison dans le village kurde d'Halabja.*

*D*epuis plus de vingt ans, la photographe Chris Kutschera est une amie du peuple kurde. Elle raconte à Je Bouquine son retour en Kurdistan dans le nord de l'Iraq après la Guerre du Golfe\* : un voyage bouleversant qui lui révèle la destruction systématique des villages kurdes par l'armée irakienne.



BÉATRICE VEILLON

**QUI SONT LES KURDES ?**

Les Kurdes sont une minorité ethnique d'environ 25 millions de personnes qui vivent depuis des siècles dans une région montagneuse du Moyen Orient, le Kurdistan. Les Kurdes ne sont pas arabes mais musulmans d'origine aryenne; ils parlent leur propre langue. De nos jours, le Kurdistan est partagé entre

quatre États : l'Irak, l'Iran, la Syrie et la Turquie. C'est une région riche, convoitée depuis toujours par ces quatre pays voisins, plus grands et plus puissants. Aujourd'hui, les Kurdes veulent leur autonomie. Ceux qui sont décidés à se battre pour cela s'appellent les Pechmerga, "ceux qui font face à la mort".

C'est au mois d'août 1991 que Chris Kutschera est retournée au Kurdistan. Cela faisait quinze ans que les Irakiens avaient fermé les frontières. Mais, après la Guerre du Golfe, le Kurdistan est devenu une zone protégée par les Nations Unies pour empêcher de nouvelles agressions irakiennes contre les Kurdes. Elle nous raconte : Nous nous sommes dirigés, mon interprète et moi, vers la ville de Kaladiza, en roulant à travers une campagne déserte. Je pensais aux petits villages d'autrefois qui étaient des merveilles avec leurs maisons en pisé aux toits plats, des gens qui faisaient du miel, du tabac... Et maintenant, il n'y avait plus rien. De temps en temps, nous voyions des champs cultivés ou un petit cimetière. Sinon, aucun signe de vie, des ruines...

\* voir l'encadré page 77.



En 1909 au moment de  
la pose du câble  
et dynamite  
marchant sur un pont  
pendant plusieurs  
mois.

## V É C U

*Un mollah\*  
avec ses enfants  
à Hak Omran,  
ville du Kurdistan  
irakien proche de la  
frontière iranienne.  
La famille reste là  
pour pouvoir  
s'évader en cas  
d'attaque  
irakienne.*

Avant d'arriver à Kaladiza, il y a une espèce de tertre qui domine la ville. Nous nous sommes arrêtés et j'y suis montée. À ce moment, j'ai vu un spectacle hallucinant. Devant moi, s'étalait sur des kilomètres une ville où pas une seule habitation n'était debout. C'était comme un château de cartes effondré, comme après un tremblement de terre. La seule chose vivante, c'étaient les arbres. Les arbres qui n'avaient pas été dynamités par l'armée irakienne. Je voyais aussi les axes

des rues, car les Kurdes avaient eu le temps en quelques mois de les nettoyer. Mais, de chaque côté de ces rues propres, il n'y avait que des amoncellements de ruines.

### Des gens sous les ruines

Au début, j'ai eu l'impression qu'il n'y avait personne. Et puis j'ai commencé à entendre des bruits, les bruits d'une ville normale, des gosses qui crient, des tracteurs. Alors, petit à petit, j'ai vu des gens qui marchaient au milieu de ces ruines.

Je suis descendue du tertre et nous sommes entrés dans la ville. Là, je me suis rendu compte que sous ces ruines, sous ces plaques effondrées de béton, des gens vivaient...

Avec mon interprète, nous avons commencé par nous adresser à des passants dans la rue : « Que faites-vous ici, pourquoi vivez-vous dans ces gravats ? » « On est rentré chez nous ; chez nous, c'est ici », nous ont-ils répondu. J'ai vu une vieille femme qui fouillait dans une ruine : « C'était ma maison. Je cherche ce qui peut en rester, un objet, quelque chose. Je suis chez moi. »

D'autres ont même trouvé la force de plaisanter. Ainsi cette femme, dans une autre ruine, qui m'a dit : « Regardez. Ça, c'était mon salon avant, et ça, c'était ma cuisine. La chambre était au premier étage ; eh bien, elle est au rez-de-chaussée maintenant ! » Pour détruire une maison, les Irakiens mettaient de la dynamite aux quatre coins : avec l'explosion, le toit s'effondrait. Ils



\* Religieux responsable de la mosquée.



ont détruit de cette façon quatre mille cinq cents villages au Kurdistan entre 1978 et 1991. Représentez-vous la destruction de Kaladiza : c'est comme si, en France, on avait anéanti la ville de Blois...

**« Osman  
va nous recevoir. »**

J'ai poursuivi mon voyage à travers le Kurdistan avec mon interprète, par la visite d'Halabja. Cette ville fut, en 1988, la victime des bombardements chimiques ordonnés par Saddam Hussein pour punir les Kurdes de leur soutien à l'Iran pendant la guerre Iran-Irak. À nouveau, j'ai découvert une ville presque entièrement et systématique-

ment détruite, maison après maison. La personne qui devait nous héberger n'étant pas là, on nous a simplement dit : « Osman va vous recevoir. » Nous avons rencontré cet Osman dans la petite cour d'une des rares maisons intactes. C'est un homme courtois,



***Femmes kurdes  
et leurs enfants,  
installés dans  
une des maisons  
en ruine d'Halabja.  
Les femmes kurdes  
ne se voilent pas.  
Ci-contre : Osman :  
« C'est par miracle  
que j'ai échappé  
avec ma femme et  
mes enfants aux  
bombardements  
chimiques sur  
Halabja. »***

V É C U

*Ci-dessous : Une ruine à Halabja où habite une vieille dame seule.*

*Marchands du bazaar (marché) de la ville qui commence petit à petit à revivre.*

*À droite : Enfants d'Halabja*

un grand homme moustachu aux yeux sombres et mélancoliques. Et là, nous avons été pris en main de la façon la plus naturelle. Après nous avoir offert du thé. Osman nous a emmené chez son frère, Ismaël. Ces gens n'avaient rien, et pourtant ils ont préparé pour nous un repas délicieux avec de la viande, du riz, des tomates, des concombres... Nous avons dormi avec toute la famille sur le toit de la maison d'Ismaël, sur des matelas, à la belle étoile. D'emblée, nous avons partagé leur vie.

Le lendemain matin, je me suis réveillée tôt et j'ai vu Osman, debout sur le bord du toit, dominant un tas de ruines. Il avait l'air de regarder dans le vague. Je me suis approchée : « Qu'est-ce que vous regardez ? » « Ma maison », répond-il. Tous les ma-



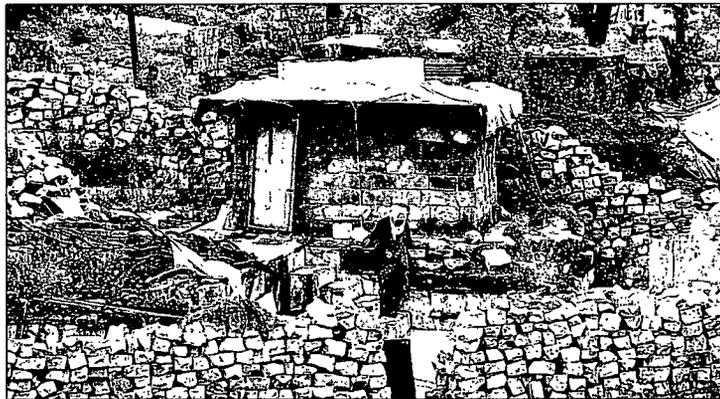
tins, je me lève et je vais voir ma maison », dit-il.

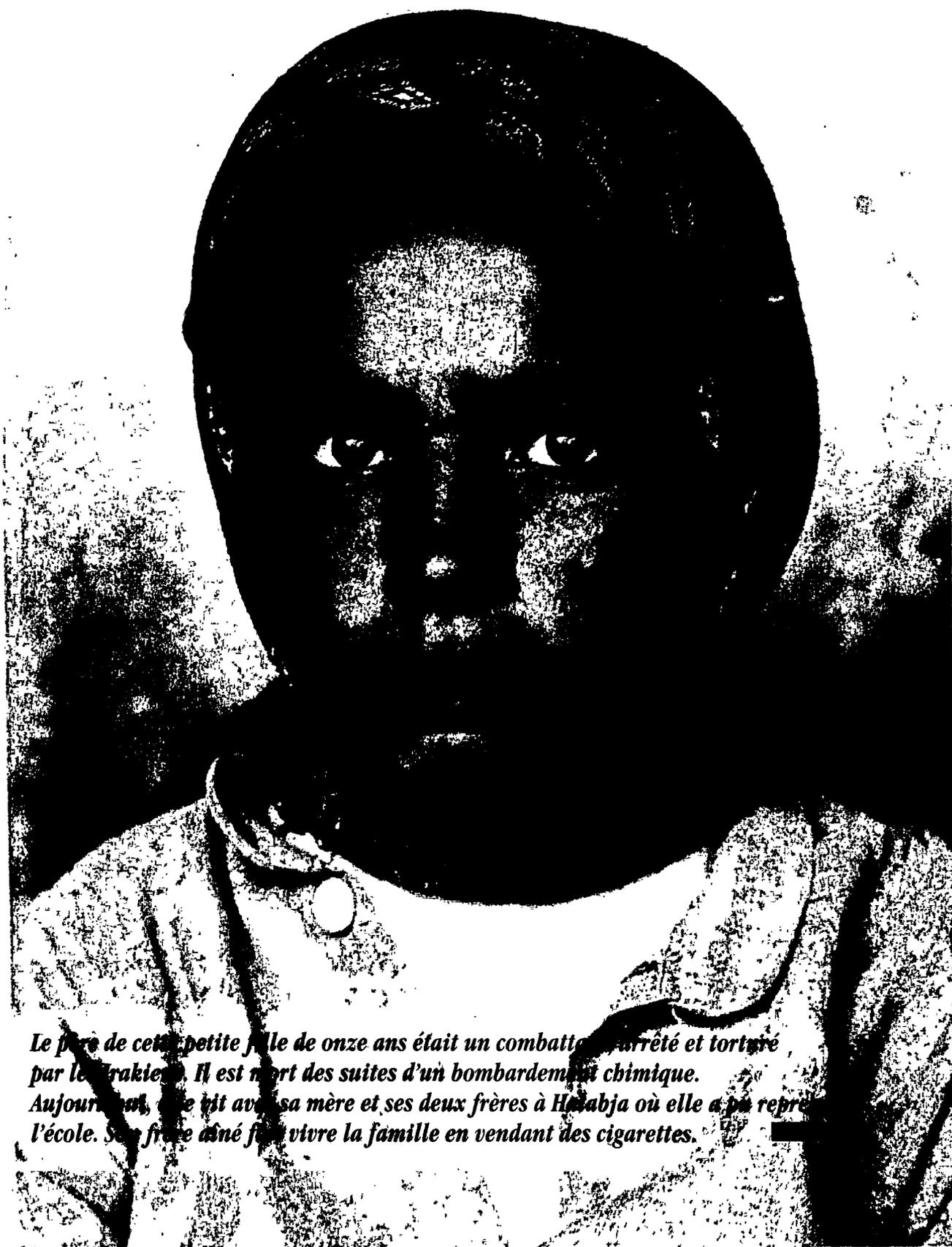
C'est comme ça que nous sommes devenus amis, et qu'Osman et sa famille m'ont fait comprendre, petit à petit, au jour le jour, le courage extraordinaire des Kurdes. Je suis retournée plusieurs fois au Kurdistan pour le voir, depuis ce mois d'août 1991, mais ce jour-là il m'a promenée à travers la ville pour me montrer les traces du martyre de son peuple.

**« Tous mes voisins sont morts. »**

« Là, dit-il en indiquant une marche, le jour du bombardement chimique, le 17 mars 1988, deux membres de ma famille sont morts : mon cousin Omar et son fils nouveau-né. Il courait avec l'enfant dans les bras, à la recherche d'un abri. Ils sont tombés là. »

Plus loin, sur un mur, il me montre une liste de noms : les gens tués par les gaz. « Tous mes voisins sont morts. J'ai perdu cinquante-deux membres de ma famille... J'y ai échappé par





*Le père de cette petite fille de onze ans était un combattant arrêté et torturé par les trakiens. Il est mort des suites d'un bombardement chimique. Aujourd'hui, elle vit avec sa mère et ses deux frères à Habja où elle a pu reprendre l'école. Son frère aîné fait vivre la famille en vendant des cigarettes.*



*Ci-dessus :  
La rentrée  
scolaire à  
Halabja. C'est  
l'association  
« France-Libertés »  
qui a fourni  
cahiers et crayons.*

*Ci-contre :  
Une fête du PDK  
(parti démocratique  
kurde irakien).*



miracle. Deux jours auparavant, j'avais emmené une partie de ma famille à Soulemania, une ville à quatre-vingt kilomètres d'ici. Nous fuyions les bombardements "normaux"... »  
J'ai demandé à Osman s'il avait l'intention de rester à Halabja

malgré cette destruction, malgré le risque de nouvelles attaques irakiennes en cas de départ des forces de l'ONU. « Je n'en partirai plus jamais, m'a-t-il répondu. Jamais. »

### Un certain vent d'optimisme

Un an plus tard, j'ai retrouvé Osman à Halabja. L'école a repris dans un bâtiment délabré. Les enfants ont des livres. Sur le marché, il y a des légumes, des



fruits, de la viande d'agneau. Des élections libres ont eu lieu dans une grande partie du Kurdistan ; des élections libres qui montrent que les Kurdes veulent leur autonomie. Les gardes des Nations Unies sont toujours sur place dans leurs uniformes bleu clair. Les avions des forces alliées survolent les montagnes du territoire kurde.

Un vent d'optimisme semble souffler sur le pays. Et Osman continue de dire : « Je ne bougerai plus de ma ville. »

PROPOS RECUEILLIS PAR LEIGH SAUERWEIN

#### CHRONOLOGIE KURDE

**1921** : création de l'Irak, État artificiel unissant des musulmans chiïtes au sud et les Kurdes au nord.

**1962-75** : les Kurdes se révoltent et libèrent un territoire kurde dans le nord de l'Irak.

**1980** : début de la guerre entre l'Irak de Saddam Hussein et l'Iran de l'Ayatollah Khomeini. Les Kurdes, qui souhaitent la défaite de l'Irak, soutiennent l'Iran.

**1988** : bombardements chimiques en Kurdistan; les Kurdes fuient leurs villages détruits par les Irakiens. Les Kurdes sont alors regroupés dans des villages où ils sont surveillés par les militaires irakiens.

**1990** : l'Irak envahit le Koweït

**1991** : guerre du Golfe. *Février* : l'armée américaine et ses alliées chassent les Irakiens du Koweït. *Mars* : les Kurdes se soulèvent contre l'Irak et retournent dans leurs villages. *Avril* : l'armée irakienne se retourne contre la population kurde, les forçant à fuir vers la Turquie et l'Iran. *Mai* : les Kurdes, protégés par les alliés, rentrent à nouveau dans leurs villages.

**Mai 1992** : élections libres en Kurdistan.



60 PAGES-70g

# A twilight of blood and fear in Iraq

Saddam Hussein's bedrock, the Sunni core of the country, is crumbling. In the last of three articles, **David Hirst** in Irbil describes the long death throes of a regime built on brutality

**E**VER since, with half a dozen killings to his credit, the youthful Saddam Hussein emerged from the criminal underworld of his birthplace in the town of Takrit, he has taken it for granted you destroy others before they destroy you — and you let the world know about it.

From Takrit to Baghdad, from provincial thug to absolute despot, he has exulted in the victories of a career where brute survival is all. When George Bush lost the American presidency last November, the world saw Saddam fire his pistol into the air from a balcony overlooking the Square of Great Celebrations. That was third-rate theatre.

More intimate, sinister and revealing was an earlier celebration. In July Colonel Sabri Mahmoud, a commander of the loyalist Republican Guard, attempted the last known military coup. After having him shot, Saddam went to the colonel's birthplace, Shaagat, near Mosul. There, around the grave, he performed a traditional bedouin sword dance. What Iraqis who saw it on their television screens did not realise, or not at first, was that it was the colonel's own father and nearest of kin, from the Jiburi clan, who were forced to dance with the Iraqi president.

But there was little to celebrate. The Sunni minority has always dominated Iraq, but Saddam has relied on a minority of this minority, first his own immediate family, second the Takritis and third a compact group of clans from the central Sunni "triangle".

What so firmly binds them to him is the fear that if and when he goes, they will go with him in a bloodbath that would make the fall of the monarchy in 1958 look like a genteel sport.

Yet, since the Shi'ite uprising after the Kuwait war, that Sunni power base has been growing yet narrower, increasingly consumed by internal animosities, by fear and hatred of

Saddam himself which compete with fear and hatred of the common Shi'ite foe. The Jiburis, a large Sunni clan, have been a traditional bulwark of the regime. Luckily for Saddam, they are far from united, but one can well imagine what feelings lie behind that mask of joyous allegiance which the late Col Mahmoud's branch of it affect.

Sensing Saddam's approaching end, Sunnis are taking precautions. Four-fifths of Baghdad is Shi'ite. "I know a Shi'ite family," said a visitor from Baghdad, "who have made a secret hole in the wall so that their Sunni neighbours, life-long friends, can take refuge if the massacres start."

But there will probably be a murderous settling of scores

**There are signs that Saddam is resigning himself to the eventual loss of Basra**

among Sunnis themselves. "I know of many who are arming themselves," said a Sunni politician, "not only for self-defence, but for long-awaited private vengeance. The demand for pistols with silencers is unusual."

Mistrusting his traditional power base, Saddam has been concentrating even more power within his own immediate family. One of his sons, Qusai, is godfather of the whole range of mutually vigilant security and military organisations, though other family members control every one of them.

But, thanks to the alienation of hitherto reliable constituencies, the reservoir on which Saddam draws grows ever smaller and the quality of recruits ever poorer.

Saddam also has a growing technical problem: a diminish-

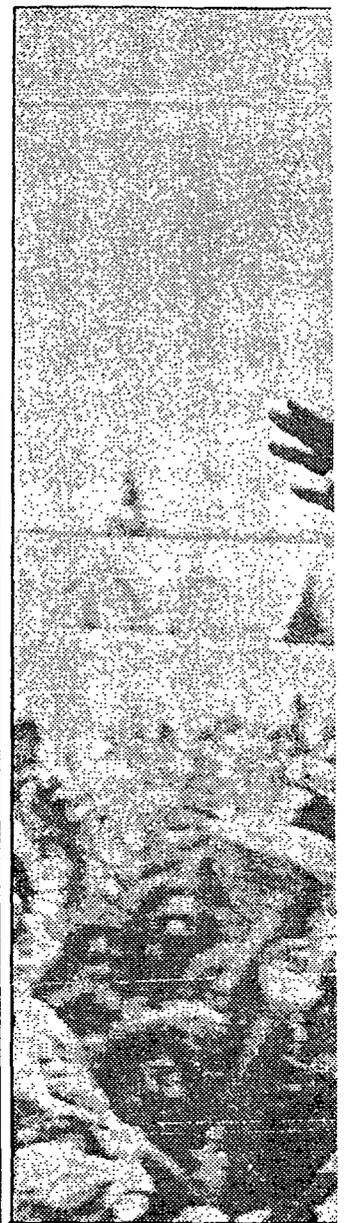
ing stock of weapons and equipment. He is transferring some of the best of them from the regular army to the loyalist Republican Guard and their super-loyalist progeny, the Special Guards; the army imports tyres through Kurdistan and enlists the private sector, being more resourceful, in the repair and maintenance.

He has a growing financial problem. In a sanctions-smitten, increasingly impoverished society, that process of economic "rationalisation" which began years ago is coming to its grotesquely logical climax. Saddam's family are literally devouring what they can of a diminishing productive capacity, both for their own enrichment and as a source of patronage for a proportionately ever more costly security apparatus. "It is amazing," said the Baghdad visitor, "almost every week you hear that Odai [Saddam's other son, a kingpin on the family's business side] has bought up some new company, for about a fiftieth of its true value." One of Odai's more original schemes, where terror and finance dovetail, is arranging for the arrest, for ransom, of the sons of wealthier Shi'ites.

Nothing better highlighted Saddam's three main concerns — mass pauperisation, the Shi'ite peril and doubts about his Sunni power base — than his execution of 42 merchants last summer. He wanted to appease his penurious public (though prices leapt higher) and to open up new opportunities for the family business.

Most of the merchants were Shi'ites of Iranian origin, clearly selected for that reason. But a handful were Sunnis; one, with Muslim Brotherhood leanings, was much loved for his embarrassing generosity with the poor. But, most significantly, one was from Takrit and one from nearby Dour, the cousin of Izzat Douri, deputy chairman of the Revolutionary Command Council who, apparently in shock, disappeared a while from public view.

Any doubt that Saddam now feels a need to strike additional terror into the hearts of his very own was dispelled when he singled out these last two victims for "victory" celebrations. He went to both Dour and Takrit for the graveside pistol-firing rituals.



**Strong arm . . . In a scene end seek to portray him as a man o**

If this general narrowing and tightening of his power base is a sign of weakening, so is an opposite trend — the doubtless reluctant, but deliberate, loosening of control which is apparent in the Shi'ite south. Sunni party officials have virtually withdrawn from there, much to their relief, since they face almost certain doom if the Shi'ites rise again; one Takriti held a party to celebrate his reprieve. Shi'ite Ba'athists have taken their place; these are less imperiled, but also, enjoying local complicities, much less reliable, and some are making their arrangements for the day of reckoning. Saddam is also relying less on the Ba'ath as a whole, and instead courting traditional clan leaders, whom he once branded "feudalists and reactionaries".

There are signs that Saddam is even resigning himself to the eventual loss of Basra. He would almost certainly fight for it because the shock of its loss might provoke *Götterdämmerung*.

THE GUARDIAN  
Saturday February 13 1993



lessly repeated during his long presidency in Iraq, Saddam Hussein extends his blessing to a chanting crowd. Such images of destiny and father to his people; but behind the scenes his brutal career is balancing on an ever-narrowing power base

ung in Baghdad itself; but he has started transferring to central Iraq equipment from factories and a power station in the south, and emptying grain silos. Similarly, in the north, he is transferring equipment from a Kirkuk oil refinery and a gas plant near Mosul.

"He is preparing to fight all the way to his Takriti doorstep," said an opposition leader, "so long as his Sunni followers stick by him."

The opposition's chief weakness is that it boasts so few Sunnis. And Kurds and Shi'ites suspect that those few are themselves imbued with the fear that a democratic Iraq would end their community's historic ascendancy; so they favour a military coup that would somehow preserve the confessional status quo, rather than a rebellion in stages from the perimeter to the centre.

Coup or uprising, Saddam's accumulating problems must overwhelm him in the end. So the opposition believes, though

even they are not immune to irrational forebodings that the man who survived Desert Storm can survive anything. And the West, they believe, is now actually contributing to his mystique of invincibility. For it lets Saddam call the tune with his almost monthly show-downs. Last time the West finally responded with low-intensity raids, the attacks did not damage his power structure, and greatly enhanced one of his greatest assets: an Arab and Muslim street incensed at what it sees as Western double standards. This frightens pro-Western Arab governments who, also wondering if he is impregnable, seem to be toying with a "normalisation" of relations with him.

For the opposition, this seeming invulnerability is the precise reverse of the paradoxical reality: which is that Saddam's very weakness is now his greatest strength, or should be, at least, in the eyes of Westerners and Arabs who gave serious

thought to the conditions of his downfall. Through the ravages of his stupendous misrule, he has lent a grotesque scintilla of truth to that *reductio ad absurdum* which Ba'athist propaganda always peddles: that "Saddam is Iraq and Iraq, Saddam". For there is nothing, except bloodshed and foreign interventions, to take his place.

At least there is nothing unless and until the opposition, with indispensable Western and Arab help, can muster a credible alternative.

The opposition holds that the West has an overwhelming moral obligation, as well as a practical interest, to find a way of backing the people against the regime, and all the more so given its complicity in Saddam's past atrocities.

As for the Arabs, they say, they must shed their hypocrisy and self-delusion. But last week's spectacle of Yasser Arafat once again in Baghdad, and receiving Saddam's latest, highest award, the order of the

Mother of Battles, gives little hope of it.

Time was when, inter-Arab alliances being different from today, Yasser Arafat — years ahead of George Bush — likened Saddam to Hitler. "I'd like to tell my old friends Arafat, Habash, Hawatmeh," said a Shi'ite communist who once found refuge with the PLO in Beirut, "that when they express their 'solidarity' with Saddam and his 'noble, suffering' people, the people simply blame them — next to Saddam — for their sufferings and curse the very name of Palestine . . ."

"This is the sad reality of the Arab world today: every community for itself. No communist likes to work with the Pentagon, but I know why all those anti-imperialist slogans now mean nothing to our people. The Arabs may think they are in a mess today, but if they don't come to their senses on Saddam, it doesn't compare with the mess they will be in when he does go down."

LE MONDE - 15 février 1993

Il y a trente ans

# L'assassinat à Bagdad du général Qassem

par Mouna Naïm

« **L'**ARMÉE a anéanti aujourd'hui le régime de l'ennemi du peuple, Abdel Kérim Qassem; ce régime qui a divisé le pays, qui a persécuté les citoyens, qui a poignardé dans le dos les mouvements de la libération arabe, qui a empêché les progrès du peuple. » C'était il y a trente ans, à Bagdad, le 8 février 1963.

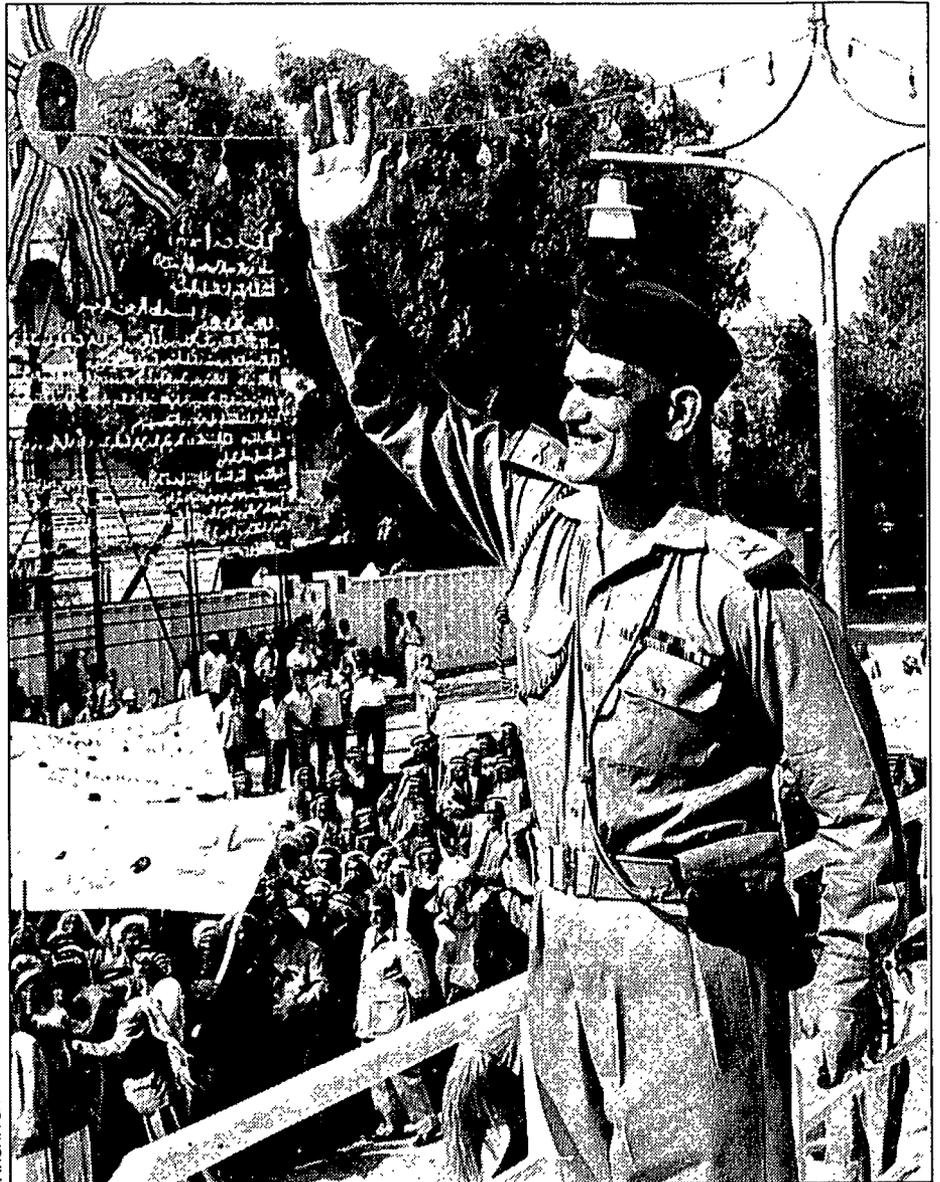
Dans son premier communiqué annonçant le coup d'Etat qui venait de renverser le régime du général Abdel Kérim Qassem, le Conseil national de la révolution se définissait trois objectifs : « Réaliser l'union nationale... faire participer le peuple au gouvernement du pays et faire régner la loi. »

On a écrit que le putsch était mal préparé et que les auteurs avaient eu la chance de leur côté. Il n'en demeure pas moins qu'il aura suffi de quelques heures aux insurgés pour prendre le pouvoir, alors même que le général Qassem avait senti le vent - « Je sais qu'il y a parmi vous certains qui préparent un complot », aurait-il dit en décembre aux officiers des blindés, - qu'il s'était fait des ennemis au sein de toutes les formations politiques, qu'il avait déjà été en octobre 1959 la cible d'un attentat manqué, au cours duquel il avait été blessé au bras et brûlé à la main droite. Le hasard de l'Histoire aura voulu que, parmi les protagonistes de l'attentat, se soit trouvé un certain Saddam Hussein - aujourd'hui président de l'Irak, - militant anonyme du parti Baas, qui, avec d'autres, réussit à prendre la fuite en Syrie puis au Caire. La biographie officielle de l'actuel chef de l'Etat irakien souligne cet épisode pour mettre en valeur son courage et sa dévotion à son pays.

## Le lieu de toutes les violences

La capitale irakienne se réveillait à peine en ce vendredi 8 février, jour de repos hebdomadaire, lorsqu'un petit groupe de jeunes officiers s'empara de la station émettrice de Radio-Bagdad. Classique... Au même moment, en un autre lieu de la capitale irakienne, le commandant de l'aviation était forcé, sous la menace des armes d'un autre groupe d'officiers, de signer un ordre de bombardement aérien du ministère de la défense, lieu de résidence habituelle du général Qassem, qui vivait en véritable ascète, ne prenant que trois ou quatre heures de repos par jour. Une fois le document signé, le chef de l'armée de l'air était tué d'une rafale de mitraillette.

Dès lors, tout s'enchaînait. Une importante base aérienne et de blindés située au sud-ouest de Bagdad,



ARCHIVE/PHOTOS

En 1961 déjà, le général Qassem estimait que le Koweït était partie intégrante de l'Irak.

le camp Rachid, était neutralisée par un raid aérien. La voie était désormais ouverte vers le ministère de la défense, qui fut pris pour cible.

Surpris par l'attaque, le général Qassem, qui s'était rendu très tôt chez sa mère, réussit à rejoindre le ministère, pour s'y retrancher avec quelque deux mille hommes, des troupes de choc, en vue d'organiser la défense. Alors que la radio, aux mains des putschistes, annonçait déjà la mort du général, la télévision, qui échappait encore à leur contrôle, affirmait le contraire... jusqu'à ce qu'un bombardement aérien l'eût réduite au silence. En début

d'après-midi, les blindés entraient en jeu.

Le général Qassem ne s'est rendu que le lendemain, à 6 heures, aux insurgés qu'il avait tenté, sans succès, de convaincre de le laisser quitter l'Irak. Il fut exécuté vers 13 h 30 le jour même, après avoir été sommairement condamné à mort par la cour martiale immédiatement réunie. L'« honneur » de l'annonce de sa mort revint à la fille du général Nazem Tabaqjali, qui avait été condamné à mort - à la suite d'une tentative de coup d'Etat pro-nassérien en mars 1959 - et exécuté, et auquel le général Qassem avait

refusé sa grâce. Elle fit son annonce avec «des cris hystériques une voix [qui] tremblait à la fois de joie et d'émotion», écrivait alors l'AFP. Elle «pouvait à peine par moment articuler ses mots».

L'Irak, ancienne Mésopotamie, berceau de civilisation et... lieu de toutes les violences. Ici peut-être plus que partout ailleurs, «qui gouverne par le fer et le feu pèrit par le fer et le feu». Ironie ou logique de l'Histoire? L'un des dirigeants du Conseil national de la révolution, qui venait de prendre le pouvoir, n'était autre que l'ex-compagnon d'armes du général Qassem, le colonel Abdel Salam Aref, que le «zaïm al-awhad» (dirigeant unique) avait d'abord fait exiler, puis arrêter, puis condamner à mort... mais qu'il avait grâcié. Et c'est avec ce frère-ennemi que, avant sa reddition, le général Qassem avait tenté de négocier un sauf-conduit pour quitter le pays.

«Qassem essaya de marchander en faisant appel à notre vieille amitié. Je le connaissais trop... Ce n'était qu'une ruse. Je lui ai répondu : ne soyez pas comme Tshombé» - réduit à l'exil par le général Mobutu en 1965, - devait raconter le colonel Aref, lors de sa première conférence de presse, après avoir été porté à la présidence de la République par les auteurs du coup d'Etat, baasistes dans leur majorité et dont il devait devenir pratiquement l'otage.

Le tandem Qassem-Aref, ou la cheville ouvrière du coup d'Etat qui, le 14 juillet 1958, avait mis fin à la monarchie en Irak et marqué l'avènement de la république; un coup d'Etat sanglant, au cours duquel le jeune roi Fayçal II, vingt-trois ans, arrière-petit-fils du chérif de La Mecque, et le régent Abdul Ilah, vrai maître du palais, furent tués alors qu'ils se rendaient aux insurgés; une foule déchaînée et en délire tenta ensuite de s'emparer de leurs corps au cours de leur transfert à l'hôpital militaire. Elle réussit à prendre possession de la dépouille du régent, sur laquelle elle devait s'acharner avec une cruauté démentielle. Le premier ministre, Nouri Al Saïd, surnommé «le renard de Bagdad», ayant réussi à prendre la fuite, les putschistes avaient appelé la population à le capturer. Dans sa fuite, l'«ennemi de Dieu» comme on l'appelait également, enveloppé du grand manteau noir des femmes du peuple, avait été identifié et traqué par la foule. Selon les versions, il fut tué par ses poursuivants, ou se donna la mort. Dans la nuit, cette même foule déterrera son cadavre et le traîna dans les rues avant de le mutiler et de brûler ses restes.

L'hystérie populaire qui avait accompagné la chute de la monarchie était l'expression d'un nationalisme exacerbé par la situation régionale et les frustrations intérieures.

### «Il a trahi le pays»

Sous cet angle, Qassem et Aref, ainsi que les officiers libres qui avaient pris le pouvoir, faisaient figure de héros. Au moment où les accents nationalistes de Gamal Abdel Nasser enflammaient la

région, et où l'Egypte et la Syrie proclamaient la République arabe unie, Bagdad et Amman, en riposte, fondaient l'Union arabe. Et l'Irak adhérerait au pacte de Bagdad conçu par les Etats-Unis contre Nasser.

Dès la chute de la monarchie, un gouvernement était formé, présidé par Qassem, qui s'était également attribué le portefeuille de la défense. Le général Aref, pour sa part, ne se voyait attribuer que les fonctions de vice-premier ministre et ministre de l'intérieur. Les germes de la discorde étaient ainsi semés. «Qassem s'était approprié la révolution que j'avais organisée et dirigée. Il m'a menti effrontément et il a trahi le pays», devait déclarer le maréchal Aref à l'envoyé spécial du Monde (le Monde du 13 juin 1964).

Des tiraillements avaient déjà opposé les deux hommes avant même la révolution de juillet 1958. A certaines incompatibilités de caractère, s'ajoutaient une rivalité pour le pouvoir et des divergences de vues politiques, notamment à propos de l'attitude à adopter vis-à-vis de l'Egypte, Aref s'obstinant à vouloir réaliser le plus rapidement possible une union avec la République arabe unie; ce que Qassem refusait. Dès septembre 1958, Aref était démis de ses fonctions, puis traduit en justice pour trahison et enfin condamné à mort en février 1959. Parallèlement, une campagne d'épuration était dirigée contre les nationalistes arabes, au profit des formations dites de gauche, notamment le Parti communiste.

Mars 1959 : le colonel Abdel Wahab Al Sawaf, soutenu par les nationalistes arabes, se rebelle à Mossoul, mais le général Qassem fait écraser le mouvement, ce qui donne lieu à un massacre dont la

responsabilité est ensuite attribuée aux communistes. Suit alors une campagne d'arrestations dans l'armée, qui vise notamment les militaires acquis au nationalisme arabe. Trente accusés sont condamnés à mort, dont sept voient leur peine commuée en prison à vie.

Qassem se rapproche de plus en plus des communistes, mais aussi des Kurdes et des autres minorités nationales irakiennes. Des communistes entrent au gouvernement, mais sont maintenus sous haute surveillance par un premier ministre méfiant quant à leur montée en puissance et de possibles velléités de retournement contre lui.

A l'occasion du premier anniversaire de la révolution, le 14 juillet 1959, des heurts opposent des partisans du Parti communiste et des turcomans dans Kirkouk. Soixante-neuf habitants de cette ville sont tués. Affirmant être en possession de photos, le général Qassem les tient pour autant de «preuves accablantes» pour «certains groupes politiques». Le Parti communiste a compris. Il condamne les éléments communistes «incontrôlés» qui se sont livrés à des violences. Cela n'empêche pas un certain froid de s'installer dans les relations avec Qassem.

### Les communistes et les Kurdes

La véritable rupture ne devait intervenir que plus tard, lorsque les communistes se solidariseront avec les Kurdes, lesquels furent, eux aussi, dans un premier temps courtisés par le général Qassem. Mousatapha Al Barzani, exilé en Union soviétique, rentre au pays dès octobre 1958.

Les réformes promises pour le Kurdistan tardent toutefois à venir, et les Kurdes commencent à critiquer le gouvernement. En septembre 1961, une grève générale est décrétée dans le Kurdistan, que le gouvernement tente de briser. Les affrontements durent jusqu'en février. Les communistes soutiennent les Kurdes et le gouvernement perd le soutien des formations de gauche sur lesquelles il s'était appuyé contre les nationalistes arabes.

Il y eut enfin l'épisode du Koweït, dont il annonça, quelques jours après l'indépendance de l'émirat en 1961 - déjà - qu'il était partie intégrante de l'Irak, et auquel «les impérialistes avaient accordé une fausse indépendance», alors qu'«il appartient à la province de Bassorah». C'est le débarquement de troupes britanniques - qui furent ensuite remplacées par des contingents arabes - qui le fit renoncer à ses visées.

Ainsi, au fil de ses quatre années et demie de pouvoir, le général Qassem avait-il réussi à faire le vide autour de lui, en s'en prenant successivement à chacun de ses amis de la veille. Le mécontentement avait gagné les rangs de l'armée, notamment les officiers baasistes, déterminés à en découdre à la faveur du mécontentement populaire. Qassem n'avait pourtant pas été qu'un dictateur solitaire. Il est l'auteur d'une réforme agraire qui brisa la force politique des grands propriétaires terriens. Il dégagea l'Irak du pacte de Bagdad. Il fit enfin promulguer, en octobre 1961, la loi 80 qui limita les droits des compagnies pétrolières.

Ses ennemis qualifiaient d'«ignare» ce fils de menuisier dont le cursus fut uniquement militaire. Acclamé comme le «sauveur de la patrie», lors du coup d'Etat du 14 juillet 1958, sa chute ne fit pas couler beaucoup de larmes.



LE COURRIER PICARD  
15 février 1993

### Au théâtre

Le Sinfonietta était samedi en concert. Musique dérangeante, «Halahja» de Philippe Chamouard, sur un thème qui l'est encore plus, le massa-

cles des Kurdes par l'armée irakienne Philippe Chamouard a composé sa musique à partir d'une image insoutenable, celle d'un père serrant son fils tué par l'arme chimique.

LA PRESSE DE LA MANCHE - 15 février 1993

A.S.S.A.K. :

## Une opération d'aide au Kurdistan

*La situation critique que nous connaissons dans plusieurs pays oblige, très souvent, des interventions dans le cadre de l'aide humanitaire (médecins, pharmaciens sans frontières entre autres).*

*Dans le domaine agricole et horticole, les initiatives sont beaucoup plus rares ou méconnues. Et, pourtant elles existent.*

Nous avons pu rencontrer, récemment dans le département de la Manche, Serge Mouhedin qui a créé avec plusieurs collègues une « association d'aide aux agriculteurs du Kurdistan ».

Le but essentiel est d'aider à la réalisation de projets agricoles ou de reconstruction en milieu rural dans le Kurdistan irakien.

Avec une superficie de 500.000 km<sup>2</sup>, le Kurdistan, pays des Kurdes, est aussi vaste que la France mais il est divisé entre quatre Etats (suite au Traité de Lausanne 1923) à savoir : la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie.

De nombreuses révoltes kurdes se sont succédées depuis 1923.

En collaboration avec les O.N.G. (Organisations non gouvernementales européennes et kurdes), des projets de reconstruction et d'aide à la relance de l'agriculture au Kurdistan sont élaborés.

C'est dans ce but que fut créée en octobre 1992, l'ASSAK (Association d'aide aux agriculteurs du Kurdistan). Une première mission d'enquête a pu rencontrer les autorités kurdes pour évaluer les besoins et définir un champ d'action en France.

Le siège social de cette association est fixé à Hambye, dans la Manche, au village de La

Martinière.

C'est Serge Mouhedin, pépiniériste et négociant en produits de pépinières, qui préside aux destinées de l'ASSAK. Il est secondé par un autre pépiniériste, M. Godbillon, et par un agriculteur M. Loaec.

Un projet « pépinière » a été étudié, pour une superficie de 7.000 à 15.000 mètres carrés.

L'Association lance un appel à tous les producteurs de jeunes plants fruitiers pour permettre un premier envoi.

On souhaite obtenir un contingent de 50.000 à 100.000 jeunes plants en poiriers, pommiers et pêchers.

L'association se charge de centralisation et de l'expédition au Kurdistan.

Précisons également que le suivi technique est assuré par un ingénieur sur place et que du matériel employé sur un autre projet agricole pourra être utilisé à cette occasion.

Plus tard, l'ASSAK compte intensifier son action sur une fourniture de semences maraîchères pour une production adaptée en fonction des besoins.

Pour tous renseignements complémentaires, prendre contact avec Serge Mouhedin/ASSAK, La Martinière, 50450 Hambye, tél. 33.50.74.27.

CALLISTEPHUS



Serge Mouhedin, le Président de l'ASSAK.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, FEBRUARY 16, 1993

## Saddam Says Baghdad Can Work With Clinton

By Nora Boustany  
*Washington Post Service*

AMMAN — President Saddam Hussein's praise of President Bill Clinton for his anti-war past is the latest gesture in what appears to be a concerted effort to reduce the hostility in relations with the United States and end the international isolation Iraq has suffered since the 1991 Gulf War.

As part of that campaign, Mr. Saddam and his aides have sought to project a new-found realism and moderation despite the bombing in January by U.S. warplanes against

Iraqi missile and radar installations.

"We think we can turn a new page with the Clinton administration, and this is what we are working on now," a senior Arab Ba'ath Socialist Party official said recently in Baghdad. "We know there will be no immediate change. We have learned a lot in the last two years. We have learned how to be patient."

To highlight Mr. Saddam's message, Iraqi state television and ra-

dio read a transcript of a 70-minute conversation Saturday between the Iraqi president and a former U.S. attorney general, Ramsey Clark, calling it "a thorough and comprehensive political dialogue."

"There are some trying to portray the anti-war past of Clinton as a matter of personal weakness, while we consider such a stand a mark of strength," Mr. Saddam said, specifically praising Mr. Clinton's opposition to the Vietnam War.

In what appeared to be another gesture in the campaign, Iraq has pulled all missiles out of the no-flight zones, according to Foreign Minister Hikmet Cetin of Turkey.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, FEBRUARY 16, 1993

By Henry Kamm

*New York Times Service*

STOCKHOLM — A new kind of "boat people" are landing on the shores of the Nordic countries, especially Sweden, whose liberal asylum policies have made it a prime destination.

They are the product of a traffic in people by which smugglers are making large profits from the desire of refugees to reach safer and more prosperous shores.

The new refugees, mainly Iraqis but also families fleeing the fighting in the former Yugoslavia or the devastation of Somalia, pay large amounts of money to be delivered to Sweden or other Nordic countries by "people smugglers," whose trade is centered in Moscow.

So far, five ships, carrying a total of 614 refugees, mainly Kurds from Iraq but also other Iraqis, have crossed the Baltic Sea since October from Russian, Latvian and Estonian ports.

One boatload of 150 Iraqis reached Denmark last autumn, and last week 108 stepped ashore in Helsinki. About 1,500 Somalis have been smuggled to Finland from Moscow on the ferry across the Gulf of Finland from Tallinn, Estonia, to Helsinki.

Many others have reached Sweden by similar routes. An Ethiopian encountered in Rinkeby, a section of Stockholm largely populated by immigrants, said he had bought "a European passport" in Khartoum, Sudan, and "arranged" for travel here.

Others have come from the Horn of Africa with "passports" issued by a group calling itself the World Service Authority, which a United Nations official said was linked to a "world citizen" movement founded by Gary Davis, an American.

The UN High Commissioner for Refugees estimates that 5,000 to 6,000 Iraqi Kurds are now in Moscow to arrange transportation to Sweden; the Swedish Red Cross has received even higher estimates. The going rate, according to escapees interviewed, is \$2,500 to \$3,000 per adult for the journey to Stockholm from Moscow, with half fare for children.

The refugees who have arrived have requested political asylum, which under international conventions should be sought in the first "safe" country a refugee reaches and is contingent on justified fear of persecution in the home country.

Because of doubts that the asylum-seekers meet these conditions and fear that if asylum is granted, smuggling will take on far greater proportions, governments have withheld granting refugee status.

Most Western European governments are worried by the sudden increase in asylum-seekers. Germany, where anti-foreigner violence has caused the several deaths, is tightening its liberal asylum laws.

The United States is also a destination in the lucrative traffic, as a growing number of ships from China have headed there packed with poor farmers and laborers.

The flood of refugees trying to get to

## Refugees Are Big Business on Moscow-Nordic Route

Europe has also provided a flourishing business for enterprising smugglers in Poland. Thousands of ethnic Albanians from the former Yugoslavia have arrived in Sweden after buying "bus tours" costing around \$500 that delivered them via Poland.

In interviews at the Soderby reception center near Stockholm — where 240 passengers who arrived from Riga, Latvia, last month in a group of 396 people are awaiting a decision on whether Sweden will let them stay — Iraqi Kurds and Christians said many families from the northern Iraqi region under international protection were planning to follow their route.

All the Iraqis said Moscow was the main staging post in their trek, because contact with what they call "the Mafia" is made there. Those who arrange the trips, according to the refugees, are young men from various Arab countries, possibly students who have lived there.

According to the refugees' accounts, the meetings take place in public places in downtown Moscow, including certain subway stations and a McDonald's.

Prime Minister Carl Bildt of Sweden, who visited Moscow last week, called on Russia to make effective its agreement earlier this month to the international refugee conventions, which would oblige Russia to accept the return of the Iraqis from Sweden for asylum there.

There are two main routes to Moscow for the Iraqi refugees — via Turkey or Jordan. Some migrants, like Shorash Atroshi, 18, a Kurd who reached Stockholm with his father, his mother, his father's second wife, three sisters and two brothers, paid about \$125 a person in Iraqi dinars to be transported by car to the Turkish side of the border. There they were hidden in a house for six days.

After a day and a half on a train, they reached a Turkish city that the youth thinks was Trebizond. After 12 hours in the hold of a boat on the Black Sea, the family disembarked in the Russian Black Sea port of Sochi for the long train ride to Moscow. The next leg of the trip was by train to Minsk, the capital of Belarus, and then to Riga a few days later.

Haitham Sholomon, 22, an Iraqi Christian from Mosul who evaded the Iraqi draft, bought a forged passport for \$25. He fled with his mother by bus to Amman, Jordan, in July. It took them six

weeks and \$1,600 to arrange for a flight to Moscow. A "travel agent" procured a Russian visa, included in the fare.

The wait in Moscow was four months. They paid \$5,000 for a two-week rail trip, and paid more for stays in squalid hotels in Minsk and Riga. The refugees now in Soderby described the Baltic crossing as a nightmare.

Birgit Friggebo, Sweden's minister of culture and immigration, does not share the Iraqis' joy on their arrival here.

"It is not acceptable that people commercialize this process," she said in an interview. "If we can send them back, we will."

But she said some might be granted asylum after screening. To discourage the smuggling rings, Mrs. Friggebo said Swedish police officers have been assigned to the Baltic countries and a similar arrangement was being concluded with Russia.

Swedish asylum policy has aimed not only at granting shelter to persecuted people, but also at integrating them into Swedish society as rapidly and fully as possible.

Like many Swedes across the political spectrum, Mrs. Friggebo said she feared that the rush of asylum-seekers with dubious claims had heightened anti-foreigner feelings in a country that until recently had known little antagonism to foreign workers or refugees.

The wave of firebombing of foreigners' hostels in Germany reopened old wounds and raised new fears throughout Europe.

Between 1989 and 1991, about 30,000 people a year applied for asylum here. Last year, the number soared to 83,500, with 85 percent coming from the former Yugoslav republics.

"Skinheads" in Sweden have also staged incidents directed against foreigners over the last couple of years, usually throwing small firebombs at refugee centers or burning crosses near them.

A new party, the New Democrats, has made the issue of foreigners seeking asylum a main plank in its platform and received 6.7 percent of the vote in the 1991 parliamentary elections.

Its leader, Ian Wachtmeister, scorned accusations of racism often leveled at the party. "It's nonsense," he said in an interview. "One of my best friends is 100 percent Jew."

LE MONDE - 17 février 1993

□ Manifestations et grèves de la faim de Kurdes réfugiés en Allemagne et en Belgique. - Quelque cinq cents Kurdes ont participé, lundi 15 février, à des manifestations ou à des grèves de la faim dans plusieurs villes d'Allemagne pour protester contre la répression contre les Kurdes en Turquie, a-t-on appris de source policière. Sept cent vingt Kurdes, ainsi que quinze élus de « l'Assemblée nationale du Kurdistan » en Europe, observent également une grève de la faim à Bruxelles depuis la fin janvier. - (AFP.)

Le Courrier de la Mayenne  
17 février 1993

**DÉCOUVERTE**

**Un Mayennais de retour du Kurdistan**



Dimanche 14 février, la soirée diapos organisée par le syndicat d'initiative de Villaines sur le Kurdistan a accueilli une trentaine de spectateurs dans la salle des fêtes préparée par les jeunes. Yvan Tellier jeune étudiant de Sciences Economiques au Mans est venu raconter son voyage ou plutôt son aventure qui a duré 2 mois en été 1992. D'abord en stop jusqu'à Istanbul puis en bus en Turquie et en Irak, Yvan Tellier a découvert les

Kurdes et il a pu discuter avec eux soit en turc soit en anglais. Il a été hébergé chez l'habitant. C'est ainsi qu'il a découvert l'oppression des Kurdes en Turquie, les camps de réfugiés en Irak. Cette situation d'écartèlement entre la Turquie, l'Irak, l'Iran, la Syrie et l'ex-URSS pose de nombreux problèmes aux Kurdes séparés, une situation largement commentée par Yvan Tellier pour qui cette soirée était sa première "conférence"

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, FEBRUARY 16, 1993

**U.S. Had Early Tip On Iraqi Arms Deal**

By R. Jeffrey Smith

Washington Post Service

WASHINGTON — The U.S. intelligence community knew that a company based in Britain was buying military-related equipment for Iraq as early as 1987, nearly three years before the company and its U.S.-based subsidiary were ordered shut by export authorities in both countries, according to U.S. government sources.

Washington officials were told by the MI-5 and MI-6 British intelligence agencies during the three-year period what Matrix Churchill Corp. of Coventry was doing on Iraq's behalf, the sources said. London had recruited senior company officials as informants.

The disclosure confirms suspicions voiced by opposition lawmakers in both London and Washington last year about the secret U.S.-British exchange of data on Iraq's arms procurement network before the 1991 Gulf War. It also again raises questions about why officials in both capitals stood by as Matrix Churchill supplied Baghdad with machine tools of value to Iraq's nuclear weapons program.

Sources said the information given

to Washington by the British initially consisted of finished intelligence reports that generally described Matrix Churchill's activities. As early as March 1989, the information also included raw reports derived from secret interviews by British agents with Paul Henderson, the company's managing director, and Mark Gutteridge, its export sales manager.

The CIA disseminated this information to policymakers in the Reagan and Bush administrations beginning in December 1987, two months after Matrix Churchill was bought by an Iraqi-controlled company, the sources said. Previous reports had traced the agency's information back only as far as June 1989.

The secret data exchange was hinted at in a Feb. 5 report by the Senate Select Committee on Intelligence about the Bush administration's mishandling of intelligence information about Iraq. The report said multiple raw intelligence reports received by the CIA "described the activities of Matrix Churchill as part of the Iraqi worldwide procurement network," but Britain was not identified as the source.

L'Humanité - 17 février 1993



**La grève de la faim des Kurdes continue**

Les exilés kurdes, en grève de la faim depuis le 27 janvier à Bruxelles, ont manifesté, hier, dans la capitale belge pour tenter une nouvelle fois de briser le silence qui entoure la répression menée par le gouvernement d'Ankara au Kurdistan. L'une des grévistes, affaiblie par trois semaines de jeûne, s'est évanouie. (Photo Reuter.)

## POLITIQUE

## KURDISTAN TURC

# Comment la Turquie mate la 29<sup>e</sup> rébellion kurde

Tandis que leurs cousins d'Irak comptent les jours de sursis, les Kurdes de Turquie sont irrémédiablement entraînés dans une sale guerre.

Envoyé spécial: Alain Maillard

Esref Yasar tient une petite épicerie sur une place centrale de Diyarbakir, la principale ville kurde au sud-est de la Turquie. Ce jeudi matin 14 janvier, alors qu'il emmène son jeune fils à l'école, à vélo, un taxi lui barre la route. Deux hommes s'approchent et lui tirent dessus. Blessé, il parvient à riposter. Ses assaillants fuient sans avoir achevé leur sinistre besogne. Esref Yasar a de la chance. Trois vendeurs de journaux ont déjà été tués après avoir été menacés de mort s'ils continuaient à vendre des publications pro-kurdes. Lui-même, à en croire ses proches, a été menacé par le commissaire K. F., avant que son magasin ne brûle une nuit. C'est alors qu'il s'est mis à porter une arme.

Sale, endémique et méconnue, la guerre était jusque-là essentiellement cantonnée aux montagnes, où le PKK (voir encadré) frappe quotidiennement, où l'armée turque évacue de force, avant de

les incendier, les villages soupçonnés de collaborer avec les «terroristes».

Elle est désormais entrée dans les villes. Des centaines de civils kurdes, politiciens, militants des droits de l'homme, journalistes, se font assassiner selon un schéma d'une simplicité brutale: un homme s'approche par l'arrière, tire dans la tête et disparaît. Souvent en plein jour, en pleine ville, sans jamais se faire pincer. Principal accusé: le Hizbullah (parti de Dieu). Mais les signes de complicités policières se multiplient.

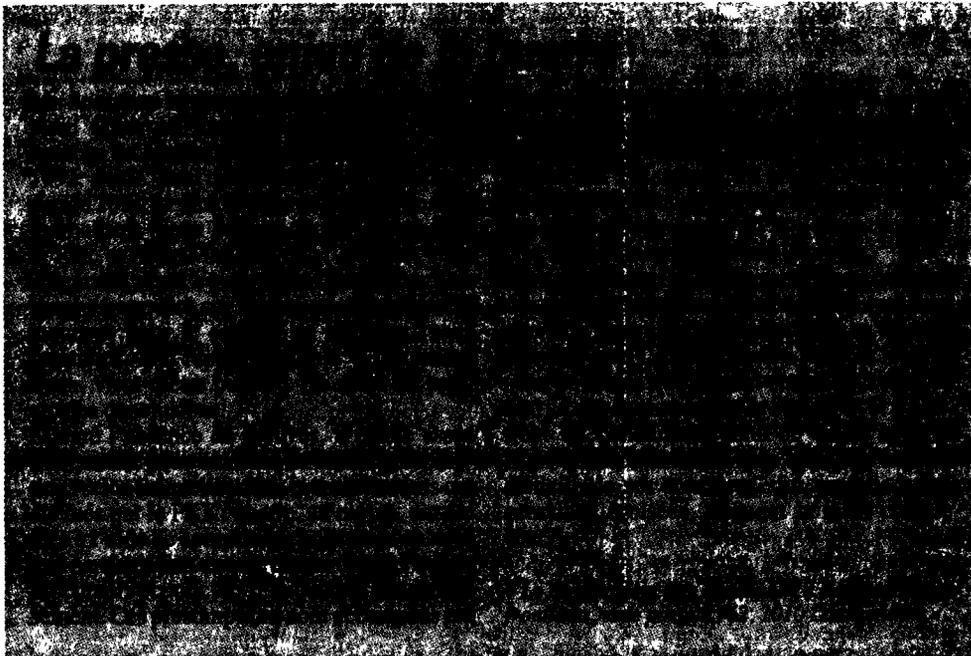
La vague de terreur urbaine a commencé en 1991, peu après une purge, à Ankara, d'officiers de police ultrareligieux; beaucoup ont été envoyés au Sud-Est. Dans une bourgade, deux membres notoires du Hizbullah, qui venaient de tuer, se sont réfugiés dans les locaux de la police; la population n'a plus entendu parler d'eux. Ce règne de l'arbitraire se devine aisément quand on voit surgir, au restaurant d'un hôtel prétentieux de Diyarbakir, deux hommes hirsutes, non

identifiables, arborant ostensiblement un fusil-mitrailleur.

«Mensonges», rétorquent les autorités turques indignées; tous les malheurs du Sud-Est viennent du terrorisme, l'Occident doit comprendre que des mesures d'exception soient prises pour combattre ce fléau. Invoquer ainsi le «terrorisme», réagit Yavuz Önen, président de la Fondation des droits de l'homme, ne vise qu'à «se donner, sur le plan international, la légitimité de se défendre». Ne serait-ce qu'en termes de dimension, le mot est trompeur, il suffit de lire les chiffres officiels pour s'en persuader: en 1992, les forces de sécurité ont saisi 3317 fusils, 1478 pistolets, 117 lance-roquettes, 2339 grenades, 8852 canons antiaériens, 386 808 cartouches. Et le conflit a fait plus de 2000 morts.

En réalité, Ankara affronte une véritable rébellion kurde. Yalcin Dogan, éditorialiste proche du pouvoir, en mesure crûment l'ampleur: «J'ai vu que les mili-

itaires n'osent pas sortir dès la nuit tombée. Même de jour, les officiers n'osent plus porter leurs insignes. Une fois, j'étais assis dans une pièce avec le chef de la police, le chef d'état-major militaire, le gouverneur; ils se baissaient en passant devant les fenêtres. Les gens s'expriment ouvertement; certains croient au PKK, d'autres, pris entre deux feux, ont peur. Pour régler des différends ou célébrer des mariages, ils ne s'adressent plus à la justice (turque), mais aux tribunaux populaires du PKK. Ils considèrent la police et l'armée comme des forces d'occupation étrangères. Aux yeux des autorités, tous les habitants sont des ennemis. Cette région est devenue impossible à gouverner. L'Etat commence d'ailleurs à s'en retirer: juges, médecins,





Photos action press

«Il n'est pas question de leur donner des droits de minorité, ils ont les droits de la majorité.» Autrement dit, les Kurdes n'ont qu'à se laisser assimiler. Le président Turgut Özal, lui, explique aux visiteurs étrangers que la priorité est de préserver le pays; les droits de l'homme passent après.

Cette fois, pourtant, un point de non-retour paraît atteint. Le divorce ethnique atteint le reste du pays où les Kurdes ont émigré par millions. Et les autorités y participent. Lors de funérailles de leurs collègues, des policiers manifestent en criant des slogans contre les droits de l'homme, contre les Kurdes, pour la ven- ▶

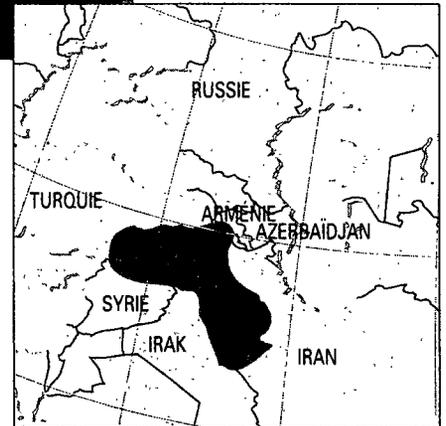
**Dans un camp d'entraînement du PKK: des combattantes en première ligne**

*enseignants, policiers ou même imams ne veulent plus y aller.»*

Pour mater cette 29<sup>e</sup> rébellion kurde (selon l'historien Hidir Göktaş), l'armée recourt, selon certains analystes, à de vieilles méthodes ottomanes comme la punition exemplaire («tenkil»): en août dernier, prétextant d'une attaque terroriste, l'armée canonisait la ville de Simak maison par maison. Des députés kurdes, contre lesquels un procureur requiert la

peine de mort pour «propagande séparatiste», racontent comment, à un barrage devant Simak, ils ont entendu dans le walkie-talkie d'un militaire: «*Ces non-personnes peuvent être tuées en cas de situation appropriée. On accusera le PKK.*»

Les tentatives d'ouverture politique sont oubliées; le premier ministre Süleyman Demirel, qui reconnaissait il y a un an la «réalité kurde», est revenu au strict langage kémaliste de l'unité nationale:



**L'irrésistible avancée du Parti unique**

Diminutif: Apo. La moustache et l'allure stalinienne, Abdullah Öcalan porte en lui les paradoxes du nationalisme kurde. Scolarisé en langue turque, il pense en turc. Né de paysans pauvres, il a pu accéder à l'Université d'Ankara, en sciences politiques. Son mouvement y est né en 1974, en pleine effervescence étudiante, parmi des dizaines de groupuscules d'extrême gauche. En 1978, il devient le Parti des travailleurs du Kurdistan (Partiya Karderen Kurdistan, PKK) et se lance dans des attentats. Le coup d'Etat militaire, en 1980, y met fin. Retranché en Syrie et au Liban, il déclenche la lutte armée quatre ans après. Le PKK attaque les forces de sécurité, mais aussi les «gardiens de village» et tous ceux qu'il considère comme des agents de l'Etat, souvent sans égard pour les victimes innocentes. En neuf ans, le conflit a fait au moins 6000 victimes.

Moins pour son idéologie pure et dure que pour avoir «rendu leur dignité aux Kurdes», comme le formule l'historien établi à Lausanne Ismet Chériff Vanly, il a maintenant rallié la majorité de la population kurde du Sud-Est. Stalilien, le PKK l'est surtout dans son fonctionnement. En décembre, il a tenu des élections parmi les émigrés kurdes en Europe qui ont abouti à la désignation de 15 délégués (actuellement en grève de la faim à Bruxelles). Mais les documents, qui n'étaient écrits qu'en turc, étaient parfaitement incompréhensibles pour des Kurdes d'Iran, d'Irak, de Syrie. Ils proclamaient néanmoins qu'il s'agirait de la seule assemblée kurde légitime. Au fil des années, des purges ont régulièrement éliminé tous ceux qui ont osé s'opposer à un Öcalan prêt, comme il le clame dans une interview, à sacrifier 100 000 vies à la cause.

Cette intransigeance s'explique en partie par la longue et étouffante négation de l'identité kurde en Turquie. Les Kurdes sont privés du droit de nommer leurs enfants et leurs villages comme ils l'entendent, d'étudier et de communiquer dans leur langue indo-européenne, qui n'a rien à voir avec le turc d'origine asiatique. Mais cette politique d'assimilation, à la française, a désormais échoué. Fort de 15 000 à 20 000 combattants entraînés et de milliers de sympathisants actifs, équipé d'armes lourdes, riche de sa participation aux réseaux de trafic de drogue (tout est bon pour la cause) et des contributions plus ou moins volontaires des Kurdes émigrés en Europe, le PKK est devenu la principale force incontrôlée du Moyen-Orient. Sa guerre ne fait encore, sans doute, que commencer.

## POLITIQUE

geance «du sang par le sang». Une directive du Ministère de l'intérieur recommande aux cadres de l'administration de «surveiller le comportement des employés d'origine kurde».

«Monsieur, dites-nous, quel est notre avenir?» demandaient, voici deux ans, des Kurdes d'Irak fuyant les troupes de Saddam Hussein. A leur question, il ne reste toujours qu'une triste réponse: la guerre. Ceux qui, parmi les 20 à 25 millions de Kurdes répartis sur six pays (Turquie, Iran, Irak, Syrie, Arménie, Azerbaïdjan), rêvent d'indépendance, ne peuvent qu'y recourir tant que le monde s'accroche aux frontières héritées du colonialisme. L'autonomie du Kurdistan d'Irak, encore protégée par les vols militaires occidentaux, ne tient plus qu'à un fil: Ankara rechigne de plus en plus à voir ces avions décoller de son sol. Lors d'un



L'armement standard du combattant

sommet régional en octobre, l'Iran, la Syrie et la Turquie se sont entendus sur un refus de tout Etat kurde, où qu'il soit.

«Il y aura encore beaucoup de sang versé et le PKK aura de nouveau été écrasé avant l'hiver — pour ressurgir encore plus fort l'année suivante», prophétise, à Ankara, l'expert Ismet Imset. A Diyarbakir, la ville aux murailles romaines surplombant le Tigre, l'Association des droits de l'homme craint le pire pour la fête du Nevroz qui, le 21 mars, devient chaque année un peu plus l'occasion de manifestations kurdes. En 1992, la répression a fait près de 100 morts. ■

A. M.

L'HEBDO - 18 FÉVRIER 1993

## KURDISTAN

## Quatre-vingts Kurdes font la grève de la faim au Lignon

**Pour alerter l'opinion sur le sort de la population kurde, des membres du PKK ne s'alimentent plus depuis mardi.**

Depuis mardi, près de quatre-vingts Kurdes de Turquie, en provenance des différentes parties de la Suisse, poursuivent une grève de la faim. Installés avec leurs femmes et leurs enfants dans la cure de l'église catholique du Lignon, ils entendent ainsi soutenir 700 de leurs compatriotes qui avaient refusé de s'alimenter depuis le 24 janvier, à Bruxelles. Ces derniers accompagnaient dans leur grève de la faim les quinze députés de l'Assemblée nationale du Kurdistan, un Parlement non reconnu par le Gouvernement d'Ankara et institué par le PKK (Parti communiste kurde). Ces parlementaires ont été élus en Europe par une partie de la population kurde en exil et, selon un des grévistes du Lignon, un scrutin secret est également organisé au Kurdistan du Nord pour que la population puisse choisir ses dirigeants. «Nous avons l'intention de constituer un Parlement réunissant les Kurdes de Turquie, d'Iran, d'Irak et de Syrie», explique-t-il. Précisons que le PKK n'est pas représentatif de toute la population kurde et que d'autres mouvements revendiquent, eux aussi, l'indépendance du peuple kurde.

### REVENDEICATIONS

Les revendications des Kurdes installés au Lignon sont les mêmes que celles des membres de l'Assemblée na-

tionale du Kurdistan. Ils entendent protester contre «les massacres et la torture quotidienne dont est victime le peuple kurde» et demandent que l'opinion publique internationale fasse pression sur l'Etat turc afin qu'il analyse démocratiquement les revendications du Kurdistan. Les grévistes demandent aussi que la guerre menée contre leur peuple prenne fin et que le Parlement européen, ainsi que celui des différents pays occidentaux, envoient des délégations afin qu'ils constatent leur situation. «Tout le peuple kurde s'implique dans une lutte de libération. Pour casser cette volonté d'indépendance, le Gouvernement turc bombarde les populations civiles», explique un des grévistes.

Si l'objectif des Kurdes de Suisse était initialement de soutenir la grève de la faim menée à Bruxelles, ils ont choisi aujourd'hui de la prolonger de leur côté. En effet, l'action menée dans la capitale européenne a cessé le jour même où l'église du Lignon a accueilli les quatre-vingts réfugiés. Selon l'un d'eux, «certains pays européens ont accepté de tenir compte des revendications des grévistes de Bruxelles». Au Lignon, les Kurdes refusent pourtant de s'alimenter, dans le but de sensibiliser la population et les autorités suisses au sort de leurs compatriotes.

DENIS ENKEL

LE COURRIER • JEUDI 18 FÉVRIER 1993

### RÉFUGIÉS

## Cours sur les Kurdes d'Obwald

Un cours spécial sera organisé vendredi à la Faculté de psychologie et de sciences de l'éducation dans le cadre de l'enseignement du professeur Pierre Dasen. Au programme de ce cours organisé par M<sup>me</sup> Marie-Claire Caloz-Tschopp: le cas des Kurdes d'Obwald.

Une intervention intitulée: «Asile,

droit d'asile et approche interculturelle: l'expulsion des Kurdes d'Obwald (1991) et l'acte de désobéissance civile de Marguerite Spichtig et du groupe de soutien».

De 9 h. à 10 h.: présentation de l'émission «Temps présent» sur ce thème. De 10 h. à 11 h. 45: présentation et analyse du cas du renvoi des Kurdes en présence de M<sup>me</sup> Marguerite Spichtig; M. Roland Dumartheray, membre de la commission d'enquête au Kurdistan turc; M. Gaspard Lamunier, journaliste à la Télévision suisse romande; M. Léonard Okitundu, juriste à SOS-Asile Vaud.

Les interventions seront traduites en français. La matinée sera ouverte aux personnes intéressées. 

# UN Inspectors to Challenge Baghdad

By Paul Lewis

New York Times Service

UNITED NATIONS, New York — United Nations arms inspectors plan to challenge Iraq's refusal to let them fly helicopters over Baghdad, setting the scene for a possible confrontation with Iraq just days after President Saddam Hussein said he wanted better relations with Washington, officials here said.

The special commission charged with destroying Iraq's most dangerous weapons is expected to decide this week to tell Iraq of its intention to violate the ban against flying over the city by sending a helicopter over Baghdad to photograph an undisclosed site there.

The flight request is expected to coincide with a stepped-up hunt by a large team of UN weapons inspectors for undeclared Scud missiles that the special commission thinks Iraq has hidden, based on intelligence reports from the United States and its allies.

The request is thus likely to be an early test of Mr. Saddam's recent announcements that he wants to improve relations with the United States.

In a first goodwill gesture, the Iraqi leader said Jan. 19, the day before President Bill Clinton took office, that he would respect the no-flight zones imposed to stop Iraqi aerial attacks against Kurds in the north and dissident Shiite Muslims in the south.

On Sunday, he told Ramsey Clark, a former U.S. attorney general who was visiting Iraq, that he believed that "we can pave the way for building better relations based on mutual respect and the exchange of legitimate interests regardless of what has happened."

The special commission, which has about 80 weapons inspectors and support staff in Baghdad, uses three large helicopters lent by the German Air Force for many missions. But late last year Iraq stopped them from flying over Baghdad, saying the big white helicopters with UN markings infringed on its sovereignty.

UN officials suspect that Baghdad did not want Iraqis reminded that two years after the end of the Gulf War, UN inspectors are still roaming the country in search of the remnants

Japan," added the report, which was issued after talks at the Foreign Ministry.

The Association of Southeast Asian Nations groups Brunei, Indonesia, Malaysia, the Philippines, Singapore and Thailand.

The surplus with Japan's biggest trading partner, the United States, leaped 21 percent to \$2.95 billion in January, an increase from last month's single-digit rise. The U.S. Treasury secretary, Lloyd Bentsen, in a meeting last weekend with Finance Minister Yoshiro Hayashi, urged Japan to bolster its domestic demand in order to trim its trade imbalance.

As the European Community, Asia and the United States step up their demands, Tokyo is going on the defensive, warning that it will no longer tolerate protectionist moves that run counter to the spirit of free trade.

Noboru Hatakeyama, deputy minister for international affairs of the Ministry of International Trade and Industry, said Tuesday that Japan would complain to the General Agreement on Tariffs and Trade if the United States raised the tariffs on minivan imports from 2.5 percent to 25 percent, as U.S. automakers want.

"In 1987 we refrained from going to GATT," said Mr. Hatakeyama, referring to Tokyo's response after Washington imposed tariffs on several Japanese products in retaliation for alleged violation of a microchip agreement. "But once is enough."

He added that the government was discussing rule changes that would "force Japan to retaliate" should a GATT panel rule that Japanese exports were treated unfairly. He said the government had not imposed a deadline, but added that "necessity is the mother of the timing."

Asked whether Tokyo had the nerve to follow through on its threat to retaliate against its biggest trade partner, Mr. Hatakeyama noted that Japan was the leading importer of U.S. farm products and the No. 2 importer of American manufactured goods. "These two simple facts are enough for Japan to have leverage," he said.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, FEBRUARY 17, 1993

L'ALSACE - 18 février 1993

## SOLIDARITE

# 20 Kurdes grévistes de la faim

Depuis lundi et jusqu'à vendredi 19 février, une vingtaine de personnes, six femmes et 14 hommes, observent une grève de la faim à Mulhouse, pour soutenir leurs compatriotes qui mènent une action similaire à Bruxelles depuis fin janvier. Les grévistes sont réunis au local de l'Amicale Kurde, rue de Wattwiller, à Mulhouse. « C'est un geste symbolique », explique le porte-parole Elmani Huseyin. « Notre but est de sensibiliser l'opinion publique au drame du peuple kurde qui subit actuellement une répression systématique de la part du gouvernement turc. Nous voulons que les Etats euro-

péens fassent pression sur les autorités turques pour qu'elles recherchent une solution démocratique et pacifique au problème du Kurdistan. »

Selon le comité des grévistes de la faim en 1992, on a procédé à 20 000 arrestations et 385 assassinats. Des politiciens et des journalistes ont été tués, 300 villages détruits et incendiés, neuf villes bombardées, des populations déportées...

« Nous voulons protester contre ces massacres quotidiens, contre l'aide militaire à l'Etat turc. Nous voulons l'arrêt de cette guerre ignoble,

nous demandons que le parlement européen envoie des délégations pour constater sur le terrain la réalité. »

La grève de la faim a débuté à Bruxelles le 24 janvier, d'abord entamée par une quinzaine de parlementaires kurdes élus en Europe par la diaspora en octobre dernier. Ils ont été rejoints par 750 sympathisants, venant de toute l'Europe et même, pour certains, du Kurdistan.

L'Amicale kurde à Mulhouse rassemble environ 200 adhérents. 500 compatriotes, qui habitent tous dans le Haut-Rhin, fréquentent régulièrement ses locaux.

## ● Mulhouse : grève de la faim pour les Kurdes

Quelque vingt personnes d'origine kurde ont entamé à Mulhouse une courte grève de la faim « de solidarité » avec leurs 700 compatriotes qui observent un mouvement de jeûne à Bruxelles (Belgique).

Ce mouvement, commencé lundi, doit durer jusqu'à vendredi, avec pour objectif la dénonciation « de la terreur de l'Etat turc », ont précisé les porte-parole des grévistes.

Les grévistes entendent ainsi manifester leur solidarité avec les quelque 700 Kurdes, proches du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, mouvement armé séparatiste des Kurdes turcs) qui observent une grève de la faim à Bruxelles, pour certains depuis le 24 janvier.

LA LIBERTÉ DE L'EST - 18 février 1993

24 HEURES

SAMEDI-DIMANCHE  
20-21 FÉVRIER 1993

## Journaliste kurde abattu en Turquie

Un journaliste kurde a été abattu jeudi soir à Sanliurfa, dans le sud-est de la Turquie. Il s'agit du 15<sup>e</sup> journaliste tué en Turquie en un an. Kemal Kilic, 28 ans, a été assassiné en rentrant chez lui par des inconnus circulant en taxi. Il travaillait pour le journal pro-kurde *Yeni Ulke*. Des nationalistes kurdes accusent les forces de l'ordre d'avoir constitué des escadrons de la mort afin d'éliminer les sympathisants du PKK. Le gouvernement impute les meurtres des journalistes aux rivalités entre le PKK et les fondamentalistes musulmans, également clandestin. Plusieurs des journalistes assassinés ont été tués après avoir écrit des articles sur d'éventuelles relations entre le PKK et les forces de l'ordre ou la mafia turque. L'association suisse de Reporters sans frontière proteste contre ce nouveau meurtre. — (afp)

LE MONDE - 22 février 1993

□ **TURQUIE** : un journaliste kurde assassiné. — Un journaliste kurde, Kemal Kilic, âgé de vingt-huit ans, qui travaillait pour le journal pro-kurde *Yeni Ulke* et faisait partie de l'Association turque des droits de l'homme, a été assassiné jeudi 18 février par des inconnus, à Sanliurfa, dans le Sud-Est. Il s'agit du quatorzième journaliste tué en Turquie en un an. Par ailleurs, dix-huit militants d'extrême gauche, ainsi que des Kurdes, ont réussi à s'évader, mardi, d'une prison de haute sécurité en Cappadoce en creusant un tunnel. Six des évadés, dont le cerveau de l'organisation de guérilla urbaine Dev-Sol, étaient condamnés à la peine de mort. — (Reuter.)

LA LIBERTÉ • VENDREDI 19 FÉVRIER 1993

## REPORTERS SANS FRONTIÈRES

# Treize journalistes ont été assassinés en Turquie en 1992

**Rapport d'une mission d'enquête: dans la plupart des cas, les victimes ont été tuées en raison de leurs écrits.**

Treize journalistes ont été tués en Turquie l'année dernière. Une délégation de Reporters sans frontières (RSF) composée de deux journalistes suisses et d'un Allemand, s'est rendue sur place en janvier pour enquêter sur ces affaires. Elle a constaté que, dans la plupart des cas, les victimes ont été tuées en raison de leurs activités journalistiques.

La délégation de RSF avait pour mission d'éclaircir les circonstances dans lesquelles ces treize journalistes sont morts.

### FORCÉS DE L'ORDRE

Quatre journalistes au moins ont été tués en raison de leurs activités de journalistes et avec une implication directe ou indirecte des forces de l'ordre. L'identité des tueurs fait l'objet de diverses hypothèses: contre-guérilla, Hizbullah (organisation extrémiste religieuse), groupes paramilitaires. La délégation de RSF est convaincue qu'il y avait au moins complicité, sinon participation de membres de forces de l'ordre.

Dans les sept autres cas, il peut exister des éléments de présomption fondés sur des témoignages. Toutefois ces présomptions à l'endroit des forces de l'ordre sont renforcées par les exemples et les témoignages d'autres pressions que subissent journalistes et journaux dans le sud-est du pays: entraves aux déplacements, violences

physiques, menaces, camions de livraison et kiosques brûlés.

### VIOLENCE CROISSANTE

Le rapport souligne que ces morts de journalistes se replacent dans un contexte de violence croissante contre les civils. Des centaines de personnalités de la société civile kurde ont été assassinées de façon similaire, par des tueurs mystérieux et jamais retrouvés.

La délégation de RSF se déclare particulièrement alarmée par les meurtres récents de trois vendeurs et distributeurs de presse. Tous avaient auparavant été menacés s'ils ne cessaient pas de vendre certains journaux.

De leur côté, les autorités blâment le «terrorisme» et lui seul, avec ses rivalités et règlements de compte. La délégation n'a pas été convaincue par ce blâme exclusif. D'autant moins que les autorités turques se refusent tout simplement à entrer en matière sur toute accusation précise, dont ses forces de l'ordre peuvent être l'objet.

La délégation de RSF était composée des journalistes suisses Alain Maillard («L'Hebdo») et Ersan Arsever (Télévision romande), ainsi que du journaliste allemand Axel Veiel («Stuttgarter Zeitung»). Elle a séjourné en Turquie du 10 au 21 janvier dernier: du 10 au 14 à Istanbul (centre de la presse turque), du 14 au 17 à Diyarbakir (sud-est) et du 17 au 21 à Ankara, la capitale. **ATS**

## Statu quo pour les Kurdes ex-grévistes de la faim

Les dix-sept Kurdes, anciens grévistes de la faim sont en situation irrégulière sur le territoire français depuis le 15 janvier. A cette date, leur autorisation provisoire de séjour et de travail délivrée pour trois mois, est arrivée à expiration.

Une commission spéciale convoquée par le préfet Jean-Paul Frouin s'est réunie, à la sous-préfecture de Thonon-les-Bains, le 8 janvier 1993. Les membres ont réexaminé les dossiers des seuls ressortissants turcs (huit), domiciliés en Haute-Savoie, les autres devant s'en remettre à la préfecture de leur lieu de résidence.

Ce même jour, l'officier de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides a reçu les représentants du comité de soutien du Chablais aux gré-

vistes de la faim kurdes, et cinq des ex-grévistes que, jusqu'alors, l'O.F.P.R.A. n'avait pas encore entendus.

« Les conclusions et la décision finale appartiennent au préfet, ont déclaré les membres du comité de soutien. L'O.F.P.R.A. ne prend pas en compte les véritables problèmes de ces personnes qui sont en France depuis 1969, pour certains, et qui ont fui les conditions de vie en Kurdistan dénoncées par la Ligue des droits de l'homme ».

Face à cette situation de fait, demande d'asile rejetée et plus d'autorisation de séjour, le comité de soutien envisage de mener des actions auprès des juridictions européennes et internationales compétentes.

G. M.

LE MESSAGE - 19 février 1993

THONON ▼ SOCIÉTÉ

# Les réfugiés kurdes dans l'impasse

*Une commission administrative exceptionnelle a émis un avis défavorable pour quatre requérants du statut de réfugié sur huit*

Les dix-sept Turcs dont quinze Kurdes en grève de la faim à Thonon à l'automne dernier avaient cessé leur action après l'obtention d'une autorisation provisoire de séjour de trois mois assortie d'une autorisation de travail. La préfecture de Haute-Savoie leur avait également promis la réunion d'une commission administrative exceptionnelle chargée d'examiner rapidement les dix-sept dossiers en Haute-Savoie. Celle-ci ne s'est réunie à Thonon que le 8 janvier dernier, soit une semaine avant l'expiration de l'autorisation provisoire de séjour.

Depuis le 15 janvier dernier ces dix-sept requérants du statut de réfugié, précédemment déboutés par l'OFPRA (Office Français pour les Réfugiés et Apatrides) et la commission de recours sont donc en situation illégale. Les membres du comité de soutien ont tenu une conférence de presse mercredi pour faire le

point sur ce dossier. Selon eux, l'administration s'est parjurée.

## Commission contestée

Ils contestent la composition de la commission, ses méthodes de travail et ses conclusions. Contrairement aux promesses faites, elle n'a traité à huis clos selon eux que les cas des huit Kurdes installés en Haute-Savoie (les autres venaient de Savoie, d'Isère et du Vaucluse), chaque demandeur devant se présenter seul, sans l'assistance d'un avocat ni d'un représentant du comité de soutien qui n'a pu que rencontrer les membres de la commission avant la session.

Convaincus après enquête que ces requérants encouraient des risques sérieux s'ils étaient expulsés en Turquie, les membres du comité de soutien estiment que "ces gens s'ils

ne pouvaient obtenir un droit d'asile définitif méritaient à tout le moins un droit de séjour prolongé dans notre pays, en attendant que la condition faite aux Kurdes en Turquie s'améliore et permette leur retour au pays".

## Politiques : 3 sur 5

Sur les cinq candidats aux législatives pour la circonscription de Thonon invités trois se sont déplacés ou faits représenter. Bernard Comont (candidat socialiste, maire de Publier) a déclaré vouloir connaître les raisons des refus successifs des autorités compétentes et a proposé "une intervention personnelle auprès de Paul Quilès, ministre de l'Intérieur". Pour Philippe Guichardaz, candidat communiste, ces demandes sont d'autant plus justifiées que "la répression contre les Kurdes s'est encore aggravée cet hiver". Enfin Jacques Biglione, s'exprimant

au nom de Jacques Maylander, candidat des Verts, trouve scandaleux que "la France intervienne partout en ex. Yougoslavie, en Somalie, au Togo et ne soit pas capable d'assurer la sécurité des Kurdes réfugiés sur le territoire national".

Kurdes et membres du comité de soutien attendent aujourd'hui les quatre derniers avis de la commission et la décision finale du préfet de Haute-Savoie.

Une circulaire du 23 juillet 1991 autorise en effet le représentant de l'État dans le département à accorder à titre exceptionnel et pour des raisons humanitaires, une autorisation de séjour et de travail aux déboutés du statut de réfugié si leur existence est en danger en cas de retour dans leur pays d'origine.

ISABELLE JEANNIN ■

gamk - 20-21 février 1993

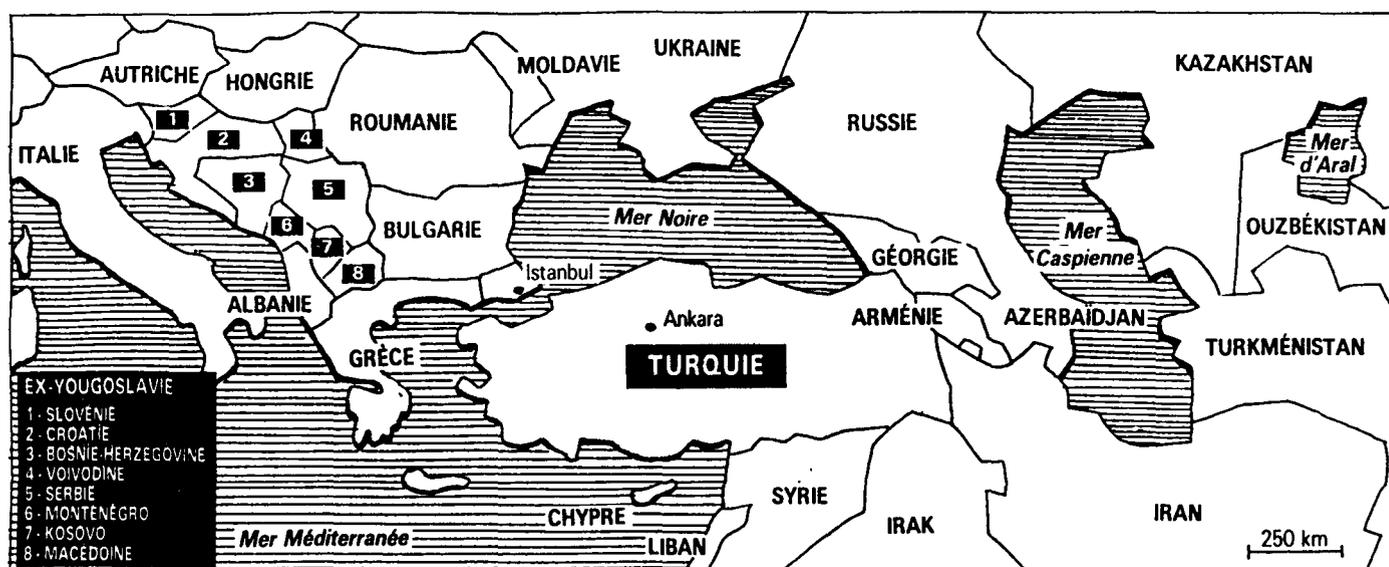
## UN AUTRE JOURNALISTE KURDE TUÉ EN TURQUIE

Un journaliste kurde de 26 ans, Kemal Kilic, a été tué jeudi à Sanliurfa par des «inconnus», selon une information communiquée vendredi par l'hebdomadaire pro-kurde Yeni Ulke (Nouvelle Patrie), dont il était correspondant. Ce nouveau meurtre porte à 14 le nombre des journalistes assassinés en Turquie depuis un ans, pour la plupart Kurdes ou favorables aux Kurdes. Kemal Kilic était également membre du comité directeur de

l'Association des Droits de l'Homme (IHD) à Sanliurfa, province frontalière avec la Syrie. Il a été abattu de deux balles dans la tête jeudi en fin d'après-midi alors qu'il descendait de l'autobus qui l'avait mené au village de Kulince où se trouvait son domicile, à une vingtaine de kms de Sanliurfa.

Treize des quatorze journalistes assassinés depuis 1992 en Turquie l'ont été dans le sud-est anatolien à majorité kurde. Les meurtriers n'ont jamais été retrouvés, faute d'avoir été sérieusement recherchés par les autorités turques.

TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN • 20 FÉVRIER 1993



# TURQUIE LE GÉANT DE LA MER NOIRE

**De l'Adriatique jusqu'en Asie centrale en passant par le Caucase, la Turquie est en passe de devenir la grande puissance de la région. Une réalité qu'illustre bien le voyage actuel du président turc, Turgut Ozal, dans les Balkans.**

Deux événements survenus en 1989 ont conduit la Turquie à reconsidérer l'ensemble de sa politique étrangère. D'abord, la chute du bloc soviétique qui ôtait à ce pays, en même temps que l'essentiel de son rôle stratégique au sein de l'Otan, une part notable des aides américaines, bien utiles pour équilibrer une balance commerciale constamment déficitaire. Ensuite, le rejet de sa candidature à la CEE, vécue souvent comme une rebuffade humiliante.

Les deux événements n'étaient pas sans liens. L'intégration éventuelle de pays considérés comme plus avancés économiquement ou culturellement posant déjà de graves problèmes, la CEE a cru bon de repousser aux calendes grecques la candidature d'un pays pauvre, musulman de surcroît, et qui n'occupe en Europe que 23 764 km<sup>2</sup> de la Thrace orientale...

Cette décision a été d'autant plus mal perçue que, depuis 1985, les investissements en provenance de la CEE se sont multipliés par quinze et constituent désormais 54 % du total des sommes investies dans ce pays. En 1990, 44 % des importations et 52 % des exportations se faisaient avec l'Europe des Douze. Toutefois, un accord signé le 9 novembre dernier prévoit une pleine union douanière avec la CEE pour 1996.

Le respect par la Turquie de ce calendrier sera pour Bruxelles un test déterminant. Il suppose, en effet, que son économie sera en mesure d'affronter sans protection la concurrence européenne. Certes, le dernier rapport de l'OCDE prévoit une hausse du PNB de 5,25 % par rapport à 1991 où elle n'avait été que de 0,3 %, du fait de l'embargo contre l'Irak. Mais il faut aussi prendre en compte les 2,2 % d'accroissement démographique et les 70 % d'inflation annuels, ainsi que les 6 ou 7 millions de chômeurs.

Ce redressement doit beaucoup à la bonne année touristique 1992 ainsi qu'à la pleine reprise des relations économiques avec le grand ami américain, suite à la guerre du Golfe où, selon le leader démocrate de la Chambre des représentants, Richard Gephardt : « *La Turquie a prouvé son rôle de partenaire irremplaçable ainsi que son importante position dans la région.* » Dès 1992, l'aide américaine reprenait pour atteindre les 700 millions de dollars. Elle n'avait été, en moyenne, que de 500 millions pendant la dernière décennie. Tandis que les quotas d'exportation de textiles vers les Etats-Unis étaient doublés et l'usine d'assemblage des F-16, implantée en Turquie par *General Dynamics*, agrandie.

Les Etats-Unis ont aussi donné leur bénédiction aux

relations renouées par la Turquie avec ses anciennes possessions balkaniques et caucasiennes, ou établies avec les lointains turcophones d'Asie centrale. En lui décernant, en février 1992, le titre de « *modèle pour les Etats de la région* », l'ancien président américain, George Bush, souhaitait faire pièce à l'Irak qui tente lui aussi de « vendre » son propre modèle de développement basé sur l'identité musulmane.

Ce sont évidemment les diverses initiatives de la diplomatie turque dans les Balkans qui suscitent le plus de commentaires en Europe. L'ancienne puissance tutélaire ressentant « *une responsabilité morale* » auprès des quelque 8 millions de musulmans de la région dont 1,5 million se sentent Turcs et parlent encore souvent la langue. Le ministre des Affaires étrangères, Hikmet Cetin, ainsi que le Premier ministre Suleyman Demirel ou même le chef de l'Etat, Turgut Ozal, ont multiplié les visites, ces derniers mois, en Albanie, en Macédoine, en Bulgarie et même en Grèce, pays avec lesquels les relations demeurent tendues depuis l'affaire de Chypre en 1974. Le président turc effectue actuellement une tournée officielle dans les Balkans.

Les Turcs sont particulièrement nombreux en Bulgarie où ils constituent plus de 10 % d'une population de 9,5 millions d'habitants. On se souvient des campagnes

xénophobes lancées contre eux par le régime communiste finissant, en 1987, et qui avait culminé à l'été 1989 avec la fuite de 350 000 d'entre eux vers la mère-patrie. La plupart sont revenus après la chute de Todor Jivkov, intervenue à la fin de la même année, après que les mesures de « bulgarisation » eurent été annulées.

Le Mouvement pour les droits et les libertés (MDL) qui les représente, constitue aujourd'hui un élément incontournable de toute majorité parlementaire. Même si de nouvelles tensions ne demandent qu'à resurgir, les relations turco-bulgares sont, pour l'instant, au beau fixe. On a pu le constater lors de la reconnaissance, quasi simultanée par les deux capitales, de la nouvelle République de Macédoine au début de l'année 1992.

Ce rapprochement entre ces trois Etats ne fait pas l'affaire de la Grèce qui voit déjà se profiler, derrière ce petit pays de 2,2 millions d'habitants, le spectre d'une grande Bulgarie qui viendrait un jour menacer sa Macédoine à elle. Ou encore la Thrace occidentale, revendiquée aussi périodiquement par Sofia depuis 1878, qui lui ouvrirait un précieux débouché sur la mer Egée et où vivent encore 120 000 musulmans (Turcs, Gitans et Bulgares islamisés). Mais il faudrait pour cela que les Turcs soient d'accord, ce qui est peu probable.

C'est avec l'Albanie que la Turquie se sent le plus à son aise. Même si l'on n'y compte plus aucun Turc, les musulmans sont toujours majoritaires. Après l'éclatement du conflit en Yougoslavie, les relations qui s'étaient développées dès la mort d'Enver Hoxha en 1985, se sont étendues au domaine militaire. Les craintes des « fils de l'Aigle », quant à une confrontation directe avec les Serbes au Kosovo, ont été reçues cinq sur cinq à Ankara. A tel point que Suleyman Demirel déclarait, en juin 1992, qu'en cas de conflit, « les Turcs seraient dans le même bateau que les Albanais ».

Mais ce sont, bien évidemment, les Musulmans de Bosnie qui mobilisent l'opinion turque. Comme dans l'ensemble du monde islamique, on dénonce les massacres dont ils sont l'objet ainsi que l'indécision de la

communauté mondiale à leur égard. Plusieurs déclarations, dans lesquelles il faut faire la part de la démagogie à usage interne, ont pu alimenter, en Europe, diverses spéculations, relayées avec force à Belgrade et à Athènes, sur « les menaces intégristes dans les Balkans » ou « le retour de l'empire ottoman ».

## VOLONTÉ DE CONCILIATION

Même si on réclame au Caire, à Téhéran et à Ankara, « des armes pour la Bosnie », on voit mal ces pays intervenir effectivement sur le théâtre des opérations ; le pays le plus à même de le faire, la Turquie, étant séparé de la Bosnie par la Bulgarie et la Serbie... De toute façon, on est parfaitement conscient à Ankara que toute initiative d'envergure (c'est-à-dire qui dépasserait l'envoi d'un contingent symbolique) mettrait le feu aux poudres dans toute la région.

Le rôle dévolu à la Turquie est cependant loin d'être négligeable, surtout dans le contexte d'une Europe tétanisée devant l'aggravation continue de la crise. Une conférence s'est ainsi tenue fin novembre 1992 à Istanbul en présence des représentants de dix pays (tous les Etats balkaniques, sauf la Grèce, la Serbie et le Monténégro, mais plus l'Autriche, l'Italie et la Hongrie). Un beau succès pour la diplomatie d'Ankara qui a pu ainsi marquer son souci de modération : la déclaration finale se bornait à soutenir la déclaration 787 de l'Onu sur le déploiement de Casques bleus aux frontières bosniaques. Ceci du fait de l'opposition de la Bulgarie et de la Roumanie à une intervention armée aux imprévisibles conséquences.

Cette volonté de conciliation s'est aussi exercée dans le Caucase, une autre terre de mission pour le modèle turc de développement. La situation qui règne dans ses vallées ressemble beaucoup à celle des Balkans : multi-

tude d'Etats, enchevêtrement des peuples, heurt des religions. Les Turcs sont naturellement proches de leurs frères de l'Azerbaïdjan ex-soviétique établis dans la région depuis le XIII<sup>e</sup> siècle, mais demeurés le plus souvent sous la domination persane, puis russe en 1806.

Ils parlent une langue très proche du turc d'Anatolie, mais professent un islam chiite, tout comme les autres Azerbaïdjanais qui vivent en Iran. Les relations politiques et commerciales se sont intensifiées dès 1988 au moment du conflit avec l'Arménie. Aujourd'hui, des vols hebdomadaires relient Bakou à Istanbul et Ankara, tandis que deux grands quotidiens turcs *Milliyet* et *Turcuman* sont imprimés en fac-similé dans la capitale de l'Azerbaïdjan.

## CONSTRUCTION DE GAZODUCS

Face à l'Arménie, les dirigeants turcs ont certes soutenu la république-sœur, mais se sont efforcés, dans le même temps, de jouer les intermédiaires entre les protagonistes, en concertation avec la Russie. Cette politique qui n'a malheureusement permis que de circonscrire le conflit, témoigne néanmoins d'un cours nouveau dans les relations turco-arméniennes trois quarts de siècle après les massacres de 1915. Il est vrai que les deux Etats y ont intérêt. La République d'Arménie ne peut accéder à la mer Noire ou à la Méditerranée que par le territoire de la Turquie, tandis que celle-ci est séparée de l'Azerbaïdjan par le territoire de l'Arménie.

35 000 tonnes de blé ont ainsi été livrées à Erevan depuis octobre, même si les pressions de Bakou qui a accusé, fin janvier, Ankara « de mener une politique anti-turque », ont empêché des fournitures d'électricité dont l'Arménie a un besoin urgent.

Comme si tout cela ne suffisait pas à occuper les journées de ses diplomates, voilà qu'Ankara tourne à présent ses regards vers les républiques turcophones du Turkménistan, de l'Ouzbékistan, de Kirghizie et du Kazakhstan (1). Soit un ensemble impressionnant de 3,8 millions de km<sup>2</sup> (7 fois la France), à cheval entre la Russie et l'Asie du sud (Iran, Afghanistan, Pakistan et Chine), mais peuplé seulement de 41 millions d'habitants. Une région qui avait déjà fait rêver les Jeunes-Turcs avant 1914. Les dirigeants de ces « Etats-frères » sont désormais invités chaque année à l'anniversaire de la fondation de la République turque. Diplomates et commerçants turcs apprennent rapidement à évoluer dans ce Far-East tandis que plusieurs milliers d'étudiants asiatiques étaient accueillis en Turquie en 1992.

Dès juin 1990, un accord de coopération était signé à Tachkent (Ouzbékistan) entre ces républiques et la Turquie, auxquelles s'étaient joints le Tadjikistan persanophone et l'Azerbaïdjan. Une autre réunion tenue en octobre dernier a, cependant, refusé le principe d'une union économique avec la Turquie, du fait notamment de l'opposition d'un Kazakhstan qui, avec ses ressources énergétiques considérables, se verrait bien en fédérateur des Etats de l'Asie centrale. Ceux-ci ont d'ailleurs décidé, le 4 janvier 1993, toujours à Tachkent, de constituer une sorte de marché commun et confirmé leur attachement à la zone rouble. La CEI, dont ces pays sont membres, accaparant toujours l'essentiel de leurs échanges économiques.

La Turquie a néanmoins accordé plusieurs prêts et signé divers contrats, notamment pour la réfection du réseau téléphonique régional ou la construction de

## UNE NOUVELLE COOPÉRATION

**Une zone de libre-échange rassemble depuis peu onze pays proches de la mer Noire. A l'initiative de la Turquie.**

La Communauté économique des pays de la mer Noire (CEN), lancée en décembre 1990 à l'initiative de la Turquie, est sans doute l'événement qui symbolise le mieux le recentrage de sa politique étrangère. L'acte officiel de fondation a été signé le 25 juin 1992 à Ankara en présence de la plupart des chefs d'Etat des onze pays participants : Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bulgarie, Georgie, Grèce, Moldavie, Roumanie, Russie, Ukraine et bien sûr Turquie.

Objectif assigné par le président Ozal : « Faciliter la transition vers l'économie de marché » de ces Etats dont seuls deux n'étaient pas communistes en 1989. Si tout se passe bien, une zone de libre-échange devrait être constituée et des accords de coopération signés pour développer, au meilleur coût, des projets d'infrastructure communs en matière d'énergie, de transport ou d'environnement.

Le Premier ministre turc, Suleyman Demirel a

pris soin de préciser que cette initiative « ne remettrait pas en cause les accords passés par les pays signataires avec la CEE et que, pour sa part, la Turquie considérerait la nouvelle organisation comme une entité étroitement liée à la CEE, l'une étant complémentaire de l'autre. (1) » Même si, par ailleurs, il avait vanté dans le *Wall Street Journal*, le 22 mars 1991, les avantages de cet accord « qui sera aussi très favorable aux USA, plus même que le traité passé avec le Mexique. »

Pour l'instant les investisseurs américains ne se bousculent pas, mais la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, dirigée par Jacques Attali, vient de débloquer un prêt de 21 milliards de francs à la CEN. Il faudra attendre encore pour juger de l'avenir de cette initiative dont le principal avantage jusqu'à présent est de constituer un lieu supplémentaire de discussion pour des pays en guerre ou menacés de l'être un jour (Arménie et Azerbaïdjan, Moldavie et Russie, Grèce et Turquie).

J.-C. L.

(1) *Standard de Sofia*, janvier 1993.

Une famille kurde dans l'est de la Turquie  
L'état d'urgence est maintenu dans dix provinces

gazoducs depuis le Turkmenistan (et peut-être le Kazakhstan) vers la Turquie. Les dirigeants d'Ankara attendent aussi beaucoup du satellite *Turksat* qui retransmettra, dès cette année, des programmes de la télévision turque à 100 millions de spectateurs d'Europe et d'Asie.

L'Iran entretient des projets similaires à destination des mêmes pays. Les deux rivaux participent d'ailleurs, en compagnie du Pakistan, de l'Afghanistan et des Etats d'Asie centrale, à une Organisation de coopération économique dont un sommet s'est tenu à Islamabad en novembre 1992. On les voit mal, en effet, réaliser leurs ambitieux projets sans un minimum de coopération...

## ACTIVISME DIPLOMATIQUE

Toute proportion gardée, la Turquie reproduit avec ces pays le schéma des échanges Nord-Sud. Elle cherche à exporter des biens de consommation et produits alimentaires (blé, sucre...) contre des matières premières telles que le pétrole, le gaz, les minerais ou le coton, principale richesse agricole de la région. A ceci près que la Turquie n'a certes pas les capacités financières requises pour assurer à elle seule le décollage économique de ces Etats sous-développés. Toute sa démarche consiste donc à trouver des partenaires en Europe ou en Amérique en s'instituant comme le courtier indispensable dans une région qui, outre son intérêt propre, peut constituer une précieuse tête de pont méridionale vers la Russie.

La Turquie n'a-t-elle pas vu trop grand ? Ne peut-on interpréter cet activisme diplomatique comme une fuite en avant, un dérivatif aux problèmes lancinants qui lui reste à résoudre, en premier lieu le problème kurde ? Or, de ce côté-là, les choses semblent empirer, dégénérant en une guerre civile imminente. Récemment l'armée turque a même dû intervenir en Irak pour contrer les guérilleros du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui y avaient trouvé refuge. Il faudra encore du temps pour que le projet pharaonique d'irrigation de la haute vallée de l'Euphrate fasse du Kurdistan une prolongation du Croissant fertile. Ce qui d'ailleurs n'ira pas sans tiraillement du côté de la Syrie ou de l'Irak inquiets de voir les eaux de leur fleuve contrôlées par le voisin du nord.

Nul doute en tout cas que la Turquie de Turgut Ozal a rompu avec soixante-dix années de repli sur l'Anatolie prônée par Mustapha Kemal pour tenter de faire enfin « la politique que lui dicte sa géographie », comme disait Napoléon. Un processus qui n'en est qu'à ses débuts.

**Catherine Lafon  
et Jean-Claude Lamoureux**

(1) Les Turcs ottomans, tout comme avant eux les Seljoukides, sont issus d'Asie centrale, mais se sont fortement différenciés au cours des siècles de leurs cousins, notamment sur le plan physique. Les Turkmènes (« vrais Turcs ») restent les plus proches des Anatoliens. Si tous parlent des langues du même groupe (turco-mongol), les dirigeants asiatiques doivent cependant recourir à des traductions russes lors des rencontres avec leurs homologues d'Ankara.



## LA DÉCHIRURE KURDE

**Le conflit qui oppose Ankara au Kurdistan turc ne cesse d'empoisonner la vie politique en Turquie.**

■ Une des raisons qui entravent l'intégration de la Turquie dans la CEE est évidemment la question des droits de l'homme, notamment au Kurdistan. Après la « nouvelle politique » annoncée par le président Turgut Ozal en pleine guerre du Golfe quant à la reconnaissance de la langue kurde, puis les déclarations de Suleyman Demirel après sa nomination comme Premier ministre en octobre 1991 sur l'abolition prochaine de la torture, force est de constater que les actes n'ont pas toujours suivi.

Certes, les articles de loi attentatoires à la liberté d'expression pacifique ont été abrogés et les prisonniers d'opinion élargis, tandis qu'aucun détenu ne se trouve sous le coup d'une condamnation à la peine capitale, aucune exécution judiciaire n'étant par ailleurs à déplorer depuis 1984.

Toutefois, l'état d'urgence est maintenu dans dix provinces du sud-est de la Turquie. Amnesty International déplore « au moins huit personnes mortes en garde en vue dans les sept premiers mois de 1992 et plus de cinquante cas d'homicides de villageois et de militants politiques dans lesquels la police est impliquée ». Le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), principale organisation de guérilla, annonce pour sa

part « l'entière destruction de cinq villes (Simak, Kulp, Cizre, Lice, Varto) suite aux bombardements et aux tirs de canon de l'armée ».

D'autre part, une centaine de Kurdes ont été victimes d'attentats perpétrés par des organisations islamistes, dont le Hezbollah. Parmi eux, treize journalistes et même des responsables du Parti populaire du travail (HEP) allié, en principe, du Parti de la juste voie de Suleyman Demirel. Plusieurs commentateurs font état de connivences entre le Hezbollah et les services spéciaux turcs, tandis que d'autres assurent que ses commandos s'entraînent en Iran.

De leur côté, les groupes du PKK ne font pas toujours le détail, exerçant des représailles sanglantes contre des individus ou des villages accusés d'avoir collaboré avec l'armée. Une cinquantaine de personnes auraient ainsi été assassinées, selon Amnesty. Suleyman Demirel dressait récemment le bilan suivant pour les derniers mois : « 121 policiers tués, 232 blessés, 87 civils tués, 219 guérilleros tués, dont 8 pris vivants ! ». Un an après son élection, le Premier ministre qui annonçait que « dans la nouvelle Turquie, les postes de police auront des murs de verre » assure seulement que « le terrorisme sera défait sans que les citoyens aient à en souffrir ». Ce qui reste à démontrer.

J.-C. L.

QUOTIDIEN ARMENIEN

VENDREDI, 19 FEVRIER 1993

## LA FRANCE ET LA TURQUIE «ONT FONDAMENTALEMENT INTERET A TRAVAILLER ENSEMBLE» DECLARE L'AMIRAL LANXADE

La France et la Turquie ont «fondamentalement intérêt à travailler ensemble» pour la sécurité des Balkans, du Caucase et du Proche-Orient dans une coopération de sécurité et de défense» qui est le «volet essentiel» de la coopération politique a déclaré à Istanbul le chef d'Etat-major français, l'amiral Jacques Lanxade en visite en Turquie pour cinq jours. Arrivé samedi à Kayseri pour une visite de deux jours en Capadoce, l'amiral Lanxade avait été officiellement accueilli dimanche à Ankara. Il terminait la partie officielle de sa visite mardi à Istanbul, où il était en visite touristique privée jusqu'à jeudi.

Après la visite «hautement satisfaisante» de M. Durieux, ministre du Commerce, en Turquie, c'était donc au tour d'un haut responsable militaire français d'affirmer la nécessité de collaborer avec la Turquie. Il y a une «véritable intention pour la France de développer ses relations en matière de défense avec la Turquie, membre associée de l'UEO et membre de l'OTAN qui a une place stratégique entre le Caucase, le Proche-Orient et les Balkans» a déclaré le maréchal Lanxade en soulignant le point de vue officiel présentant la Turquie comme un partenaire et un médiateur privilégié pour le règlement des différents conflits régionaux. Pour la «stabilité» de cette partie de l'Europe et aussi pour le développement des relations avec certains pays de l'ex-URSS, la France et la Turquie ont «fondamentalement

intérêt à travailler ensemble» a réaffirmé le chef d'état-major français, qui s'est déclaré «frappé par la qualité et la volonté des échanges» de la part de l'armée turque lors de ses entretiens avec son hôte et homologue le général Dogan Gures. Il s'est félicité notamment de la prise de commandement des forces onusiennes en Somalie par le général turc Cevik Bir. La France maintient 1 500 hommes en Somalie «et nous les plaçons avec confiance sous ses ordres».

Autre domaine de coopération, la présence française aux côtés des alliés turcs, américains et britanniques à Incirlik en Turquie pour faire respecter la zone d'exclusion de vol irakien dans le nord de l'Irak et porter secours aux Kurdes irakiens. Le maréchal Lanxade a rappelé que cette présence «avec l'accord de la Turquie» avait aussi pour but d'éviter le «risque» d'une répétition aux frontières de la Turquie de l'exode des Kurdes d'Irak d'avril 1990.

L'amiral Lanxade, qui s'est notamment entretenu avec le ministre de la Défense Nevzat Ayaz, a également été reçu par le Premier ministre Suleyman Demirel avec lequel il a fait un «tour d'horizon» de tous les problèmes régionaux autour de la Turquie. Il a en particulier évoqué l'action humanitaire en Bosnie où la France «qui peut être fière de ce qu'elle a fait» a «payé un lourd tribut avec 12 morts» en ex-Yougoslavie. Il a à cet égard fait part aux autorités turques de son «amertume à voir que ceux que nous aidons le plus tirent

sur nos soldats» en évoquant les deux soldats français tués par des tireurs bosniaques, ajoutant espérer que «nos amis turcs nous aideront à faire comprendre aux Bosniaques que ce n'est pas la solution».

Ces satisfécits adressés par un haut dignitaire militaire français à la Turquie que l'on semble apprécier pour ses qualités de neutralité dans les différents conflits régionaux aux Balkans, au Caucase et au Proche-Orient recevaient une curieuse résonance alors qu'un journal turc titrait à sa «une» mercredi, «j'ai descendu un Serbe sur le front». L'article du journal ultra-nationaliste et conservateur «Turkye» raconte les «exploits» du «journaliste» turc Yusuf Sancak qui aurait pris pour cible un soldat serbe alors qu'il était en reportage sur le front de Bosnie. Cet article a suscité une levée de boucliers dans la presse turque qui s'élève avec force contre le journal.

Sur le plan diplomatique, le président turc Turgut Ozal effectuait une tournée dans les Balkans qui l'a conduit à Sofia puis à Skopje, capitale de la Macédoine, le 18 février. Après l'échec relatif de la manifestation de soutien à la Bosnie à laquelle il avait appelé la semaine dernière à Ankara et qui n'avait guère mobilisé que l'extrême droite et les islamistes, M. Ozal tente de relancer le rôle de la Turquie dans les Balkans. Mais son voyage en Macédoine qui ne peut qu'inquiéter davantage la Grèce sur les intentions turques, ne constitue sans doute pas le meilleur témoignage de la neutralité de la Turquie.

# Ne pas oublier le Kurdistan

Par Jan Juma

● ● ● *Eviter une «yougoslavisation» du conflit entre Turcs et Kurdes. Pour Jan Juma, journaliste, il devient urgent de trouver une solution constructive et pacifique au problème kurde.*

Indo-européens à l'origine, occupant un territoire d'environ 550 000 km<sup>2</sup>, les Kurdes, descendants des Mèdes, constituent avec une population de 30 millions d'âmes, l'un des peuples les plus anciens du Moyen-Orient. Possédant certaines caractéristiques d'un Etat: un territoire délimité et une population linguistiquement unie, les Kurdes sont cependant dépourvus d'un gouvernement qui leur permettrait de concrétiser leur volonté d'unité. Aujourd'hui ils subissent les conséquences tragiques de cette situation. Les Kurdes qui sont victimes du premier partage du monde continuent de supporter les conséquences de la 1<sup>re</sup> Guerre Mondiale et de la division du Moyen-Orient.

En effet ils se trouvent divisés entre la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran. Le traité de Sèvres de 1920 prévoyait la création d'un Etat kurde et arménien mais il fut remplacé par le traité de Lausanne en 1923 qui annulait ces propositions. L'échec du traité de Sèvres est essentiellement l'œuvre de Mustafa Kemal qui sut s'opposer aux tentatives de faire entendre la voix kurde. Ayant raté cette occasion de créer leur Etat, les Kurdes ne cesseront de lutter tout au long du siècle pour la reconnaissance de leur identité culturelle et nationale bafouée.

## Echec et désespoir

Avec la mise en place de la guerre froide et de l'antagonisme entre superpuissances, le

sort des Kurdes ne s'est pas amélioré. Les Kurdes appartiendront simultanément aux deux blocs en raison de la division de leur territoire entre les quatre Etats précités. Ainsi la petite république kurde de Mahabad ne durera que de janvier 1946 à décembre 1946. Son président, Quazi Mohamed, sera pendu par les Iraniens sur la place publique avec tout son gouvernement. Utilisant l'antagonisme entre Iran et Irak, la résistance kurde se poursuivra dans ces deux pays mais en se limitant à revendiquer l'autonomie. Tour à tour manipulant et manipulé, voulant croire à une possible autonomie en dépit de l'aspiration des Kurdes à l'indépendance et l'unité, ces mouvements de libération ne connaîtront jamais de véritable victoire.

Face au refus de toute négociation que l'Etat turc manifeste de façon répétée, les Kurdes ont choisi de prendre les armes. Ne disposant pas d'autres moyens pour faire entendre raison à l'occupant. Le 15 août 1984 fut proclamée l'Armée de libération nationale du Kurdistan. Durant les dix ans qui ont suivi cette date, on a pu voir le remplacement progressif des institutions turques par des institutions proprement kurdes qui concurrencent les structures coloniales. C'est ainsi qu'aujourd'hui on assiste à une désintégration de l'autorité du gouvernement turc dans toutes les régions kurdes. Ceci signifie que les Kurdes ont décidé de prendre en main leur destin. Cela est



Des centaines d'enfants kurdes se morfondent dans de précaires camps d'accueil.

confirmé par les élections ayant eu lieu entre le 19 et le 21 décembre 1992, au cours desquelles plus de 100 000 personnes ont voté parmi la diaspora en Europe, sans compter les votants au Kurdistan même. Ces élections avaient pour but de constituer une assemblée nationale du Kurdistan.

## Grève de la faim

A un moment où la guerre fait rage, et pour éviter la «yougoslavisation» du conflit entre Turcs et Kurdes, 15 députés de cette Assemblée nationale du Kurdistan ont entamé le 25 janvier 1993 une grève de la faim à Bruxelles. Accompagnés par plus de 700 patriotes venus de toute l'Europe, ils souhaitent attirer l'attention des instances politiques et juridiques internationales afin que ces dernières prennent les mesures qui s'imposent à l'encontre du gouvernement turc. Toute pression pouvant amener ce dernier à la table des négociations serait bienvenue. Le gouvernement

suisse s'est proposé pour faire office de médiateur entre le P.K.K. et la Turquie mais le gouvernement turc a refusé l'offre.

Par conséquent si l'Europe et particulièrement la Turquie ne souhaitent pas assister à une «yougoslavisation» du conflit, notamment à travers l'embrasement de l'ensemble du territoire turc, il serait judicieux d'accepter la main tendue par les députés kurdes. L'effondrement du bloc soviétique nous a montré que des mouvements nationalistes existent toujours mais surtout que les frontières et le statu quo international sont loin d'être immuables. Ne faudrait-il pas reconsidérer le problème kurde à la lumière de ces événements. Des incidents entre Turcs et Kurdes se sont déjà produits, pour éviter la menace grandissante du chaos, il est d'autant plus urgent de trouver une solution constructive et pacifique au problème. Rien ne serait plus honorable pour les deux parties.

J.J.

LA LIBERTÉ • MERCREDI 24 FEVRIER 1993

**KURDISTAN TURC**

# La Suissesse Barbara Kistler a été tuée lors d'un combat

**Cette Suissesse avait défrayé la chronique, il y a deux ans, en étant arrêtée par la police turque au cours d'une rafle dans la ville d'Istanbul.**

**L**a Suissesse Barbara Kistler a été tuée au cours d'un combat opposant l'armée turque à des Kurdes. Cette sympathisante communiste de 38 ans est morte il y a une dizaine de jours près de Tunceli, dans le Kurdistan turc. Son frère a confirmé la nouvelle diffusée par le quotidien zurichois «DAZ». On ignore combien d'autres personnes ont perdu la vie au cours de la bataille. La localité de Tunceli, appelée Dersin en kurde, se trouve à environ 180 kilomètres au nord du chef-lieu de province Diyarbakir. Cette région montagneuse a été le théâtre de nombreux affrontements entre les forces armées turques et le Parti des travailleurs du Kurdistan durant ces derniers mois.

Un tribunal d'Istanbul avait condamné Barbara Kistler par défaut à trois ans et neuf mois de prison en février 1992. La Suissesse avait été accusée de soutenir l'organisation secrète TIKKO, aile militante du parti de gauche interdit TKP/ML. Ce mouvement est plus actif que le Parti des travailleurs du Kurdistan. Barbara Kistler, de Pfäeffikon (ZH), avait été arrêtée le 19 mai 1991 au cours d'une rafle de la police turque à Istanbul. Les agents avaient pris d'assaut un local de TIKKO, tuant une femme et un homme.

**TORTURÉE**

Barbara Kistler avait fait une grève de la faim de 13 jours en novembre 1991 pour protester contre ses conditions de détention à Istanbul. Elle avait accusé les autorités turques de l'avoir torturée pendant deux semaines. Sa détention préventive de sept mois avait pris fin en décembre 1991.

L'ouverture de son procès à la mi-août 1991 à Istanbul avait été précédée d'une controverse entre ses avocats suisses et les autorités helvétiques. Les hommes de loi et la mère de Barbara Kistler affirmaient que la militante avait reçu des électrochocs et des coups derrière la tête en prison. Le vice-consul suisse avait en revanche expliqué que Barbara Kistler, qui ve-

nait de passer dix jours derrière les barreaux, lui avait déclaré qu'elle n'avait pas été torturée.

L'avocat suisse Marcel Bosonnet avait, d'autre part, accusé le Ministère public de la Confédération d'avoir fourni du matériel compromettant à la Turquie. Le Ministère avait réfuté cette accusation, expliquant qu'il s'était contenté de contrôler si le matériel de guerre saisi lors de l'arrestation de la Zurichoise provenait de Suisse et si celle-ci avait violé des lois helvétiques. Il avait toutefois précisé au printemps 1991 qu'il enquêtait sur Barbara Kistler, soupçonnée de posséder des explosifs à des fins criminelles.

**20 ANS DE COMMUNISME**

Barbara Kistler a milité dans des groupes communistes pendant plus de 20 ans, ont communiqué hier ses amis.

Elle a d'abord été membre d'un groupe d'apprentis révolutionnaires, puis de différents mouvements qui lui ont permis d'entrer en contact avec des révolutionnaires de Turquie.

La Zurichoise a également consacré beaucoup de temps à la défense des prisonniers politiques en Europe occidentale, notamment des membres de la Fraction armée rouge. Elle a rendu visite à l'un de ces derniers, Rolf Clemens Wagner, pendant de nombreuses années avant de décider de poursuivre son combat dans le Kurdistan turc.

Des officiels turcs ont indiqué hier qu'il n'y a pas eu de combats dans la province du sud-est de Tunceli depuis une dizaine de jours. Urs Breiter, de l'ambassade suisse, n'a pas non plus confirmé le décès de Barbara Kistler. AP



**Dans le Kurdistan, l'armée turque patrouille pour démontrer sa force.** Keystone

DROITS DES ÉTRANGERS

# Une lettre ouverte du collectif des libertés

Les décisions prises par l'administration française envers plusieurs étrangers résidant dans la Vienne sont « inacceptables » pour le collectif poitevin de défense des libertés. Il dénonce les mesures qui frappent trois Kurdes et deux Africains dans une lettre ouverte adressée cette semaine au ministre de l'Intérieur et au préfet.

Le collectif juge « déplorable » le sort réservé à Nyhat Kacmen et Ismet Yesilkaya, Kurdes assignés à résidence à Poitiers sur décision du ministre de l'Intérieur depuis octobre dernier. « Après avoir renoncé à les renvoyer en Turquie, reconnaissant par là même le caractère dangereux d'une telle mesure, l'administration les a placés dans une situation sans issue et psychologiquement inhumaine, loin de leur famille, sans régularisation administrative, sans droit au travail et dans des conditions d'hébergement », estim-

ment les signataires de la lettre ouverte.

La situation de Nyazi Ozturk, autre Kurde dont plusieurs proches ont obtenu récemment le statut de réfugiés ne leur paraît guère plus enviable. Hyazi Ozturk a fait l'objet d'une décision de reconduite à la frontière en septembre 1992. Arrêté annulé par le tribunal administratif trois jours plus tard. « Au motif que la reconduite dans son pays d'origine comportait des risques sérieux pour sa liberté et sa sécurité », souligne le collectif : « Malgré cela, le ministère de l'Intérieur semble s'acharner à lui faire courir tous ces risques puisqu'il a demandé à M. le Préfet de faire appel au conseil d'Etat pour faire annuler la décision des magistrats poitevins. »

Les auteurs de la lettre s'élèvent enfin contre « les situations incompréhensibles faites à Poitiers et à Châtelleraut à plusieurs ressortissants

La Nouvelle République du Centre - 22 février 1993

étrangers, conjoints ou ascendants de citoyens français ». Ils citent le cas d'un étudiant zairois marié à une Française, Kapela Kunsende, et d'une Guinéenne mère d'un enfant possédant la citoyenneté française, Fatou Sylla, qui risquent de ne pas obtenir de titre de séjour parce qu'ils sont entrés en France sans visa.

« La France a ratifié la convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme qui stipule en son article 8 : " Toute personne a droit au respect de sa vie privée, familiale, de son domicile. " Comment l'administration française chargée du droit au séjour compte-t-elle appliquer cette résolution désormais ? » demande le collectif. « Nous soulignons qu'une politique plus saine et plus ferme du gouvernement français auprès du gouvernement turc serait plus à même d'arrêter l'afflux des réfugiés kurdes et turcs en France et en Allemagne. »

« La loi française donne aussi la possibilité au préfet de régulariser, pour raisons humanitaires, certaines situa-

tions dramatiques exceptionnelles. Plutôt que de flatter une partie de l'opinion publique favorable aux exclusions par des arguties juridiques, ne serait-il pas plus honorable de résoudre ces situations qui relèvent désormais d'une action humanitaire ? Sinon le gouvernement français entend-il réserver le développement et la médiatisation de cette action humanitaire uniquement à l'extérieur de nos frontières ? »

« En tout état de cause et dans l'attente de solutions satisfaisantes, nous nous déclarons prêts à soutenir par tous les moyens les personnes se trouvant dans des situations devenues aussi insensées. »

Le collectif a recueilli les signatures du M.R.A.P., du Toit du Monde, de la section de Châtelleraut de la ligue des droits de l'Homme, de Vie Nouvelle, du manifeste contre le Front national, de la C.I.M.A.D.E., des Citoyens du Monde, de l'U.N.E.F., de Police et Société, du S.N.U.I.P.P. (syndicats d'enseignants), de la C.F.D.T., d'Emmaüs Poitiers et du Mouvement pour une alternative non violente.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, FEBRUARY 25, 1993

# Iraqis Aimed Guns At UN Inspectors, Officials Report

The Associated Press

UNITED NATIONS, New York — A United Nations official told the Security Council on Wednesday that Iraq had aimed anti-aircraft guns at a UN helicopter on a weapons inspection flight and twice threatened to shoot it down.

The incident on Monday was the first major problem between the Iraqi government and UN weapons inspectors since the Clinton administration took office and since President Saddam Hussein called for improved relations with the United States and the United Nations.

Rolf Ekeus, head of the UN Special Commission in charge of Iraqi weapons inspections, informed the Security Council of what he called Iraqi harassment, obstruction and a violation of its cease-fire obligations.

"An Iraqi escort helicopter said their plane would be shot down if it flew over the site and our crew also observed that anti-aircraft guns were trained at their helicopter and were tracking it," Mr. Ekeus said after his closed briefing to the council.

He said that the president of the Security Council, Ahmed Snoussi of Morocco, was to summon the chief Iraqi delegate, Nizar Ham-

doon, and demand guarantees that UN flights would not be obstructed or threatened.

There was no immediate reaction from Iraqi diplomats.

But Mr. Ekeus said that after the incident Iraqi officials had denied it was a threat and had called the warning "standard military practice."

He called the case "extremely serious" and a violation of Iraq's obligations under the UN cease-fire and related resolutions, which give full freedom to UN inspectors and aircraft.

He also said he did not detect any greater cooperation from the Iraqi side than in the past.

Mr. Ekeus said that the incident "is part of Iraq's overall strategy, its salami tactics, to systematically narrow the scope of our operations and search."

## An Unusual Search

Michael R. Gordon of The New York Times reported earlier from Washington:

Diplomatic officials said the confrontation occurred as inspectors began an unusual and complex search for Scud missiles and related equipment.

The CIA believed that Iraq was hiding perhaps 200 Scuds, but the inspectors have not found any.

On Monday, some inspectors searched on the ground while a U-2 spy plane flew overhead.

A pair of UN helicopters joined in the inspection, taking photographs to chronicle any suspicious activity by Iraqis.

As the two helicopters flew toward the area, the crews saw that Iraqi forces had trained anti-aircraft guns on them.

Underscoring the threat, an Iraqi official also warned the inspectors against continuing, officials said.

The helicopters left the area, then returned to complete their

search.

But the delay may have given the Iraqis time to remove matériel from the area.

"When you are looking for something that is highly mobile, a delay is not helpful," a diplomat said.

Western officials said the UN commission planned to evaluate data from the U-2 flight to determine if the Iraqis moved equipment away while the helicopters were gone.

Even if it turns out that no equipment was moved, the Iraqi action was seen as jeopardizing the UN plan to carry out weapons inspections anywhere it deems necessary.

## IRAK : en mission d'inspection des armes balistiques

# Des experts des Nations unies ont eu « certains problèmes »

Deux missions de l'ONU qui opéraient conjointement lundi 22 février en Irak ont eu « certains problèmes » avec les autorités irakiennes, mais ont pu accomplir leur travail, a déclaré mardi à Bahreïn le chef de l'une de ces missions, M. Nikita Smidowitch. Il n'a cependant pas précisé quelle était la nature de ces « problèmes ».

L'expert de nationalité russe a rappelé que de manière générale les inspecteurs de l'ONU n'avaient pas toujours un accès immédiat aux sites d'inspection et qu'ils étaient victimes de harcèlement, comme des coups de téléphone anonymes ou des billets de menaces glissés dans leurs chambres d'hôtel.

« Nous avons pu néanmoins effectuer notre inspection », a-t-il ajouté, précisant que les membres des deux équipes étaient à la recherche d'« équipements en relation avec les

missiles » balistiques. Mais, il a refusé d'en dire plus, affirmant qu'il devait « faire part des conclusions à la commission spéciale de l'ONU » chargée de superviser le désarmement de l'Irak.

Par ailleurs, sans que « cela signifie nécessairement un changement de politique à l'égard de l'Irak », l'Égypte a décidé d'envoyer un diplomate à Bagdad, pour renforcer le service des intérêts égyptiens à l'ambassade de l'Inde, actuellement tenu par deux fonctionnaires sans statut diplomatique. Bagdad, qui avait pris l'initiative, en février 1991, de rompre ses relations diplomatiques avec le Caïre, a « favorablement » accueilli la décision égyptienne et décidé, « par mesure de réciprocité », d'envoyer un diplomate au Caïre pour veiller aux intérêts irakiens. — (AFP.)

Le Monde • Jeudi 25 février 1993

LE COURRIER SAVOYARD - 26 FÉVRIER 1993

# Le problème des réfugiés

Les huit Kurdes installés en Haute-Savoie sont à nouveau en situation illégale et la situation ne semble pas s'améliorer en Turquie où ils refusent de retourner.

**D**ix-sept ressortissants turcs, dont quinze Kurdes, avaient fait une grève de la faim à l'automne dernier à Thonon, préférant mourir de faim en France plutôt que d'être expulsés en Turquie (\*).

Forts d'un comité de soutien regroupant des organisations et associations de tout bord (chrétiens, syndicalistes, politiques...) et d'une mobilisation importante (trois mille signatures avaient été recueillies pour une pétition qui avait circulé notamment dans les paroisses et lors du synode de La Roche-sur-Foron), les dix-sept requérants du droit d'asile avaient mis fin à leur action le 14 octobre dernier suite aux engagements pris par la préfecture de Haute-Savoie.

Celle-ci promettait de délivrer aux dix-sept requérants du statut de réfugiés (déboutés par l'Office français pour les réfugiés et apatrides ainsi que par la commission de recours) une autorisation provisoire de séjour de trois mois assortie d'une autorisation de travail, promettait la réunion rapide d'une commission administrative exceptionnelle pour examiner les dix-sept dossiers en Haute-Savoie.

## PAROLE NON TENUE

Depuis, les neuf réfugiés installés en Savoie, Isère et Vaucluse ont regagné leur département respectif.

La commission exceptionnelle s'est réunie pour la première fois à Thonon le 8 janvier dernier, soit une semaine avant l'expiration des autorisations accordées.

Depuis le 15 janvier ces

hommes sont en situation illégale sur le territoire français.

Contrairement aux engagements pris à l'automne dernier, la commission a pour mission de n'étudier que les dossiers des huit Kurdes de Haute-Savoie.

Le préfet aurait averti ses collègues des autres départements qu'ils auraient à traiter eux-mêmes les dossiers des neuf autres.

Lors d'une récente conférence de presse, les membres du comité de soutien ont évoqué "le parjure de l'administration" et critiqué la composition et le fonctionnement de la commission.

Siégeait en effet, outre deux représentants de la sous-préfecture de l'arrondissement de Thonon et un délégué du service des étrangers de la préfecture, un représentant parisien de l'OFRA, alors que cette structure avait déjà rejeté les demandes émanant de ces huit mêmes personnes en n'en ayant entendu que trois.

Les requérants ont dû se présenter seuls ou avec un interprète, sans l'assistance de leur avocat ni d'un membre du comité de soutien, des représentants de ce dernier ayant pu rencontrer la commission avant les audiences à huis clos.

Quatre Kurdes ont déjà reçu un rejet de cette commission exceptionnelle et n'ont donc plus aucune autorisation de résider légalement en France.

Reste qu'il est humainement "difficile" de renvoyer en Turquie des personnes qui risquent d'y être arrêtées et emprisonnées, voire torturées ou tuées.

## L'ENGAGEMENT DE L'ÉGLISE

Le conseil pontifical pour la pastorale des migrants a publié à l'automne dernier un document stipulant que "personne ne doit être envoyé dans un pays où il craint des actions discriminatoires ou de graves atteintes à son intégrité physique."

Le préfet peut accorder des autorisations de séjour et de travail à des personnes qui se sont vues refuser le statut de réfugié si leur existence est en danger en cas de retour dans leur pays d'origine. Cela à titre exceptionnel et pour des raisons humanitaires.

C'est ce qui a été fait à l'automne dernier. Or la situation des Kurdes en Turquie ne semble pas s'améliorer : 750 Kurdes observeraient en ce moment une grève de la faim à Bruxelles, demandant à l'opinion publique internationale de faire pression sur l'Etat d'Ankara pour qu'il règle pacifiquement le problème kurde, réclament l'envoi par le Parlement européen et les parlements nationaux, d'une commission d'enquête sur le terrain.

Le compte-rendu de la Fédération internationale des Ligues des Droits de l'Homme, suite à une mission d'enquête en Turquie en septembre dernier, est accablant, mentionnant notamment un génocide en préparation.

"Les réfugiés sont une plaie honteuse de notre époque", dit Jean-Paul II. Elle est en tous cas difficile à cicatriser.

Isabelle Jeannin

(1) Voir Le Courrier Savoyard des 9 et 16 octobre 1992.

## La tribune de Médecins du monde

## Bienvenue au Kurdistan

Le choc est intense pour qui, comme moi, s'achemine pour la huitième fois au nord de l'Irak ; il provient d'un simple panneau, découvert peu après avoir quitté la Turquie : "Bienvenue au Kurdistan" ! Car il faut savoir que ce dernier n'est pour ainsi dire pas reconnu, qu'il existe à peine au plan politique, en dépit des vingt-cinq millions d'habitants qui y vivent dans un territoire montagneux grand comme la France.

Aussi, de l'autre côté de la frontière, dans cette région de Turquie que nous venons de quitter, les Kurdes, pourtant au nombre de quinze millions ne peuvent pas être appelés par leur nom ; on les évoque par une périphrase, "les Turcs des montagnes". Là, ils viennent d'acquiescer l'autorisation

de parler leur langue, mais seulement en famille, dans le secret de leurs habitations...

Cependant, ce panneau en Irak, est bien là devant nous, comme la conséquence évidente, non de la clairvoyance des hommes, mais de la déconfiture d'un gouvernement. De fait, ce Kurdistan-là existe bien, prend appui sur un parlement librement et démocratiquement élu, où les représentants de Djélal Talabani et de Massoud Barzani siègent presque à égalité. Nous sommes tour à tour reçus chez les uns et chez les autres ; après nous être déchaussés, et assis en tailleur, nous entamons, une tasse de thé à la main, d'interminables conversations ponctuées d'éclats de rire. Tout à l'heure des routes maintenant enneigées et encore plus



impraticables, nous emmèneront à destination, vers ces deux hôpitaux de Ranya et d'Azadi où nous travaillons depuis longtemps déjà.

Un bac improvisé remplacera, pour franchir le fleuve, le pont détruit par la dernière guerre ; encore une fois nous retrouverons ces Kurdes Irakiens et Iraniens, compagnons de travail et de veillées, que nous avons appris à connaître et à aimer. Malgré les intempéries hivernales, les difficultés de com-

munication, les rigueurs du blocus qui raréfie et renchérit tous les produits de base, en dépit des incertitudes politiques, un espoir est né ; puisse-t-il persister davantage que précédemment : longue vie à cet îlot de Kurdistan où brille aujourd'hui la flamme ô combien fragile et vacillante de la démocratie et de la paix.

**Dr Bernard Granjon,**  
vice-président Médecins  
du Monde, responsable  
Délégation Régionale  
PACA

*Silence* - Février 1993

#### SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE KURDE

Le peuple Kurde, 25 millions de personnes, réclame le respect des engagements pris en 1920 par la Société des Nations de créer un état kurde. Actuellement, les Kurdes vivent sous le joug des dictatures turque, syrienne, irakienne et iranienne sans que plus personne ne parle d'un état indépendant. Pire, en fournissant des armes à la Turquie, les pays occidentaux aident aux destructions des régions kurdes. Alors que

les morts s'accumulent, les médias occidentaux sont silencieux comme ils sont silencieux sur les ventes d'armes (vente de canons et tourelles par la France en septembre 92 pour 600 millions de francs, vente d'hélicoptères de combat par les USA pour 4,1 milliards de francs en octobre 92...). Pour aider à la circulation de cette information cachée, un comité s'est mis en place Association de solidarité avec le peuple kurde, 4 A rue, du Tourne bride, 27200 Verdon, tél : 32 21 09 74.



Les Kurdes du nord de l'Irak ont reconstruit 10000 maisons avec l'aide de Caritas.

# Tant que Saddam vivra...

Les Kurdes du nord de l'Irak s'apprêtent à fuir de nouveau

**DEUX ANS APRÈS LA GUERRE DU GOLFE, SADDAM HUSSEIN S'ACCROCHE AU POUVOIR. SANS RIVAL, IL POURSUIT IMPUNÉMENT SA GUERRE CONTRE LES POPULATIONS CHIITES AU SUD DE SON PAYS. AU NORD, IL TIENT ENTRE SES MAINS LE SORT DES TROIS MILLIONS DE KURDES INSTALLÉS DANS LA ZONE DE SÉCURITÉ SOUS PROTECTION DE L'ONU. UNE «SÉCURITÉ» TOUTE RELATIVE.**



Voir renaître l'espoir. Mais l'ombre de Saddam Hussein plane sur leur destin. L'Occident «protège» et le dictateur et ses victimes: où est la cohérence?

Outre vivres et vêtements, la population kurde a reçu 7600 moutons envoyés de Turquie sous bonne garde!



**I**l règne une très grande nervosité sur tout le territoire kurde», témoigne Eberhard Walde, chef de la délégation envoyée par Caritas Suisse au Kurdistan irakien, pour y coordonner et superviser la distribution de l'aide financée par un consortium d'organisations humanitaires. «Dans les villes, les gens craignent de nouveaux bombardements et ceux qui le peuvent ont déjà envoyé femme et enfants en Turquie.»  
Après l'espoir, c'est la résignation. Personne ne croit aux toutes récentes promesses de paix de Saddam Hussein. En l'espace de quatre ans (1988-91), ses troupes ont rayé de la carte quelque 4000 villages kurdes, massacré, torturé et déporté



**Face aux rigueurs hivernales et faute de kérosène, la population déboise les dernières forêts pour se chauffer.**

des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants. En novembre 1991, à peine remis de sa défaite dans la guerre du Golfe, le tyran de Bagdad décrétait l'embargo contre les trois millions de Kurdes vivant au nord de l'Irak sous la protection de l'ONU, afin de les affamer à l'approche de l'hiver.

Un an après, la situation dans le Kurdistan irakien n'a pas changé. L'incertitude de l'avenir s'accompagne d'une grave pénurie. Le kérosène, indispensable au chauffage des maisons, coûte 10 dinars le litre, alors qu'en Irak on en achè-

te 220 litres pour 12 dinars. Une affaire en or pour les contrebandiers! Même chose pour les bouteilles de gaz, indispensables pour cuire les aliments: elles se vendent à 300 dollars la pièce, soit l'équivalent d'un salaire mensuel moyen. Le prix de la même bouteille achetée en Irak? Un dinar...

«*Sur les marchés, les aliments de base comme le riz, le sucre et la farine manquent, ou alors ne sont disponibles qu'à des prix exorbitants*», ajoute Eberhard Walde. Un exemple: le sac de 20 kg de blé se négocie entre 150 et 300 dinars.

**«L'insécurité qui sévit actuellement au Kurdistan irakien menace tout espoir de développement durable.»** (Eberhard Walde)

## **Les organisations humanitaires dans le collimateur**

Dès le départ, l'aide au nord de l'Irak s'est déployée dans un contexte conflictuel, marqué par les combats entre l'armée irakienne et les partisans kurdes. Mais le personnel des Nations Unies et des œuvres d'entraide actives sur le terrain était épargné. Or, depuis quelques mois, les coopérants étrangers sont la cible d'attentats, de menaces et de tentatives d'intimidation. Début janvier, un Australien était abattu et on ne compte plus le nombre de véhicules sabotés: «Un de nos propres camions a sauté vers la mi-décembre», précise Eberhard Walde. De sorte que les délégués de Caritas doivent travailler sous la protection des «peshmergas» (combattants kurdes).

On suppose que les instigateurs de ces actes de violence se trouvent à Bagdad. Mais la rumeur parle aussi d'agents secrets iraniens ou de militants du PKK. Une chose est sûre: les agresseurs, quels qu'ils soient, ont tout intérêt à affaiblir la capacité d'action des organisations humanitaires.

## L'humanitaire demeure tributaire de la politique

Comme si le blocus irakien ne-suffisait pas, la Turquie a bouclé sa frontière à plusieurs reprises l'an passé, entravant ainsi l'acheminement des secours nécessaires pour pallier à la pénurie. La situation s'est encore compliquée en octobre, lorsque l'armée turque a lancé une vaste offensive contre les maquisards du PKK (Parti des travailleurs kurdes de Turquie), retranchés dans les montagnes du nord de l'Irak. Les Kurdes irakiens ont alors prêté main forte aux soldats d'Ankara. Avaient-ils le choix? La Turquie est leur seule voie de ravitaillement. Quoi qu'il en soit, le PKK multiplie depuis lors les menaces à l'encontre des transports d'aide humanitaire qui empruntent le couloir de Zakho.

*«Tout cela a retardé les livraisons et nous n'avons pas pu entièrement réaliser notre programme selon les plans»,* déclare le délégué de Caritas Suisse. D'autant que la neige tombée fin décembre a considérablement ralenti les convois.

Autre obstacle au bon déroulement des opérations de secours, la corruption, florissante dans le climat de dénuement qui prévaut au Kurdistan irakien. *«Mais nous avons renforcé nos contrôles et les pertes sont insignifiantes»,* affirme Eberhard Walde. *«Seuls un camion et une douzaine de sacs de farine ont disparu dans la nature.»*

Le programme d'hiver est maintenant pratiquement achevé. L'approvisionnement n'est pas garanti sur l'ensemble du territoire kurde, mais on a une fois de plus évité la catastrophe. Il y a disette, surtout dans les vallées isolées, mais pas famine. *«Nous envisageons de reprendre les travaux de reconstruction des villages au printemps, si toutefois les conditions le permettent. Pour l'heure, l'insécurité qui sévit au Kurdistan irakien menace tout espoir de développement durable, car beaucoup de gens ne croient plus pouvoir refaire leur vie dans la région.»*

A quoi bon reconstruire les maisons, se demandent les Kurdes; tant que Saddam vivra, il pourra les détruire à nouveau. ■

Pierre Anceaux

## 27 millions de francs

Caritas Suisse coordonne depuis un an et demi une vaste opération de sauvetage des populations kurdes au nord de l'Irak. Initié en septembre 1991, ce programme a permis à 300 000 personnes de survivre à l'hiver 91/92. Cette année, 160 000 Kurdes ont bénéficié de cette aide d'urgence.

Outre des vivres, Caritas a livré des tentes, des couvertures, des chaussures (230 000 paires), des fourneaux et 500 000 litres de kérosène. Elle a également fourni des outils et matériaux de construction (pelles, pioches, poutres, portes, etc.) pour bâtir à ce jour 10 000 maisons dans 130 villages, ainsi qu'une dizaine de dispensaires et un hôpital, pour réparer ou construire 150 écoles et pour entreprendre d'autres travaux d'infrastructure, notamment en vue d'assurer l'approvisionnement en eau potable de la population rurale. De plus, 80 km de route ont été remis en état et un pont reconstruit. Enfin, 7 600 moutons et 1 700 tonnes de semences d'automne ont été distribués aux paysans kurdes.

Le coût: 27 millions de francs, dont 7,5 millions avancés par la Chaîne du bonheur. Le programme est financé par un consortium d'organisations caritatives, qui regroupe dix Caritas européennes, ainsi que la Caritas australienne. Les gouvernements allemand et hollandais, ainsi que la Communauté européenne ont également contribué à cette opération d'urgence, de même que les forces alliées basées à Zakho. En décembre 1991, les hélicoptères américains ont effectué 118 vols pour transporter 113 tonnes d'aliments ainsi que des vêtements et des couvertures dans 108 villages inaccessibles par la route. Cette année, ils ont mis 1 200 tonnes d'aliments à disposition. La distribution de l'aide se fait à travers la «Kurdistan Reconstruction Organization», partenaire local de Caritas.

La Chaîne du bonheur disposant encore de 5 millions de francs sur le compte Kurdistan, Caritas prévoit de poursuivre l'aide à la reconstruction et de relancer la production agricole dès ce printemps, en vue de réduire la dépendance de l'aide extérieure. A moins que Saddam Hussein n'en décide autrement.



Ahmad a 14 ans. Construire, c'est bien. Mais il aimerait retourner à l'école.

Photos Caritas Suisse

## KURDISTAN

# Le PKK avertit qu'il s'attaquera à des sites touristiques en Turquie

**Le Parti communiste kurde affirme qu'il n'a pas d'autres solutions que de s'attaquer au tourisme. Par ailleurs, il retire sa responsabilité en cas d'éventuels morts étrangers.**

**M**ardi 23 février à 12 heures 57, le fax de la rédaction livre un message de la section suisse du comité du Kurdistan, organe de propagande du Parti communiste kurde (PKK). Ce message n'était pourtant pas de la même veine que les précédents, qui eux dénonçaient les activités de l'armée turque en guerre contre le peuple kurde de Turquie. Destinée «à la presse et à l'opinion publique», cette missive titrait que le PKK a pris la décision de «commencer des actions sur le plan touristique». Une initiative qui n'a pourtant rien à voir avec la construction de villages de vacances dans la région nord de Turquie, le Kurdistan. Le PKK annonce, bien au contraire, qu'il «va utiliser tous ses moyens afin de viser les cibles économiques de la Turquie. Notamment le tourisme, qui est une source de financement importante de la guerre spéciale menée contre notre peuple». Les lieux désignés comme cible par ce parti sont les centres touristiques, les hôtels et les plages de l'Égée, de la Méditerranée, du Marmara et du Kurdistan. Et tant pis pour les touristes, semble annoncer le Parti communiste: «Par conséquent, la vie de toutes les personnes qui se rendront en Turquie sera en danger.» Et encore: «Le PKK ne sera pas responsable des personnes qui pourraient perdre la vie au cours d'attaques à la bombe ou d'actions destructives.»

Le PKK justifie sa décision par le refus de la part de l'Etat turc des propositions de cessez-le-feu et des solutions politiques faites par différents Etats et institutions européennes. Le Parti communiste kurde estime que l'Etat turc a donc choisi la voie militaire. Ainsi, le PKK se donne le droit légitime de se défendre contre «l'Etat colonialiste turc qui (...) n'a donné que souffrance, torture, oppression et misère à son peuple (...) et met le peuple kurde, qui s'approche pour la première fois de son histoire aussi près de la liberté, face à un anéantissement total». Il est difficile aujourd'hui de savoir si ces menaces seront mises à exécution, ou si elles ne font que partie d'une propagande révolutionnaire d'un parti de mouvance marxiste. Du côté des agences de voyages qui proposent la Turquie comme destination –

nous en avons contacté quatre à Genève – ainsi que chez Turkish Airlines, personne n'affirme être au courant des volontés destructives du PKK.

Même son de cloche à la Fédération suisse des agences de voyages, qui relative pourtant, par la bouche de son attaché de presse Urs Bauer, la portée d'un tel message. «Ce genre de menace pour la Turquie n'est pas nouveau», explique-t-il. «Pourtant, aucun touriste n'a été jusqu'à aujourd'hui mis en danger. J'espère pourtant que ce n'est que de la propagande pour attirer l'attention sur le problème kurde.» Cette fédération n'a pas l'intention de conseiller à ses membres de cesser les programmes à destination de la Turquie. Selon Urs Bauer, ils interviennent lorsque le Département fédéral des affaires étrangères les informe d'un danger. Et quant aux objectifs du PKK, il ne croit pas qu'ils seraient atteints de cette façon... DENIS INKEI

## COMMENTAIRE

PAR PATRICE MUGNY

## Rien ne peut le justifier! Rien!

**L'**oppression physique, culturelle et psychique subie par le peuple kurde aujourd'hui comme par le passé est largement reconnue. Sa résistance est parfaitement légitime.

A notre connaissance, le PKK (Parti communiste kurde) semble pouvoir justifier d'une véritable représentativité. Même si les termes et le ton des propos des militants du PKK rappellent trop souvent la rhétorique du petit père des peuples, il était souvent admis par les milieux de défense des droits de l'homme et des peuples que le PKK demeurerait un interlocuteur fréquentable.

Avec la déclaration dont nous nous faisons l'écho aujourd'hui, ce parti vient de franchir une barrière et de se couper d'une large frange – nous espérons de l'ensemble – des milieux qui lui étaient favorables.

*Il y a en effet des paliers à ne pas franchir. Le terrorisme qui s'attaque à des cibles humaines précises et clairement identifiées comme composantes de l'oppression peut déjà présenter des cas de conscience ardu. Se pose toujours la question de savoir à partir de quel moment l'oppression est suffisamment intolérable pour justifier la légitime violence. Même l'Eglise catholique admet qu'à partir d'un certain niveau, lorsque la dignité humaine est véritablement bafouée et que tous les autres moyens de résistance ont échoué, il devient admissible de réagir par une violence proportionnée. La légitime violence s'apparente en fait à la légitime défense. Mais lorsque l'on verse dans le terrorisme aveugle, c'en est fini. Rien, absolument rien ne peut en aucune manière justifier la mort infligée volontairement à des innocents. Et, en décidant de mener des actions violentes contre ou dans des lieux touristiques, le PKK programme la mort d'innocents. Et que l'on ne vienne pas nous déclamer le couplet selon lequel personne n'est innocent. Si l'on peut regretter le manque de conscience et de lucidité de nombre d'êtres humains, on ne peut tout de même pas déclarer péremptoirement que tous les touristes – dont certainement de nombreux enfants – qui se rendront l'été prochain en Turquie sont complices du régime en place.*

En lançant cette menace, le PKK a perdu la crédibilité dont il a pourtant le plus grand besoin. Idem pour la section suisse du «Comité du Kurdistan», qui défend les intérêts du PKK dans notre pays et qui a son siège à Genève.

Seule une volte-face sans réserves pourrait modifier cette situation.

## Laglösheten växer i turkiska Kurdistan

# "Åt helvete med de mänskliga rättigheterna"

Den 19 november 1992 skrek flera tusen poliser på Istanbuls gator: "Åt helvete med de mänskliga rättigheterna!" under ett begravningsståg för fyra mördade arbetarkamrater.

De framförde därigenom makthavarnas åsikter, inte bara makthavarna i Turkiet utan i hela världen. De stora klyftorna mellan fattiga och rika, världssvälten, nationalism, krig och hänsynlös exploatering av naturtillgångarna visar att mänskligheten inte har några rättigheter. Rättigheterna finns bara till för en liten rik och maktägande grupp. För majoriteten har de mänskliga rättigheterna redan gått åt helvete. Jag ska här försöka ge en allmän bild av hur de mänskliga rättigheterna gick åt helvete i Turkiet 1992.

### Mänskliga rättigheter i 44 år

Den 10 december 1992 var det 44 år sedan *Deklarationen för de mänskliga rättigheterna* undertecknades av FN:s medlemsstater. Det "demokratiakt" styrda Turkiet, tillika NATO-medlem, är en av dessa. Den 10 december berättade ordföranden för den Turkiska fonden för mänskliga rättigheter, Y Önen, att det tyvärr inte är fred i landet utan att det i Turkiet råder ett inofficiellt inbördeskrig. Enbart under 1992 har 15 personer mördats under polisförhör och nio spårlost försvunnit. I sydöstra Turkiet (Turkiska Kurdistan) har 340 vanliga medborgare mördats utan att mördaren kunnat spåras. Y Önen kan inte uttrycka sig öppet, men han menar att dessa medborgare mördats av statens hemliga organ, en kontragerilla liknande *Gladio* i Italien och dödpattullerna i Central- och Latinamerika.

Den 10 januari är traditionellt helgdag för turkiska journalister, 1993 firades den inte av de demokratiska journalistklubbarna i Turkiet eftersom de inte kan vara säkra under arbetet utan riskerar att dödas och misshandlas av presidentens "livvakter".

Den 10 januari 1993 rapporterade den välkände journalisten V Özmenek att tolv journalister mördats 1992 och att mördarna inte återfunnits. (Han kan inte säga öppet att de alla var kurder som mördats av kont-

ragerillan.) Han säger vidare att det bara under 1992 skedde över 3 000 ouppklarade politiska mord eller liknande brott, som finns registrerade hos polisen. (Kurdiska riksförbundet i Stockholm säger att statens våld under de första åtta månaderna 1992 krävde 1038 civila offer.)

Under 1992 har enbart i Diyarbakir (en stor stad i Turkiska Kurdistan) 10 000 kurder ställts inför rätta i speciella rättegångar för brott mot staten. Det är 70 % fler än 1991. Hälften av de åtalade är fängslade, resten är fortfarande åtalade.

I det "demokratiska" Turkiet var 1 300 000 personer registrerade. 1992 ströks 850 000 vanliga kriminella ur registret medan de politiska personerna fortfarande finns kvar. (Dessa siffror är de officiella, eventuellt är fler människor registrerade i hemliga register hos kontragerilla eller underrättsstjänsten.) 3 900 personer är fortfarande förbjudna att skaffa sig pass.

### Presidenten attackerar arbetarklassens och kurdernas rättigheter

Under en konferens på ett universitet i Ankara i december 1992 sade Turkiets president, Turgut Özal, att den kurdiska frågan är ett integrationsproblem. (Underförstått menar han assimilationsproblem.) Sydöstra Turkiet (Turkiska Kurdistan) skall tömmas på folk, ingen skall fortsätta leva på landsbygden och i bergen utan alla skall flytta till väst. Endast de större städerna skall fortfarande vara befolkade. Om de blandas med väst kommer problemen att lösas, sa presidenten.

Man kan tolka Turgut Özals tal som att den kurdiska befolkningen skall tvingas flytta från Kurdistan till västra Turkiet för att deras kultur skall utplånas och de skall glömma sitt språk och sina traditioner och hela nationen upplösas. I realiteten dechiffrerar han här det nationella säkerhetsrådets (vari presidenten, statsministern, vice statsministern, öb och arméchefer ingår) plan. Säkerhetsrådet styr i själva verket landet utan kontroll av riksdagen.

Samtidigt som presidenten håller tal om integrationsproblem kommer via pressen nyheter om arméns framfart i Kurdistan.

Den 18-20 augusti totalförstördes den kurdiska staden Sirkak (25 000 invånare) av turkisk militär. Nästan hela befolkningen har flytt från staden. Ordföranden i organisationen för mänskliga rättigheter — A. Birdal — säger att 438 byar har tömts på sina invånare i turkiska Kurdistan. Under påtryckningar och tortyr flyttar folk till väst och hamnar i nya tragedier. Inte heller i väst lämnas de ifred utan utsätts för fascistiska provokationer. Det är svårt att berätta om alla händelser, men jag vill delge er lite officiell statistik: I provinsen Siirt har befolkningen minskat med 40 procent. I Tunceli med 38, i Urfa med 22, i Adiyaman med 35, i Mardin med 33 procent. Det är några av de största provinserna i Turkiska Kurdistan. Investeringsarna har minskat med 95,8 procent.

Turgut Özal stoppade, 13 december 1992, genom sitt veto den lag som riksdagen formulerat som innebar att de turkiska arbetarna skulle få del av ILO:s bestämmelser. Det skäl han angav var att lagen skulle förättra arbetsfreden. Arbetsgivarorganisationen och de största företagarna visade honom öppet sitt stöd. Turgut Özal var själv, före militärkuppen år 1980, ordförande för arbetsgivarorganisationen. Han säger öppet att han föraktar den fattiga arbetarklassen och identifierar sig med de rika. Fortfarande har flera miljoner arbetare inga fackliga rättigheter i Turkiet. Tusentals gruvarbetare och andra har strejkförbud. Samtidigt påstår sig Turgut Özal försvara de mänskliga rättigheterna för irakierna och de irakiska kurderna(!)

### Juridisk reform (!)

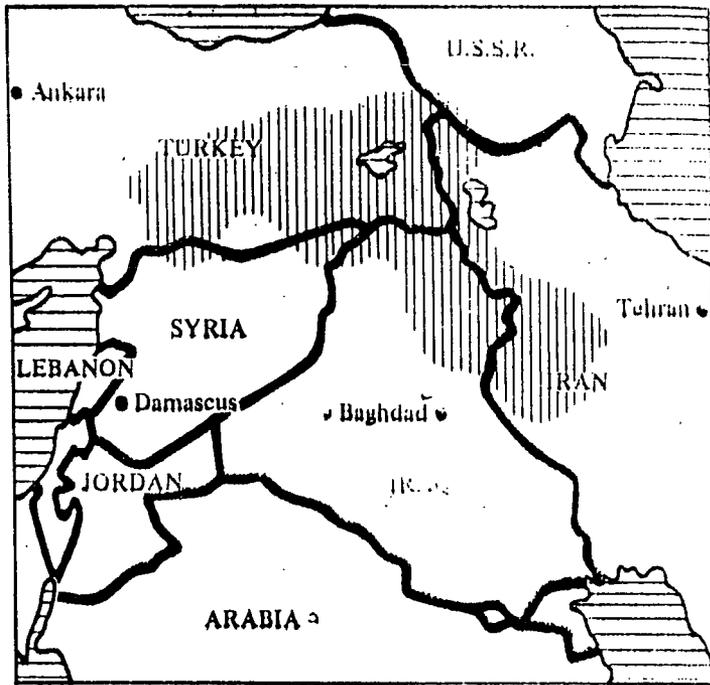
I november 1992 fick koalitionsregeringen Demirel-Inönü igenom en lag i parlamentet som rör nya former för rättegångsförfarandet i landet. Lagen heter CMUK och har presenterats som ett demokratiskt framsteg. Lagen innebär:

a) En person som kämpar för det kurdiska folkets rättigheter kan anhållas och förhöras av polisen i en hel månad. Den häktade har under tiden ingen rätt att kontakta advokat. Om han redan har en advokat har denne inte heller några som helst möjligheter till information om polisens utredning eller en eventuell förundersökning av åklagarmyndigheten.

b) För övriga politiska brott har polisen rätt att hålla personer häktade upp till femton dagar utan att de anhållna har rätt att träffa sina advokater. Inte heller här har advokaterna tillgång till undersökningsmaterial.

c) Personer som begår kriminella brott kan hållas häktade i fyra dagar men i dessa fall har advokaten rätt att ta del av förundersökningen samt delta under åklagarmyndighetens förhör.

Det framgår med önskvärd tydlighet att den nya lagen är långt ifrån ett demokratiskt framsteg, vilket den kallats av sina stiftare. Rättsystemet gör alltså uttryckligen skillnad på folk och någon likhet inför lagen existerar inte. Paradoxalt nog agerar samtidigt de styrande i Turkiet mot rasismen i Tyskland.



Regions inhabited by the Kurdish Nation

## Legitimering av dödspatrullerna

Teoretiskt sett är Turkiet en demokrati med tre av varandra oberoende maktfaktorer — lagstiftande (riksdag), verkställande (regering) och dömande (domstolsväsen). I praktiken styrs de tre maktfaktorerna av ett litet maktkoncentrat (oligarki), liksom i en diktatur. Detta framgår tydligt i det följande.

"Yargıtay" är den högsta domstolen (appellationsdomstol som kontrollerar alla andra domstolar). Ordföranden har stor makt att påverka många processer i Turkiet. Den 7 september 1992 inleddes "rättsvisans år" och "Yargıtays" ordförande dr İsmail Ocakcıoğlu höll ett tal som trycktes i en 27-sidig broschyr. I korthet sade han där att "enbart turkar lever i Turkiet" och att "statens språk är turkiska". Han framförde också andra antidemokratiska idéer i sitt tal. Bl a kritiserade han terrorn i landet, men bara den terrorn som utövats mot staten.

Juristen Kazım Yenice, vilken tidigare innehade lika viktiga poster som Ocakcıoğlu, har på juridisk grund kritiserat denne i den statsvetenskapliga tidskriften *Mulkiye-İleri Birligi Dergisi*. Där skriver Yenice att statens officiella språk visserligen är turkiska men att det inom landet också talas många andra språk varför man inte kan tala om ett "statens språk". Han menar att Ocakcıoğlus uttalande skadar den demokratiska processen och kritiserar även andra antidemokratiska idéer som framkom i talet. Det primära är dock det aggressiva påståendet om att "bara turkar bor i Turkiet och turkiska är statens språk".

Enligt historien kom turkarna till Turkiet först på 1000-1100-talet. Innan turkarna kom och även därefter levde många andra folkgrupper i området. En av de äldsta grupperna är kurderna som fanns där redan 1000 år före Kristus. Just nu är de cirka 12 miljoner i Turkiet och i hela Mellanöst-

tern cirka 25 miljoner. De talar ett indoeuropeiskt språk från den persiska språkfamiljen. Vem kan påstå att befolkningen utgörs enbart av turkar och att turkiska är det enda språket? Turkiska fascister och "Nationella säkerhetsrådets" generaler gör det. Och högsta domstolens chef, I. Ocakcıoğlu, gör det också istället för att försvara det demokratiska systemet. Naturligtvis måste han kritisera terrorn i landet, men som jurist är det också hans plikt att kritisera den terror som utövas av statens hemliga polisstyrkor. Han måste kämpa mot olagliga aktiviteter från alla sidor.

Vad får hans tal för konsekvenser? Det provocerar och uppmuntrar kontragerillan, dödspatrullerna, polisens tortyrapparater och fascistiska organisationer i landet att fortsätta mörda och tortera för att stoppa folkets demokratiska strävanden. Poliserna demonstrerar och skriker "Åt helvete med de mänskliga rättigheterna!". (Ett turkiskt ordspråk säger: "Om imamen släpper sig så skiter hans lärjungar.") Statsapparaten dödspatruller fortsätter att begå mord som aldrig klaras upp och fascismen organiserar sig över hela landet. Medan dessa rader skrivs har tre nya mord skett. Två grundskolelärare i turkiska Kurdistan dömdes 13 januari 1993 på väg till arbetet, inga spår efter förövaren finns. 21 januari 1993 mördades en journalist i turkiska Kurdistan, inte heller här har man funnit några spår. Jag kommer inte att redogöra för militärens attacker med flygplan och helikoptrar mot civila personer eller hur många som dött under dessa. Samtidigt anser den liberal-socialdemokratiska koalitionen inrikesminister att "nationens själ växer" och hans regering fortsätter att försvara de "mänskliga rättigheterna" i andra delar av världen, t.ex. Jugoslavien och Somalia.

Efter att Ocakcıoğlu hållit tal för att legitimera dödspatrullerna och kontragerillan och tvinga folket att ta ställning för den si-

dan lade regeringen fram ett lagförslag som säger att "Väpnat försvar mot inrikes fiender är en medborgerlig skyldighet". En liknande lag gällde 1944 under en regering som inofficiellt stödde fascismen. Regeringen påstår att lagförslaget inte har något att göra med kontragerillan och den kurdiska frågan att göra, men varför behöver man annars deklarerat det? Den 29 och 30 december skrev dagstidningen *Cumhuriyet* att premiärminister Süleyman Demirel (DYPs ordförande) och vicepremiärminister Erdal İnönü (SHPs ordförande) gått emot ett liknande lagförslag 1988 då de ansåg att den 800 000 man starka armén borde vara tillräckligt försvar. Nu formulerar de själva ett nytt lagförslag med samma innebörd för att legalisera kontragerillan.

## Vem är ansvarig?

Amnesty International har fog för att i sin rapport i november 1992 ifrågasätta premiärminister Demirels påstående om att polisens väggar skulle vara av glas när han fick makten. Verkligheten visar motsatsen. Men Amnesty skriver inte vem som är ansvarig för detta. Naturligtvis är de styrande i Turkiet ansvariga, men är det det ensamma? Turkiet är en del av västvärlden och medlem av NATPO. Är de styrande i NATO och västvärlden inte ansvariga för hur det står till i Turkiet? Är inte västvärldens och NATOs maktthavare ansvariga för hela världens tillstånd?

Den 24 januari mördades den välkände journalisten och författaren Ugur Mumcu. Han bedrev undersökande journalistik om maffian, nynazistiska organisationer, nar-kotikasmuggling o s v och ägnade också intresse åt mordförökten på påven. Mumcu skrev också om religiösa fundamentalistiska organisationer. En av hans böcker handlade om Saudiarabiens finansiering av RABITA — en världsomfattande fundamentalistisk islamisk organisation. Enligt uppgifter i turkiska tidningar efter mordet höll han på med att samla material om den turkiska underrättelsetjänstens förbindelser med olika terroristorganisationer.

Ugur Mumcu polemiserade mot Turkiets äventyrliga och expansiva utrikespolitik. Man kan anta att mordet på honom kommer att användas politiskt mot hans egna idéer. Redan nu används mordet i retoriken och provokationerna mot Iran. Samtidigt besöker premiärminister Demirel Kuwait och Saudiarabien.

I samma process ingår de uppviglande artiklar som publiceras i *New York Herald Tribune* och *Washington Post* vilka handlar om att Iran börjar bli en stor fara, ett hot mot västvärlden.

Några månader tidigare rapporterade CIA-chefen att Iran kommer att bli en militär stormakt om fem år. USA agerar för att frammana en konflikt mellan Turkiet å ena sidan och Iran och Irak å den andra.

Det blåser krigsvindar runt Turkiet; på Balkan, i Kaukasus och i Gulfen.

Mefistofeles erbjuder nu de styrande i Turkiet (Faust) ett rike från Adriatiska havet till Kinesiska sjön.

Åt helvete med de mänskliga rättigheterna!

**Yusuf Küpeli**

svensk formulering: Anna Berglund

# Kurdbyar töms

Turkiet söker "lösa" sitt kurdiska "problem" genom att tömma byar i det kurdiska området i sydost. Under årets två sista månader tömdes 38 byar och andra har senare lidit eller kommer att lida samma öde.

Representanter för den turkiska mänskliga rättsorganisationen IHD berättade under ett besök i Helsingfors för några veckor sedan om hur den turkiska varianten av etnisk rensning går till:

Befolkningen i kurdiska byar som inte anses som lojala samlas ihop på byns borg där en misshandel i stor skala vidtar. I en del fall kläs kvinnor nakna och våldtas inför ögonen på sina män och sina barn.

Kurderna som fördrivits på detta sätt från sina byar söker sig ofta till städerna. Där är de dock inte heller välkomna. Yesim Isleyen, en ung kvinnlig läkare från Izmir och medlem av IHDs styrelse, berättar att det bor många kurder i Izmir.

— Man har under de senaste åren på olika sätt sökt framprovocera fientligheter mellan turkar och kurder. Nationalistiska turkiska grupper eggat upp sina landsmän mot kurderna. Man misshandlar dem, man hyr inte åt kurder, man söker driva ut dem från Izmir. Det har varit mycket tal om de rasistiska utsvävningarna i Tyskland, men det är lika illa i västra Turkiet.

(Där bor 5 miljoner kurder, medan 10 miljoner bor i turkiska Kurdistan.)

— Kurderna behandlas som potentiella brottslingar, de arresteras utan orsak och torteras. Man försöker direkt förinta den kurdiska identiteten.

Yesim Isleyen, till nationalitet turk, har utbildning som både gynekolog och socialpsykiolog. Hon arbetar på ett terapierum för tortyroffer i Izmir, och har övernog av arbete.

— Jag försöker ordna vård av torterade barn och jag har märkt att tortyren av och påtryckningar på kurdiska barn ökat.

## Också opolitisk tortyr

Värre är det dock i Kurdistan, konstaterar hon. Där torterar barn för att få veta var föräldrarna finns, för att få fram mera information om föräldrarna om de arresterats eller som en del av tortyren av föräldrarna.

— Det förekommer också opolitisk tortyr av barn som arresterats för vanliga brott.

Juristen Fevzi Veznedaroglu, kurd och ordförande för IHBs avdelning i Diyarbakir, konstaterar att krigstillståndet i Kurdistan starkt påverkar barnen:

— De får se dödade människor på gatan. De får uppleva att fadern eller modern förs bort hemifrån. De får bevittna vilka påtryckningsmedel säkerhetspoliserna använder mot människor. Till följd av den fattigdom kriget förorsakat hundrar folk. Skolorna fungerar inte. Byar töms, människor drivs på flykt och tvingas bo i mycket ohälsosamma förhållanden. Allt detta lämnar outplånliga spår hos växande barn. Många barn dör speciellt på somrarna i farsoter. barnen är de som lider mest av kriget.

IHDs ordförande Akin Birdal berättar att organisationen är ung, den grundades 1988, men redan har avdelningar i 55 städer och 21 000 medlemmar. Målsättningen är framför allt att se till att de avtal om mänskliga rättigheter som Turkiet undertecknat också följs.

— Regeringen älskar oss inte eftersom den bryter mot de mänskliga rättigheter och inte vill bli påmind om det. Omfattande påtryckningar utövas mot IHD och dess ledare. En av ledarna har dömts och många sårats. Bomber slängs mot våra lokaler, många ledare har arresterats, många har ställts inför rätta, många avdelningar har stängts. Trots detta fortsätter arbetet.

Gruppens speciella budskap under en rundresa i Norden var att internationella observatörer skulle övervara Newroz-festligheterna i turkiska Kurdistan i slutet av mars för att förhindra en upprepning av det blodbad som foranställdes under det kurdiska nyårsfestligheterna förra året. PL

Peshmergan inledde då en militär offensiv för att jaga bort PKK från 300 i stort sett övergivna byar på den irakiska sidan av gränsen.aktionen verkställdes efter en hemligt avtal mellan de två främsta kurdiska ledarna i Irak — Masoud Barzani och Jalal Talabani — och den turkiska regeringen. Tio dagar senare gick den turkiska armén över gränsen för att slutföra operationen mot PKK.

Barzani leder Kurdiska demokratiska partiet, Talabani Kurdistans patriotiska front. Tillsammans bildar de Kurdistans front som har den politiska kontrollen över peshmerga-gerillan.

Turkiska källor hävdar att 600 PKK-soldater dog under den turkiska operationens första vecka. Enligt diplomatiska källor hade PKK dock minst 10 000 man i vapen när operationen inleddes och flera tusen av dem torde fortfarande vara aktiva både i norra Irak och i de kurdiska områdena i sydöstra Turkiet.

## När du kämpar mot den bror...

Det var inte helt okontroversiellt av peshmergan att gå till angrepp mot sina egna kurdiska bröder.

— Hjälp som PKK gav oss när vi tvingades fly från Saddam Husseins soldater glömmes vanligt folk inte så lätt, säger en peshmerga-soldat.

— Det här betyder i realiteten ett kurdiskt inbördeskrig och om du kämpar mot din bror så kan du inte kämpa halvhjärat. Det finns ingen kamp som inte går ut på att döda, säger Fazel Mirzani, representant för Barzani.

Anledningen till att peshmergan sattes in mot PKK var dels den oförsönliga linje som PKK driver, dels att PKK bedrev militär verksamhet från kurdiskt område i Irak.

— Vi gav dem många chanser. Vi sa att de fick vara kvar i Irak som en politisk gruppering. Vi gav dem möjligheten att resa till Syrien eller att fortsätta kampen inne i Turkiet, säger Mirzani.

## Vapen från Saddam?

Men PKK valde att föra krig mot Turkiet från baser i Irak, och det gjorde de med vapen från Saddam Hussein, hävdar de irakiska kurderna. Samtidigt befinner sig Saddam Husseins styrkor inte långt borta.

I gränsområdet mellan de tre länderna strömmar vapnen fram och tillbaka. För närvarande går vapenströmmarna från de Bagdadkontrollerade områdena i Turkiet till PKK-kontrollerade områden i Irak och Turkiet, säger Marzani.

Transporterna sker inte på dagtid utan på natten. Källor inom både peshmergan och bland västdiplomater uppger att PKK under lång tid kunnat röra sig tämligen fritt om natten.

## Turkiet spelar huvudrollen

Men det är inte vapentransporterna som kommer att avgöra läget i regionen. Det som avgör är ifall Saddam Hussein försöker

# Många söker styra kurderna

ZAKHO, Irak (IPS) Fem huvudaktörer slåss om inflytande över de ca 20 miljoner kurderna i bergsområdena mellan Turkiet, Irak och Iran. Det är myndigheterna i Turkiet och Irak, den kurdiska peshmerga-gerillan som kontrollerar ett område i norra Irak, PKK-gerillan i Turkiet och styrkan som USA, Frankrike och Storbri-

tannien har i Turkiet för att skydda Iraks kurder mot Saddam Hussein.

Två av dessa aktörer — de irakiska kurdernas gerilla, peshmerga som de kallas, och Kurdistans arbetarparti, PKK i Turkiet — inledde i början av oktober en bitter kamp mot varandra.

## Irakiska kurder mot turkiska

ta kontroll över områdena i norra Irak. En västdiplomat i Ankara menar dock att det inte är fråga om någon nära förestående offensiv och för närvarande verkar Turkiet spela huvudrollen i det kurdiska dramat.

Turkarna kontrollerar den enda vägen till de irakiska kurderna. Därmed kan de bestämma hur stort hjälpflödet till norra Irak ska vara. Turkiet kan också utvisa de allierade styrkor som finns i landet sedan Gulfkriget för att skydda de irakiska kurderna från Saddam Hussein. Det råder inget tvivel om att både Barzani och Talabani är fullt medvetna om hur beroende de är av Turkiet för att kunna bevara sin frihet från Saddam Husseins terror.

**John Roberts**

# Vintern blir svår

**SULEIMANIA (IPS) Vintern drabbar kurderna i irakiska Kurdistan med bränslebrist och hot om svält.**

— Vi lider, vi är rädda, säger *Jamal Mustapha Nader*.

Han bor i Halabja, den raserade stad som blev en symbol för Saddam Husseins terror när den bombades med kemiska vapen för fyra år sedan.

— Det finns inte tillräckligt med mat och vi har inget bränsle, säger han. Bakom honom ligger några raserade betongblock. Det är resterna av den affär han en gång hade vid Halabjas främsta affärsgata.

Återuppbyggnaden av staden får vänta, nu handlar det om överlevnad.

Under snart två års tid har hundratalet olika frivilligorganisationer och internationella organ försökt skapa något slags normalt ekonomiskt liv i de norra och nordvästra delarna av Irak. Dessa landsändar styrs nu av den fritt valda kurdiska regeringen i Irbil.

## Katastrofhjälp

Trots hjälpen utifrån står åter nära en miljon irakiska kurder iråf en försörjningskris. För andra året i rad har utsädesleveranserna varit för knappa och för dåligt organiserade för att de vanligtvis så rika trakterna i Kurdistan ska kunna livnära befolkningen.

— Mer katastrofhjälp behövs i vinter och bristen på utsäde kan mycket väl innebära att vi måste hit nästa år igen, säger en erfaren biståndsarbetare.

En viktig faktor är bristen på bränsle. Första halvåret 1992 minskade Saddams leveranserna av dieselloja, bensin och gasol till en femtedel och därefter stoppades de helt.

Förra vintern fanns bränsle så att de flesta hem kunde få åtminstone något till uppvärmning och matlagning och på så vis hållas ut vintern. Nu finns inga lager alls.

— Det viktigaste är bränslet, utan det har vi inget jordbruk, säger *Noshirwan Mustapha Amin*, som tills nyligen var rådgivare åt den kurdiske ledaren *Jalal Talabani*.

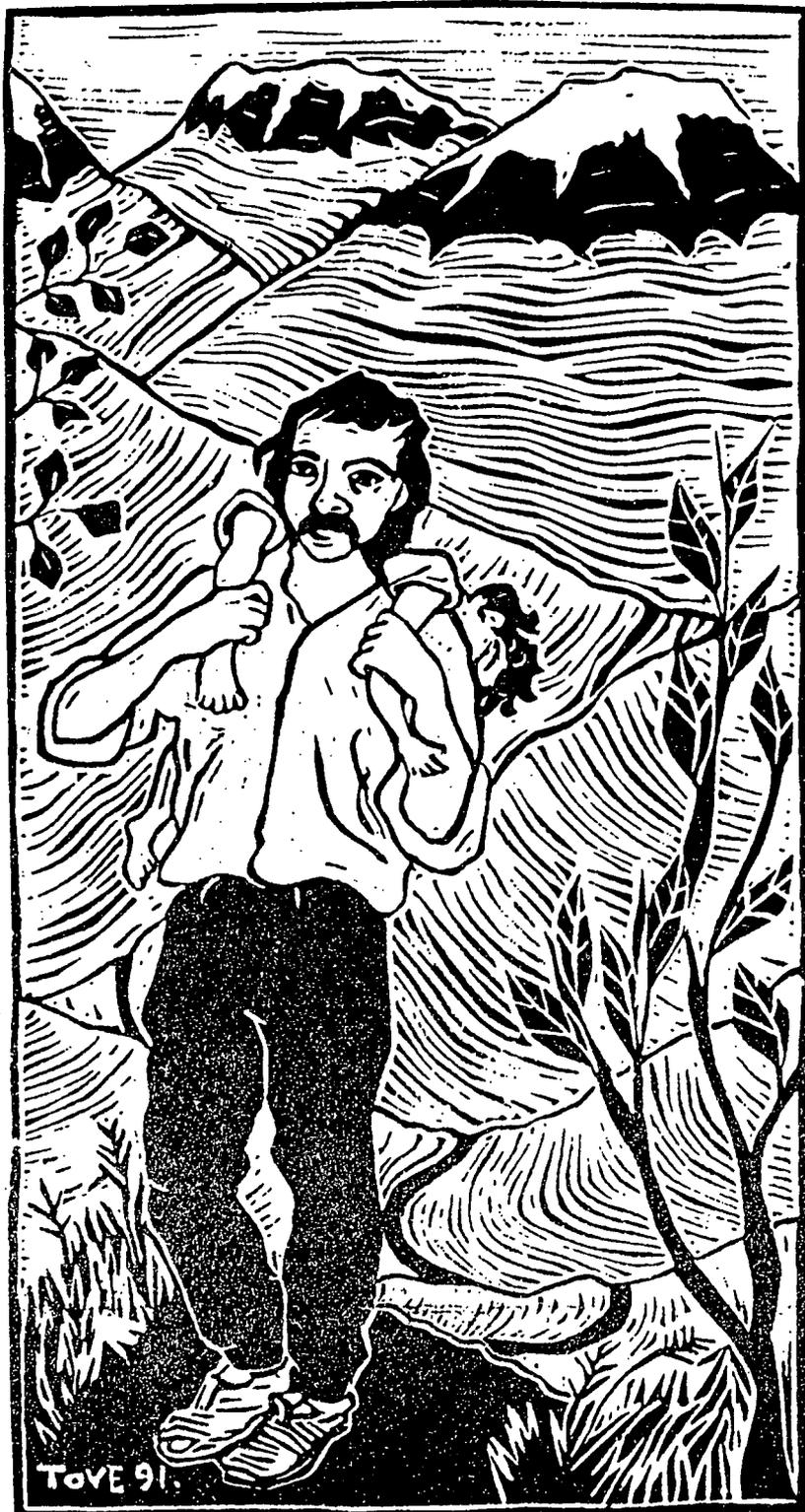
## Priser påverkas

*Mohammed Taufiq* är minister med ansvar för utländsk hjälp i den nya kurdiska regeringen. Han konstaterar att bränslebristen försvårar skörden.

Ett annat problem är priserna. Ska en bonde köra en skörd 20 km till en marknad kostar transporten ofta mer än vad han får när han säljer skörden. 20 liter drivmedel kostar en månadslön för en arbetare.

Det saknas också lagringsmöjligheter för den skörd man trots allt bärgat. Någon export att tala om är inte heller möjlig eftersom FN:s embargo stoppar all handel med Turkiet och Saddams interna embargo stoppar all handel med övriga Irak. Därför finns berg av ruttnande tomater samtidigt som hungrande kurder inte har några pengar att köpa mat för.

**John Roberts**



Tove 91.

# Livet återvänder till 'fria' Kurdistan - ännu har människorna mardrömmar

En främmande fågel landade en gråtrist februarikväll bland betonghusen i östra Böle och förde med sig varma fläktar från ett sydligare klimat.

Fast sanningen att säga är det just nu kallare i irakiska Kurdistan, där *Roonak Rashed* är hemma, än i Helsingfors där temperaturen slaskigt håller sig kring nollstrecket. Kanske det handlar mer om det andliga klimatet än om det meteorologiska.

Roonak Rashed har, tillsammans med sin man, kommit över från Sverige för att på Fredsstationen träffa faddrar till kurdiska barn. Hon har varit här flera gånger tidigare och säger att hon den här gången blivit glad över att folk som hon på stan frågat efter vägen på svenska inte svarat på svenska, som de gjort tidigare, utan på finska eller engelska. Det ser hon, om jag förstår henne rätt, som ett tecken på att finska folket äntligen rätat på ryggen. Det ligger något i det, men jag försöker försvara flerspråkigheten: skulle det inte vara trevligt att kunna använda kurdiska också i Bagdad? Det tycker hon inte: De har sitt eget språk och det räcker.

## Ville bli gerillasoldater

Roonak talar flytande svenska efter 17 år i Sverige. (Det gör väl hennes man också, när han talar - det verkar som om det mest är hon som sköter pratet i familjen.) Det är ännu längre sedan de lämnade irakiska Kurdistan. I början av 1972 reste de till Bulgarien för att studera där och 1976 doktorende hennes man i agronomi, själv är hon barnpsykolog.

- Då kunde vi inte återvända till Irak på grund av situationen där. Våra pass hade gått ut under tiden. Vi kom till Syrien med våra två barn. Vi ville skicka barnen till mina föräldrar i Kurdistan och själva söka oss tillbaka som gerillasoldater. Men situationen var svår och vi fick order att åka utomlands och stanna där tills läget förändrats.

- Vi valde inte att bli flyktingar, vi ville tillbaka för att kämpa för vårt land, men kunde inte.

I stället köpte de falska pass och kom till Sverige den 1 juni 1977. Där är Roonaks man nu forskare vid Ultuna lantbruksuniversitet medan hon själv arbetar som barnpsykolog.

- Det blev som det blev. Jag har inte varit arbetslös en dag. Vi lever på hoppet.



Roonak Rashed med en flicka i barnhemmet i Suleimania

## Långsam byråkrati

1991 gjorde Roonak den första resan till Kurdistan tillsammans med en svensk delegation.

- Det var hemskt att se folket lida där och jag bestämde att jag måste göra något och framför allt hjälpa barnen som är de svagaste. När vi kom tillbaka pratade jag med Rädda barnen och de lovade göra något. Men det var så mycket byråkrati, det tog så lång tid. Jag åkte ännu två gånger till Kurdistan innan de kunde bestämma sig. Den 16.9.1991 bildade vi Kurdistan Save Children.

- Jag tog också kontakt till Finland och kom på besök. Först var jag väldigt besviken på byråkratin i Finland och Sverige, men jag är glad över att ha fått så mycket stöd av vanliga människor i båda länderna, jag glömmer inte hur finska kvinnor har ställt upp. Gruppen har gjort en stor insats och samlat in en hel del pengar.

## Behovet mycket större

Sedan beslöt Rädda barnen i Sverige sist och slutligen att göra något och detta något blev, på Roonaks förslag, ett barnhem för hemlösa barn i Suleimania.

- Tusentals barn är hemlösa. Deras föräldrar är försvunna eller döda. 183 000 människor har försvunnit i irakiska Kurdistan.

Roonak gjorde en projektbeskrivning för Rädda barnen och de gav pengar för ett hus och SIDA gav för möbler. Hon åkte till Kurdistan för egna pengar, märkte att det inte var så lätt att ordna saken, för tillbaka för att räkna pengarna och åkte en gång till dit, igen på egen bekostnad, för att skaffa ett hus och avtala med ett snickeri om 40 sängar och 40 garderober.

- Den 3.9.1992 öppnades barnhemmet. En massa barn hade anmält sig, men tyvärr fick bara en liten del plats.

Utom de 40 stadigvarande platserna har man ännu 10 platser för akuta fall. 16 personer jobbar på daghemmet. Löneutgifterna som Kurdistan Save Children och Roonak står för, är 6000 kr/mån.

- Pengarna ska räcka för mat och personal. Vi klarar det, bl a med hjälp av det som människor i Finland betalar, för det här året. Det som jag har ont i magen för är hur vi ska klara det nästa år. Ingen organisation i Finland har hjälpt oss, vi har inte fått ett öre t ex av kyrkan fast de haft representanter i Kurdistan.

## "Vi vill inte tiggas"

I dag har Kurdistan Save Children kontor på fem-sex ställen i irakiska Kurdistan. Alla människor jobbar gratis och organisationen är självförsörjande.

- Barnen gör blommor som vi säljer. Med vinsten köper vi tyger. Från dem syr

mammor kläder. Lönen för det hjälper mammorna att försörja sina barn. Den vinst vi får går till ett nytt projekt för att väva små mattor och handdukar.

— Vi vill försörja oss själva, vi vill inte tiggas, understryker Roonak, och det är lätt att tro henne, kurderna är ju ett stolt folk. "Stolt" är mycket riktigt ett ord som hon använder många gånger, också i sammanhang där vi inte skulle göra det.

Men i ett land som befunnit sig i krig i årtal är det inte lätt att klara sig själv. Kurdistan är ett jordbrukssamhälle, men kriget har gjort det omöjligt att bruka jorden.

## Det grönskar igen

Sedan norra Irak efter kriget vid Persiska viken utlysts till en skyddszon har livet där kunna blomma upp på nytt.

— När jag senast kom dit i oktober var det grönt på fälten och massor av folk där, barn, kvinnor och gamla arbetade på åkrarna. De har haft bara ett års frihet i Kurdistan och folk jobbar så bra.

Roonak är lite bitter över att det tagit så länge att nå så här långt, och hade det inte varit för oljan så hade väl ingenting skett.

— Det kurdiska folket har utsatts för så mycket. Vi har i tio år sagt att Saddam Hussein är en diktator och en giftorm, men ingen har reagerat. Först när han lade beslag på oljan i Kuwait reagerade väst. De fick tillbaka sin olja, men samma Saddam är kvar.

Fortfarande händer det dagligen något i Kurdistan. Bomber exploderar, människor dödas.

— Friheten är för mig som en dröm. I dag är Kurdistan fritt, men så länge Saddam är kvar är människorna inte fria. Soldaterna kan komma tillbaka i morgon, säger Roonak och upprepar:

## Nu målar barnen med glada färger

— Så länge han är kvar är vi inte fria. Ingen rättegång har förts mot dem som mördat alla dessa människor. Och även om Kurdistan är fritt — vem ska bearbeta barnens drömmar? Vi behöver fortfarande solidaritet, vi behöver många vänner.

Hon berättar i alla fall att man redan kan se förändringarna i barnens teckningar. Bilder från 1991 visar hur barnen upplevde kriget, då målade de allt i svart. I dag använder de glada färger.

Men också om det vore så lyckligt att freden blev bestående, vilket ingen kan vara säker på, finns det många frätande sår efter kriget.

— Det är många unga kvinnor som blivit våldtagna, som fått barn i fängelset. En flicka var 14 år när hon togs till fånga. När freden kom letade hennes pappa efter henne i alla fångelser och hittade henne till slut. När han ville föra hem henne sade hon att hon måste ta med sig barnen. Två barn hade hon fått i fängelset, efter våldtäkter. Två gånger försökte hon begå självmord. Vad säger hon sedan när de frågar vem deras pappa är? Hos oss är det en skam.

— Det finns tusentals svåra erfarenheter. Hur ska vi hjälpa dessa människor att bearbeta dem? Vem ska göra det?

## Tredubbel blockad: 'Även Gud är mot oss'

Också de yttre förhållandena är svåra. Roonak talar om den tredubbla blockaden:

— Saddam blockerar oss, så vi får inte mediciner och mat söderifrån

— världen blockerar Irak, och det drabbar också oss

— även Gud är mot oss — det har aldrig varit så kallt och så mycket snö — upp till tre meter — som de senaste vintrarna.

— När det inte finns mat och inte finns olja blir frågan: vem dör först. Det är de svagaste, barnen.

## Hjälpa på platsen

Här kan faddrarna hjälpa.

— Kurdiska barn ska vara i Kurdistan, hur det än är där. "stenen på sin plats", talar kurderna om. Vill du hjälpa barnen, hjälp dem då på platsen.

Fadderverksamheten innebär att människor t ex i Finland skickar 50-100 mk i månaden, som används för mat, kläder och skola. Med sig har Roonak en massa brev med hälsningar i text och bild till faddrarna från barnen (hjälpna av vuxna, kan man föreställa sig).

## Så länge Saddam är kvar

Roonak kommer tillbaka till hur uppmuntrande det var att komma in i Kurdistan senaste gång i höstas:

— 1991 var det svartbränt överallt, nu var



— Det har varit bra att jobba för barnhemmet i Suleimania. Det har visat att det går att göra något utan byråkrati. Energiska kvinnor med sissu kan göra saker och ting utan en stor organisation, bara man träffar rätt mänska, säger Yrsa von Herten.

det grönt överallt. Det växte solrosor överallt. De skulle vara bra för olja, men det finns ingen sådan fabrik i Kurdistan. Man odlar grönsaker: tomat, gurka, persilja. Också där de bombat ger bärbuskar och fruktträd igen bär och frukt.

— Barnen kunde skratta, efter ett år. Varje natt sover de, men så vaknar de på natten och frågar: tänk om Saddam är här i morgon? Så länge Saddam är kvar kan ingen vara lugn. Han kan bomba barnhemmet. Bomber har exploderat i Suleymanija flera gånger.

— Så länge han är kvar vågar folk inte satsa. Den ormen borde man döda först.

## Inte bara kurder

Roonak betonar att barnhemmet inte enbart är tänkt för kurder. Nu är alla barnen kurdiska, eftersom det är kurderna som drabbats värst av kriget. Det är barn som hittats på gatan, barn vars pappor dödats eller är gerillasoldater.

— Men Kurdistan Save Children arbetar för alla barn i Kurdistan, judar, muslimer, araber, turkar, kurder, perser — alla har samma rättigheter.

Kurdistan är inte bara befolkat av kurder. Enligt Roonak är förhållandet mellan kurderna och de andra, araber, perser och turkar, gott.

— Vi har ingenting mot dem. Vi kämpar mot familjen Saddam och baathpartiet, inte mot araber. De är våra bröder.

## De behöver oss. vi behöver dem

Hur länge stannar då Roonak och hennes man i Sverige?

— Varje natt har jag i så många år sagt till min man: Jag vill inte dö i det här landet. Kurdistan — det är solen, det är kärlek och värme, det är mitt land, mina grannar och kompisar. Det är luften. Det finns inget annat land.

Roonak berättar om hur hon en gång var på semester utomlands med några svenskar. Det gick bra första veckan, men andra veckan började de sakna köttbullarna. På samma sätt är det med henne.

— Vi kommer att återvända. De behöver oss och vi behöver dem.

Roonak berättar om hur hennes dotter, som nu är 20, första gången besökte Kurdistan tillsammans med henne i september 1991.

— Jag hade berättat så mycket för henne om Kurdistan, om kärleken och värmen där. När vi var där kom folk med presenter, bjöd på mat, de sydde nationella kläder åt henne. Hon frågade: Varför gör de det, de känner ju inte mig? berättar Roonak och undrar:

— Varför är folk så kalla i Sverige, varför vågar man inte krama varandra där? Jag kramar folk i Sverige, unga och gamla, män och kvinnor, svarta och vita. Hos oss kramar alla varandra.

## Kurdistans första pilot

I bussen tillbaka till Turkiet satt dottern tyst flera timmar. Till slut undrade Roonak vad det var med henne. — Det var så vac-

ker natur, så vackra berg, svarade dottern, och Roonak blev lycklig. Nu studerar dottern antropologi i USA, hon vill jobba inom FN. Också sonen befinner sig i USA där han utbildar sig till pilot.

— Han var alldeles liten när vi lämnade Kurdistan. När han var fem och ett halvt år och just kommit till Sverige frågade någon vad han skulle bli. — Jag ska bli pilot, jag ska döda Saddam.

Nu blir han alltså Kurdistans första pilot och Roonak Rashed är mycket stolt. Jag kommer mig inte för att fråga om han nu då ska döda Saddam Hussein. Det är också annat jag inte kommer mig för att fråga om, barnhemmet är ju ingen politisk verksamhet och det är onödigt att blanda in några extra sprängämnen.

## Skulle jag själv få bestämma . . .

Men frågan var alltså om Roonak och hennes man är på väg hem.

— Nu finns där ingen olja, ingen el, inget vatten, situationen är hemsk. Jag har fått order att jag måste stanna i Sverige tills det dyker upp någon som kan fortsätta mitt arbete. Skulle jag själv få bestämma skulle jag resa i morgon.

— Jag vill inte dö ensam. Här kan man ligga död i flera dagar, tills det luktar så att grannarna reagerar. Jag vill bli sörjd, jag vill bli begravd hemma. Jag vill tillbaka till mitt land. Så fort snön är borta och vägarna är farbara åker jag.

Där hemma vill Roonak fortsätta att jobba med barn, eftersom det är det som hon är utbildad för.

— Jag har lärt mig mycket i Sverige. Också när jag varit i Kurdistan har jag använt den metod med barn som ni använder. Jag är stolt över det, och tacksam. Som kurderna säger: När du dricker vatten i en sjö, kasta aldrig sten efter dig. Jag har fått så mycket från Sverige och är väldigt tacksam över det. Solidariteten som finska kvinnor visat glömmar jag inte heller. De behöver inte oss, men jag hoppas att solidariteten ska fortsätta, att systerskapet ska finnas kvar. Det lever jag med. Finnerna är väldigt vänliga. Det är klart att den kurdiska frågan inte är lätt att få ett grepp om, Kurdistan är så långt borta. Balticum är närmare och behöver också hjälp.

Och Roonak Rashed kommer med sin slutkläm:

— Vi är alla människor. Det spelar ingen roll om jag är från Ryssland, Kurdistan eller Sverige, vi är alla människor av samma kött och blod. Solidariteten är viktig. Vi behöver varandra. Vi vet inte hurudan morgondagen blir. Då är det kanske du som behöver hjälp.

Peter Lodenius

## Kurdistan i Finland

Kontaktpersoner:

Barnhemmet i Suleimania:

Yrsa von Herten, tel 90-142915, 141314 (arb), fax 147297

Fadderbarnsverksamheten:

Jaana Laitinen, tel 90-7284467 (hem)

Humanitär verksamhet:

Elina Saari, tel 90-247223 (hem)

Bankkonto: KOP 157460-1900 (Finlands Fredsförbund/Rädda Barnen i Kurdistan)

# Ord och människor

— minnesfragment från ett flyktingläger i Tallinn

Jag är där för att göra ett radioprogram. Jag lyssnar till deras berättelser genom två riktade mikrofoner: stereobilden blir bra men jag har svårt att förstå.

Hur beskriver man smuts, skit och lidande som man inte själv har känt?

Medan jag åt en gedigen sjöfrukost på färjan till Estland läste jag igenom reglerna för hur vi kan avvisa asylsökande vid gränsen. Det är skrottretande: det finns nämligen alltid en tillämpbar paragraf. Systemet är vattentätt och ingen som vi inte vill ha släpps över gränsen.

På flyktinglägret i Tallinn klättrar barnen på räcket i trappan. Jag är livrädd för att de ska slå ihjäl sig. Mellanrummen i räcket är i det närmaste lika stora som barnen, men konstigt nog slår ingen ihjäl sig så länge som jag är där.

Någon av kurderna har fått höra av vakterna vid ingången att huset som de har varit inhysta i sedan före jul är en gammal arrestlokal. Huset ligger tio kilometer från hamnen och består av tre eller fyra våningar i sten. De bor i en trappa och en lång korridor med gamla celler. Det drar lite kallt, men det finns rinnande vatten. Latrinen luktar ohyggligt illa och toalettstolarna svämmar över, men människorna är förvånansvärt rena. Rena och vänliga.

Barnen sjunger med obegripliga ord för mig om Kurdistan. De skrattar och räknar "ole-dole-doff" på kurdiska. De ställer sig gång på gång framför mina mikrofoner och vill uppträda. De flesta av dem är sjuka på något sätt.

Inspelningarna är fina. När jag kommer ihem frågar man av mig var jag har ban-

dat barnen som sjunger så vackert. Ingen vill tro att de är gjorda på Männikku 92 i Tallin.

Kollegerna kritiserar mig för att jag har beskrivit skiten och smutsen i stället för att berätta om deras lidanden. Men hur beskriver man det ofattbara? Hur beskriver man att någon har hängt från taket i två veckor och utsatts för vattentortyr? Hur beskriver man att någon har sett sina närmaste bli mördade? Hur beskriver man saker som är mera bestialiska än vad man i sin allra snuskigaste fantasi kan tänka ut?

**N**agra dagar efter det att jag har kommit hem från Estland ser jag på tv en finländsk sjöbevakningsamiral berätta för en rikssvensk reporter om hur vi håller våra gränser rena. För honom är det enkelt: vi håller gränserna intakta och problemen på utsidan.

Amiralen är säkert en god man som älskar sina egna barn.

**E**n av flickorna på flyktinglägret är schizofren. Hon tittar på mig med stora svarta ögon och ser ut som tonårsflickor brukar göra: en schizofren som varken får medicin eller vård och som bor i en cellkorridor där toaletterna svämmar över.

Det är säkert sant att det finns värre rätt-häl på vår jord, men det här hälet ligger på samma avstånd från Helsingfors som Lovisa och det rör sig om en ytterst begränsad skara människor: knappt 60 män, kvinnor och barn.

**E**fter att jag kom tillbaka till Finland hände mycket: 108 kurder tog sig över till Finland i en sjöoduglig fiskebåt och en del av dem försvann igen.

Men jag fick också ett glädjande budskap: radionyheter kan i något skede berätta att Finland kommer att ta emot de kurder som är kvar i Tallinn om inte Estland eller FN:s flyktingkommissariat motsätter sig det. Jag vet inte om det var en journalistisk miss eller om det tände långsamt för myndigheterna, men några timmar senare heter det att Finland tar emot kurderna bara om esterna ber oss om det.

**M**in fosterländskhet har mycket lite att göra med var mitt fosterland finns. Det handlar mycket mera om vad mitt fosterland är. Jag kommer osökt att tänka på ett inhemskt underhållningsprogram som jag såg i höstas där helsingforsiska lokalpolitiker fick frågan om vad de föredrog: fem miljoner ryssar, tio tusen ester eller hundra somalier till Finland?

**V**ilka är de största bovarna? Är det vi, maffian eller esterna? Finns det några bovar? Och har det över huvud taget någon betydelse?

Jag försöker lyssna på mitt program ännu en gång så här ett par veckor i efterhand. Det finns mera att berätta. Jag kunde berätta om mannen som för åtta år sedan deserterade från den irakiska armén och som nu hotas med dödsstraff om han återvänder. Jag kunde berätta att hans sista pengar gick till att smuggla hustru och barn till Finland.

Det finns mera att säga, men i mitt program har jag sagt det som jag kan säga. Om

jag säger någonting mera blir det bara till ord.

Orden ska räcka till för att beskriva både meningslöshet och medmänsklighet.

**Markus Ekholm**

(skribenten är journalist på Riksradion)

## Nouvelles disparitions de militants kurdes en Turquie

*Des organisations humanitaires lancent un appel afin de faire pression sur le Gouvernement turc. Une démarche similaire a été faite par la Suisse.*

«**N**ous avons appris avec beaucoup d'inquiétude la disparition, le 21 février, de maître Metin Can, avocat et président de l'Association des droits de l'homme d'Elazig, ainsi que de Hasan Kaya, médecin à Elazig. Les menaces par téléphone adressées à l'épouse de Me Can laissent penser que les deux hommes ont été arrêtés par les forces de police et qu'ils sont en danger de torture et de mort. Nous vous exhortons à exiger leur libération immédiate et à engager une enquête sur les circonstances de ces deux disparitions.» Tel est le message lancé hier par l'Association pour la prévention de la torture à Ismet Sezguin, ministre turc de l'Intérieur. Une démarche similaire a été faite par le DFAE (Département fédéral des affaires étrangères). «Des interventions de notre part sont chose fréquente», a déclaré Christian Meuwly, porte-parole du DFAE.

L'épouse de l'avocat Metin Can a reçu deux appels anonymes contradictoires. Le premier annonçait que les deux hommes étaient morts, et le deuxième qu'ils étaient encore en vie et qu'ils allaient être libérés. «Il est

peut-être encore temps de les sauver. C'est pourquoi nous lançons cet appel», déclare Jacqueline Sammali, présidente de l'Association Suisse-Kurdistan (ASK). Ce genre d'interventions a déjà permis, à plusieurs reprises, la libération de détenus.

Dans le sud-est de la Turquie, des personnalités de la société civile sont régulièrement arrêtées, torturées et massacrées. En 1992, treize journalistes kurdes ont été tués. Une délégation de Reporters sans frontières, formée de deux journalistes suisses et d'un journaliste allemand, s'est rendue en Turquie du 10 au 21 janvier dernier afin d'éclaircir les circonstances de ces meurtres. La délégation a obtenu vingt-deux entretiens formels dont quatre avec des représentants du gouvernement. Les résultats de l'enquête les amènent à avoir de très fortes présomptions quant à la complicité des forces de l'ordre. Les autorités turques ont refusé d'entrer en matière sur toute accusation précise et se bornent à blâmer «le terrorisme».

ISABELLE MUSY

Al-Hayat — 11 février 1993

وزراء خارجية سورية وايران وتركيا انهما محادثاتهما في دمشق

## تشيتين : وحدة العراق مهمة للاستقرار في المنطقة والعالم

□ دمشق - من عبدالله الدريبي:  
□ انقرة - من عصمت إمست:  
□ باريس - من صفا حائري:

المعارضة العراقية اعطت تطمينات بانها لا تفكر في تقسيم العراق. من جهة أخرى أعرب الوزراء الثلاثة عن عدم رضاهم على الانتقائية التي يمارس بها تنفيذ القرارات خصوصاً في ما يتعلق بالمبعدين (الفلسطينيين) والبوسنة - الهرسك.

وكان الوزراء اتفقوا على هذا الاجتماع في لقائهم الاول في انقرة في تشرين الثاني (نوفمبر) الماضي. وعلى رغم ان محادثات الامس كان مقرراً في الاصل ان تتركز على العراق، لكنها تشعبت الى امرين: العلاقات المتوترة بين انقرة وطهران، وشكاوى دمشق من الخطط التركية لاقامة مشاريع سدود على نهر الفرات. وأكدت مصادر في انقرة ان التوتر الإيراني - التركي كان موضع بحث في دمشق خصوصاً بين ولايتي وتشيتين في ضوء الرسالة التي وجهها اول من امس رئيس الوزراء سليمان ديميريل الى الرئيس علي اكبر هاشمي رفسنجاني. وكان ديميريل حذر في الرسالة من تدهور العلاقات بين البلدين اذا لم تتعاون طهران في الكشف عن الاغتيالات السياسية التي كان أبرز ضحاياها الشهر الماضي اوغر وموجو الصحافي التركي المناهض للأصوليين الاسلاميين.

لكن رفسنجاني رفض الاتهامات التركية وأكد ان بلاده لا تدعم الارهاب. ونقلت عنه وكالة الانباء الإيرانية الرسمية قوله للديبلوماسيين الاجانب في طهران امس انه «على رغم ان الشعب الإيراني تعرض للارهاب أكثر من غيره لكن ما زال هناك اشخاص معينون في العالم يواصلون اتهام الجمهورية الإسلامية بالارهاب». وفي اشارة الى الاتهامات التركية بتورط ايران في عدد من حوادث الاغتيال قال: «انهم لم يستطيعوا ان يبرهنوا ولو على قضية واحدة».

ونقلت وكالة «رويتر» عن وزير الخارجية التركي حكمت تشيتين قوله، لدى وصوله الى دمشق، ان الاجتماع سيبحث في المسائل المتصلة بالوضع في العراق. واعتبر ان وحدته «مهمة للاستقرار في المنطقة والعالم» وقال ان اي فكرة لتقسيمه «ستضيف مشكلة اخرى الى المشاكل التي تعانيها المنطقة».

ورداً على سؤال هل يشمل ذلك مساندة جماعات المعارضة العراقية التي تدعو الى اطاحة نظام الرئيس صدام حسين اجاب: «سنبحث كل التطورات ونتبادل وجهات النظر في كل الامور». لكنه جدد التأكيد ان الدول الثلاث تعارض بحزم انشاء دولة كردية في شمال العراق. وقال: «مثل هذه الفكرة من شأنها ان تضيف ازمة اخرى الى المشاكل العديدة التي تجتاح المنطقة. ونأمل بان تفهم الادارة العراقية هذا وتولي هذه التطورات الاهمية اللازمة». و اضاف ان «وحدة الشعب العراقي وسلامته مهمتان بالنسبة الى استقرار المنطقة والعالم».

وكان الوزير التركي قال قبل مغادرته انقرة ان «استمرار حال عدم الاستقرار في المنطقة يزيد من ضرورة المشاورات (...)» اعتقد ان هذه المشاورات التي لا تستهدف اي بلد او جماعة ستسفر عن نتائج مفيدة للسلام والامن الإقليميين. من جهته قال وزير الخارجية الإيراني علي اكبر ولايتي الذي كان وصل الى دمشق اول من امس انه يحمل الى دمشق «مشاريع» لم يفصح عنها. وشدد على التزام الدول الثلاث وحدة العراق. واعلن انه يحمل رسالة الى الرئيس السوري حافظ الاسد من نظيره الإيراني علي اكبر هاشمي رفسنجاني. ولم يذكر أي تفاصيل عن مضمونها.

### الاذاعة الإيرانية

يذكر ان العلاقات الإيرانية - التركية شابها توتر اثر اتهامات وجهتها انقرة الاسبوع الماضي لطهران بانها متورطة في اعمال تخريبية واغتيالات سياسية في تركيا وهي اتهامات نفاها الإيرانيون لكنها كانت كافية لإلغاء زيارة كان مقرراً ان يقوم بها اول من امس حسن حبيبي نائب الرئيس الإيراني الى تركيا. وبلت الاذاعة الإيرانية امس تعليقاً رسمياً أكدت فيه ان مواقف الدول الثلاث متطابقة بالنسبة الى منع اي انفجار محتمل للوضع في العراق على رغم وجود اختلافات اساسية، بينها. و اضافت ان تركيا تشعر بقلق اكثر من الدولتين الأخرين لأنها «تقاتل اكراها من جهة وبسبب ما يتردد عن تطلعها الى حقوق النفط في شمال العراق من جهة أخرى».

للضوء الساطع عاشق اللون في درجاته الناصعة (كالخرف). قلت انه انثناء تحدده ولايتي وتسيريتي بعكس التصور الذي قد يخطيء ان يوماً يوماً الى تعدي في هذا الامر ثم ان هذا لا يقلقني ابداً بقدر ما يمنحني الثقة بالنفس ولذلك اراني لست مطالباً بتبديل هويتي.

■ وهل ما زلت كمنطقة جديدة، تعبر نفسك واقعياً.. هل تدافع عن ذلك؟

□ اولاً اننا لست متبهما لادافع عن نفسي، ثم ان واقعتي تخدم قضية شعبي وانتعاشي ككردي. وثانياً الواقعة ليست قصور في الابداع اسمي الى مجانيته. واخيراً قلت انني اعطي هكذا بمنتهى اليسر دون اي قسرية. ولذلك ما كنت يوماً معك. بسا مدرسة ما.

■ تركز على انتعاش الكردي.. هل تصبح الكردية، هنا هوية. ام انها جزء من مناخ شرقي عام عنه وتعيش؟

□ اذا كان الحداد يرك ورتبة عمله ويهرب الى الجبال.. بنا كان المدرس يترك الصف ويحمل عين ظهره أمه العجوز الى اقرب كهف تحت القصف.. اذا اضاع العاشق عشيقته... اذا.. اذا.. فكيف يكون الفنان وحده محايداً؟ بل كيف نطالب المثقف الكردي بالقفز من فوق الدوامة وهو بمعكها؟

كيف تستبدل غاز الخردل في حلبة بعطر باريس؟

كنت افضل يا صديقي ان يكون هذا السؤال نابعا من السياق في حديثنا. لأن البديهية فلما تناقش...

اما بالنسبة للمناخ الشرقي. فمن قال ان الشرق يعني العرب او الاسلام وحدهم؟ فطالما هناك الإيراني والتركي والبربري والهندي والافريقي وكثير من الشعوب، هناك شرقية الكردي باطرافها العام والخاص. اصف الى ذلك مساهمة الاكراه تاريخياً في حضارات الشرق.

■ اخيراً الى اين انت ماض الآن. ما الذي تريد من اللوحة بعد هذه السنوات. □ ماض الى عسفي كما قلت بعيداً عن اي مخطط.

اما ما اريد من اللوحة أمر لا يمكن له الانتهاء لأن استمرارني منوط بالكشف والتجربة.

ولكن لا بد لمناخ باريس وضبابه واشخاصه ومناخه وبعده عن صورة امي. ان يترك بصمته وذلك توقعا - وليس تقصدا - كما اقول دائماً. اما معرضي لا بد ان تكون اغلب اعماله هي التي اصطحبتها والتي تتجاوز الـ ٣٥ عملاً منفذاً بالاكريليك.

التقاء: جميل حتمل



عنايت عطار اثناء انجاز احد اعماله (القدس العربي)

## التشكيلي الكردي السوري عنايت عطار:

# الشرق ليس عربيا ومسلمين فقط والاكراد ساهموا في بناء حضارته

باريس - «القدس العربي»:

في زيارة قام بها الى باريس، جاء هذا الحديث مع الفنان التشكيلي السوري الكردي عنايت عطار، لا عن اللوحة وعطاياته فقط، بل عن مفهوم الهوية ايضا:

■ الموضوع له حضوره الجلي في اعمالك.. هنا وبداية الى اي حد تشعر ان هذا الامر يشكل جزءا من البناء الاساس للوحة؟

□ بالنسبة لحضور الموضوع هناك اعتباران. الاول وهو الذي لا ينطبق على اعمالك بل على شكل من حيث الرؤية الايديولوجية للعالم الخارجي وانعكاسها بالشكل المباشر. الامر الذي يحشر العمل الفني في منطق السياسة والعقلنة غير المجدية في عالم الابداع.

الاعتبار الثاني، والذي انهجه حقا بكل سلوحي (حتى تنطبق على اعمالك، بل يجب ان تشبهني كسلوك وفعل) والذي هو تحويل العالم المعاش واقعيًا من سلطة العقل الى مملكة الاحساس العليا حتى تسقط القسرية من عملية الاداء وتصبح العفوية هي البديل المبدع على الاقل لتحقيق الحرية التي هي شرط الابداع والحرية هنا ليست منوطة بسلطات الرقابة الخارجية بقدر ما هي الانفلات والترفع عما هو منطقي ورياضي حتى يرقص اللون في صفاء الروح.. إذن الموضوع الذي تلحظه في اعمالك لم يكن في يوم من الايام ناتجا عن سابق تصميم. لوحتي لا يمكن لها ان تخضع لخطوط او دراسات. اقف امام السطح الابيض في مواجهة المخلوقات التي تتحرك امامي فاحذف واضيف حتى لحظة الولادة النهائية التي يدشنها توقيعي. الا تلاحظ ان واقعيتي اقرب الى الرمزية التعبيرية والوطني انطباعية؟

هل لمحت شيئا من التسجيلية؟ ولكن الانتماء كائين للشرق وككرد لا يسد لذكريات الطفولة تعمل عملها هنا وهذا ما لا اراه سلبيا في يوم من الايام. ■ بالمقابل ورغم الاطار الواقعي للاعمال، نجد ان اللون حضوره الواضح.. ايشدك اللون الى درجة تفوق احيانا عناصر اللوحة الاخرى؟ □ كانه هنا تجيب بنفسك على جزء من السؤال الاول: لأن حضور اللون هو الجانب التجريدي في العمل البصري، لأن التسجيلية تعتمد على التشخيص والشكل والاستفراق في تفاصيل الادميين والطبيعة على حد سواء الامر الذي يتم فيه التركيز على الخط والصورة الواضحة.. بينما اللون هو وحده الاداة الصوفية التي تخطف الروح الى فناء الجمال. انهي بهذه المناسبة اصرخ لوتنا وابكي لوتنا وانزف، افرح، ارقص، اعشق. انه يات عالمي الذي يمنحني حرية اختيار الاشكال وطرح بدائل الحياة التي لم

فيها كثيرا من العلاقات غير المتوازنة. انه حلمي الذي يضعني في عالم مواز - ليس منطبقا - للعالم الفيزيقي. انه غاية اكثر مما هو وسيلة بحيث ان الموضوع الذي تلحبه بحد ذاته وسيلة بلورة اللون لتحقيق معطي انساني شامل وترك البصمات على جدار التاريخ لئلا تكون يوما عمالة ازاء الحضارات الانسانية.

■ اللون ايضا هو شرقي حار في اطاره العام.. كيف يمكن لك هنا ان تنجو من الحس التزييني فيه؟ يعني الا تشعر ان التزيين قد يأسرك احيانا؟

□ لم يعد اليوم ما يسمى بالتزيين، اذا اعتبرنا عنصر الجمال هو خلق للذات الانسانية (اعطوني عالما اجمل) هو البديل عما قيل آلاف المرات (اعطوني عالما عادلا). بل هو كنهه الخروج من الايديولوجيات التي كانت نهايتها السقوط لأن السياسة لم يستطيعوا رسم صورة جميلة للحياة حتى الآن.. ولكنني كترقي محب

محسوراً بالاجهزة الامنية، فقد قامت السلطة العراقية بعد تكسة الحركة الكردية في ١٩٧٥ بإجبار الشعب الكردي على الانخراط في صفوف حزب البعث العربي الاشتراكي الحاكم، بعد ان اعطي الدور القيادي للحزب المذكور في المجتمع الكردي، كما كان الحال في جميع انحاء العراق. والحزب المذكور، كما هو معروف، لا يرتبط بالفرد الكردي في تطلعاته واهدافه بشيء.

كما ان الحكم العراقي مارس في ظل الحكم الذاتي ايضا، سياسة مبرمجة لتعريب وتبعيث كردستان وتدميرها، وكان من نتائج هذه السياسة (المعروفة بسياسة الارض المحروقة) حرق وتدمير اكثر من ٤٠٠٠ قرية كردية واستخدام السلاح الكيماوي وعمليات الابادة الجماعية التي راحت ضحيتها عشرات الالوف، ومنها ايضا عمليات الانفال، السبئية الصيت التي اودت بحياة اكثر من مائة وثمانين الفاً من الكرد رجالاً ونساء واطفالاً.

من هنا ينبع القرار الكردي في تبني الفيدرالية ورفض صيغة الحكم الذاتي المبثورة لأنها لا تستند الى اية ضمانات دستورية او قانونية كما لا تحقق المساواة والعدالة الحقيقية، ولا تضمن ارضية صلبة لاستمرار وحدة الوطن الواحد، فعبر مثل هذه الصيغ زعمت الدولة الاستبدادية والعنصرية والشوفينية بذور الخراب والدمار والحروب والتقسيم.

لكن المؤسف حقاً ان تشهد تحركاً معاكساً يأتي بعد سوء الفهم الذي رافق اعلان برلمان كردستان لفيدرالية، وهذا التحرك يهدد بالفشل جهداً كبيراً بذلته المعارضة العراقية لتوحيد صفوفها. فموقف الدول (ايران، سورية، تركيا) واجتماع وزراء خارجيتها لا يبشر بالخير، بل يؤكد استمرار السياسات الاقليمية نفسها التي سادت المنطقة تجاه القضية الكردية منذ الحرب العالمية الاولى، والتي تبدو وكأنها لم تتغير في الجوهر على رغم اختلافها الظاهر في الشكل والممارسة.

ويانتظار تغير المواقف ونظرة اكثر واقعية وعدالة وايجابية تخدم مستقبل شعوب الشرق الاوسط، لا نجد بدأً من ذكر نقطتين نعتقدنا اساسيتين تقفان وراء موقف رفض القرار الكردي، مع املنا في ان تكون على خطأ لكي تبقى العلاقات بين القيادة الكردية والاطراف التي تؤثر وتتأثر بها سليمة:

اولاً - الخسوف من الوضع السائد في كردستان العراق، والرعب حيال الديمقراطية الفتية فيها والتي اثمرت قيام انتخابات برلمانية حرة وتشكيل حكومة اقليمية شرعية، وانتعاش حرية الصحافة والتعبير واحتمال احتذاء الشعوب المجاورة هذه التجربة، خصوصاً من ناحية انتشار رياحها لتشمل كل الاراضي العراقية مع التطورات التي شهدتها العالم على هذا الصعيد.

ثانياً - المواقف الشوفينية الموروثة تجاه الشعب الكردي والتي تولدت عبر عقود من الجمود والتفكير القومي الاستعماري للقوميات الحاكمة (العربية والتركية والفارسية) عبر انظمتها الاستبدادية، ورفض القوى الاسلامية الاصولية لمبدأ القومية والحلول والحقوق القومية، على رغم كون التاريخ الاسلامي يتضمن ايمان قيام دول اسلامية كبيرة مثل الدولة الاموية والعباسية والعثمانية، نظام «الولايات، المشابهة لأنظمة الحكم الفيدرالي مع اختلاف الزمن والفكر السياسي.

\* عضو في قيادة الجبهة الكردستانية العراقية

اساس من الاتحاد الاختياري بين شعوبها، بل يُبقي نظام الحكم الذاتي الفرصة امام الدولة للترجع عن المكاسب التي تحققت، في اي وقت تشاء.

من جانب آخر فإن اية تجربة من تجارب الشعوب مع الحكم الذاتي من النمط الذي يريدونه لكردستان العراق لم تنتج، لاستحالة قيام الديمقراطية في بلد مثل العراق من دون تغيير جذري لمجمل القوانين التي تسيطر البلد ومن دون وضع دستور جديد، في حين ان الانظمة الفيدرالية المتعددة المعمول بها في بلدان كالولايات المتحدة الاميركية وسويسرا وكندا والمانيا والارجنتين واستراليا والكامبيرون والهند، عاشت واستمرت بنجاح سواء من حيث تحقيق العدالة بين شعوبها وسكانها او من حيث تنظيم الإدارة الجيدة وتوفير الحريات الديمقراطية.

ولقد كانت القيادة الكردية تسعى الى ايجاد علاقة متوازنة مع الحكومات المركزية المتعاقبة ومن خلال حوارها مع اطراف القوى الوطنية والاسلامية العراقية الى التوصل الى فهم مشترك، والى صيغة ناجحة، قابلة للاستمرار، من دون التوصل الى نتيجة ترضي الجانب الكردي، الا ان القيادة الكردية بقيت مطالبة سواء من قبل الحكومة، او المعارضة بتأييد سياستها وعلاقاتها المتعلقة بانتفاء دولة العراق المحيطة العربي والاسلامي.

اذكر مرة انني كنت ضمن وفد الجبهة الكردستانية في محادثات لتشكل الجبهة العراقية المعارضة للسلطة الحاكمة وذلك في اواخر عام ١٩٨٩ في دمشق، وقد شاركت في المحادثات التيارات الاسلامية وهي الاسلامي والقومي والحزب الشيوعي وآخرون. وعند مناقشة البرنامج السياسي ابدنا اقتراحاً قدمته اطراف التيار القومي يتعلق بتأييد الوحدة العربية، ثم ابدنا اقتراحات كثيرة تتعلق بالتزام العراق انتصاهم العربي والاسلامي، لكن اقتراحاً من الجبهة الكردستانية يتعلق بمستقبل الكرد في العراق في حال قيام الوحدة بين العراق ودولة او دول عربية أخرى، رفض خصوصاً من التيار القومي، وكان الاقتراح ينص على ضرورة احترام ارادة الشعب الكردي في حال قيام تلك الوحدة؟! كذلك رفض اقتراح آخر ينص على وجوب احراز تقدم في الحقوق القومية المشروعة للشعب الكردي في بولة الوحدة المنشودة. وقد فشلت المحادثات لاسباب أخرى كثيرة في مقدمها ان كثيراً من الحضور لم يكن مخبراً في تواصل الحوار نحو الاتفاق النهائي.

مثال آخر مع الحكومة العراقية هذه المرة، وهو على سبيل المثال لا الحصر والتنشيب: حين كنا في بغداد، في المفاوضات الاخيرة التي جرت بين الجبهة الكردستانية والحكومة العراقية في صيف ١٩٩١ (وكانت عضواً ضمن الوفد الكردي) بحثنا مسألة الامن الداخلي (المحلي) في كردستان وكيفية ممارسة جهاز الامن العام لمسؤولياته، وقد طرحنا على الجانب الحكومي وجهة نظرنا التي تنادي بضرورة فصل الامن القومي عن الامن الداخلي، وقلنا ان الشعب الكردي لا يمكنه القبول بعودة اجهزة الامن الداخلي والاستخبارات بالطريقة التي كانت سائدة قبل آذار (مارس) ١٩٩١، كما طالبنا بان تكون هذه الاجهزة تابعة للسلطات المحلية. وكان رد الجانب الحكومي رفضاً قاطعاً للامر بحجة ان جميع الاجهزة الامنية مرتبطة بالرئيس مباشرة ولا سلطة لاحد عليها!؟

وغني عن القول هنا ان الامر ليس

الاخيرة كانت تحكم البلد بمفاهيم قريبة وحياتياً مطابقة لانظمة الحكم الاستبدادية الآتفة الذكر، وممارساتها العنصرية والقمعية، دون ادنى مراعاة للخصوصيات القومية والاجتماعية والطائفية التي يتكون منها المجتمع العراقي.

لقد فشل شعار الحركة الكردية في كردستان العراقية والذي نادى به خلال عقود من الزمن، وهو الديمقراطية للعراق والحكم الذاتي لكردستان، خصوصاً بعد اندلاع الحرب مجدداً في كردستان عام ١٩٧٤، ليس فقط بسبب الاحداث التي شهدتها كردستان، والحرب التي طالت كل الشعب والشيوخ التي تولدت لدى المواطن الكردي تجاه السلطة المركزية، اضافة الى التأثيرات السلبية على العلاقة التاريخية بين الكرد والعرب، بل في صحة الشعار نفسه بعد فشله على ارض الواقع، وقد اصطلحنا يوماً بمفهوم «حكومي، مغاير لمفهومنا في ما يتعلق بصلاحيات وحدود الحكم الذاتي.

ومعلوم ان النظام اصدر قانوناً في عام ١٩٧٤ سمي بقانون الحكم الذاتي ومن طرف واحد، من دون اتفاق مع قيادة الحركة الكردية، ولم يشمل مفهومياً للأرض والديموقراطية، فيما بقيت صلاحيات اجهزته التشريعية والتنفيذية مقيدة بقيد كثيرة، ومسيرة من قبل تظيمات حزب البعث الموجودة في المدن الكردستانية، ناهيك عن اجهزة الامن والاستخبارات التي بقيت تابعة للحكومة المركزية بعد تشديد قبضتها واطلاق يدنا بصلاحيات وامكانات تفوق صلاحيات كل السلطة التشريعية والتنفيذية مجتمعة.

كما ان التجربة اثبتت ان الحكم الذاتي لا يحقق العدالة المرجوة في مشاركة الكرد في أنشطة الحياة السياسية في العراق، فلقد بقيت الوزارات المهمة (الدفاع، الخارجية، الداخلية، النفط، الاجهزة الحساسة للدولة) محصورة برجال الحكم لا غير، ويبدو ان الحال هذه سوف تستمر ما لم

## عدنان المفتي \*

تتعبير البنية القانونية والدستورية في العراق.

وفي حين ان الكردي يطالب يوماً بإثبات عراقيته تأتي القوانين المعمول بها والعقوبات التي لا حصر لها لتؤكد دونيته في الحقوق؟! صحيح ان قيادة الحركة الكردستانية كانت تطهّم الحكم الذاتي من منظور آخر، وهو ما عبرت عنه من خلال المواقف المعلنة والمذكرات المقدمة والمفاوضات التي جرت مع الحكومة العراقية، وهو مفهوم أقرب الى حكم ذاتي في نظام فيديريالي تعددي ديموقراطي، اما «الحكم الذاتي الحقيقي، فليس غير شعار لتمييزه كشعار للمعارضة العراقية عن الحكم الذاتي الحكومي، وفي حقيقة الامر لا فرق يذكر من الناحية القانونية بين ما هو حقيقي وغيره وهو شعار سياسي اكثر من كونه منهجاً للعمل والاطار القانوني للحل المنشود.

صحيح ان الحوار مع اطراف المعارضة خلال السنوات المنصرمة كان على اساس شعار الديمقراطية للعراق والحكم الذاتي لكردستان وكذلك المفاوضات الاخيرة مع الحكومة العراقية، لكن الصحيح ايضا ان خلافاً يمكن في مفهوم الحكم الذاتي نفسه، من حيث كونه لا يحقق المساواة الحقيقية ولا يعبر عن ارادة المشتركة في قيام دولة واحدة على

## الهيئة الرئاسية للمعارضة العراقية تبت اليوم الاشكالات مع الاسلاميين

□ لندن - من زهير قصبياي:

تواصلت امس في طهران اجتماعات المجلس التنفيذي المنبثق عن المؤتمر الوطني العراقي الموحد، المعارض مع القوى الاسلامية في المعارضة العراقية، عشية الاجتماع الذي تعقد اليوم في كردستان العراق «الهيئة الرئاسية، الثلاثة للمعارضة. وأكدت مصادر الهيئة لـ «الحياة» ان اجتماع كردستان «سببت غداً (اليوم) مشكلة اعتراضات الاسلاميين، على نتائج مؤتمر صلاح الدين، وسيشترك فيه المجلس التنفيذي المنبثق عن المؤتمر الوطني». وكان رئيس المجلس الدكتور احمد الجلبى توجه الى طهران الاحد الماضي للقاء القوى الاسلامية وفي مقدمتها المجلس الاعلى للثورة الاسلامية، في العراق الذي يتزعمه السيد محمد باقر الحكيم. وتابعت المصادر ان الاجتماع الموسع في شمال العراق سيركز على المستجدات، والاجتماع الوزاري السوري - التركي - الايراني، الذي عقد في دمشق امس «وسيتناول ايضا توزيع مسؤوليات المؤتمر كفتح المكاتب وتشكيل اللجان الذي تاخر نتيجة تعليق القوى الاسلامية حضورها في المؤتمر. وتوجه الى شمال العراق عن طريق ايران السيد محمد بحر العلوم عضو «الهيئة الرئاسية، التي تضم

ايضا زعيم الحزب الديمقراطي الكردستاني السيد مسعود بارزاني واللواء السابق في الجيش العراقي السيد حسن النقيب. وكان «المجلس الاعلى» الذي يتخذ طهران مقراً له اقاد في بيان اصدره اول من امس ان الحكيم نفى الانسحاب من المجلس التنفيذي المنبثق عن مؤتمر صلاح الدين، وأكد ان «القوى الاسلامية علقت حضورها انتظاراً للحلول التي لا بد ان تجد لها طريقاً باتجاه قضية المؤتمر وقضية وحدة المعارضة العراقية». وأشار البيان الى ان الحكيم قال في مقابلة بثها التلفزيون الإيراني في السادس من شباط (فبراير) الجاري ان تعليق القوى الاسلامية مشاركتها في اجتماعات المجلس التنفيذي «وجدناه ضرورياً فمن دونه قد تصل الامور الى نهايات لا يمكن علاجها بعد ذلك (...) وما زلنا نواصل الحديث مع الاطراف المختلفة من اجل الوصول الى صيغة مناسبة ترضي الجميع ويتم التوافق عليها». ولفت الى «بعض التصرفات التي أدت الى مجموعة من الاشكالات الرئيسية في وضع المؤتمر ونتائج». وذكر باجتماع كان عقد في طهران مع القوى الاسلامية في المعارضة العراقية وصدور بعده بيان اشار الى ظهور «اشكالات اساسية شخصت في خمس نقاط لا بد من معالجتها وهي: ١- الهيئة الرئاسية التي جاءت في شكل لا يعبر عن واقع وطموحات

الوحدة والتمثيل. ٢- المجلس التنفيذي الذي لم يراع فيه مجمل الظروف التي تحيط بالشعب. ٣- دخول اشخاص في الجمعية العمومية ومشاركتهم في التصويت بطريقة غير دستورية. ٤- اعلان البيان الختامي (المؤتمر صلاح الدين) من دون اخذ موافقة الجمعية العمومية، ولم يراع فيه التطابق مع قرارات اللجان المنبثقة عن المؤتمر والتي اقرت في الجمعية. ٥- الطريقة التي اديرت بها فعاليات المؤتمر والاجراءات التي احاطت به». وتابع الحكيم: «بعد بيان القوى الاسلامية في طهران قمنا بمجموعة من التحركات، سواء على مستوى الاتصال مع اطراف المعارضة العراقية او الاتصال بدول المنطقة، وعقد لقاء بين الاسلاميين والقوميين ولقاءان بين الاسلاميين والقوى الاخرى في لندن، وارسلنا وقدماً الى كردستان العراق للبحث في هذه الاشكالات مع الاخوة الاكراد ووجدنا بعض التجاوب في التفهم، لكن الظروف التي مرت خلال هذه الفترة فوتت مجموعة من الفرص الاساسية على المعارضة العراقية». وزاد ان «المجلس الاعلى، يعمل من اجل عقد اجتماع محدود بين اطراف المعارضة العراقية للبحث في الاشكالات والوصول الى حل في شكل مناسب وبالتوافق».

### اكراد تركيا يواصلون في بروكسيل اضراباً عن الطعام

■ بروكسيل - ا ف ب - واصل امس في بروكسيل ٧٢٠ كردياً من انصار حزب العمال الكردستاني (تركي) اضراباً عن الطعام لليوم الـ ١٨ احتجاجاً على عمليات القمع في تركيا. ويوجد بين المضربين ١٥ عضواً في «الجمعية الوطنية لكردستان، التي نظمت انتخاب اعضائها في تشرين الثاني (نوفمبر) الماضي جبهة التحرير الوطني في كردستان المؤيدة للحزب. وكانت التنظيمات السياسية الكردية الكبرى العراقية والايرانية قاطعت هذه الجبهة والانتخابات. وندد المضربون عن الطعام في بروكسيل «بالتعذيب والقتل الجماعي اللذين تمارسهما الدولة التركية بحق السكان المدنيين وكذلك قتل الصحافيين والمدنيين في حزب العصابات المضادة». وطالبوا بحل ديموقراطي لشعب كردستان ووقف تقديم المساعدات العسكرية الى تركيا، ودعوا البرلمان الاوروبي الى ارسال وفود لتقصي الحقائق في تركيا.

Al-Hayat — 1er février 1993

## الفيدرالية نظاماً للاتحاد الاختياري

والاجتماعية المتفاقمة، وسيادة نظام الحكم المطلق وغياب الديمقراطية، وهي اساس قيام الاتحاد الفيدرالي. كذلك فإن انفصال شعوب هذه الدول عن بعضها وقيام دول جديدة كان بسبب فشل الانظمة الديكتاتورية تلك في تحقيق العدالة بين شعوبها وممارسة سياسة القمع والاضطهاد ضدها، والسيادة الجبرية للقومية الحاكمة على القوميات الاخرى، وفرض ثقافتها ولغتها، وعدم توافر الحد الأدنى من الحريات الشخصية والعامة، بل اكثر من ذلك من اسباب بما فيها تلك التي تعود الى تاريخ تشكيل الدولة الاتحادية اي عندما سلبت الانظمة الحاكمة في تلك البلدان حق تلك الشعوب في تقرير مصيرها، وكان النظام الفيدرالي في حقيقته فرضاً قسرياً ولم يات اتحاداً اختيارياً لشعوبها، وكلها امور حملت في طياتها بذور الكراهية والفشل والانهيار، تماماً كما حصل، ولا يزال، في العراق على يد الانظمة المتعاقبة التي مارست العنف والاضطهاد ضد الشعب الكردي وعموم ابناء الشعب العراقي وسلبت منه الازادة وحق التعبير والحريات الاساسية، ولم تنجح الحوارات والمفاوضات بين الحركة التحررية الكردستانية والحكومات العراقية المختلفة لأن

«الخطر» الذي ولد اللآءات التي ذكرتها بايام ما بعد حرب حزيران/ يونيو عام ١٩٦٧: «لا للتقسيم، لا للفيدرالية، لا لمؤتمر صلاح الدين». ان نقاشاً هادئاً بعيداً عن نظرية المؤامرة ومخطط التقسيم المزعوم، ضروري، اذا كانت هذه المواقف نابعة من الاخلاص لقضية الوطن ولبناء صرح علاقات مشتركة وناجحة، توحد الاخوة على اساس العدالة والديموقراطية، ولا تتم عن موقف مسبق من الحقوق القومية المشروعة للشعب الكردي وادارته الشرعية في كردستان. من الواضح ان الذين ينشطون في الاعلام والاتصالات والمقالات، وعقد الاجتماعات، يستهدفون تقويض القرار الكردي، بل وايقاف الحوار السليم والناجح بين اطراف المعارضة العراقية خصوصاً مؤتمر صلاح الدين ونتائجها الايجابية. ان الجبهة المعارضة لقرار الفيدرالية تحاجج دفاعاً عن تخوفها ورفضها بانهايار دول ذات انظمة فيدرالية مثل الاتحاد السوفياتي ويوغوسلافيا وتشيكوسلوفاكيا، من دون ان تدرك - وربما عن قصد - ان هذا الانهيار لم يكن بسبب النظام الفيدرالي، بل كان نتيجة الازمة الاقتصادية والايديولوجية

ما ان اعلن برلمان كردستان في ١٩٩٢/١٠/٤ قراره بتبني النظام الفيدرالي لادارة شؤون اقليم كردستان العراق وعلاقته بحكومة العراق المركزية، حتى قامت حفيظة الدول الاقليمية الثلاث المجاورة (ايران، سورية، تركيا) وصدرت الاعتراضات والتحفظات من قوى المعارضة العراقية وخاصة الاسلامية والقومية، التي ترتبط بسياسات وايديولوجيات الانظمة الحاكمة في الدول الثلاث، وهو امر واقع ومفهوم اذا لم يتجاوز حدود العلاقات الثنائية ولم يمس مصالح الشعب وقضاياها؟ واذا كان من الحق المطالبة بتحديد المفهوم الفيدرالي واطاره القانوني، وهو موضع مناقشة الآن في برلمان اقليم كردستان لاصداره كقانون، (وان كان في النتيجة بحاجة الى اتفاق مع الحكومة المركزية، والى وضع النصوص القانونية الخاصة بالفيدرالية امام اللجنة التأسيسية المقترضة انتخابها لصياغة الدستور العراقي) فإن المخاوف التي تثيرها جبهة المعارضة لقرار الفيدرالية لا تستند في حقيقة الامر الى وجود اية مخاطر حقيقية تحيق بالعراق، وامكان تقسيمه او انفصال الجزء الكردي عنه، ولم نسمع او نقرأ اية حجة مقبولة تستند الى وقائع ملموسة عن هذا

**TORTURE**

# Les enfants kurdes de Turquie victimes de graves violations

**Selon de nombreux rapports des Nations Unies et d'autres organisations internationales, la torture est pratiquée aussi sur les enfants.**

Si en matière de droits de l'homme la Turquie est systématiquement au banc des accusés, elle l'est également pour la question des violations des droits de l'enfant. De nombreuses organisations dont les Nations Unies relèvent que chaque année des enfants, âgés de moins de 18 ans sont victimes dans ce pays, de tortures, de traitements inhumains et parfois même d'assassinats par des représentants de l'Etat. En 1992, au moins sept enfants ont été exécutés. Cette semaine, la Commission aborde la question des droits de l'enfant et la Turquie sera, une nouvelle fois, montrée du doigt.

De nombreuses allégations de violation des droits de l'enfant durant 1992 ont été dénoncées. Ainsi, « Helsinki Watch », relève trois cas de prétendus suicides d'enfants en détention, qui selon cette organisation sont en réalité des assassinats perpétrés par les forces de l'ordre. Il s'agit de Biseng Anik, une jeune fille de 16 ans dont le corps relevait des signes évidents de torture, de Kesean Ali, 16 ans, et d'une autre écolière de 13 ans. L'AMCT et Amnesty International ont elles aussi



**Des enfants kurdes sont victimes de violences lors de manifestations et de troubles. UNICEF**

dénoncé ces cas. En 1988 déjà, l'organisation Défense des enfants international (DEI) faisait part dans un rapport détaillé de mauvais traitements contre les enfants vivant en prison.

Si certains enfants sont torturés, parfois tués en détention, d'autres – la plupart kurdes – sont victimes de violences dans le sud-est du pays lors de manifestations ou lors de troubles. Par

exemple, l'AMCT a lancé un appel en septembre 1992 selon lequel un enfant de 5 ans aurait été tué par les forces de l'ordre lors d'une manifestation à Tepecik. Il y a un mois, la même organisation relevait l'assassinat de toute une famille kurde, dont le père était soupçonné de soutenir les activités du PKK, à Cüçlü dont deux enfants de 8 et 6 ans.

Dans son rapport de cette année, le rapporteur spécial contre la torture relève au moins 8 cas détaillés d'enfants torturés en 1992, âgés de 12 à 17 ans. A noter également que le rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires relève dans son rapport le cas d'un enfant de 10 ans gravement blessé lors d'un attentat perpétré par des militaires ainsi que d'un autre enfant de 13 ans tué par des coups de feu des forces armées lors d'une démonstration à Bingot. A relever que la Turquie n'a pas encore ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant. Elle l'a signée, ce qui n'est qu'une déclaration d'intention et non un engagement conventionnel de droit international. PAULO DAVID

1<sup>er</sup> mars 1993

**PANORAMA**  
DU MÉDECIN  
Le Quotidien de la médecine

## Le corps en morceaux

**Dieter Appelt**  
Introduction de Michel Frizot  
Collection Photo Poche, 55 F

« Tarra incognita » : chez Dieter Appelt, artiste berlinois, le corps devient un monde à explorer, enfoui sous des strates, un univers difforme, une matière première maléable à merci qui renvoie dans chacun des clichés du photographe une image de souffrance.

La dégradation de l'individu,

répréhensible lorsqu'elle s'exerce par la violence, offre à l'artiste un exutoire commode, une façon d'interpeller notre devenir, notre condition d'être humain. Certaines images rappellent les Kurdes gazés par l'aviation de Saddam Hussein, mais cette mise en scène, macabre au premier regard, fascine autant qu'elle dérange. Beaucoup plus étonnantes encore sont ces curieuses constructions en bois qui deviennent de véritables cages pour l'artiste

emprisonné. En renouvelant l'art de l'autoportrait, Dieter Appelt peaufine l'image tourmentée de l'intellectuel allemand pris en tenailles (avant la réunification) entre un mode de vie bourgeois et confortable et un passé nazi qui colle à la peau.

Reconnu en France par une poignée d'amateurs, Dieter Appelt bénéficie désormais des hommages de la célèbre collection Photo Poche du Centre national de la photographie. Un ouvrage à ne pas mettre néanmoins entre toutes les mains.

G.V.-H.

# La Turquie arrête et torture sans la moindre entrave

**Ankara, qui a suspendu la Convention des droits de l'homme dans certaines régions, ignore les mises en garde.**

Personne n'ignore ni ne sous-estime – à l'exception du Gouvernement turc – la gravité de la situation des droits de l'homme dans le sud-est de la Turquie. Sous des prétextes géopolitiques, Ankara procède à de nombreuses arrestations, à des exécutions sommaires de Kurdes. Et le nombre des personnes disparues a considérablement augmenté. Cela, en toute impunité. Ce constat, fait devant la Commission des droits de l'homme par la Fondation Danielle Mitterrand – France Liberté – résume concrètement la façon dont les droits de l'homme sont violés dans le Kurdistan.

Depuis le terrible exode de 1991 – qui fit suite à la guerre en Irak – le

Kurdistan est plus que jamais au cœur de la question du Moyen-Orient, aussi bien du fait de son immense superficie (520 000 km<sup>2</sup>) que par ses ressources naturelles (surtout du pétrole) et sa position stratégique. Répartie entre quatre pays: Turquie 28%, Irak 21%, Iran 12% et Syrie 12%, les Kurdes sont partout persécutés mais plus particulièrement en Irak et en Turquie. Ce dernier pays a d'ailleurs profité de sa position acquise durant la guerre contre l'Irak pour intensifier sa répression.

Selon le Ministère de l'intérieur turc lui-même, la répression a fait en 1992, 2135 victimes. Pour le mouvement de résistance, le nombre de victimes

s'éleverait à bien davantage: 5594 dont 12 journalistes. Au cours de l'année passée, en outre, près de 20 000 arrestations arbitraires auraient été effectuées, en majorité dans les provinces kurdes. A rappeler que la suspension, en août 1990 dans ces mêmes provinces, de la Convention européenne des droits de l'homme (ratifiée pourtant par la Turquie) est toujours maintenue. Les autorités turques peuvent ainsi arrêter, assassiner, impunément les populations kurdes.

Devant le nombre des cas de torture, le Conseil de l'Europe a décidé, en décembre dernier, de rendre public le rapport du Comité européen contre la torture afin de dénoncer ces faits. Depuis deux ans, Strasbourg multiplie les mises en garde contre Ankara. Car la torture est pratiquée non seulement à l'égard de suspects de droit commun mais également contre des personnes détenues en vertu de la législation contre le terrorisme. Et les autorités ne font aucun effort pour essayer de remédier à ces violations et mettre fin à cette pratique. ANGELICA ROGET

# La gravité au cœur de la fête du Lièvre-d'Or

**Les Kurdes ont organisé un après-midi au centre culturel. Musiques traditionnelles et paroles engagées.**

République du Centre  
1<sup>er</sup> mars 1993

Les fêtes de l'Association sportive et culturelle kurde ont toujours un côté très sérieux. Une dimension presque dramatique. Celle de dimanche après-midi, qui a réuni près de quatre cents personnes au centre culturel du Lièvre-d'Or, n'a pas échappé à la règle.

L'ensemble du public a été invité à se lever et à observer une minute de silence à la mémoire des combattants pour la libération du Kurdistan.

Les petites filles et les jeunes garçons en costumes traditionnels ont ensuite entamé leurs danses folkloriques sous un immense portrait de Appo, le chef charismatique du PKK et un drapeau kurde. « Nous encourageons les jeunes enfants à pratiquer nos danses et nos chansons pour qu'ils n'oublient pas notre culture. Il faut qu'ils aient une bonne connaissance de nos traditions pour être capables de respecter la culture de la France, notre pays d'accueil », explique Huseyin Yildirim, le président de l'association.

Aux côtés du groupe local Be-rivan, du nom d'une jeune fille tuée en Turquie, les musiciens du groupe Rahan Demirel et les artistes parisiens du groupe Zekiye Alghan. Dijwar, un chanteur très populaire dans la communauté kurde, et ses musiciens, ont offert un spectacle au public enthousiaste. « Nos chansons racontent la vie de notre peuple et son exil. Elles parlent de la vie quotidienne des combattants et des Kurdes », explique Dijwar, qui compose lui-même une partie de son répertoire.



**Les enfants de la communauté kurde apprennent les traditions de leur pays et dansent régulièrement dans les fêtes de la ville.**

Alors que les darboukàs, les tambours et le dasfé rythmaient la fête, les invités pouvaient déguster des pâtisseries et des spécialités kurdes. Carlos Gueirero, l'un des responsables de

l'Association pluraliste pour les activités interculturelles (APPAL) est venu participer à la fête. « Les Kurdes ont des valeurs familiales solides qui permettent aux jeunes de rester sérieux. Leur association a toujours participé aux fêtes

locales », a constaté Carlos Gueirero en participant à cette fête colorée et nostalgique des « oubliés de Dieu ».

V. B.

Presse Océan—3 mars 1993

## Droits de l'homme : la « loi du terrorisme » règne en Irak

Les exécutions massives sont courantes en Irak, un pays qui vit sous la « loi du terrorisme », a affirmé hier, le rapporteur spécial de la commission des droits de l'homme, M. Max Van der Stoep, qui a évoqué les « bombardements indiscriminés » des populations civiles et l'existence de « camps de la mort » dans ce pays.

Désigné en 1991 par la commission, l'ancien ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas n'hésite pas à conclure, dans son rapport, qu'il y a eu et qu'il continue à y avoir en Irak des violations des droits de l'homme « de la nature la plus grave et sur une échelle massive ». Pour le rapporteur, il n'y

a plus dans ce pays « d'Etat de droit ».

Analysant le système de gouvernement du pays, il conclut à l'« absence de toute amélioration prévisible » de la situation des droits de l'homme.

Selon le rapport, plusieurs charniers, contenant de dizaines de cadavres de civils et de combattants kurdes, ont été découverts près d'Erbil et de Souleimanieh, dans le Kurdistan irakien, par une mission d'enquête de médecins.

Beaucoup de ces corps étaient encore habillés, preuve qu'ils n'ont pas été enterrés selon les rites musulmans, souligne le texte. Selon les témoignages recueillis auprès des proches ou des fossoyeurs, les

funérailles conformes aux règles ont été « souvent interdites ».

En outre, les informations sur les disparitions continuent de parvenir au rapporteur spécial qui indique que 5.573 cas de disparition ont été soumis au gouvernement irakien en 1992, ce qui porte à un total de 9.447 le nombre de cas signalés dont la « grande majorité » sont des Kurdes.

Les documents administratifs saisis au Kurdistan irakien à la suite de la révolte de mars 1991 confirment les accusations de « génocide » portées contre les armées irakiennes dans leurs opérations contre les Kurdes, menées entre 1987 et 1988, indique le rapport. Bapti-

sées « Anfal », ces opérations militaires ont consisté à exterminer et déporter des populations entières dont les villages ont été systématiquement détruits, selon ce texte.

De plus, le rapporteur spécial met l'accent sur les persécutions dont sont victimes les tribus de la région des marais, dans le sud du pays.

En dépit de l'instauration, le 27 août 1992, par la communauté internationale, de la zone d'exclusion aérienne au sud du 32° parallèle, il y a eu, entre le 28 août et le 4 octobre de la même année, des bombardements d'artillerie et de mortier sur des localités des régions de Al-Amara, Al-Nassiriah et de Bassorah, suivis d'opérations terrestres visant à chasser les gens et à détruire les maisons encore debout, souligne encore M. Van der Stoep.

La Dépêche du Midi — 3 mars 1993

Camps de la mort, bombardements des populations civiles...

## Irak : l'ONU dénonce la « loi du terrorisme »

Les exécutions massives sont courantes en Irak, un pays qui vit sous la « loi du terrorisme », a affirmé, hier, le rapporteur spécial de la commission des Droits de l'Homme de l'ONU, Max Van der Stoep, qui a évoqué les « bombardements indiscriminés » des populations civiles et l'existence de « camps de la mort » dans ce pays.

Désigné en 1991 par la commission, l'ancien ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas n'hésite pas à conclure, dans son rapport, qu'il y a eu et qu'il continue à y avoir en Irak des violations des Droits de l'Homme « de la nature la plus grave et sur une échelle massive ». Pour le rapporteur, il n'y a plus dans ce pays « d'Etat de droit ».

Analysant le système de gouvernement du pays, il conclut à l'« absence de toute amélioration prévisible » de la situation des Droits de l'Homme.

### Des charniers

Selon le rapport, plusieurs charniers, contenant des dizaines de cadavres de civils et de combattants kurdes, ont été découverts près d'Erbil et de Souleimanieh, dans

le Kurdistan irakien, par une mission d'enquête de médecins.

Beaucoup de ces corps étaient encore habillés, preuve qu'ils n'ont pas été enterrés selon les rites musulmans, souligne le texte. Selon les témoignages recueillis auprès des proches ou des fossoyeurs, les funérailles conformes aux règles ont été « souvent interdites ».

En outre, les informations sur les disparitions continuent de parvenir au rapporteur spécial qui indique que 5.573 cas de disparition ont été soumis au gouvernement irakien en 1992, ce qui porte à un total de 9.447 le nombre de cas signalés dont la « grande majorité » sont des Kurdes.

Les documents administratifs saisis au Kurdistan irakien à la suite de la révolte de mars 1991 confirment les accusations de « génocide » portées contre les armées irakiennes dans leurs opérations contre les Kurdes, menées entre 1987 et 1988, indique le rapport. Baptisées « Anfal », ces opérations militaires ont consisté à exterminer et déporter des populations entières dont les villages ont été systématiquement détruits, selon ce texte.

## IRAK : le deuxième anniversaire de leur insurrection

## Les Kurdes vivent dans la crainte d'un rapprochement entre Bagdad et certains Etats de la région

Le Monde • Mardi 2 mars 1993 •

Il y a deux ans, au début du mois de mars 1991, les Kurdes irakiens se soulevaient contre le régime de M. Saddam Hussein, comme les y avait incité le président George Bush, après la défaite de l'armée irakienne lors de la guerre du Golfe. Cette insurrection devait être écrasée et plus d'un million et demi d'entre eux prenaient le chemin de l'exode vers la Turquie et l'Iran. L'intervention de la coalition alliée et l'interdiction de survol faite à l'Irak au nord du 36<sup>e</sup> parallèle ont, depuis, permis au Kurdistan de retrouver un semblant de paix, mais aussi d'organiser des élections et de se doter d'un « gouvernement » régional. Les craintes des Kurdes sont toutefois loin d'être dissipées.

Les motifs d'inquiétude ne manquent pas, qu'il s'agisse des consultations régulières entre la Syrie, l'Iran et la Turquie, notamment à propos de l'avenir des Kurdes d'Irak – toujours soupçonnés de vouloir l'indépendance, ce dont ils se défendent, – ou bien, ce qui paraît plus grave encore aux yeux de ces derniers, des risques d'un début de rétablissement des relations entre certains pays de la région et le régime de M. Saddam Hussein. Après l'Égypte, qui a récemment annoncé son intention d'envoyer un diplomate à Bagdad pour renforcer la section des intérêts égyptiens à l'ambassade de l'Inde, la Turquie a indiqué, mercredi 24 février, qu'elle se proposait de dépêcher un chargé d'affaires en Irak.

En fait, dès janvier, les responsables kurdes, mais aussi d'autres membres de l'opposition irakienne, avaient commencé à se poser des questions, à la suite d'un entretien accordé au *New York Times* par le président Bill Clinton quelques jours avant son investiture. A la différence de son prédécesseur, M. Clinton ne semblait pas totalement exclure une normalisation avec l'Irak de Saddam Hussein (le *Monde* du 16 janvier). Il y posait seulement des conditions, à savoir l'application par Bagdad des résolutions de l'ONU et un « changement de conduite ». Et, s'il ne cachait pas son antipathie pour le président irakien, il n'en ajoutait pas moins que son « job n'est pas de choisir les dirigeants du peuple irakien ». Le changement de ton à la Maison Blanche était tellement évident qu'il avait suscité des interrogations aux Etats-Unis mêmes – à plus forte raison était-ce le cas pour l'op-

position irakienne. Par la suite, celle-ci avait trouvé un certain réconfort dans des explications et assurances fournies publiquement par M. Clinton et son entourage. « Nous devons laisser à l'administration américaine le temps de se familiariser avec le dossier », nous avait alors déclaré un député kurde, M. Ahmed Bamarni.

M. Bamarni n'affiche plus la même sérénité aujourd'hui. Il juge très inquiétante la décision égyptienne, même si le Caire a précisé que l'envoi d'un diplomate ne signifiait pas « nécessairement » un changement de politique à l'égard de Bagdad. « L'Égypte est le pays arabe le plus important. Tout tourne autour de lui. Pour peu qu'il fasse un clin d'œil, les autres suivront », ajoute ce parlementaire, membre de l'Union patriotique du Kurdistan dirigée par M. Jalal Talabani.

Membre du parti El-Daawa el-Islamiya (l'Appel islamique), M. Walid El Hili partage les craintes de M. Bamarni. « Désireux d'alléger les souffrances du peuple irakien, seul à pâtir de l'embargo imposé à Bagdad, certains pays en ont conclu que le régime de M. Saddam Hussein est incontournable et qu'il faut traiter avec lui », dit-il.

Les Kurdes – et le reste de l'opposition – redoutent d'être sacrifiés sur l'autel d'une éventuelle normalisation internationale avec Bagdad qui pourrait entraîner, à terme, la levée du parapluie déployé par la coalition occidentale anti-irakienne pour protéger les populations au nord du 36<sup>e</sup> parallèle et au sud du 32<sup>e</sup>, avec un retour de l'autorité répressive du gouvernement central dans ces régions. Une telle décision n'est absolument pas à l'ordre du jour, rétorquent des diplomates occidentaux, qui mettent en garde contre une confusion : d'abord, disent-ils, il n'existe pas de résolution de l'ONU qui interdise des relations avec l'Irak ou prévoie la chute de M. Saddam Hussein ; si donc certains régimes renvoient des diplomates à Bagdad, cela ne signifie pas que la communauté internationale soit en train de faire marche arrière ; celle-ci maintiendra ses sanctions contre l'Irak aussi longtemps qu'il n'aura pas appliqué les résolutions de l'ONU – or, en la matière, on est loin de compte. L'opposition, elle, n'entend pas se satisfaire du respect des résolutions de l'ONU, mais veut obtenir le départ de M. Saddam Hussein.

#### Les restrictions turques et iraniennes

La décision de la Turquie de rétablir des ponts avec le régime irakien intrigue d'autant plus les responsa-

bles kurdes qu'elle intervient à la suite de mesures dont l'unique objet, selon eux, est d'étrangler le Kurdistan.

Il y a trois mois environ, Ankara a en effet considérablement limité le volume des chargements de pétrole acheté à bas prix en Irak et transporté par camions via le Kurdistan, explique le représentant du « gouvernement » régional kurde à Paris, M. Mohammed Ismaïl. La navette n'étant plus rentable, le nombre de poids lourds a considérablement diminué. Un coup sévère a été ainsi porté aux autorités kurdes, dans la mesure où leur seule source de revenus sont les droits de douane. Ceux-ci viennent d'accuser une nouvelle chute, car l'Iran a décidé, en février, d'ouvrir sa frontière avec l'Irak au niveau de Kasr-Chrine, les marchandises entre ces deux pays ne transitant donc plus par le Kurdistan.

Et puis, poursuit M. Ismaïl, on a un peu trop tendance à oublier que l'embargo imposé à l'Irak touche aussi le Kurdistan, dont la population s'élève aujourd'hui à 3,5 millions de personnes, et dont l'approvisionnement a été confié à Bagdad en vertu d'un accord conclu en octobre dernier avec les Nations unies. Cet accord alloue 96 millions de dollars au Kurdistan pour une période de quatre mois. Après avoir imposé son propre embargo au Kurdistan « libre », Bagdad a repris alors l'envoi de vivres, mais en quantités insuffisantes, et ne se prive pas, à l'occasion, de piéger les camions. Durant les seuls mois de novembre et décembre 1992, quatorze camions du programme alimentaire mondial de l'ONU ont ainsi été détruits et des engins explosifs ont été découverts dans dix autres.

Mais surtout, indique M. Ismaïl, aucune goutte de carburant n'est plus livrée depuis juillet dernier. On imagine les conséquences pour la population, dont la consommation, pour la seule région de Souleimaniyeh (1 200 000 habitants) par exemple, était de 80 000 litres de kérosène par jour. Du coup, pour le chauffage, la population abat les arbres – « et qui pourrait le leur reprocher ? ». Il y a certes le programme d'aide de la coalition occidentale basée en Turquie, mais il est largement insuffisant.

Certains reprochent aux Kurdes d'être les éternels insatisfaits et de se plaindre en permanence alors que l'ensemble de la population irakienne, en particulier les chiites du Sud, est logée à la même enseigne. Mais, souvent sacrifiés dans l'Histoire au nom d'intérêts internationaux, les Kurdes préféreraient prévenir que guérir.

MOUNA NAÏM

Le Journal de la Réunion — 3 mars 1993

# La "loi du terrorisme" règne en Irak

Les exécutions massives sont courantes en Irak, un pays qui vit sous la "loi du terrorisme", a affirmé mardi le rapporteur spécial de la commission des droits de l'homme, M. Max Van der Stoep, qui a évoqué les "bombardements indiscriminés" des populations civiles et l'existence de "camps de la mort" dans ce pays.

Désigné en 1991 par la commission, l'ancien ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas n'hésite pas à conclure, dans son rapport, qu'il y a eu et qu'il continue à y avoir en Irak des violations des droits de l'homme "de la nature la plus grave et sur une échelle massive". Pour le rapporteur, il n'y a plus dans ce pays

"d'Etat de droit". Analysant le système de gouvernement du pays, il conclut à l'"absence de toute amélioration prévisible" de la situation des droits de l'homme.

Selon le rapport, plusieurs charniers, contenant de dizaine de cadavres de civils et de combattants kurdes, ont été découverts près d'Erbil et de Souleimanieh, dans le Kurdistan irakien, par une mission d'enquête de médecins.

Beaucoup de ces corps étaient encore habillés, preuve qu'ils n'ont pas été enterrés selon les rites musulmans, souligne le texte. Selon les témoignages recueillis auprès des proches ou des fossoyeurs, les funérailles conformes aux règles ont été

"souvent interdites". En outre, les informations sur les disparitions continuent de parvenir au rapporteur spécial qui indique que 5.573 cas de disparition ont été soumis au gouvernement irakien en 1992, ce qui porte à un total de 9.447 le nombre de cas signalés dont la "grande majorité" sont des Kurdes.

Les documents administratifs saisis au Kurdistan irakien à la suite de la révolte de mars 1991 confirment les accusations de "génocide" portées contre les armées irakiennes dans leurs opérations contre les Kurdes, menées entre 1987 et 1988, indique le rapport. Baptisées "Anfal", ces opérations militaires ont consisté à exterminer et déporter des

populations entières dont les villages ont été systématiquement détruits, selon ce texte. De plus, le rapporteur spécial met l'accent sur les persécutions dont sont victimes les tribus de la région des marais, dans le sud du pays.

En dépit de l'instauration, le 27 août 1992, par la communauté internationale, de la zone d'exclusion aérienne au sud du 32e parallèle, il y a eu, entre le 28 août et le 4 octobre de la même année, des bombardements d'artillerie et de mortier sur des localités des régions de Al-Amara, Al-Nassiriah et de Bassorah, suivis d'opérations terrestres visant à chasser les gens et à détruire les maisons encore debout, souligne encore M. Van der Stoep.

AGENCE CENTRALE DE PRESSE — A.C.P. — AGENCE CENTRALE DE PRESSE — A.C.P. — AGENCE CENTRALE DE PRESSE — A.C.P. — AGENCE CENTRALE DE PRESSE — A.C.P. —

ALFOLI PRUB IGREFOU TILIX  
SREVEL  
LALIS, 3 MALA

Six Kurdes tués dans le Sud-Est de la Turquie

Les autorités turques ont déclaré que six Kurdes, membres présumés du PKK (Parti des Travailleurs Kurdes), ont été tués vendredi dans des combats dans le Sud-Est de l'Anatolie. Le PKK est un parti interdit en Turquie.

Turquie: sept morts dans des affrontements armés

Sept personnes ont été tuées lundi dans le sud-est de la Turquie, dans la province de Sanliurfa, lors d'affrontements entre les forces de sécurité turques et des séparatistes kurdes membres du Parti des Travailleurs Kurdes (PKK). Le gouverneur de la province Aytaçuddin Akbulut a indiqué que six des rebelles et un soldat sont morts près de la ville de Viransehir. Un soldat a été blessé.

Le Méridional — 3 mars 1993

# Irak : la loi du terrorisme

**Exécutions massives, bombardements au Kurdistan, camps de la mort, Saddam Hussein continue de défier les droits de l'homme**

Les exécutions massives sont courantes en Irak, un pays qui vit sous la "loi du terrorisme", avec les bombardements des populations civiles et l'existence de camps de la mort a affirmé hier le rapporteur spécial de la commission des droits de l'homme, M. Max Van der Stoep. Selon le rapport, plusieurs charniers, contenant des dizaines de cadavres de civils et de combattants kurdes, ont été découverts près d'Erbil et de Souleimanieh, dans le Kurdistan irakien, par une mission d'enquête de médecins.

En outre, les informations sur les disparitions continuent de parvenir au rapporteur spécial qui indique que 5.573 cas de disparition ont été soumis au gouvernement irakien en 1992, ce qui porte à un total de

9.447 le nombre de cas signalés dont la "grande majorité" sont des Kurdes.

Les documents administratifs saisis au Kurdistan irakien à la suite de la révolte de mars 1991 confirment les accusations de "génocide" portées contre les armées irakiennes dans leurs opérations contre les Kurdes, menées entre 1987 et 1988. Il y a eu, entre le 28 août et le 4 octobre 1992, des bombardements d'artillerie et de mortier sur des localités des régions de Al-Amara, Al-Nassiriah et de Bassorah, suivis d'opérations terrestres visant à chasser les gens et à détruire les maisons encore debout.

Et le rapport conclut à l'absence de toute amélioration prévisible de la situation des droits de l'homme.

Mars 93 Capital 133

## Turquie Kurdes et islamistes menacent

**Terrorisme.** La rébellion kurde interdit l'accès à l'est du pays et frappe de temps à autre Istanbul, Ankara ou Izmir, malgré un quadrillage policier très serré. Elle ne touche pas, en revanche, les sites touristiques de la côte.

La montée des organisations islamistes menace aussi. En moins d'un an, treize journalistes turcs sont tombés sous les coups des fondamentalistes ou des Kurdes. Les alertes à la bombe visent particulièrement les grands hôtels et les supermarchés. Les étrangers n'ont pas à prendre de précautions particulières. Seuls les hommes d'affaires de très haut niveau bénéficient d'une protection rapprochée.

**Délinquance.** Le sentiment d'insécurité ressenti dans les rues est subjectif. Les risques d'agression sont moindres à Istanbul qu'à Paris ou à Rome. Seule précaution : ne pas s'aventurer dans les ruelles les plus sombres du bazar en tenue provocante

et bardé de matériel photo.

**Transports intérieurs.** Avions : un pont aérien relie Ankara à Istanbul (45 minutes de vol). La compagnie Turkish Airlines a amélioré sa réputation. Elle revient de loin : pannes incessantes, sièges défoncés...

**Routes.** Danger ! Les routiers conduisent en force des camions mille fois rafistolés. Attention : le moindre accident peut se terminer par un séjour de plusieurs heures au poste. Le bakchich permet heureusement d'abrégier les négociations avec des «uniformes» très corrompus.



L'étranger peut pénétrer sans crainte dans le bazar d'Istanbul.

Agence Reuter — Agence Reuter — Agence Reuter — Agence Reuter — Agence Reuter — Agence Reuter —

RTF092 4 I 111 PEO400634

TURQUIE-KURDES-VIOLENCES

Turquie - 40 morts lors de combats contre le PKK

ANKARA, 4 mars, Reuter - L'aviation turque a tué 25 rebelles kurdes lors de trois jours de combats dans l'est du pays, a-t-on appris jeudi de source proche des forces de sécurité.

Quinze autres personnes ont trouvé la mort lors d'autres incidents violents liés à la rébellion des séparatistes kurdes, a-t-on ajouté de même source et dans la presse.

Des avions et des hélicoptères ont attaqué une soixantaine de rebelles du Parti des travailleurs kurdes (PKK) repérés mercredi sur un pic des monts Agri, à 3.200 m d'altitude.

Des commandos de la gendarmerie ont encerclé la zone pour empêcher les rebelles d'échapper aux attaques des chasseurs-bombardiers F-16 et des hélicoptères Sikorsky et Cobra, a-t-on précisé.

Six rebelles du PKK et un soldat ont été tués jeudi lors d'un accrochage près de Karacoban, dans la province d'Erzurum.

Mercredi, un groupe du PKK avait tiré une roquette contre une maison du village de Mardin, tuant trois enfants et leur mère, rapporte l'agence anatolienne de presse. Quatre autres rebelles ont été tués lors d'affrontements dans les provinces de Batman et d'Adiyaman. /FAN

REUTER

♥

041422 mar 93

Le Monde - 6 mars 1993

Avec l'envoi d'un chargé d'affaires en Irak

# La Turquie fait un geste en direction de Bagdad

En application d'une décision annoncée le 24 février dernier, la Turquie a envoyé, jeudi 4 mars, un chargé d'affaires à Bagdad, M. Sadi Calislar. « C'est un premier pas vers la reprise de bonnes relations bilatérales », a commenté le conseiller de l'ambassade d'Irak à Ankara qui a demandé au gouvernement turc une aide humanitaire. La Turquie avait suspendu ses relations diplomatiques avec Bagdad au lendemain de l'invasion du Koweït en août 1990.

ISTANBUL

de notre correspondante

A plusieurs reprises en 1992, les autorités turques avaient annoncé leur intention de renvoyer un diplomate de haut rang à Bagdad, mais à chaque fois, le gouvernement avait cédé à la pression de ses alliés et renoncé à son projet.

Cette fois-ci, les autorités turques étaient déterminées et ont rencontré peu d'opposition. Le régime de Saddam Hussein ne semble pas près de tomber et les Turcs éprouvent le besoin d'obtenir plus d'informations sur la situation en Irak. « Nous n'allons pas embrasser Saddam Hussein sur les deux joues, explique-t-on au ministère des affaires étrangères.

Mais nous avons besoin de communiquer. Ses alliés occidentaux ont attiré l'attention de la Turquie sur le fait que cette démarche risquait d'envoyer des « signaux erronés » à l'Irak; les diplomates occidentaux admettent cependant qu'ils espèrent avoir accès aux informations recueillies par les Turcs.

Depuis la guerre du Golfe, la Turquie tente de redéfinir sa politique au Proche-Orient. Selon un sondage effectué au début de cette année par le quotidien *Turkish Daily News*, 75 % de la population et 89 % des parlementaires étaient en faveur d'un rapprochement avec l'Irak, premier partenaire commercial de la Turquie dans la région avant la crise du Golfe, même si deux tiers de la population considèrent l'Irak comme une menace potentielle. Le gouvernement souligne que des relations normales avec l'Irak ne sont pas possibles, aussi longtemps que le régime actuel reste au pouvoir et refuse d'appliquer pleinement les résolutions des Nations unies; mais il est évident que la Turquie serait un des premiers pays à bénéficier d'une éventuelle réconciliation entre Bagdad et la communauté internationale.

Le manque à gagner dû à l'interruption des échanges commerciaux avec l'Irak - et, à travers ce pays, avec d'autres Etats de la région, - demeure une plaie ouverte dans le flanc de la Turquie. L'enjeu de la tournée effectuée par le premier

ministre, M. Demirel, à la fin du mois de janvier, dans les pays du Golfe, - Arabie saoudite, Qatar, Bahreïn et Emirats arabes unis - était donc économique aussi bien que politique. Il s'agissait de ranimer le commerce extérieur avec ces pays, qui a diminué de moitié depuis 1990, les exportations turques ayant des difficultés à transiter par voie terrestre, et de rappeler une « petite note », notamment une tranche de 200 millions de dollars de compensation que le Koweït doit toujours à la Turquie pour la participation de celle-ci à la coalition anti-irakienne.

L'Irak et l'Iran ont fait l'objet de longues discussions au cours de cette tournée. Les pays du Golfe sont d'une part préoccupés par un démantèlement possible de l'Irak, mais surtout par les efforts d'armement de l'Iran et ils voient en la Turquie un contrepoids à la puissance de Téhéran.

La Turquie partage les soucis des pays arabes, mais bordée à sa frontière sud de voisins « difficiles » - l'Irak, l'Iran et la Syrie, - elle cherche à tout prix à éviter les crises et joue la carte de la stabilité. Ce souci de maintenir la paix régionale explique notamment la prudence avec laquelle le gouvernement turc a agi - ou plutôt s'est abstenu d'agir - après l'annonce, le 4 février dernier, d'une complicité iranienne dans plusieurs

meurtres de personnalités laïques et de diplomates étrangers en Turquie, au cours des dernières années.

Prudence ne signifie pas complaisance. Un dossier prouvant, documents à l'appui, la participation iranienne à ces meurtres, ainsi que l'existence d'un camp situé entre Téhéran et Qom, où des islamistes turcs étaient formés « au sabotage et à l'usage d'explosifs », a été remis aux autorités de Téhéran qui, jusqu'à présent, n'ont pas fourni d'explications satisfaisantes. « Ne refusez pas votre coopération pour résoudre ces affaires. Si vous ne contribuez pas à les résoudre, vous allez atténuer les relations entre la Turquie et l'Iran de façon très sérieuse », a déclaré M. Demirel.

La Turquie soupçonne également l'Iran et la Syrie, malgré la signature d'accords de sécurité en 1992, d'aider les séparatistes kurdes du PKK, contre lesquels elle lutte depuis 1984. Le rétablissement de contacts diplomatiques réguliers avec Bagdad lui permettra peut-être de convaincre le gouvernement irakien de mettre fin à sa propre collaboration avec le PKK.

Unis par leur opposition à la fondation d'un Etat kurde indépendant au nord de l'Irak, la Turquie, la Syrie, l'Iran et l'Irak demeurent cependant séparés par une forte méfiance mutuelle.

NICOLE POPE

## Concert organisé par le Gasprom

### Mahmut et Françoise interprètent des chants kurdes

Ouest France - 8 mars 1993

Le concert s'est récemment déroulé à la maison de quartier de Dervallières. Organisé par la section femmes du Gasprom, groupe d'accueil, de service et de promotion des travailleurs immigrés, son objectif était de faire se rencontrer les communautés kurde et française. Une majorité de Kurdes a suivi le spectacle.

Mahmut Demir est troubadour; il utilise un luth à trois groupes de cordes, appelé Saz, de tradition paysanne turque. Héritier de la tradition des bardes itinérants, il interprète les joies et les peines du peuple, notamment des Kurdes, ainsi que des ballades et des chants didactiques, voire même d'appel à la révolte des opprimés.

Comme Mahmut, la plupart des troubadours appartiennent à la communauté religieuse des Alevi qui se distingue des traditions locales: ni polygamie, ni ramadan, ni mosquée. « On cherche Dieu dans nos cœurs à travers les hommes » dit-il. Françoise Demir enseigne le folklore des Balkans

à Paris; elle interprète les chants avec son mari.

#### 1 500 familles turques

85 % des Turcs vivant à Nantes sont kurdes. Les premiers sont arrivés en 1957; sans autre but que de trouver du travail, ce qui était possible à l'époque.

Depuis, la situation de la nation kurde, répartie en cinq états (Turquie, Iran, Irak, Syrie, CEI) a évolué. Aysen Guven, réfugiée, explique qu'un mouvement nationaliste a voulu fonder en Turquie un état kurde; le gouvernement l'a refusé. « Dès lors bon nombre de Kurdes ont subi des violences en raison de leurs idées indépendantistes et ont dû s'expatrier pour survivre dignement. »

Aysen était responsable d'une organisation féministe condamnée par le gouvernement; après trois ans de prison et une période de clandestinité, elle a dû se résoudre à fuir son pays. Comme elle, « la plupart des familles kurdes qui arrivent maintenant sont réfugiées politiques », poursuit-elle.

Bien que nombreux à Nantes, les Turcs y sont peu organisés sur le plan social: ni association communautaire, ni écoles spécifi-



Mahmut et Françoise Demir interprètent des chants du répertoire Alevi devant la communauté kurde de Nantes.

ques. Aysen: « Au contraire, nous cherchons à nous intégrer dans la société française, au lieu de nous marginaliser, ce qui n'empêche pas les enfants de la deuxième génération d'apprendre leur langue dans leurs familles. »

matériel. Les gens, essentiellement implantés aux Dervallières et à Bellevue, se fréquentent en petits groupes, à l'occasion de fêtes ou de mariages principalement.

Pourtant, au quotidien, la solidarité est forte, surtout au plan

En cas de besoin, ils reçoivent l'aide du Gasprom, domicilié au 24, rue Fouré à Nantes.

Having lost their men to Saddam Hussein's troops, thousands of Kurdish women endure intense hardship, exacerbated by the often violent actions of fellow tribeswomen, Claire Pointon reports

# The mother of all tragedies

WINTER IS THE longest season in Qushteppe, where few have glass windows to keep out the icy wind and snow, and none have oil to heat their homes. Wispy women and girls struggle through the snow, old oilcans in their arms, to fetch the only supplies they can afford — water from the communal well. They live on food saved from last winter's stocks because they have no money, no possessions left to sell and, until seeding time in spring, there will be no work. But worst of all, they have no men.

Other Kurds call them the Qushteppe widows, although these women have never properly mourned the men they lost ten summers ago. They still expect them to return. The families were forcibly resettled on this plain, far from their native Barzan region, by the Iraqi government under a general programme to depopulate the rural regions. But this tribe of the late Kurdish revolutionary leader Mulla Mustafa Barzani was in for particular punishment — for collaborating with Iran during its war with Baghdad. One morning in 1983, Iraqi troops searched the houses in three different settlements and took away every man and boy over ten years old. In total, some 8,000 Barzanis disappeared.

The policy of Iraqi president Saddam Hussein was to tear apart the social fabric of the Kurdish community. First, the authorities uprooted the Barzanis from the agricultural livelihood of generations — their fertile apple orchards, cereal fields and dairy farms. Then, by taking away the men — the anchors of the Kurdish family, particularly in this conservative tribe — Saddam aimed to expose the women and children as outcasts. They were stripped of the male protection which assured their livelihood and left young girls with little hope for the future in a group unused to marriage outside the tribe.

Khanzad was 20, with one daughter, when her husband Mohammad, his four brothers and father were taken. She now lives in one of Qushteppe's breeze-block houses with her husband's mother and sisters and their children. There is little left to remind the women of their menfolk besides a red and white Barzani scarf, a man's traditional baggy-trousered suit and one blurred photograph in a blue plastic frame. They sold

most of their possessions and gave the other photographs to foreigners in the hope that they might help to trace the missing men.

"The day it happened, the soldiers set up tanks and artillery pieces around this complex," Khanzad says. "At daybreak they poured in and carried out house-to-house searches. We tried to hide some of the boys in water tanks, in cupboards or chicken-houses, but they looked everywhere." They gathered the men together and took them to a line of buses waiting on the road. "They said they were taking them to a meeting in Baghdad. People knew it was some kind of trick, so the women were crying and giving their men money and water, but the soldiers beat them with the butts of their guns. The men gave us hope, saying they would come back. I am sure they are alive."

Her feeling is characteristic of a community which effectively stood still for months before it realised it had to find its own means of survival, even if only until the men returned. "After a year we had finished our money and we began selling everything, even our clothes and our wedding rings," Khanzad says. "Then we had to start working." This was a new experience in a tribe where the men traditionally provided everything for the family.

The women became farm labourers for local Kurdish landowners, harvesting tomatoes and cucumbers for half a dinar a day. They worked in shifts, some keeping the house and minding the children while others worked in the fields. Despite Iraqi attempts to prevent them leaving the housing complexes, they obtained false identity papers and went into the city of Arbil to work in its tailoring factory or chicken farm. They went to the market, taught themselves to mend pipes at home, repair roofs, slaughter animals, previously all strictly men's work. When they could not cope, they asked neighbours outside the tribe for help.

Old as well as young women were forced to earn money to stay alive. Miriam, who says she is 59, sold knitted socks in Arbil until the price of the raw materials rocketed, after the combination of sanctions on Iraq by the international community and Baghdad's own embargo on the north. She says her husband would have been shocked to see her selling goods on the street: "It was humiliating, but we had no choice. We had no food."

FOR THE YOUNGER generation it is different. Jaida, a pretty, dark-eyed 16-year-old in a dress with a hearts-and-arrows design, has only had two years of schooling. She began earning when she was ten and worked on the scissor-line at the tailoring factory until she was laid off, along with many other women, as a result of recent economic problems. For her, unlike her mother, contact with people outside the Barzani tribe now seems normal.

But the older generation complains of a lack of discipline among these young women, struggling to find an identity for themselves between the rural tribal structure and the more open urban life to which they have been exposed. Teachers at local schools say that, without paternal authority inside the families, the youngsters have been "spoiled" by working mothers who have no time to supervise them. Others are thrown out into the working world with little or no previous experience, and sometimes end up open to exploitation.

Cinnar, aged 20, says she fell in love with her boss — not a Barzani — at the local pickle factory and began seeing him secretly outside work. "I first met him when he came to recruit women labourers here. I only began speaking to him a month afterwards, and now I see him at his family's home," she says. "But if my family knew, they would kill me."

She has seen what happened to her older sister, a mother of seven, when she pursued an unconventional relationship.

"She met a man outside the tribe at the tailoring factory and moved to the city with her children last summer. He didn't live with her, but he visited her a lot," she says. "After four months my brother went to the house and shot her dead in front of the children. My family didn't report it to the police, but my mother was very angry because he didn't tell her he was going to do it."

This case, and others

like it, are known inside the community where many women believe that in such circumstances killing is the only way to purge what they call "unclean hearts". A doctor working in Qushteppe says he knows of at least 20 such incidents in the past few years. In a darkened room, sniffing and nervously humming, one elderly woman tells me that she and her family had decided to kill her daughter-in-law, one of the young widows, three years ago. "We discussed it and we felt this was the right thing to do. She had met

someone at work and was pregnant," she says. "We were protecting the dignity of the family."

"It's extremely difficult to be a community of women without men," she adds, by way of explanation. Women run off, breaking up families and leaving children behind. Some say the answer is to go back to Barzan and the traditional life. The thought is depressing for Cinnar and other young women used to the city life, while for the older generation it is a dream increasingly likely to come true. Their houses were bulldozed by the Iraqi government after they left, but since inter-

national aid agencies began reconstructing the villages, several hundred have returned. Masoud Barzani, son of the late Mulla Mustafa, believes this could be a partial solution to the tribe's plight.

MEANWHILE, THE FATE of the Barzani men is still unclear. A month after the deportations, Saddam announced on Iraqi television: "We will punish those who cooperate with Barzani's sons, just as we punished the Barzani sons themselves . . . Those people were severely punished and went to Hell." Kurdish leaders fear they were

used in Iraqi experiments into the effects of chemical weapons. They stress there is not a shred of evidence that their men are still alive, although recent searches for signs of mass graves have yielded no proof of their deaths. Until they do, the thousands of men will technically remain "disappeared people" and their womenfolk will be condemned to a half-life, neither widows nor wives.

"We like our young girls to marry," one woman said. "But we don't want those who have lost men to marry again, because we still haven't lost hope. Our husbands are still in prison and our hearts are not free." ●



Have you seen this man? Women hold up pictures of missing relatives

RUPERT CONANT/IMPACT

THE FINANCIAL TIMES — MARCH 9, 1993

# Turks attack Kurdish bases

By John Murray Brown  
in Ankara

THE Turkish military was yesterday engaged in large-scale air and ground attacks on bases of the Kurdish Workers' party (PKK) that have lasted at least four days. It is the first government offensive since the beginning of winter and a move clearly aimed at disrupting rebel attempts to exploit upcoming Kurdish New Year celebrations on March 21.

The latest military operation, in which government forces claim to have killed at least 50 PKK guerrillas near Mount

Ararat on the Armenian border, coincides with this week's vote in parliament to extend the emergency administration for the 10 Kurdish-speaking provinces. Both the prime minister, Mr Suleyman Demirel, and the military have recommended that martial law, in place since July 1987, should remain for a further four months.

The prime minister seems keen to distance himself from recent hardline statements from the interior minister, Mr Ismet Sezgin, who warned that "if we wanted to, we could all bring them together and kill

them and say they had committed suicide"

Nonetheless, with just two weeks to the New Year celebrations, there is growing anxiety to avoid last year's violence in which more than 90 civilians were killed when the government used tanks and armoured vehicles to reassert control in a string of towns along the border with Iraq and Syria. The PKK was accused then of trying to turn the celebrations into a separatist demonstration.

The prime minister has held meetings with Mr Ahmet Turk, chairman of the People's Labour party (HEP), the nearest thing to an explicitly pro-Kurdish political party.

A year on, the root causes of Kurdish discontent have still to be addressed. Repressive policing methods, lack of confidence in the legal process,

together with the powerlessness of locals Kurds elected to parliament, have sharpened local disillusion with the government in Ankara.

After the bloodiest year in the eight-year insurgency, with more than 2,000 people killed in 1992, the winter months have provided both sides with a respite.

However, western diplomats believe the government has missed the opportunity to use the breathing space to push on with its earlier promise of reform.

Given Turkey's severe budget problems, it is hard to see how Mr Demirel can deliver on his latest promise of a big investment programme for the region. In November, parliament passed welcome changes to the criminal justice act. However, key provisions, were not extended to the south-east.

## Kurdes et chiites, deux statuts différents

Deux ans après les soulèvements kurde et chiite contre Saddam Hussein aux premiers jours du mois de mars 1991, deux régions échappent encore au contrôle du président irakien.

Au nord, les Kurdes ont conquis militairement leur autonomie grâce au soutien américain, français et britannique dont les avions empêchent l'aviation irakienne de pénétrer au nord du 36° parallèle, depuis avril 1991.

Dotés d'un Parlement depuis mai dernier, ils sont toutefois soumis à un blocus interne de l'Irak, notamment sur les produits pétroliers.

Au sud, une guérilla subsiste dans les marais. L'interdiction de survol des territoires situés au sud du 32° parallèle, intimée à l'aviation irakienne par Washington, Paris et Londres, le 28 août dernier, n'a pas desserré l'étreinte de l'armée.

La résistance, dont les effectifs sont évalués à moins de 10 000 hommes, est divisée en groupes parfois antagonistes. L'essentiel de la guérilla relève de l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak (Asrii), basée à Téhéran. Mais de nombreux déserteurs, qui ont fui l'armée pendant la guerre du Golfe, survivent également par les armes.

La guérilla doit compter avec les tribus locales dont les rivalités provoquent régulièrement des affrontements sanglants. La porosité de la frontière Irak-Iran, qui passe à travers les marais au sud-est d'Amara, est d'autant plus grande que nom-

bre de chiites irakiens ont des ancêtres et de la famille éloignée en Iran.

Bien que représentant plus

de 50 % de la population irakienne, concentrés dans le sud du pays, les chiites n'ont jamais eu le pouvoir dans l'Irak mo-

derne. Écartés par les sunnites, ils souffrent de divisions internes et de l'absence d'un leadership fédérateur.

J.-C. P.



OUEST FRANCE- 11 mars 1993

### Une association culturelle des travailleurs kurdes de Loire-Atlantique

L'association culturelle des travailleurs kurdes de Loire-Atlantique vient d'être créée. Elle revendique une cinquantaine d'adhérents, habitant surtout dans l'agglomération nantaise. Son but : faire connaître la culture du peuple kurde. Elle compte organiser des soirées avec des groupes

musicaux kurdes, mettre en place des expositions de photos et de tableaux. Et également aider les Kurdes, qui s'installent dans le département. Pour l'heure, l'association est à la recherche d'un local. Contact : chez M. Fesli, 1, rue de Suisse, 44 000 Nantes.

LE COURRIER DE LA PLANÈTE - Mars 1993

### KURDISTAN

La situation en Turquie évolue-t-elle vers un affrontement irrémédiable avec l'importante minorité kurde ? La lecture du numéro spécial du Bulletin de liaison et d'information de l'Institut kurde de Paris fait craindre le pire. Signalons aussi la parution des Kurdes par delà l'exode. Trois sections

(témoignages, histoire et économie, littérature), y abordent différents aspects de la « question kurde ».

La situation au Kurdistan de Turquie, numéro spécial du Bulletin de liaison et d'information, novembre 1992. Institut kurde de Paris, 106, rue La-Fayette 75010 Paris (le numéro : 30 F).

Halkawt Hakim, Les Kurdes par delà l'exode, Paris, L'Harmattan, 1992, 271 p., 150 F, ISBN 2-7384-1432

**AGENCE FRANCE PRESSE — AGENGE FRANCE PRESSE — AGENGE FRANCE PRESSE — AGENGE FRANCE PRESSE — AGENGE FRANCE**

FRA0224 4 I 0308 GRB /AFP-ME51

Iran-Kurdes-France

Une attaque iranienne contre des Kurdes iraniens en Irak aurait touché un hôpital français

PARIS, 14 mars (AFP) — Une attaque aérienne iranienne samedi contre des Kurdes iraniens en Irak, près de la frontière avec l'Iran, aurait touché un hôpital des organisations humanitaires françaises Médecins du Monde (MDM) et Aide médicale internationale (AMI), selon des sources kurdes et humanitaires à Paris.

Ces organisations soignent des réfugiés iraniens et des Kurdes irakiens.

La représentation du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) a annoncé dimanche que six avions militaires iraniens avaient bombardé samedi le siège du bureau politique de ce mouvement près de la frontière irano-irakienne, tuant quatre personnes et en blessant plusieurs autres.

Selon le PDKI, l'attaque a eu lieu dans une zone "protégée par les forces alliées" et un hôpital a également été touché.

Un représentant d'AMI a précisé à l'AFP que l'attaque avait eu lieu au nord de Suleimanyeh et que l'hôpital avait été touché, un médecin, une infirmière et une sage-femme français ayant dû être évacués.

L'agence officielle iranienne IRNA, citant une source militaire iranienne, avait annoncé samedi que les forces armées iraniennes avaient "repoussé et donné la chasse à des éléments contre-révolutionnaires venus d'Irak qui s'étaient infiltrés en territoire iranien".

Le terme d'"éléments contre-révolutionnaires" désigne généralement les membres des Moudjahidine du peuple, principal mouvement d'opposition armée au régime de Téhéran, qui possède plusieurs bases en Irak.

La source militaire citée par IRNA a ajouté que cette opération avait fait "des victimes" parmi les éléments venus d'Irak.

Le chef des Moudjahidine, Massoud Radjavi, a condamné dimanche le raid aérien contre le PDKI, menaçant Téhéran de riposte.

mj/cgd

AFP 141643 MAR 93

*Le Témoignage Chrétien — 13 mars 1993*

## Massacrés par nos armes

« L'Etat des Emirats arabes unis (EEAU) prévoit de passer commande à Giat-Industries (France), pour l'achat de 436 chars, dont 390 de type Leclerc. Au salon d'Abou-Dhabi, notre ministre de la Défense a salué ce choix comme «... un hommage rendu à la technologie française ».

Ce marché s'évaluerait, munitions comprises, à quelque 22 milliards de francs. De précédentes ventes d'armement avaient déjà porté sur 36 avions Mirage 2000, ainsi que des Mirage 5.

Une question, dès lors, se pose, assortie de réflexion : que signifie, à une telle dimension, le pragmatisme d'affaires ? Objectivement, le pragmatisme peut n'être qu'une

qualité, relative, en des circonstances précises, et dans le cadre d'une éthique définie. Or, là, avec de telles ventes, vantées de surcroît sans vergogne par les médias comme un avantage économique, le pragmatisme cesse d'être qualité pour se faire calamité.

Car enfin, soyons lucides, logiques, et honnêtes : la France se flatte d'être la promotrice et la gardienne des droits de l'homme. N'est-ce pas une prodigieuse tartuferie quand les actes contredisent les propos ?

N'y a-t-il pas contradiction flagrante, absurde paradoxale, entre d'une part, l'aide humanitaire aux Kurdes, aux Somaliens, aux populations de l'ex-Yougoslavie, et ces marchés macabres qui vaudront tôt ou tard à des enfants d'ailleurs, à des civils et à des militaires d'être massacrés par nos armes, au gré des volontés de puissance de ré-

gimes douteux ?

Et ne prévoit-on pas enfin, un seul instant, l'effet « boomerang » qui peut nous venir en retour, au gré des bonnes ou mauvaises fortunes de la donne politique internationale et planétaire ?

L'exemple de l'Irak, copieusement surarmé depuis de longues années par les soins des Occidentaux, dont la France, n'aurait-il pas servi de leçon ? (...)

Chaque char vendu portera la mort quelque part, avec notre performante contribution. Est-ce anodin ? Chaque mirifique « Mirage » hurlant et vrombissant fera figure de faucon d'enfer à tous les enfants qui en seront les victimes implacées ! (...)

Pierre Cattier  
Glomel (Côtes-d'Armor)

Var Matin - 15 mars 1993

Centre presse Aveyron - 15 mars 1993

# Un hôpital français touché en Irak

**Une attaque aérienne iranienne samedi contre des Kurdes iraniens en Irak, près de la frontière avec l'Iran, aurait touché un hôpital des organisations humanitaires françaises Médecins du Monde (MDM) et Aide médicale internationale (AMI), qui soignent des réfugiés iraniens et des Kurdes irakiens.**

**L**A représentation du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran a annoncé hier que six avions militaires iraniens avaient bombardé samedi le siège du bureau politique de ce mouvement près de la frontière irano-irakienne, tuant quatre personnes et en blessant plusieurs autres.

L'attaque a eu lieu dans une zone "protégée par les forces alliées": selon AMI, au nord de Suleimanyeh, touchant l'hôpital, et obligeant à évacuer un médecin, une infirmière et une sage-femme français.

L'agence officielle iranienne IRNA avait annoncé samedi que les forces armées iraniennes avaient "repoussé et donné la chasse à des éléments contre-révolutionnaires venus d'Irak". Il s'agit apparemment de Moudja-

hidine du peuple, principal mouvement d'opposition au régime de Téhéran, qui possède plusieurs bases en Irak.

Médecins du Monde et Aide médicale internationale ont protesté hier contre ce bombardement qui a notamment atteint "un patient hospitalisé". Les équipes françaises n'ont heureusement pas été touchées ont-elles ajouté.

Par ailleurs, plus de 5.000 personnes ont manifesté samedi à Erbil (Kurdistan irakien) pour protester contre un raid de l'armée irakienne vendredi dans un village où 15 personnes auraient été tuées et 10 autres blessées dans des représailles à un accrochage avec des paysans kurde au cours duquel un soldat irakien avait été tué.

## Attaque iranienne contre des Kurdes en Irak : un hôpital français aurait été touché

Une attaque aérienne iranienne samedi contre des Kurdes iraniens en Irak, près de la frontière avec l'Iran, aurait touché un hôpital des organisations humanitaires françaises Médecins du monde (MDM) et Aide médicale internationale (AMI), selon des sources kurdes et humanitaires à Paris.

Ces organisations soignent des réfugiés iraniens et des kurdes irakiens.

La représentation du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) a annoncé dimanche que six avions militaires iraniens avaient bombardé samedi le siège du bureau politique de ce mouvement près de la frontière irano-irakienne, tuant quatre personnes et en blessant plusieurs autres.

Selon le PDKI, l'attaque a eu lieu dans une zone « protégée par les forces alliées » et un hôpital a

également été touché.

Un représentant d'AMI a précisé à l'AFP que l'attaque avait eu lieu au nord de Suleimanyeh et que l'hôpital avait été touché, un médecin, une infirmière et une sage-femme français ayant dû être évacués.

L'agence officielle iranienne IRNA, citant une source militaire iranienne, avait annoncé samedi que les forces armées iraniennes avaient « repoussé et donné la chasse à des éléments contre-révolutionnaires venus d'Irak qui s'étaient infiltrés en territoire iranien ».

Le terme d'« éléments contre-révolutionnaires » désigne généralement les membres des Moudjahidin du peuple, principal mouvement d'opposition armée au régime de Téhéran, qui possède plusieurs bases en Irak.

**AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE**

FRA0221 4 PI 0236 FRA /AFP-0611

France-Irak-Iran

France-Libertés condamne l'attaque de l'aviation iranienne en Irak

PARIS, 15 mars (AFP) — La Fondation France-Libertés de Mme Danielle Mitterrand a protesté lundi, dans un communiqué, contre "l'agression" de l'aviation iranienne, durant le week-end, sur plusieurs villages dans la zone de protection alliée en Irak, près de la frontière avec l'Iran.

La représentation du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) a annoncé dimanche que six avions militaires iraniens avaient bombardé samedi le siège du bureau politique de ce mouvement situé près de la frontière Irano-irakienne, tuant quatre personnes et en blessant plusieurs autres.

L'attaque aurait également touché un hôpital des organisations humanitaires françaises Médecins du Monde (MDM) et Aide médicale internationale (AMI) qui soignent des réfugiés iraniens et des Kurdes irakiens, selon des sources kurdes et humanitaires à Paris.

Les deux organisations avaient protesté dimanche contre ce bombardement.

Selon le communiqué de France-Libertés, l'attaque survenue samedi --et qui s'est poursuivie dimanche par des tirs d'artillerie-- a fait "six morts et un grand nombre de blessés civils kurdes irakiens et iraniens".

L'épouse du président François Mitterrand s'était rendue en juillet 1992 dans le Kurdistan irakien où le convoi l'accompagnant avait été l'objet d'un attentat.

hm/lmc

idf

AFP 151333 MAR 93

## Attaque aérienne iranienne contre des Kurdes en Irak

Téhéran a lancé samedi une attaque aérienne contre des Kurdes iraniens en Irak près de la frontière avec l'Iran, attaque qui a également touché un hôpital des organisations humanitaires françaises Médecins du Monde (MDM) et Aide médicale internationale (AMI) qui soignent des réfugiés iraniens et des Kurdes irakiens.

Selon la représentation du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), six avions militaires iraniens ont bombardé samedi le siège du bureau politique de ce mouvement situé près de la frontière irano-irakienne, tuant quatre personnes et en blessant plusieurs autres. Le PDKI a précisé que l'attaque lancée samedi matin avait eu lieu au nord de Suleimanyeh dans une zone « protégée par les forces alliées ». L'agence officielle iranienne Irna, citant une source militaire iranienne, avait annoncé samedi que les forces armées iraniennes avaient « repoussé et donné la chasse à des éléments contre-révolutionnaires venus d'Irak, qui s'étaient infiltrés en territoire irakien », précisant que cette opération avait été menée « dans le nord-ouest de l'Iran », sans indiquer sa date et le lieu exact où elle s'est déroulée. Selon Irna, cette opération a été décidée en riposte à « des attaques répétées menées contre le territoire irakien à partir de l'Irak ».

D'après AFP

Libération - 15 mars 1993

Le Populaire du Centre - 15 mars 1993

## L'Iran bombarde un hôpital

Une attaque aérienne iranienne samedi contre des Kurdes iraniens en Irak, près de la frontière avec l'Iran, aurait touché un hôpital des organisations humanitaires françaises Médecins du Monde (M.D.M.) et Aide Médicale Internationale (A.M.I.), selon

des sources kurdes et humanitaires à Paris. Ces organisations soignent des réfugiés iraniens et des Kurdes irakiens.

La représentation du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (P.D.K.I.) a annoncé hier que six avions militaires iraniens avaient bombardé la veille le siège du bureau politique de ce mouvement près de la frontière irano-irakienne, tuant quatre personnes et en blessant plusieurs autres.

Selon le P.D.K.I., l'attaque a eu lieu dans une zone « protégée par les forces alliées ».

Le Provençal - 15 mars 1993

## Irak : l'Iran bombarde un hôpital français

Une attaque aérienne iranienne samedi contre des Kurdes iraniens en Irak, près de la frontière avec l'Iran, a touché un hôpital des organisations humanitaires françaises Médecins du Monde (MDM) et Aide médicale internationale (AMI).

Ces organisations soignent des réfugiés iraniens et des Kurdes irakiens.

Un représentant d'AMI a précisé hier que l'attaque avait eu lieu au nord de Suleimanyeh et que l'hôpital avait été touché, un médecin, une infirmière et une sage-femme français ayant dû être évacués.

L'Humanité - 15 mars 1993

## Bombardement iranien au Kurdistan irakien

Médecins du monde (MDM) et Aide médicale internationale (AMI) ont protesté dimanche contre un bombardement iranien dans le nord de l'Irak qui a touché des civils kurdes irakiens et iraniens. « Plusieurs avions de guerre de l'armée iranienne ont bombardé un hôpital tenu par MDM et AMI, situé au nord de l'Irak, près de la frontière iranienne. Un certain nombre de civils kurdes irakiens et iraniens habitant dans la région ont été tués ou blessés lors de cette attaque, dont un patient hospitalisé », ont indiqué les deux organisations dans un communiqué diffusé à Paris.

AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE

FRA0433 4 I 0176 FRA /AFP-AY43

Iran-Kurdes-IS

L'Internationale socialiste condamne le raid aérien iranien dans le nord de l'Irak

PARIS, 16 mars (AFP) — L'Internationale socialiste a exprimé mardi son "indignation" à la suite "du bombardement sur le territoire irakien du siège du bureau politique du Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran".

Dans un communiqué diffusé à Paris, l'Internationale demande aux autorités iraniennes "de faire toute la lumière sur cette action injustifiable".

Les organisations humanitaires Médecins du Monde (MDM) et Aide médicale internationale (AMI) avaient protesté dimanche contre un bombardement iranien dans le nord de l'Irak qui a, selon elles, touché des civils kurdes irakiens et iraniens.

L'Internationale socialiste "condamne fermement cette violation flagrante de la résolution 688 des Nations Unies qui interdit tout survol de la zone de protection aérienne des forces alliées en Irak." Elle souligne que cette "attaque inacceptable a coûté la vie à plusieurs personnes et a fait de nombreux blessés parmi la population civile".

ps/jl

AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE

FRFR

FRAD218 3 PI 0446 FRA /AFP-WG33

Italie-Iran

Mohamad Naghdi figurait sur une liste de 32 opposants iraniens à éliminer en Europe, selon une source de l'opposition iranienne

PARIS, 16 mars (AFP) — M. Mohamad Hossein Naghdi, l'opposant iranien assassiné mardi matin à Rome, figurait sur une liste, découverte l'année dernière par la police allemande à Berlin, de 32 opposants vivant en Europe et qui devaient être éliminés, affirme-t-on de source iranienne à Paris.

Cette liste a été trouvée dans le cadre de l'enquête qui avait suivi l'assassinat de quatre cadres kurdes, dont le secrétaire général du PDKI (Parti démocratique du Kurdistan iranien) Sadegh Sharafkandi, le 17 septembre 1992, à Berlin.

Six Libanais et un Iranien avaient été arrêtés par la police. C'est chez ce dernier que la liste avait été découverte et la police allemande a ensuite discrètement mis en garde une dizaine d'opposants vivant en Allemagne, précise cette source, proche des personnes averties.

Il leur a également été indiqué que cinq opposants vivant en Italie, dont M. Naghdi, étaient menacés ainsi que douze opposants vivant en France.

M. Naghdi était "particulièrement actif et influent" dans les rangs de l'opposition iranienne en Italie, souligne-t-on de même source.

M. Naghdi était membre du Conseil National de la Résistance iranienne et représentant de ce conseil en Italie. Le CNR, constitué en 1981, est aujourd'hui dominé par les Moudjahidine du peuple (principal mouvement de l'opposition armée) après la défection de la majorité des autres dirigeants de l'opposition iranienne, notamment l'ancien président Abol Hassan Banisadr ou les Kurdes du PDKI. M. Naghdi n'appartenait pas aux Moudjahidine.

"Il y a une dizaine de jours M. Naghdi avait été averti qu'il était particulièrement menacé par la police italienne", précise-t-on à la représentation du CNR à Paris.

M. Naghdi avait été ambassadeur d'Iran à Rome jusqu'en 1982, date à laquelle il avait rejoint l'opposition. Il avait été nommé à ce poste en 1981 et était à cette époque là considéré comme proche des "étudiants de la ligne de l'Imam", responsables de prise d'otages à l'ambassade américaine de Téhéran, précise-t-on dans l'opposition iranienne à Paris.

En décembre dernier, le magazine allemand Stern avait affirmé que deux diplomates iraniens en poste en Allemagne étaient impliqués dans les assassinats des quatre responsables kurdes et avaient été renvoyés discrètement en Iran.

L'ambassade d'Iran à Bonn avait aussitôt catégoriquement démenti cette information, déclarant qu'"aucun des diplomates iraniens n'a été accusé ou expulsé ni même menacé d'expulsion par l'Allemagne".

pjt/lmc

idf

AFP.161251 MAR 93

AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE

# Dissident Iranian, Ex-Diplomat, Is Slain in Rome

*New York Times Service*

ROME — An exiled Iranian opposition official was slain on the streets of Rome on Tuesday when two men on a motor scooter pulled up to his car in rush-hour traffic and blasted him in the face with bursts from an automatic rifle, the police said.

The official, Mohammed Hussein Nagdi, 42, a former Iranian diplomat who defected to Tehran's opponents a decade ago, died as the police tried to get him to a hospital after what Iranian exiles called a further episode in the underground war between Iran's Islamic leaders and their adversaries.

The Mujahidin Khalq, an opposition group with offices in many capitals, including Washington, blamed the regime of President Hashemi Rafsanjani of Iran for the killing, which recalled a similar killing of a senior mujahidin figure in Switzerland three years ago.

At that time, Kazem Rajavi, an elder brother of Massoud Rajavi, the mujahidin leader, was slain in Geneva. French police arrested two men in connection with the killing in November. In recent years, many other Iranian exiles have been slain in Europe and elsewhere, including a former prime minister, Shahpur Bakhtiari, who was stabbed to death near Paris in August 1991.

"We are sure that this is another of the Rafsanjani regime's terrorist acts," said Mehry Moussavi, the London representative of the mujahidin. The Iranian press agency, IRNA, however, said Mr. Nagdi was "most probably a victim of intergroup differences" within the exiled opposition.

Mujahidin officials in Washington, speaking by telephone, said Mr. Nagdi was not a member of their organization but headed the Rome office of the National Council of Resistance of Iran, a mujahidin-dominated umbrella group.

The Mujahidin Khalq was one of several groups that fought to overthrow the shah in Iran's 1979 revolution and later lost out to Ayatollah Ruhollah Khomeini's forces in the ensuing power struggle.

Since then, it has waged a propaganda war on the Tehran regime from its offices in the West and also boasts a military force, with bases in Iraq, that has staged cross-border raids into Iran.

The killing coincided with the start of a trial in Venice in which some 30 Italian bankers, industrialists and secret service officers are accused of making illegal arms sales to Iran worth \$130 million in contravention of an embargo during its war with Iraq from 1980 to 1988.

The accused include the former president and director general of the Banca Nazionale del Lavoro, whose Atlanta branch has also been implicated in illegal credits to Iraq during the same period.

— ALAN COWELL

*Libération — 17 mars 1993*

## Le PKK invite Ankara à négocier et envisage un cessez-le-feu

Après 8 ans de guérilla et d'actions terroristes, le leader du PKK (parti des travailleurs du Kurdistan) Abdullah Özalp, surnommé «Apo», a fait savoir qu'il était prêt à proclamer un cessez-le-feu et à négocier avec Ankara. La nouvelle a été donnée par l'un des leaders des Kurdes d'Irak, Jalal Talabani, dans une lettre adressée aux dirigeants turcs. Talabani, qui a rencontré «Apo» le 5 mars, assure «faire son devoir de Kurde» sans pour autant «être à même de garantir» que le PKK respectera ces engagements. «Apo» qui s'engagerait «à préserver l'unité de la république de Turquie» demanderait à Ankara d'ouvrir des négociations avec les députés kurdes ou d'autres personnalités kurdes, sans même exiger la présence du PKK à la table. L'appel intervient quelques jours avant les célébrations de Newroz, le nouvel an kurde, qui avaient été l'occasion l'an dernier de manifestations réprimées dans le sang.

Entre-temps le PKK a été sérieusement mis à mal par l'offensive de l'armée qui n'avait pas hésité en octobre à pénétrer au nord de l'Irak pour attaquer les bases de la guérilla. Pour le moment les autorités turques restent pour le moins circonspectes. «Attendons de voir ce qu'il en sera du cessez-le-feu», a affirmé le Premier ministre Suleiman Demirel. M.S.

*International Herald Tribune — Mars 17, 1993*

## Kurds in Turkey Call for a Cease-Fire

BRUSSELS (Reuters) — Turkey's Kurdish separatists said Tuesday that they were ready to end their armed struggle for an independent state and called for a cease-fire.

But Ali Sapan, a spokesman for the Kurdistan National Liberation Front, the political wing of the Kurdistan Workers Party, said at a news conference here that if Turkey rejected the proposal, the Kurds would "intensify and resume the war all over Kurdistan."

He said the party was now a political force representing millions of people in Kurdistan and added that the Front supported the party's political position and principles. Mr. Sapan urged European governments to cooperate with the party and seek a "just and peaceful solution."

*Sud Ouest — 17 mars 1993*

## Vague d'attentats en Turquie

■ Une vague d'attentats non revendiqués, coûtant la vie à six militaires turcs et blessant vingt et une personnes, a été enregistrée depuis dimanche soir en Turquie.

Dans le sud-est du pays, à la frontière avec la Syrie, cinq soldats turcs ont été tués dimanche soir et huit autres blessés lorsque leur véhicule a été attaqué par un groupe de séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK),

sur la route de Midyat à Omerli.

Le lendemain, dans la même région, un soldat turc a trouvé la mort et quatre autres ont été blessés lorsque leur véhicule a sauté sur une mine sur une route près de Hasankeyf.

Par ailleurs, neuf personnes ont été blessées dans la nuit de lundi à mardi à Adana (sud), à Bursa (nord-ouest) et à Zonguldak, sur la mer Noire, lors de l'explosion de charges dans des banques et d'autres bâtiments. Des attaques similaires, faisant des dégâts matériels, ont été enregistrées au même moment à Istanbul (ouest) dans vingt-trois banques ou autres bâtiments.

## Attentats

## Les ayatollahs frappent à Rome

L'assassinat hier à Rome du représentant du Conseil national de la résistance iranienne s'inscrit dans une longue série d'attentats en Europe contre les opposants au régime des ayatollahs.

L'épidémie de mort violente qui frappe les opposants en exil au régime iranien se poursuit. Hier, le représentant en Italie du Conseil national de la résistance iranienne (CNR), Mohamad Hossein Naghdi, a été abattu à Rome par deux tueurs qui ont pris la fuite. Cet attentat ponctue une longue série d'assassinats en Europe de personnalités hostiles au régime des ayatollahs de Téhéran, et dont les plus récentes victimes sont l'ancien Premier ministre du chah Chapour Bakhtiar (août 1991), le chef de file des Kurdes iraniens (PDKI), Sadeh Sharafkandi — septembre 1992 — et, en janvier dernier, le représentant à Istanbul des Moudjahidine du peuple, Ali Akbar Ghorbani.

A l'instar de ces précédents, l'attentat de Rome a manifestement bénéficié d'une logistique impressionnante. Se sachant menacé, Hossein Naghdi bénéficiait d'une protection rapprochée, son chauffeur était armé et lui-même portait un pistolet. Mais les tueurs, deux hommes à moto « paraissant originaires du Moyen Orient », ont déjoué ces précautions en surgissant auprès de la voiture alors que le chauffeur manœuvrait pour se garer, l'un d'eux tirant sur Naghdi avec un

pistolet automatique 7,65 mm. Avant de se perdre dans les ruelles du quartier, bientôt bouclé par la police italienne. Les « carabinieri » intensifiaient aussi les contrôles à l'aéroport de Rome-Fiumicino, instaurant notamment une fouille systématique des ressortissants des pays du Moyen-Orient.

Pour les opposants du CNR, rassemblement dominé par les Moudjahidine du peuple de Massoud Radjavi, aucun doute possible : l'attentat porte la marque « du régime de Téhéran, ce sont les Pasdarans » — Gardiens de la révolution —, accuse un porte-parole. Tandis que Massoud Radjavi, dont le quartier général est basé à Bagdad, appelle le gouvernement italien à fermer l'ambassade iranienne à Rome. De son côté, l'épouse italienne de Naghdi affirme que celui-ci s'attendait à être exécuté tout spécialement depuis quinze jours, date de la nomination comme responsable des services secrets de Téhéran de son... propre cousin, Reza Naghdi. Une véritable « figure » de la répression, qui s'était déjà illustrée en dénonçant comme opposante une de ses sœurs ! Avant de faire défection en 1982, la victime, Mohamad Hossein Naghdi, avait d'ailleurs elle-même été l'ambassadeur en Italie de l'ayatollah Khomeyni.

Ces derniers mois, nombre de services de police et de renseignement occidentaux ont donné l'alerte sur un regain de l'« activisme » iranien à l'étranger, en Europe et en France notamment. Ainsi, dans les prisons françaises, séjournent trois agents plus ou moins officiels de Téhéran, l'un étant impliqué dans le meurtre de Bakhtiar, les deux autres dans celui, au printemps 1990 en Suisse, de Kazem Radjavi, frère du chef du CNR. Ces deux-là ont été discrètement interpellés à Paris alors que, au sein d'un « commando », ils repéraient selon la police les cibles de prochains attentats en France. De fait, enquêtant sur le quadruple meurtre de dirigeants kurdes en septembre à Berlin, la police allemande a mis la main sur une « liste noire » de 32 noms. Ceux d'opposants en exil en Europe, dont une douzaine vivant en France — où siège en région parisienne la plus importante délégation des Moudjahidine à l'étranger et où vit l'ancien président iranien Bani Sadr.

Enfin, l'ombre de Téhéran réapparaît au moment où les forces aériennes iraniennes viennent d'effectuer des raids contre les Kurdes du PDKI réfugiés en Irak, et quelques temps après la réactivation de la fatwa de mort contre Salman Rushdie.

Henri VEDRET

La Presse de la Manche  
17 mars 1993

## ● Les Kurdes d'Irak commémorent le massacre de Halabja

DOHOUK. — Les Kurdes irakiens ont marqué mardi par une journée de deuil le cinquième anniversaire du massacre à l'arme chimique par l'armée régulière d'au moins cinq mille habitants de Halabja, dans le Kurdistan d'Irak. Le « parlement » kurde, qui siège à Erbil dans le Kurdistan, a décrété une journée de deuil et des manifestations devaient avoir lieu à Halabja en souvenir des victimes de tous âges, immortalisées par des images qui ont ému le monde.

AGENCE CENTRALE DE PRESSE — A.C.P. — AGENCE CENTRALE DE PRESSE — A.C.P. — AGENCE CENTRALE DE PRESSE — A.C.P. — AGENCE CENTRALE DE PRESSE — A.C.P. —

ALF018 PR:03 IGNEFTW TELEX  
BREVES-EUROPE  
Paris, 17 mars

348

**Kurdes: condamnation internationale contre la Turquie**  
La Fédération internationale des droits de l'homme (IHF) devrait condamner fermement les violences commises à l'encontre de la population kurde en Turquie, jeudi à Helsinki. L'organisation se réfère à un rapport, publié à Vienne, sur les meurtres, la torture et les enlèvements dont des personnalités kurdes ont été victimes. Les exactions se multiplieraient depuis l'arrivée au pouvoir du Premier ministre turc Suleyman Demirel, en 1991. L'organisation accuse également les forces de sécurité turques d'avoir abattu 74 personnes lors de raids en 1992.

BULGARETSKI IZVESTIJA IZ VOSTOČNITE ILES 068  
 INTERNATIONAL EXPRESS 10145  
 Paris, 17 mars

WORLD PRESS

**TURQUIE: LES KURDES DU PKK DESIRENT UN ACCORD DE PAIX.** Abdullah Ocalan, chef du Parti des travailleurs kurdes (PKK), a proclamé ce soir au Liban un cessez-le-feu unilatéral de 25 jours (du 20 mars au 15 avril) avec la Turquie. Il confirme ainsi ses déclarations publiées mercredi matin dans un journal kurde édité à Londres. Le chef du PKK demande à pouvoir rentrer au Kurdistan pour se livrer à des activités politiques non violentes et préparer la légalisation de son parti. Il a exclu toute partition du Kurdistan turc. Depuis 1984, le PKK, s'appuyant sur des bases en Syrie ou au Liban et se repliant au Kurdistan irakien, se livre à des opérations de guérilla incessantes au Kurdistan turc.

Le Monde — 17 mars 1993

**TURQUIE : selon un dirigeant kurde irakien**

## Le PKK serait prêt à abandonner la lutte armée

Après huit ans de guérilla contre les forces de sécurité turques, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) serait prêt à déposer les armes et à renoncer à sa lutte pour un Kurdistan indépendant, a annoncé Jalal Talabani, le dirigeant kurde irakien de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). Dans une lettre adressée aux autorités turques, M. Talabani a exposé en détail la nouvelle position du secrétaire général du PKK, Abdullah Ocalan, qu'il a rencontré récemment à Damas.

ISTANBUL

de notre correspondante

Selon la missive envoyée par M. Talabani à Ankara, le PKK dénonce le terrorisme sous toutes ses formes, accepte de renoncer à la lutte armée et reconnaît le caractère unitaire de l'Etat turc. Les autorités turques ayant toujours rejeté tout contact direct avec le PKK, M. Ocalan, qui s'engage à « préserver l'unité de la République de Turquie et renforcer la fraternité historique entre les peuples kurde et turc », suggère qu'un dialogue soit établi avec les députés kurdes élus à l'Assemblée nationale turque pour tenter de trouver une solution politique.

La nouvelle a été reçue avec stupeur en Turquie, où Kurdes et forces de sécurité se préparent aux affrontements qui secouent traditionnellement le Sud-Est anatolien

à majorité kurde lors du Nevroz, le Nouvel An kurde, célébré le 21 mars. Les quotidiens turcs ont consacré leurs premières pages et leurs commentaires à cet événement qui pourrait marquer un tournant majeur dans ce conflit meurtrier qui déchire le pays et a causé près de 6 000 victimes depuis 1984, dont 2 933 durant la seule année 1992, selon les chiffres publiés par la Fondation turque des droits de l'homme.

Le représentant de l'UPK à Ankara, M. Serchil Kazzaz, a admis cependant que M. Talabani n'avait pas agi à la requête d'Abdullah Ocalan, mais « avait fait son devoir de Kurde » en transmettant la nouvelle au gouvernement turc. « Nous ne pouvons pas garantir que M. Ocalan va mettre en pratique ce qu'il a dit », a-t-il déclaré. Abdullah Ocalan, ou Apo, rendra publique sa position officielle lors d'une conférence de presse exceptionnelle qui aura lieu, au Liban, mercredi. En attendant, ses représentants ont tempéré l'annonce optimiste de M. Talabani.

« Personne ne peut s'attendre que nous déposions les armes unilatéralement », a déclaré « Kani », porte-parole de M. Ocalan, dans un communiqué publié par l'agence de presse Kurd-Ha condamnant les « déformations systématiques » de la presse turque. « En ce mois de ramadan, et à l'approche du Nevroz, nous voulons réitérer notre appel pour des négociations politiques », a-t-il ajouté. « S'il y a une volonté de faire cesser le bain de sang et la guerre, cet engagement

doit maintenant venir de la République de Turquie. » Selon « Kani », une preuve de bonne volonté de la part des autorités turques pourrait marquer « le début d'une ère nouvelle », mais, a-t-il ajouté, le PKK a récemment terminé les préparatifs militaires les plus importants de son histoire et la guerre pourrait prendre une ampleur sans précédent, compte tenu de la politique de l'Etat turc.

### Une série de revers

Depuis Nevroz 1992, lorsque quatre-vingt-douze personnes avaient trouvé la mort dans les affrontements, après que les forces de sécurité avaient ouvert le feu sur des manifestants, le PKK a subi une série de revers. « La guerre jusqu'au bout » annoncée l'été dernier par le chef d'état-major turc, le général Dogan Güres, avait pris la forme d'une offensive parallèle des peshmergas kurdes irakiens et de l'armée turque, en octobre, qui avait infligé de lourdes pertes humaines au PKK et forcé ses combattants à quitter leurs bases irakiennes proches de la frontière turque pour se replier sur une zone isolée proche de l'Irak.

Durant l'hiver, alors que le Sud-Est anatolien était paralysé par la neige, les forces de sécurité ont procédé à des opérations de ratisage qui se sont soldées par de nombreuses arrestations et la mort de combattants kurdes. Au début du mois de mars, l'aviation turque a attaqué des militants du PKK

qui campaient sur les flancs du mont Ararat après s'être infiltrés depuis l'Irak. Le fait que les forces de sécurité turques resserrent leur étau et que des informations communiquées par les Syriens aient permis à la police turque, le 6 mars, de tuer cinq militants et d'arrêter une trentaine de membres du mouvement d'extrême gauche Dev-Sol qui, tout comme le PKK, est un protégé de Damas, a peut-être provoqué le revirement de M. Ocalan. Les déclarations des représentants du PKK semblent indiquer une volonté de négocier. Même affaibli militairement, le parti demeure une force politique importante.

La balle est désormais dans le camp du gouvernement turc. Saura-t-il l'attraper ? Les premières réactions des autorités ont été mitigées. « Il y a des nouvelles, mais pas d'actions. Je dis : arrêtez le bain de sang. Personne ne vous prendra au sérieux avant que vous ayez cessé le bain de sang », a déclaré le premier ministre, M. Suleyman Demirel, au quotidien *Milliyet*. De son côté, le vice-premier ministre, M. Erdal İnönü, a indiqué qu'« il n'était pas question de négocier avec des terroristes », un point de vue probablement partagé par de nombreux politiciens et militaires, encouragés par les récents succès de l'armée et convaincus qu'il est possible de soumettre les Kurdes par la force.

« Peut-être l'Etat est-il sur le point de venir à bout du PKK, commentait dimanche Ertugrul Ozkök, le rédacteur en chef du quotidien *Hürriyet*, dans un éditorial. Mais cela ne signifie pas que le problème kurde sera terminé. Le génie est sorti de la bouteille, il n'est pas possible de l'y [faire rentrer]. »

NICOLE POPE

Libération 18 mars 1993

# Turkish Kurd Chief Declares Cease-Fire

## Offer Follows Recent Reverses On Battlefield With Ankara

Compiled by Our Staff From Dispatches

BAR ELIAS, Lebanon — The leader of the outlawed Marxist Kurdistan Workers' Party in Turkey announced Wednesday a unilateral cease-fire in the group's battle for a separate state.

The party leader, Abdullah Ocalan, said at a press conference here in the eastern Bekaa that the cease-fire would take effect Saturday and last until April 15.

"This cease-fire will be a test period," he said, "which, I hope, will allow the start of political negotiations with the Turkish state."

"We want to renounce violence and open the way to a new era of peace between the Kurdish and Turkish people," Mr. Ocalan said. "For now we do not want separation from Turkey with which we have economic and historical ties."

The Turkish prime minister, Süleyman Demirel, has rejected any bargaining with the party, saying previously, "The state cannot bargain with those who spill blood."

Interior Minister Ismet Sezgin urged Mr. Ocalan to surrender to security forces.

Since 1984, the Kurdistan Workers' Party has been waging a guerrilla war for Kurdish self-rule in southeast Turkey, home for about half of the area's 25 million Kurds. About 6,000 people in Turkey have been killed in the conflict and 2,000 party guerrillas have been killed in northern Iraq.

Mr. Ocalan's offer came after

Turkish troops badly defeated his guerrillas in a major campaign begun in October, and the guerrillas lost the logistical backing of Syria and Iran last year under Turkish pressure.

In October and November, Turkish forces led a full-scale air and land offensive against Kurdistan Workers Party guerrillas in southeast Turkey and in northern Iraq. The Turks were backed by Iraqi Kurdish guerrillas, who fought a monthlong war last year to prevent the Turkish Kurds from using their territory to stage raids into Turkey. The autonomous Iraqi Kurds raise most of their revenue from taxing trucks crossing the Turkish border.

"We are prepared for the peace process," Mr. Ocalan said in an interview. "We will sit to the negotiating table on a basis of democracy, human rights and legitimate political action. We want to become a legitimized political party."

He denied that the 10,000-member party was a terrorist group, saying, "We took up arms in self-defense against the terrorism of the Turkish state against the Kurdish people."

Addressing the Turkish government, Mr. Ocalan said: "Both Kurds and Turks are tired of bloodletting. Permit me to return unarmed to Kurdistan in peace to practice political action and start a dialogue between us." (AFP, AP)

# Le PKK fait taire les armes en Turquie pour le nouvel an kurde

Beyrouth, de notre correspondante

Costume gris souris et cravate cachemire, Abdoullah Oçalan, dit Apo, fondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, indépendantiste et marxiste-léniniste), a choisi la plaine libanaise de la Bekaa pour annoncer une trêve à l'occasion du Newroz — le nouvel an kurde. Et opter pour une solution politique en renonçant, « pour le moment », au séparatisme kurde en Turquie. Le chef du PKK, d'obédience marxiste, est depuis 1984 — date du lancement de la lutte armée dans le Sud-Est anatolien — la bête noire des forces armées turques. La rébellion menée par ses hommes et la riposte sans merci des forces de l'ordre ont causé la mort de plus de 5 000 personnes en Turquie, outre celle de centaines de rebelles en octobre-novembre au nord de l'Irak.

Peshmerga rouge, comme le drapeau du PKK frappé de la faucille et du marteau, Apo a trouvé asile à Damas, d'où il est arrivé hier en la compagnie inattendue de Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan

(UPK, l'un des deux principaux mouvements kurdes irakiens), qui, à l'automne dernier, appuyait l'armée turque. Estimés à 3 500 en Turquie — 10 000 selon Apo — les rebelles du PKK se déclarent prêts à poser les armes du 20 mars au 15 avril, « à la seule condition que les forces de sécurité ne tentent rien contre nous », a souligné le chef du PKK, qui estime que la lutte armée « est arrivée à un point où elle cause autant de torts au peuple turc qu'au peuple kurde ».

Virage à 180 degrés pour ce parti, qui, l'an dernier à la même époque, clamait sa volonté d'établir un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie, et qui juge aujourd'hui les revendications séparatistes irréalistes. Frères ennemis d'hier, Jalal Talabani et Abdoullah Oçalan entendent aujourd'hui jouer une carte politique commune. Et le leader de l'UPK d'assurer: « nous avons une occasion historique d'arrêter l'effusion de sang. Cette chance exprimée par Apo ne doit pas être manquée ».

Anne MOUTOT

The Financial Times - March 18, 1993

# Turkey is offered ceasefire by Kurds

By John Murray Brown in Ankara

TURKEY'S Kurdish rebels declared a unilateral ceasefire yesterday, promising to end hostilities for 25 days if Turkish government forces agreed to hold to their positions.

The offer was greeted by Kurdish deputies in Turkey's parliament as an opportunity for a breakthrough in the eight-year insurgency which has claimed more than 5,000 lives. However, the proposal delivered by Mr Abdullah Ocalan, leader of the rebel Kurdish Workers party (PKK), is likely to be met with considerable official scepticism after recent government successes against PKK bases in Turkey's Kurdish-speaking south-east. State television made no mention of the offer.

Mr Ocalan, known as Apo, made the offer from his headquarters in Lebanon, undertaking to suspend actions from March 20 to April 15, as a goodwill gesture to coincide with

the *Neurouz* or Kurdish new year celebrations on March 21.

This week Mr Suleyman Demirel, Turkey's prime minister, called for nationwide vigilance to avoid last year's "nightmare", when more than 90 people were killed as the government used armoured vehicles to reassert control in towns along the border with Iraqi and Syria. The government blamed the PKK for exploiting the festivities to provoke a separatist insurrection.

Since then, the PKK has been under intense diplomatic and military pressure, with reports that Syria has withdrawn its support. Iran, too, is distancing itself from the rebels. The move follows a concerted diplomatic initiative from Ankara.

Turkey has also won tacit backing from the Kurds of Iraq, underlined last October during a sweep by Turkish commandos when PKK units were forced from the border where they had attacked Turkish posts.

Impact Médecin Quotidien

# Humanitaire. Un hôpital bombardé au nord de l'Irak

Plusieurs avions de guerre de l'armée iranienne ont bombardé un hôpital tenu par Aide médicale internationale et Médecins du monde, situé au nord de l'Irak, près de la frontière iranienne, dans la zone de protection des forces alliées.

A la suite de ces bombardements, les deux organisations humanitaires demandent que toutes les mesures soient mises en œuvre pour que la vie des équipes et des

civils kurdes soient protégée. En effet, de nombreux Kurdes, irakiens et iraniens, habitant dans la région, ont été tués ou blessés lors de cette attaque, dont un patient hospitalisé. Les équipes médicales françaises n'ont pas été touchées mais elles ont dû fuir la zone, devant l'importance des bombardements. La fondation France-Libertés de Mme Danielle Mitterrand a protesté, lundi, contre « l'agression » de l'aviation iranienne.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, MARCH 18, 1993

Pour la première fois depuis quatre ans

# Téhéran a lancé un raid aérien contre les Kurdes iraniens dans le nord de l'Irak

Le Quai d'Orsay a indiqué, mardi 16 mars, que l'ambassadeur de France à Téhéran a été chargé d'exprimer aux autorités iraniennes la « préoccupation » de Paris après un raid de l'aviation iranienne contre des Kurdes dans le nord de l'Irak.

Six avions iraniens ont bombardé, samedi 13 mars, le siège du quartier général du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDKI), en territoire irakien, ainsi que des villages alentour et un hôpital tenu par Médecins du monde et Aide médicale internationale, indiquent le PDKI.

Cette attaque est la première du genre depuis 1988, date à laquelle le PDKI avait installé ses instances dirigeantes dans le Kurdistan irakien, tout près de la frontière iranienne; mais surtout, c'est la première fois qu'un tel bombardement - suivi de pilonnages à l'artillerie qui ont duré quatre heures - a lieu depuis la création d'une zone de protection des Kurdes irakiens au nord du 36<sup>e</sup> parallèle, nous a déclaré le représentant du PDKI pour l'Europe, M. Kamal Davoudi.

Dans un communiqué, Aide médicale internationale et Médecins du monde ont indiqué que de nombreux civils kurdes irakiens et iraniens habitant dans la région prise pour cible ont été tués ou blessés lors de l'attaque. Les équipes médicales n'ont pas été touchées, mais ont dû fuir la zone

devant l'importance des bombardements.

L'agence iranienne IRNA s'est bornée à annoncer, le jour même, sans autre précision, que les forces iraniennes avaient repoussé et donné la chasse à des « éléments contre-révolutionnaires venus d'Irak, qui s'étaient infiltrés » dans la partie nord-ouest de l'Iran. L'objectif de Téhéran, estime M. Davoudi, est de tester la réaction de la coalition occidentale qui assure la protection du Kurdistan irakien. Washington a déclaré, lundi, qu'il « étudiait » la question de savoir s'il y a eu violation ou non de la zone sous contrôle allié au Kurdistan irakien. Aussi, le PDKI adressera-t-il un message à ce sujet au secrétaire général de l'ONU, ainsi qu'au président Mitterrand et à M. Pierre Mauroy, en sa qualité de président de l'Internationale socialiste à laquelle le PDKI participe en tant qu'observateur, ajoute-t-il.

## Zizanies

C'était, du reste, en marge des travaux de l'Internationale socialiste, à Berlin, que quatre dirigeants de ce même PDKI, le plus important mouvement d'opposition kurde iranien, avaient été assassinés dans l'arrière-salle d'un restaurant au mois de septembre dernier (le Monde du 19 septembre). L'une des victimes, M. Sadiq Sherefkendi, secrétaire général du parti, avait succédé à Abdul Rahman Ghassemilou, lui-même assassiné au

mois de juillet 1989 en Autriche. Le PDKI avait accusé l'Iran d'être le commanditaire de ces assassinats, mais Téhéran a réfuté ces accusations. Au mois de décembre, l'hebdomadaire allemand Stern affirmait que deux diplomates iraniens en poste en Allemagne étaient impliqués dans les assassinats de Berlin.

M. Davoudi n'exclut pas que les bombardements iraniens soient l'une des conséquences de la coordination qui s'est établie entre la Syrie, l'Iran et la Turquie, à propos du Kurdistan d'Irak, dont l'autonomie, sous la protection occidentale, inquiète les dirigeants de ces trois pays à fortes « minorités » kurdes. Les ministres des affaires étrangères des trois pays ont déjà tenu deux réunions à ce sujet à Ankara et à Damas.

Le responsable kurde admet aussi que l'offensive de l'aviation et des blindés turcs contre les extrémistes du PKK dans le Kurdistan irakien, en novembre dernier, a pu servir d'« exemple », dans la mesure où elle a permis d'affaiblir considérablement le PKK. L'attaque iranienne ne manquera pas non plus de créer des zizanies entre les Kurdes irakiens et leurs « hôtes » iraniens qui pourraient être invités, comme le PKK de Turquie, à réduire leur présence dans le nord de l'Irak.

MOUNA NAÏM

LE MONDE  
18 mars 1993

□ **Opération des troupes de Bagdad au Kurdistan irakien.** - Dans un message au secrétaire général des Nations unies, les dirigeants des deux principaux partis kurdes irakiens, MM. Jalal Talabani et Masoud Barzani, viennent de protester contre le massacre, vendredi 12 mars, de trente civils kurdes dans le village d'Awina, à l'ouest d'Erbil. MM. Talabani et Barzani accusent de ce raid des soldats irakiens et des hommes de la tribu Lahib, inféodée au gouvernement de Bagdad.

□ **Assassinat à Rome d'un opposant iranien.** - Deux hommes ont été assassinés, mardi 16 mars, à Rome, M. Mohamed Hossein Naghdi, l'un des représentants les plus actifs, en Europe, du Conseil national de la résistance iranienne (CNRI), principal mouvement d'opposition au régime islamique (le Monde du 17 mars). Ce crime a aussitôt été attribué par les uns au pouvoir en place à Téhéran, et par les autres à un règlement de comptes au sein du CNRI. M. Naghdi, ancien ambassadeur iranien en Italie, était passé à l'opposition en 1982. Il menait campagne pour que le gouvernement de Rome soutienne le CNRI, et avait récemment dénoncé les violations des droits de l'homme dans son pays. - (AFP.)

LE MONDE  
19 mars 1993

TURQUIE : à l'occasion du Nouvel An kurde

## Le PKK annonce un cessez-le-feu unilatéral

ISTANBUL

de notre correspondante

« Mettons fin à cette guerre et passons aux négociations », a proposé, mercredi 17 mars, le dirigeant du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Ocalan, qui a annoncé un cessez-le-feu unilatéral du 20 mars au 15 avril - la période du Nouvel An, ou Nevrouz - lors d'une conférence de presse tenue dans la Bekaa libanaise. « J'espère que ce sera le début d'un processus de paix, d'amitié, et de fraternité historique entre les Turcs et les Kurdes », a-t-il dit, confirmant ainsi les intentions qui lui étaient prêtées depuis quelques jours (le Monde du 17 mars).

Pour cette apparition publique exceptionnelle, Abdullah Ocalan, dit « Apo », avait abandonné l'uniforme du combattant qu'il est depuis 1984, pour le costume et la cravate du politicien qu'il espère devenir. Dans un entretien publié

par le quotidien arabe Al-Hayat, « Apo » a lancé un appel aux autorités turques : « Kurdes et Turcs sont fatigués du bain de sang. Laissez-moi rentrer au Kurdistan [turc] en paix pour mener une action politique et entamer le dialogue entre nous. »

Les premières réactions des autorités turques ont été négatives. « Nous leur avons déjà dit qu'ils doivent sans conditions déposer leurs armes et se rendre à la justice indépendante et impartiale de l'État turc », a déclaré le ministre de l'intérieur, M. Ismet Sezgin. Mais la voix officielle du gouvernement n'a pas encore été entendue : le premier ministre, M. Suleyman Demirel, qui avait déclaré qu'il n'écarterait pas d'emblée des propositions, a refusé de commenter l'offre d'« Apo » avant la réunion spéciale du conseil des ministres qui devait avoir lieu jeudi soir.

NICOLE POPE

## Violation des droits de l'homme, torture La Turquie au banc des accusés

A l'initiative de plusieurs groupes, dont la « Coalition des gauches », le Parlement européen a une nouvelle fois condamné le 11 février « la poursuite des violations des droits de l'homme en Turquie, en particulier l'utilisation de la torture ». Il a notamment attiré l'attention sur la gravité de la situation pour les journalistes, dont plusieurs ont été emprisonnés, comme le journaliste allemand Stefan Waldberg, ou assassinés, comme Ugur Mumcu, sans que ces meurtres aient été élucidés.

Le Parlement européen a demandé que les coupables de ces meurtres soient recherchés et punis et invité le gouvernement turc à « assurer la sécurité des journalistes et à garantir la liberté de reportage dans les zones kurdes »

faits & arguments — 19 mars 1993

Turquie

# ESPOIR DE TRÊVE POUR LE NOUVEL AN KURDE

**La guérilla  
du PKK  
a annoncé  
un cessez-le-feu**

ANKARA

DE NOTRE CORRESPONDANT

**A**bdullah Öcalan tiendra-t-il parole? Le leader du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), mouvement de guérilla indépendantiste combattant dans le sud-est de la Turquie, a annoncé mercredi un cessez-le-feu unilatéral, quelques jours avant le rendez-vous redouté du 21 mars, fête du Nouvel An kurde.

Traditionnellement, le jour du printemps, les Kurdes se réunissent sur les places des villes et des villages pour fêter le Newrouz, la nouvelle année. Mais ces dernières années, cette date avait été marquée par des flambées de violences entre le PKK et l'armée. En 1992, les

affrontements avaient fait plus de 60 morts, après qu'Abdullah Öcalan eut appelé à un soulèvement généralisé de la population.

Cette année, le mot d'ordre semble différent. « Le cessez-le-feu sera une période-test qui, je l'espère, permettra de commencer des négociations politiques avec l'État turc », a expliqué le chef du PKK, lors d'une conférence de presse dans la plaine de la Bekaa libanaise, où ses hommes ont longtemps disposé de terrains d'entraînement sous protection syrienne. La suspension des hostilités s'étendrait du 20 mars au 15 avril.

Le changement de cap d'Abdullah Öcalan survient après une série de revers du PKK. Durant les dernières semaines, l'armée turque a redoublé ses efforts pour expulser la guérilla de ses bases en montagne. Au cours d'une opération, début mars, plusieurs dizaines de militants ont été tués au pied du mont Ararat.

À l'ouest du pays la police a opéré des raids dans des caches, arrêté des militants et saisi des stocks d'armes illégales. Ces opérations surviennent après la défaite infligée en octobre-novembre au PKK lorsque l'armée turque a pénétré en territoire irakien pour y détruire des bases de la guérilla. Plusieurs centaines de guérilleros ont été tués et environ 1 500 ont été désarmés par les Kurdes irakiens, inquiets de la présence de l'armée turque dans le territoire « autonome » qu'ils contrôlent au nord du pays. Estimés jusqu'ici à environ 10 000 combattants, les effectifs du mouvement ont été considérablement réduits.

Le PKK semble, en outre, avoir été fortement déstabilisé par l'affaiblissement du soutien de la Syrie. Sous la pression d'Ankara et de Washington, Damas aurait fermé les camps du PKK dans la Bekaa et échangé des renseignements.

Le revirement d'Abdullah

Öcalan devra toutefois être vérifié dans les faits. Jusqu'à ces dernières semaines, le PKK menaçait d'attaquer les centres touristiques au sud et à l'ouest de la Turquie, afin de porter atteinte à un commerce qui, en 1992, a rapporté environ 4 millions de dollars à l'économie nationale. Le leader du PKK a, de plus, fait preuve d'une grande versatilité durant les dernières années et son contrôle sur certaines fractions du mouvement n'est pas assuré.

Ankara a répondu positivement à la volte-face apparente du leader du PKK. Le premier ministre, Süleyman Demirel, a toutefois affirmé qu'un cessez-le-feu unilatéral du PKK n'obligerait en rien le gouvernement à accepter des concessions politiques dans le Sud-Est. En outre, Öcalan doit faire la preuve de sa crédibilité et celle-ci dépend en grande partie des événements de dimanche.

Chris HELLIER.

LES ECHOS — 19 mars 1993

## Main tendue

**A**u moment où l'on assiste à une inquiétante recrudescence des attentats islamistes en Algérie et en Egypte, il faut saluer la décision du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan de Turquie, de proclamer un cessez-le-feu unilatéral qui entre en vigueur demain et qui se prolongera jusqu'à la mi-avril. D'inspiration marxiste, le PKK, qui revendique 10.000 combattants et des centaines de milliers de partisans, mène depuis 1984 contre le gouvernement d'Ankara, une guerre d'indépendance qui a fait près de 3.000 morts l'an dernier.

Certes, quelle que soit la sympathie que l'on éprouve pour les

Kurdes, ce peuple sans patrie que l'histoire a partagé entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie, on ne saurait approuver le PKK lorsqu'il recourt au terrorisme. Mais on ne peut pas non plus changer de poids et de mesures pour juger la répression anti-Kurde et les violations caractérisées des droits de l'homme dont elle s'accompagne, selon que l'on considère l'Irak ou la Turquie. Or, vis-à-vis d'Ankara, la communauté internationale et la France en particulier qui fonde de grands espoirs sur le développement économique de la Turquie, font preuve d'une coupable indulgence.

A la veille du nouvel an kurde, le Newrouz, traditionnellement mis à

profit par Ankara pour se livrer à de véritables ratonnades dans le sud-est anatolien, le PKK se déclare prêt à renoncer à la lutte armée et à reconnaître le caractère unitaire de l'État turc. La Turquie, dont le Premier ministre Süleyman Demirel excluait encore mardi toute négociation avec les terroristes, s'honorerait en saisissant cette main tendue et ferait preuve de sagesse. Sans doute peut-elle s'enorgueillir d'avoir remporté l'automne dernier une importante victoire militaire contre le séparatisme turc. Elle aurait tort de croire pour autant que la question kurde se résoudra par la force.

TURQUIE

# Le tabou kurde commence à se briser à Ankara

Depuis 1991, une timide reconnaissance se dessine pour les droits de la minorité kurde. Et la situation militaire dans le Sud-Est du pays pourrait évoluer après l'annonce d'un cessez-le-feu par la guérilla du PKK.

Après l'annonce d'un cessez-le-feu unilatéral et temporaire (du 20 mars au 15 avril) par le chef rebelle kurde Abdullah Ocalan, surnommé «Apo», l'atmosphère s'était nettement détendue à Diyarbakir, capitale du Kurdistan turc, où l'on craignait des événements sanglants le jour de Newroz (nouvel an kurde, le 21 mars). Mais les sympathisants du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), en lutte armée depuis près de neuf ans, attendent maintenant un geste des autorités turques en réponse à leur proclamation de cessez-le-feu.

Istanbul, envoyé spécial

**G**unai Aslan est journaliste et kurde. Longtemps, il été contraint de n'écrire qu'en turc. «Je peux maintenant être publié dans ma langue mais si j'emploie des termes tels que Kurdistan ou peuple kurde, le journal est saisi», explique-t-il. L'an dernier, un hebdomadaire entièrement écrit en kurde a vu le jour. Il n'a pas dépassé le premier numéro mais, malgré cet échec, quelques périodiques politiques continuent de paraître, s'ajoutant aux publications militantes kurdes écrites en turc. La plus connue, *Yeni Ulke*, ne dépasse pas les 10000 exemplaires. En revanche, restent interdites les émissions de télévision ou de radio dans la langue de dix à quinze millions de Kurdes de Turquie (un citoyen sur cinq), qui n'a pas davantage droit de cité dans l'enseignement.

Longtemps nié, le fait kurde commence timidement à apparaître au grand jour. Même au Parlement, où les députés du petit parti d'extrême gauche HEP, élus à l'automne 1991 sur les listes du SHP (parti social-démocrate du peuple), affichent leur kurdité militante, bien que la Constitution interdise tout parti formé sur une base ethnique. «Mais une demande de levée de mon immunité parlementaire est en cours, tempère Mahmoud Halinak, ancien président de ce parti, parce que, d'après un rapport de police, j'aurais parlé en tant que président du Parti du peuple kurde, violant ainsi les lois punissant toute propagande contre l'indivisibilité de l'Etat et de la République.»

La politique d'Ankara sur la question kurde oscille entre l'aveuglement et l'ambiguïté. Dans le Sud-Est du pays, treize départements peuplés en majorité de Kurdes continuent à être sous l'état d'urgence, au nom de la lutte contre les «terroristes sépara-

tistes» du PKK (le Parti des travailleurs du Kurdistan). Avec pour conséquence une «sale guerre» et son cortège d'arrestations arbitraires, d'exécutions sommaires, régulièrement dénoncées par les organisations de défense des droits de l'homme, dont la Fédération internationale d'Helsinki pour les droits de l'homme qui accuse les forces de sécurité turques d'avoir abattu de sang-froid plusieurs dizaines de personnes.

Dans l'Ouest du pays et notamment dans les grandes villes comme Istanbul, où vivent au moins un million de Kurdes, les choses ont commencé à changer, bien que timidement. «L'évolution est indéniable», souligne l'intellectuel Mehmet Baykara. Mais elle résulte d'une simple tolérance de la part du gouvernement et reste donc à la merci d'une volte-face. D'où l'importance d'une véritable législation garantissant les droits des Kurdes et leur identité.» Mehmet Baykara fut un des promoteurs du symposium qui a réuni, fin février à Istanbul, des intellectuels kurdes et turcs de toutes tendances, en présence de représentants de tous les partis politiques. Du jamais vu.

Les autorités turques ont imposé pendant 70 ans un modèle jacobin de République «une et indivisible», où les Kurdes avaient tous les droits, sauf celui de se revendiquer kurdes; ils n'existaient pas davantage dans le discours officiel qui les désignait sous le terme de «Turcs des montagnes». De très nombreux Kurdes jouaient un rôle de premier plan dans les institutions de l'Etat, y compris dans l'armée, mais jamais ils ne s'affirmaient comme tels.

Le chef de l'Etat Turgut Ozal, kurde par sa mère, fut le premier à rompre le tabou en évoquant ouvertement la question, notamment lors du grand exode des Kurdes fuyant la répression des troupes de Saddam Hussein après la guerre du Golfe. Le Premier ministre conservateur Suleyman Demirel, à son arrivée au pouvoir il y a un an et demi, à la tête d'une coalition avec les socialistes, évoqua publiquement la reconnaissance «du fait kurde» et instaura un ministère des droits de l'homme, confié à un Kurde. Mais ces bonnes intentions ne furent pas suivies d'effet, notamment dans le Sud-Est. La répression menée par la gendarmerie et l'armée au nom de la lutte contre le PKK ont fait de ce parti un porte-drapeau pour de nombreux Kurdes. Même pour ceux qui ne se reconnaissent guère dans la langue de bois archéomarxiste et les actions san-

guinaires du groupe d'Abdullah Ocalan, surnommé «Apo».

«C'est seulement parce que le PKK existe et se bat que le problème kurde est maintenant au premier plan en Turquie», souligne un professeur d'université, qui reconnaît aussi que la guérilla menée depuis huit ans par cette organisation sert aussi de prétexte à l'intransigeance du pouvoir et surtout de l'armée. Le PKK a été sérieusement mis à mal sur le plan militaire, après la destruction de ses sanctuaires en Irak du Nord par les forces armées turques. Il est désormais obligé de composer avec Jalal Talabani et Mahmoud Barzani, les leaders kurdes d'Irak, qui savent que toute entité ou Etat kurdes en Irak du Nord n'est pas viable sans l'accord d'Ankara. «Apo» offre maintenant un cessez-le-feu unilatéral et veut négocier avec les autorités turques, qu'il place ainsi dans un sérieux embarras. Celles-ci, avec le soutien d'une bonne partie de l'opinion, restent prudentes et proclament leur refus de négocier avec les terroristes. Mais, phénomène nouveau, de nombreuses voix s'élèvent, comme celle de Ertugul Ozkok, rédacteur en chef du quotidien *Hurriyet*: «L'Etat est peut-être en train de venir à bout du PKK mais cela ne signifie pas que le problème kurde sera terminé.»

Pour la première fois, un institut de sondages des plus sérieux du pays, la

société Kondu, a mené à Istanbul une vaste enquête sur un échantillon de 16000 personnes pour le compte du quotidien libéral *Milliyet*. Quelque 12% des habitants de cette métropole de plus de dix millions d'habitants s'affirment d'un façon ou d'une autre comme d'origine kurde. Un tiers d'entre eux se revendiquent comme pleinement kurdes. Et, sur ces derniers, moins d'un sur deux rêve d'un Kurdistan indépendant. Un certain nombre des personnes interrogées ont probablement eu peur de répondre franchement. Le résultat n'en est pas moins significatif.

Les autorités turques ont longtemps parié sur le désir d'assimilation par un mieux-être économique. Dans la même logique, elles avaient tardivement lancé un ambitieux programme de développement du Sud-Est. Cela ne suffit plus, même si la plupart des hommes politiques d'Ankara refusent encore de l'admettre. Adnan Kahveci, ancien ministre d'Ozal, mort il y a un mois dans un accident de voiture, était l'un des rares à lancer un cri d'alarme, affirmant que «cet aveuglement portait le pays à la catastrophe». Il donnait l'exemple de l'Espagne et du problème basque: «Tout en appliquant sans concession les lois antiterroristes, elle a reconnu aux Basques les droits démocratiques et culturels qu'ils revendiquaient.» Sa voix est restée isolée.

Marc SEMO



Istanbul, mars 1992: la première réunion kurde autorisée.

L'Humanité — 19 mars 1993

## Meurtres d'Etat au Kurdistan

« Les forces de sécurité turques ont commis des dizaines de meurtres dans le sud-est de la Turquie » — autrement dit le Kurdistan — en 1992, affirme la Fédération internationale d'Helsinki pour les droits de l'homme (IHF) dans un communiqué publié mercredi à Vienne. L'IHF accuse l'armée et la police d'avoir abattu « plus de cent personnes lors de manifestations pacifiques » et « commis 72 meurtres lors de raids effectués dans des habitations du sud-est du pays, dont 34 contre des personnes d'origine kurde ».

Par ailleurs, plus de 450 personnes ont été assassinées par des agresseurs inconnus. Parmi les victimes figurent 13 journalistes dont 11 Kurdes. Le gouvernement turc n'a mené aucune enquête ni poursuite à la suite de ces meurtres.

L'IHF appelle la communauté internationale à faire pression sur la Turquie afin que ce pays cesse de violer les droits de l'homme et accepte une fois pour toutes de se conformer aux lois internationales dans ce domaine. Elle demande que « cesse immédiatement toute assistance à la Turquie en matière militaire et de sécurité ».

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, MARCH 19, 1993

## U.S. Expects Rise In Iran Terrorism

By Douglas Jehl  
New York Times Service

WASHINGTON — Iranian-backed militant groups have expanded their bases of support well beyond the Middle East and represent the greatest threat in a likely escalation of terrorism around the world, senior United States officials say.

The officials said the assassination on Tuesday in Rome of an Iranian opposition figure was merely the most visible step in a pattern in which terrorist organizations backed by the Iranian government appear to be adopting a more aggressive posture.

The Iranian-backed Hezbollah has widened its operations in North Africa and South America, and has established at least one cell in Canada, the officials said. They said the cell was intended to be used to give planning and logistic support to terrorist attacks, perhaps in North America.

Two senior government analysts, speaking with reporters, cautioned that the United States had established no connection between the Iranian organizations and the Feb. 26 bombing of the World Trade Center in New York. They said they had "no reason at this point to see that as being tied to any known group or any state sponsor."

Without being specific, however, they indicated that U.S. scrutiny of terrorist activities abroad in recent months had uncovered several possible leads in connection with the New York bombing.

The officials, who insisted on anonymity, said Hezbollah's expanding infrastructure had given the Iranian-backed organization the capacity to carry out attacks in parts of the world in which it had not previously operated.

"This is a development of some note," a government official said.

He said the potential of attacks by Hezbollah against U.S. targets represented the greatest concern among wider signs that the problem of terrorism would escalate.

The warning follows a sharp decline last year in acts of international terrorism around the world, from more than 500 in 1991 to 361 last year, including 111 international terrorist acts directed against United States citizens and facilities, the analysts said. But they said Iran's more aggressive stance and expanding ethnic conflicts in Yugoslavia and elsewhere were now likely to propel a resurgence.

As an early indication, they pointed to the series of bombings, airplane hijackings and other terrorist attacks seen in recent weeks in India, Egypt, Colombia, and other countries.

The officials' descriptions of expanding Iranian-backed terrorist operations followed a strong State Department condemnation earlier this month of Iran as the world's "most dangerous state sponsor of terrorism."

## TURQUIE : l'offre de cessez-le-feu du PKK

# La presse exhorte le pouvoir à reconsidérer sa politique à l'égard des Kurdes

ISTANBUL

de notre correspondante

Une déclaration importante, au lendemain de l'offre de cessez-le-feu du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), était attendue à l'issue de la longue session du cabinet des ministres tenue dans la soirée du jeudi 18 mars. Mais les Turcs ont dû se contenter d'un communiqué réitérant l'appel à la reddition du PKK. Le premier ministre Suleyman Demirel, lui, se taisait. Une des hypothèses de la presse pour expliquer son silence inhabituel est que les autorités maintiendraient officiellement leur attitude inflexible à l'égard des séparatistes kurdes, tout en cherchant des compromis politiques dans les coulisses.

Il est d'ores et déjà évident que M. Abdullah Ocalan, chef du PKK,

sur nommé Apo, ne sera pas autorisé à rentrer en Turquie et que le gouvernement n'engagera pas de pourparlers avec son organisation. Mais le climat a changé dans le pays. Les grands quotidiens ont tous publié des éditoriaux exhortant le gouvernement à reconsidérer sa politique à l'égard des 12 millions de Kurdes. « Qu'Apo soit sincère ou non, nous devons développer une nouvelle approche afin d'élargir les droits et les libertés et embrasser la population tout entière du pays », écrit M. Fehmi Koru dans le quotidien pro-islamique Zaman.

Selon un sondage publié récemment par Hürriyet, 55 % des Turcs sont contre des négociations avec le PKK, mais 13 % seulement pensent que le problème kurde peut être réglé militairement, contre 46 % de partisans d'une solution politique.

Le nouvel an kurde, Nevrouz, dimanche 21 mars, permettra de tester la bonne volonté des deux camps, ou du moins leur degré de contrôle sur leurs armées. L'an dernier à la même époque, une centaine de personnes avaient été tuées lors d'affrontements avec les forces de sécurité.

Cette année, malgré le dispositif important déployé à nouveau par l'armée, l'espoir subsiste que les forces de sécurité sauront résister aux provocations et se rallieront à l'attitude prônée par le rédacteur en chef de Hürriyet, M. Ertugrul Ozkok : « Célébrons le Nevrouz ensemble, ne gâchons pas cet espoir par des sentiments primitifs de fierté. Pensons à eux (les Kurdes), pour une fois. »

NICOLE POPP

Témoignage Chrétien — 20 mars 1993

## Les Kurdes proposent la paix

Le Parti des travailleurs du Kurdistan turc (PKK) serait prêt à abandonner la lutte armée. L'affirmation peut surprendre, à la veille du nouvel an kurde, (Newroz), le 21 mars. Une célébration que les affrontements entre la population et l'armée risquent d'endeuiller à nouveau. Cette révélation a été faite par Jalal Talabani (notre dessin), leader kurde irakien, au lendemain d'une rencontre à Damas avec Abdullah Oçalan, le dirigeant du PKK. Rencontre qui dénote une certaine détente entre les deux hommes, trois mois après leurs affrontements meurtriers dans le nord de l'Irak. Le régime d'Ankara avait exigé des Kurdes irakiens qu'ils dispersent

les bases à partir desquelles le PKK organisait ses attaques contre les postes militaires turcs.

Mais cette politique du PKK n'est pas nouvelle. Abdullah Oçalan propose régulièrement à Ankara le cessez-le-feu et l'organisation d'un référendum d'auto-détermination au Kurdistan turc. Il affirme même préférer l'« union libre » des peuples kurdes et turcs à leur séparation. Les députés kurdes du Parti populaire du travail (HEP), élus au Parlement d'Ankara depuis octobre 1991, sont prêts à jouer les intermédiaires entre le gouvernement et la guérilla. Ce dont le gouvernement Demirel, et l'état-major de l'armée turque surtout, ne veulent pas entendre parler. A fortiori aujourd'hui où le HEP est menacé d'interdiction.

Le PKK par contre ne semble aucunement disposé à abandonner la lutte armée, sans contrepartie. Il mène actuellement campagne pour



avertir les touristes que les plages et les hôtels turcs feront dorénavant partie de ses terrains d'affrontements avec Ankara. Une menace de recours au « terrorisme », que le PKK jusqu'ici prétendait rejeter.

Les « révélations » de Jalal Talabani cautionnent les propositions d'Abdullah Oçalan et désignent le gouvernement Demirel — s'il fait la sourde oreille — comme seul responsable des prochains affrontements.

Michel Verrier

Est Républicain — 22 mars 1993

# La résistance kurde s'engage dans sa 2.605<sup>e</sup> année

*Le peuple qui fêtait samedi soir son nouvel an rêve toujours, entre deux massacres, à un pays indépendant.*

Le calendrier kurde entame déjà sa 2.605<sup>e</sup> année, qui commence immuablement par la célébration du Newroz. L'équivalent du nouvel an célébré autours du monde le 31 décembre est marqué par ce peuple le 21 mars.

Le respect de cette date repose sur une légende voulant qu'un forgeron nommé Kawa se soit sacrifié pour aller tuer le shah de l'empire perse dont les soldats ne cessaient de persécuter les Kurdes. Avant d'exécuter son projet fou, il avait averti qu'en cas de réussite il allumerait un feu.

Ce feu brûle toujours, symbolisant à la fois la mort du héros et la résistance d'une population opprimée qui n'est d'ailleurs toujours pas sortie du calvaire. C'est de cette souffrance qu'environ deux cents Kurdes ont voulu témoigner samedi soir en défilant, flambeaux en main, de

la place Maginot jusqu'à la cathédrale.

S'il a disparu de l'actualité chaude, le problème kurde préoccupe toujours la diaspora, inquiète du sort de ses compatriotes dont environ 1 million vivent en Syrie, 5 millions en Irak, 6 millions en Iran et surtout 15 millions en Turquie.

L'Etat Turc revient souvent dans les accusations des réfugiés nancéiens rapportant les exactions des forces spéciales engagées par ce pays pour donner la chasse aux Kurdes.

Des Kurdes qui gênent le gouvernement d'Ankara pour avoir organisés une résistance dès 1978 à travers la fondation d'un parti des Travailleurs du Kurdistan le PKK dont l'objet est de réclamer à corps et à cris, l'indépendance d'un pays: le Kurdistan qui n'existe pas

puisqu'il est morcelé, comme sa population, entre les territoires des quatre pays déjà cités.

### Exécutions sommaires

Mais le PKK a pris du poids en fédérant toutes les colonies kurdes et a été capable de créer le 15 août 84, l'Argk, une armée engagée derrière le front de libération du Kurdistan, fondé le 21 mars 85 et autrement baptisé le Ernk. Depuis c'est la guerre avec les autorités turques.

L'association franco-kurde, composée des deux comités de soutien au Kurdistan et au peuple kurde et organisatrice de la manifestation de samedi, a donné une illustration en rappelant les massacres perpétrés lors de la célébration nationale du Newroz 92.

L'encercllement de villes et de villages par les soldats turcs avait fait 103 morts, 250 blessés et 700 arrestations dont la majorité étaient des femmes et des enfants.

Les exécutions sommaires de 600 civils, 14 journalistes, 45 membres du parti du Travail du Peuple, le bombardement de cinq districts et la mise sous surveillance de 100.000 personnes l'an dernier, motivaient les angoisses de la colonie nancéenne, inquiète du déroulement du Newroz 93.

Ce sentiment la poussait à demander des pressions sur l'Etat turc pour empêcher de nouveaux massacres, l'arrêt des ventes, du soutien politique et économique français à Ankara...

Le nouvel an kurde est fait d'espoir.

Frédéric CLAUSSE

# La longue marche kurde de Nizamettin Ariç

●●● Du Kurdistan turc jusqu'au côtes allemandes de Hambourg, la longue marche de Beko inspire un film très attachant, plutôt réussi, de Nizamettin Ariç. Auteur, compositeur, et interprète.

Nizamettin n'est pas peu fier: «Une chanson pour Beko» est le premier film de fiction tourné en langue kurde, et on devine cette fierté de la langue, un peu solennellement affirmée parfois, au cœur même du film, et dans le cœur de chacun de ses interprètes...

Le frère de Beko ce jour-là, dans un village du Kurdistan turc, a choisi de risquer le tout pour le tout. Passer la montagne et la frontière, par la Syrie ou par l'Iran, et rallier les participants du Kurdistan irakien. Pour n'être pas enrôlé malgré lui dans l'armée turque. Pour n'avoir pas à tourner son fusil contre les siens.

Beko doit répondre de cette désertion, mais échappe à son



tour, miraculeusement, aux soldats turcs venus l'arrêter. Il part — par la Syrie, entre cavale et enquête — à la recherche de son frère. Dans la montagne du nord irakien, alors que la guerre entre Iran et Irak fait rage à la frontière, il séjourne dans un camp de réfugiés qui

ont fui leurs villages bombardés et s'y lie d'amitié avec un groupe d'enfants orphelins, avec l'un d'entre eux particulièrement, la silencieuse Ziné. Parfois malhabile et innocent, le film ici prend son temps, s'installe dans les paysages rudes et sauvages, sus-

perbes, de la région, brosse quelques très beaux portraits, dignes et meurtris, d'hommes et de femmes qui font face à la guerre et à la répression, décrit par petites touches la vie quotidienne au camp — et signale avec gravité et tendresse les effets, traumatisants

pour les enfants, de la guerre et de la répression — culturelle, linguistique — sur les minorités kurdes.

La tragédie est à venir encore lorsque la guerre entre Iran et Irak s'arrête. Et c'est au fond toute cette matière humaine — finement observée, traversée par l'histoire contemporaine du Kurdistan, par l'infirmité douteuse chronique de la destruction des villages kurdes en Turquie et en Irak — qui fait l'attachante richesse et qualité de l'aventure de Nizamettin Ariç.

Très entouré hier par les jeunes Kurdes de Strasbourg, il signe, avec la réalisation, les musiques du film et ses décors, et joue lui-même — fort bien — le rôle de Beko. Mais c'est à la tragédie collective du Kurdistan que renvoie, par-delà l'histoire du bon héros du film, chacune de ces images. C'est à chaque Kurde qu'Ariç rend hommage.

**Antoine Wicker**

Ce 24 mars à 18 h au Star, le 26 mars à 22 h à l'Odysée. Buffét kurde et rencontre avec Nizamettin Ariç ce jeudi 25 à 17 h 30 à l'Aubette.

Paris-Normandie — 24 mars 1993

## Une association culturelle régionale franco-kurde créée à Val-de-Reuil

Lorsque les kurdes créent une association, c'est véritablement un événement. Samedi à Val-de-Reuil, ce moment fut dans un premier temps très solennel avec une dizaine de discours et ensuite plus détendu. On inaugurerait l'existence d'une association culturelle régionale franco-kurde dans les locaux du collège Alphonse-Allais. Cette association a pour but « d'organiser entre kurdes et français des rencontres culturelles et artistiques afin de développer l'échange culturel entre ces derniers. Il s'agit à terme de contribuer à la résolution des problèmes d'adaptation et d'intégration de la communauté kurde à la communauté française tout en préservant une identité culturelle ». Concrètement, la nouvelle association proposera des cours de kurde et de français aux deux communautés.

La mairie de Val-de-Reuil mettra des salles à sa disposition dans les écoles. La création d'un groupe de chorale, d'un groupe théâtral et folklorique est également envisagé. Et puis il y a les fêtes et les soirées à thème, qui jusqu'alors restaient informelles. L'association résulte aussi d'une volonté de s'engager auprès des français pour la sauvegarde de « la culture et la civilisation qui sont menacées au Kurdistan. » Rappelons que la région, qui compte environ



30 millions d'habitants est séparée entre cinq états indépendants.

La cérémonie coïncidait samedi avec le Nouvel An kurde, une fête à laquelle ont participé M. Shenki, directeur du service social et juridique de l'Institut kurde à Paris. Ce même institut, seule instance officielle représentant le Kurdistan a versé une somme de 5000 F pour

lancer l'association régionale. Il se félicita que le siège soit à Val-de-Reuil où la communauté est très active. Trois cents familles sont par ailleurs présentes dans la région Haute-Normandie. Participait également à cette manifestation un professeur de linguistique de l'université de Rouen. Le président et la vice-présidente de l'as-

sociation sont des étudiants en sciences du langage. Il s'agit de Salih Akin (Rouen) et de Véronique Bertheuil (Rouen). Autre vice-président : Hamit Kaymaz (Le Havre). Secrétaire : Sebahattin Adlig (Val-de-Reuil). Trésorier : Hasan Uçar (Val-de-Reuil). L'association compte une cinquantaine de membres.

### Le Monde — 23 mars 1993

#### TURQUIE

### Les célébrations du Nouvel An kurde se sont déroulées dans le calme

Les célébrations du Nevrouz, le Nouvel An kurde, qui avaient, en 1992, provoqué la mort d'une centaine de personnes dans le Sud-Est anatolien de la Turquie à majorité kurde, se sont, pour l'essentiel, déroulées dans le calme, samedi 20 et dimanche 21 mars. L'absence d'affrontements sérieux avec les forces de sécurité fait suite à l'annonce par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), engagé dans une guérilla séparatiste, d'un ces-

ez-le-teu du 20 mars au 15 avril, à l'occasion du Nevrouz (*le Monde* du 19 mars). Les militants du PKK ont respecté cet ordre. De leur côté, les forces de sécurité ont laissé la population célébrer cette fête, avec des chants et des danses kurdes autour de feux de joie, ce qui est théoriquement interdit. Le ministre de l'intérieur, M. Ismet Sezgin, a déclaré que « le bon sens de la population a prévalu ». Deux morts sont néanmoins à déplorer. Un jeune homme a été tué à Batman par une balle perdue lors des tirs en l'air traditionnels pendant cette période. Selon la télévision d'Etat, une autre personne a été tuée « dans une bousculade » à Adana, ville du sud du pays, à forte communauté kurde, quand la police a tiré pour disperser une manifestation. — (AFP.)

• Le Monde • Mercredi 24 mars 1993

□ IRAK : Un membre d'une ONG tué dans une embuscade au Kurdistan. — Alors qu'il était au volant d'une voiture à quelques kilomètres de Souleimaniyeh, dans le Kurdistan irakien, un Belge de vingt-neuf ans, travaillant pour l'organisation non gouvernementale Handicap International, a été tué lundi 22 mars. Vincent Tollet a été atteint par des tirs provenant d'une voiture rangée sur le bord de la route. Deux personnes qui se trouvaient avec lui sont indemnes. — (AFP.)

## Le Canard Enchaîné 24 mars 1993

Imitant les Turcs, qui vont de temps à autre bombarder des Kurdes dans le nord de l'Irak, l'aviation iranienne a récemment effectué un raid sur la même zone. Contre des Kurdes iraniens réfugiés, quelques villages et un hôpital tenu par Médecins du monde, qui fait état, dans un communiqué, de nombreux civils irakiens et iraniens tués ou blessés. La réaction du Quai d'Orsay, un peu courte, ne fera guère de peine aux ayatollahs. L'ambassadeur de France à Téhéran a simplement été chargé d'exprimer la « préoccupation » de Paris. Quant aux Américains, ils sont tout aussi gênés aux entourloupes, et s'interrogent pour savoir si les Iraniens ne viennent pas de violer cet espace aérien « placé sous contrôle allié ». Belle démonstration du nouveau désordre mondial.

## Ouest France - 24 mars 1993

### La Turquie hésite...

# Kurdistan : une trêve embarrassante

**Avec l'arrivée du Nouvel an kurde, le 21 mars, le PKK, parti ouvrier kurde clandestin, tend le rameau d'olivier au gouvernement turc. Mais sa proposition de cessez-le-feu embarrasse le Premier ministre**

« Je suis prêt à faire un pas en direction du pouvoir », a déclaré Abdullah Ocalan, chef des forces armées kurdes clandestines à Beyrouth, si la Turquie accepte le dialogue politique et reconnaît notre identité culturelle ». Le gouvernement Demirel est dans l'embarras : il est certes difficile de refuser une proposition de cessez-le-feu unilatéral du 20 mars au 15 avril (la population turque l'a accueillie avec soulagement) mais le Premier ministre turc, qui a déjà été renversé deux fois par

l'armée, doit compter avec elle : or l'état-major, intransigeant, rejette la proposition kurde.

Il n'empêche. Outre les retombées internationales d'une telle attitude, la Turquie risque, si elle persiste dans le dialogue des armes, de voir le PKK devenir pour les Kurdes ce que l'OLP est aux Palestiniens. D'autant que le rapport des députés turcs, de retour d'une tournée au Kurdistan turc, a souligné « que la lutte armée n'aboutirait à rien, que la seule solution serait l'abandon des lois d'exception en vigueur depuis plusieurs décennies et le début d'un réel dialogue ».

En septembre, les Kurdes irakiens avaient chassé le PKK de ses bases. Dans le même temps, le colonel turc Gures infligeait de lourdes pertes au PKK. Enfin, à la même période, la Syrie fermait les bases d'entraînement des Kurdes dans la plaine de la Be-

kaa au Liban. C'est donc un PKK affaibli qui fait cette offre de paix. Mais malgré ses revers et les récentes arrestations d'une trentaine de ses membres, le PKK demeure une force militaire et politique importante, d'autant qu'il vient de terminer les préparatifs militaires les plus importants de son histoire. Le PKK étant sûr du refus turc, cette proposition de paix pourrait être une manœuvre pour rejeter sur Ankara la responsabilité de la poursuite à une grande échelle des hostilités dans la région.

Depuis 1984, date du début de la lutte armée, plus de 6 000 personnes ont trouvé la mort. Et jamais, malgré tous les moyens mis en œuvre, l'armée turque n'a réussi à arrêter la guérilla soutenue par la population locale.

Angélique KOUROUNIS.

LE MERIDIONAL — 25 mars 1993

## AMNESTY INTERNATIONAL Les femmes en action

Le groupe manosquin participera samedi prochain 27 mars, place du Terreau, à une campagne de signatures en faveur de 5 femmes militantes emprisonnées (ou tuées) pour délit d'opinion

Chaque année Amnesty International organise une ou plusieurs campagnes sur les droits de l'homme souvent bafoués dans notre monde. En 1993, depuis le 8 mars, le mouvement - dont le groupe de Manosque s'est penché sur cinq cas de femmes militantes emprisonnées (l'une d'elle a été tuée) pour délit d'opinion dans leur pays :

- Aung San Suu Kyi, emprisonnée au Myanmar (ex Birmanie) est peut-être à l'heure actuelle l'une des militantes politiques les plus célèbres du monde. Sa courageuse lutte non-vio-

lente contre le régime militaire répressif gouvernant son pays, ainsi que son action en faveur des droits de l'Homme lui ont valu le Prix Nobel de la Paix en décembre 1991. En raison de la menace qu'elle représenterait pour la Sécurité de l'État, Aung San Suu Kyi est assignée à domicile par les autorités depuis juillet 1989. Plusieurs Prix Nobel de la Paix comme Desmond Tutu, Elie Wiesel, Oscar Arias, le Dalaï Lama, Mikhaïl Gorbatchev, Rigoberta Menchu... ont été les premiers signataires d'une lettre ouverte envoyée aux autorités du Myanmar.

- Maria Éléna Cruz Valera est une dissidente politique cubaine de premier plan, elle aussi. Elle est en détention depuis novembre 1991 pour "diffusion de tracts".

- Nouar al-Houda al-Bahri a été détenue en Tunisie pour délit d'opinion. Elle a été torturée et condamnée à 4 mois d'emprisonnement en novembre 1992, puis libérée à la faveur d'une amnistie présidentielle. Aucune enquête n'a été ouverte sur les

toritures dont elle aurait été victime pendant sa garde à vue.

- Leyla Zan est une Parlementaire kurde indépendante de Diyarbakir. On l'a menacée de mort en raison de ses activités politiques, mais aussi de son travail d'enquête sur les violations des Droits de l'Homme dont est victime la minorité kurde de Turquie.

- Blanca cécilia Valero de Duràn mariée de mère de trois enfants était secrétaire du Comité de défense des Droits de l'Homme en Colombie. Elle a été tuée dans des circonstances laissant à penser qu'il s'agit d'une exécution extrajudiciaire.

Samedi 27 mars - jour de marché - à partir de 9h sur la Place du Terreau, le groupe Amnesty de Manosque procédera à une campagne d'informations sur ces femmes. Vous pourrez signer des lettres qui seront envoyées aux dirigeants des pays concernés pour influencer leur position.

● Renseignements Amnesty International Manosque auprès d'Odette Lemaire ☎ 92.72.89.83.

**Irak** Malgré la relative protection que leur accorde le régime de Saddam, les chrétiens quittent l'Irak. Les liens étroits de la hiérarchie avec le pouvoir entretiennent le malaise

## L'EXODE SILENCIEUX DES CHRÉTIENS DE BAGDAD

**BAGDAD**

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

L'exode. Par familles entières. Des couples dans la quarantaine emmenant avec eux leurs trois ou quatre enfants. Des habitants de Bagdad, surtout, qui gagnent la Jordanie ou la Turquie dans l'espoir de gagner l'Occident... Les chrétiens fuient l'Irak.

La Fédération nationale des assyriens d'Australie en a dressé le compte, en décembre dernier, dans une démarche pressante auprès du premier ministre Paul Keating pour que Canberra octroie davantage de visas à leurs coreligionnaires. Selon ses fichiers, 11 000 familles attendent un visa dans le Kurdistan turc, 5 000 dans le camp de Silopi, 6 000 dans le camp de Chemdili. Environ 10 000 personnes sont disséminées dans les métropoles turques, surtout à Istanbul, où elles travaillent en recherchant la filière qui les fera passer en Grèce ou en Italie, puis en Allemagne ou aux États-Unis, pour 3 000 dollars par personne.

### Un choix culturel et nationaliste

À Amman, en Jordanie, un millier de familles attendent, infiltrées par les mukhabarat, les services de renseignement irakiens. En Syrie, à Hassaké, elles sont 2 500. En France, les services d'aide aux réfugiés enregistrent un afflux de chrétiens irakiens. Une association représentative des assyro-chaldéens de Lyon a été récemment créée dans la métropole rhodanienne pour représenter les 300 émigrants arrivés dans l'agglomération depuis cinq ans.

L'exil, Joseph Ioudo le refuse. Dominicain et chaldéen, docteur en théologie et féru d'ethnologie, ce prêtre « se sent partie prenante avec les irakiens musulmans plus qu'avec les chrétiens occidentaux ». Sans nier les pesanteurs sociales et religieuses qui empêchent, par exemple, un chrétien d'épouser une musulmane, ce qui pousse de nombreux jeunes à se convertir à l'islam, ce religieux profondément irakien s'ancre dans un choix culturel et nationaliste : « Les chrétiens sont en Mésopotamie depuis le II<sup>e</sup> siècle,

martèle-t-il. Et si l'intégrisme se développe dans certains pays musulmans, c'est à cause de l'échec des idéologies occidentales : le matérialisme et l'appât du gain des Américains, le matérialisme et le marxisme des Soviétiques. Chez vous, le cœur de l'homme s'est desséché. Nous sommes à la morgue de l'Occident. »

### L'attaque d'un monastère

Partir ou rester. Le dilemme taraude les chrétiens d'Irak depuis plusieurs dizaines d'années. Beaucoup sont arrivés au début du siècle, fuyant les massacres perpétrés par les Turcs ou les Kurdes au Caucase, en Iran et en Turquie, dans l'embrasement qui a suivi la Première Guerre mondiale.

À Bagdad plus qu'à Mossoul, la greffe est restée fragile.

En 1933, sous la royauté, des massacres contre la communauté assyrienne fait plus de 5 000 morts au nord du pays. La roue tourne en 1958, avec l'avènement de la République. En 1968, un coup d'État porte au pouvoir le parti Baas, dont Saddam Hussein est alors le second. Branche d'un mouvement fondé dans les années 40 par le grec-orthodoxe panarabe Michel Aflaq, le parti s'assure l'allégeance tacite d'une large fraction des chrétiens, rassurés par son laïcisme. Accédant au leadership en 1979, Saddam Hussein va plus loin, en montrant une redoutable capacité à utiliser cette minorité et sa hiérarchie.

Mardi 2 février 1993. Les représentants de toutes les Églises chrétiennes sont convoqués au siège du ministère des cultes à Bagdad. Un haut fonctionnaire leur explique qu'ils vont devoir signer une lettre destinée notamment au Pape et à l'ONU, et accusant des Kurdes de l'attaque d'un monastère à Al Qosh, à une cinquantaine de kilomètres de Mossoul, la plus grande ville du nord. Trois moines ont été molestés par des individus qui ont dérobé une partie de leurs biens. Al Qosh se trouve à quelques kilomètres du « Kurdistan libre » sous contrôle des peshmergas kurdes.

Les prélats doivent s'exécuter mais la lettre est un mensonge. Toute la communauté chrétienne était déjà au courant de cette attaque perpétrée deux mois plus tôt mais dont la nouvelle avait été gardée sous le boisseau par le pouvoir. Les coupables ont été arrêtés. L'un est kurde, un autre yezidis... Ce sont des rôdeurs. Leur malveillance n'avait aucune signification politique ou religieuse.

La signature de la lettre était-elle un pieux mensonge ? La hiérarchie chrétienne navigue en permanence au plus près. Représentant d'une communauté de moins de 600 000 âmes (environ 3 % de la population), affaiblie par ses divisions, elle connaît les données de l'accord tacite passé avec le pouvoir : l'autonomie dans les affaires de la communauté et dans la gestion du culte en échange d'un soutien politique sans faille au régime.

### L'anniversaire de Saddam Hussein

Les attentions du ministère des cultes sont multiples. À Noël ou à Pâques, les évêques reçoivent des bouquets de fleurs du ministre, voire quelques cadeaux plus trébuchants. L'électricité est gratuite pour les églises comme pour les mosquées. Fin janvier, une loi a été votée qui exempte les religieux chrétiens ou musulmans du service militaire. Les séminaristes n'auront qu'à effectuer les trois ou quatre mois de classes.

Revers de la médaille, le calendrier de l'Église chaldéenne n'omet jamais de mentionner la date anniversaire de la naissance de Saddam Hussein ou de la révolution baasiste. Un prêtre reconnaît changer d'évangile quand il juge le sujet trop politique, par exemple les déclarations du Christ sur Dieu et César. Les Églises savent que tout prosélytisme leur est interdit en-dehors de leurs murs. Pas question d'investir les écoles ou les universités où le champ est laissé libre pour la propagande du parti Baas.

Un diplomate occidental en poste à Bagdad, très introduit dans les milieux chrétiens, n'hésite pas à affirmer que la principale figure du christianisme en Irak, le patriarche chaldéen Mgr Bidawid, dépasse

largement les bornes d'une prudente réserve. Les longs et fréquents déplacements du prélat à l'étranger « n'ont pas que des motifs religieux, loin de là », souligne-t-il. « Il effectue de nombreuses missions politiques et financières. » La Belgique lui a d'ailleurs refusé un jour l'accès à son territoire, estimant qu'il n'y venait pas pour des raisons pastorales.

### Un refus du dilemme

Les autres évêques chaldéens n'osent pas, toutefois, évoquer le remplacement d'un homme plusieurs fois reçu par Saddam Hussein. Il faudrait pour cela réunir un synode des 17 évêques actuels. Mais cette proximité de la haute hiérarchie avec le régime provoque des déchirures au sein de la communauté chrétienne.

Dans ce contexte, l'émigration témoigne d'un refus du dilemme. Les chrétiens, comme la plupart des Irakiens, n'aiment pas Saddam Hussein mais beaucoup craignent plus encore le spectre d'une guerre civile. Selon des clivages qui relèvent autant de critères ethniques ou claniques que politiques, une frange, notamment chez les assyriens, est dans l'opposition au régime. Une autre, plus importante, s'en est au contraire rapprochée. De nombreux chrétiens servent de gardes du corps aux plus hauts dignitaires de l'État ou du parti mais aussi de précepteurs à leurs enfants, voire de nounous à leurs enfants.

## Le geste des Kurdes

Les Kurdes du Nord irakien viennent d'adresser des signaux rassurants aux communautés chrétiennes de la région. Le « Parlement kurde », élu en 1992 dans la région « autonome » contrôlée par les Peshmergas, a voté la semaine dernière une loi établissant comme jour férié des dates clés pour les chrétiens, notamment Pâques et Noël. Tout aussi significatif, le 7 août sera également férié, en souvenir du

massacre de plus de 5 000 chrétiens par les troupes du roi Faysal en août 1933. Le 7 août de cette année-là, le village de Simmel avait été entièrement rasé. Enfin, le Parlement a décidé que la langue assyrienne, héritière de l'araméenne, serait enseignée dans les écoles. Ces lois ont été adoptées sur propositions des cinq « députés » assyriens qui siègent parmi les 105 membres du Parlement.

La majorité, en revanche, ne se voit plus d'avenir en Irak. Les jeunes veulent éviter d'effectuer le service militaire dans un pays en guerre de façon quasi-ininterrompue de 1979 à 1991 où le conscrit peut rester six à sept ans sous l'uniforme. Leurs parents ont perdu la position privilégiée que les chrétiens ont longtemps occupée dans les administrations.

L'exode est facilité par l'existence d'une diaspora grandissante à l'étranger et d'une politique de laisser-faire du régime de Bagdad. Le nonce apostolique à Bagdad, Mgr Marian Oles, constate ce mouvement sans commentaires mais s'inquiète d'un appauvrissement de la culture du pays. « Les chrétiens, par leur seule présence, sont un stimulus pour les Arabes musulmans, souligne-t-il. Chaque départ affaiblit l'encouragement à l'ouverture et à la différence. »

Jean-Christophe PLOQUIN

## Les chaldéens majoritaires

Les divisions de la communauté chrétienne de Mésopotamie sont le résultat de trois séries de scissions. La première fut celle de l'« Église d'Orient » ou « Église de Perse », au début du V<sup>e</sup> siècle, dont les nestoriens sont aujourd'hui les représentants. La seconde, à partir du concile de Chalcedoine, en 451, sépara les monophysites du christianisme byzantin, donnant naissance à l'Église jacobite ou syrienne. La troisième, du XVI<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle, fut la constitution au sein des Églises précédemment citées d'Églises uniates, c'est-à-dire rattachées à Rome. S'ajoutent enfin principalement les chrétiens byzantins, les grecs-orthodoxes et les Arméniens. Les chaldéens, c'est-à-dire l'Église syrienne rattachée à Rome, forment la communauté la plus nombreuse, soit 85 % des quelque 600 000 chrétiens.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, MARCH 26, 1993

## Oil Sales Could Refuel Iraq Nuclear Force, UN Aide Warns

By Norman Kempster

Los Angeles Times Service

WASHINGTON — Despite a two-year international campaign to destroy Iraq's weapons of mass destruction, President Saddam Hussein's regime remains capable of reviving its nuclear and chemical weapons programs, according to the UN official in charge of the post-Gulf War sanctions.

The official, Rolf Ekeus, chief of the United Nations special commission on Iraq, said it was essential for the UN Security Council to maintain the economic embargo against Iraq, especially the prohibition against the sale of Iraqi oil.

With an influx of money from oil, he said, Iraq could easily revive its weapons program.

"The supply system, including banks and payments, is there," Mr. Ekeus said. "The day the oil embargo is lifted, Iraq will get all the cash. With the cash, the suppliers and the skills, they will be able to re-establish all the weapons programs," he added. "It may grow up like mushrooms after the rain."

Mr. Ekeus said that although his commission had destroyed Iraq's large nuclear weapons design installations, it may have missed some clandestine laboratories. In addition, he said, Iraq maintains a cadre of scientists and engineers that could restore the program.

Iraq can also maintain at least part of its prewar network of foreign suppliers because it has refused to identify the companies that sold it nuclear technology and equipment, he said.

Speaking at a meeting Wednesday arranged by the Washington Institute for Near East Policy, Mr. Ekeus said the commission had destroyed 150,000 chemical weapons, including artillery shells and warheads for Scud missiles, as well as large amounts of bulk chemicals. But he said the chemical weapons programs also could be restored if the world was not vigilant.

Mr. Ekeus said his inspectors had not accounted for about 200 of Iraq's prewar arsenal of 890 Scud missiles.

Under the terms of the UN Security Council resolution that ended the Gulf War, the oil embargo against Iraq will not be lifted until Mr. Ekeus certifies that all nuclear installations have been eliminated. So far, he said, Mr. Saddam seems more concerned about maintaining his nuclear potential than about returning to the oil market.



## Les Kurdes choisissent la diplomatie

Abdullah Oçalan, le dirigeant du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a profité des fêtes du Newroz (nouvel an kurde) pour annoncer une trêve des attentats contre la Turquie. Après un conflit qui a fait 5 000 morts, il renonce, "pour le moment", à la création d'un Etat indépendant et envisage une solution diplomatique au problème kurde.

Ali Sirmen - *Milliyet* (Istanbul)

Le message d'Abdullah Oçalan envoyé à Ankara par l'intermédiaire de Jela Talabani [président de l'Union patriotique du Kurdistan - UPK -, l'un des deux principaux mouvements kurdes irakiens] a créé bien des remous. Et les réactions à ce message font comprendre que le gouvernement se trouve toujours dans le flou quant à l'attitude à adopter. Il y a plusieurs raisons à cette indécision : avant toute autre chose, Apo\* est une personne à qui on ne peut se fier. Talabani lui-même l'a souligné en précisant qu'il ne cautionnait pas le message d'Apo. Il ne faut donc pas s'étonner si une offensive suicide sanglante succède à cette missive.

D'autre part, il est difficile de savoir si le message d'Apo reflète l'ensemble des tendances au sein de son organisation, et si celui-ci en a vraiment le contrôle total. Les déclarations contradictoires faites en Allemagne au nom de l'organisation incitent aussi à une grande prudence dans les décisions à prendre sur ce sujet. En faisant l'analyse du message transmis par Talabani, cependant, certains soulignent que cette tentative est le résultat des coups fatals portés au PKK et de l'impasse où il se trouve désormais. Cette explication, même si elle contient des éléments réels, nous conduirait vers une direction dangereuse. Faire l'amalgame entre le PKK et la question kurde est une erreur qui empêcherait, avant la recherche d'une solution au problème, sa discussion même sur des bases saines. Par la voie de la terreur, le PKK a fait admettre à

l'opinion publique l'existence d'une question kurde mais, en même temps, il a empêché que cette question soit soulevée et analysée avec maturité et sang-froid, sans complexes. Nous pouvons même dire que l'organisation d'Apo a servi de prétexte pour ceux qui ne veulent pas voir ce problème. Et il a créé des difficultés à ceux qui essayaient d'avoir une juste approche du sujet.

Lorsque je m'entretenais, en décembre 1992, avec des organisations de défense des droits de l'homme en France, on me posait toujours cette même question : "Ce gouvernement qui dit reconnaître la réalité kurde, en quelle mesure est-il sincère ? Va-t-il pouvoir faire des pas concrets dans ce sens ?" J'essayais de préciser dans ma réponse que l'évolution de la situation ne dépendait pas seulement du gouvernement, mais que le PKK aussi devait adopter une attitude qui puisse rendre possible une approche concrète. Au cas où Apo ne prendrait pas cette voie, mais opterait pour une escalade de la terreur, le gouvernement ne pourrait pas faire grand-chose, même s'il le désirait.

En effet, les choses ont évolué dans ce sens, et, en jouant l'escalade de la terreur, le PKK a empêché que la question soit traitée d'une manière saine. Si, désormais, l'organisation d'Apo agit dans le sens du message transmis à Ankara, cela va créer une atmosphère tout à fait nouvelle, et, pour la première fois en Turquie, cette question pourra être traitée avec sagesse et vigueur. On peut même dire que dans

ces conditions, la tâche d'Ankara sera encore plus délicate.

Un autre aspect curieux du problème est la structure féodale du HEP [Parti populiste du travail, rassemblant des députés kurdes], dont nous avons toujours défendu la présence au Parlement et le droit à la parole, qui aurait pu porter sur le plan officiel la discussion de la réalité kurde. Ses membres, qui semblent se plaindre du chauvinisme turc, pourront-ils enfin dépasser leur propre chauvinisme pour parvenir au sang-froid, à la maturité et au sérieux qu'exige cette question ? Nous allons le voir avec le temps.

Quelle que soit désormais l'attitude du PKK et de Oçalan, une chose doit être maintenant clairement admise : la question kurde existe indépendamment du PKK. Sommes-nous prêts à voir cette réalité et à ouvrir le débat pour chercher des solutions, en utilisant la raison plutôt que les sentiments, dans le calme et sans préjugés ? Ou allons-nous perdre aussi cette occasion, les deux parties restant prisonnières d'idées fixes, de préjugés et des colères du passé ? La mission, qui incombe à ceux qui veulent vraiment un dialogue et la recherche de solutions, est d'essayer de créer les conditions qui favoriseront un débat sincère, responsable, sans dévier vers la facilité et sans se noyer dans le populisme. Je sais que ce n'est pas une chose simple, mais nous n'avons pas d'autre solution. ■

\* Apo : surnom donné à Abdullah Oçalan, fondateur du PKK, parti indépendantiste et marxiste-léniniste.

TURQUIE : après la célébration du Nouvel An dans le calme

# Le gouvernement commence à assouplir sa position sur le problème kurde

Le premier ministre turc, M. Suleyman Demirel, qui s'exprimait à l'occasion de la fin du ramadan. s'est félicité, mercredi 24 mars, de la célébration dans le calme, dimanche, du Nouvel An kurde, le Nevrouz (le Monde du 23 mars), en affirmant : « Nos citoyens ne sont pas tombés dans des provocations et ont évité des incidents regrettables. Ils ont protégé le prestige de la Turquie. » Le calme qui a prévalu, en particulier dans le Sud-Est anatolien, à majorité kurde, est une conséquence du cessez-le-feu unilatéral décidé par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), engagé dans une guérilla séparatiste contre les forces de sécurité turques. Un nouveau climat pourrait s'instaurer, marqué par un assouplissement de la position du gouvernement.

## CIZRE

de notre envoyée spéciale

« Nous ne savions pas que les Kurdes étaient si raisonnables ! » s'est exclamé en riant M. Selim Sadak, député du parti pro-kurde HEP, au soir du dimanche 21 mars, jour du Nouvel An kurde. Cette boutade faisait allusion à la retenue remarquable dont ont fait preuve les nationalistes kurdes au cours des célébrations du Nevrouz, après le cessez-le-feu annoncé par le dirigeant du PKK, Abdullah Ocalan, dit « Apo ».

Dans la petite ville de Cizre, théâtre d'affrontements meurtriers entre Kurdes et forces de sécurité lors du Nouvel An de 1992, le soulagement de la population était évident, à l'issue d'une journée calme. Le symbolisme des feux de joie traditionnels, qui détruisent par les flammes les rebuts de la saison passée et annoncent l'arrivée du printemps, revêtait une signification particulière cette année à Cizre, un des foyers du nationalisme kurde.

Le cessez-le-feu du PKK, et l'attitude des politiciens turcs, qui semblent vouloir garder la porte ouverte à un possible compromis, ont créé un espoir immense au sein de la population, épuisée par neuf ans d'une guerre qui a fait six mille victimes. « C'est le début d'une ère nouvelle », affirmait avec optimisme le maire de la ville, M. Hashem Hashemi.

Dans plusieurs quartiers, la foule s'était réunie pour les rondes traditionnelles, au son du *davul* (tambour) et du *kurna* (pipeau). Les bambins, le bras tendu en un « V » victorieux, qui scandaient, par la force de l'habitude, les slogans du PKK à l'arrivée des journalistes - « Notre leader est Apo », « A bas la Turquie » - étaient immédiatement réprimandés par les adultes, décidés à faire respecter les consignes du dirigeant kurde et à éviter toute provocation. Les couleurs rouge, jaune et verte du drapeau kurde, en évidence partout les années précédentes, n'étaient présentes que de façon discrète, dans les vêtements des enfants ou les cheveux des jeunes filles.

« Bien sûr, nous sommes contents d'avoir un cessez-le-feu », lançait une femme aux vêtements colorés qui observait les danseurs, les pieds enfoncés dans la boue, omniprésente dans les rues étroites de la ville. « Mais nos enfants sont encore en prison, certains meurent sous la torture », ajoutait-elle. Craignant des troubles durant le Nevrouz, elle avait muré ses fenêtres à l'aide de boue séchée et de paille.

Les chars de l'armée et les blindés de la police installés au carrefour des rues principales jetaient une ombre sur la fête, mais, à l'exception de quelques incidents mineurs - notamment lorsque la police est intervenue avec des véhicules blindés pour arrêter des sympathisants nationalistes qui dansaient, puis a ouvert le feu lorsque des pierres furent lancées en signe de protestation, - les forces de sécurité ne semblaient pas d'humeur particulièrement agressive. « Nous avons l'ordre de ne tirer que si nous sommes attaqués », expliquait un jeune officier, posté au centre de la ville.

L'entrée en vigueur du cessez-le-feu, qui devrait durer du 20 mars au 15 avril, est trop récente pour pouvoir préjuger de l'avenir. Il y a un mois, le PKK menaçait de s'attaquer aux régions touristiques. Aujourd'hui, il offre de cesser la lutte armée.

Signe de faiblesse après les offensives de l'armée turque, affirmation des partisans de la méthode militaire; signe d'évolution politique naturelle, expliquent de leur côté les nationalistes kurdes : « Les organisations de libération nationale ont une durée de vie limitée », souligne M. Orhan Dogan, député kurde de Cizre, après une période de lutte armée, elles se tournent vers la politique. »

## Moment opportun

De l'avis de tous, « Apo » a choisi un moment opportun pour son revirement. La question kurde est en tête des préoccupations des politiciens, toutes tendances confondues. Après le succès des opérations de l'armée dans le nord de l'Irak et dans le Sud-Est anatolien, le gouvernement peut justifier des réformes sans avoir l'impression de céder à la pression armée du PKK. De plus, explique M. Dogan, « les Turcs étaient dans un cul-de-sac, ils ne pouvaient pas élever le niveau de la violence, à moins de massacrer cinq mille personnes d'un coup. Un Halabja (1) n'est pas possible en Turquie ».

Personne, pas même les Kurdes, n'attend un changement immédiat et radical de l'attitude de l'Etat turc. « Dans une première étape, le gouvernement doit faire la preuve de sa sincérité », explique M. Mehdi Zana, ancien maire de la capitale régionale, Diyarbakir, qui, bien qu'ayant toujours rejeté la lutte armée, a passé quatorze ans en prison pour séparatisme : « Depuis 1830, les répressions ont toujours été suivies de promesses jamais tenues. Il faut rétablir la confiance. »

Le parcours sera semé d'embûches, et les incidents, inévitables, devront être surmontés avec patience et détermination : « Dans les deux camps il y a des gens qui veulent poursuivre le conflit. » Mais, malgré la haine accumulée au cours de soixante-dix ans de répression, Kurdes et Turcs peuvent encore vivre ensemble, ajoute M. Zana.

« Une séparation n'est dans l'intérêt ni des Turcs ni des Kurdes », estime de son côté M. Dogan. Les Kurdes veulent obtenir le droit d'exprimer leur identité ethnique dans tous les domaines, mais aussi acquérir un, plus grand degré d'autonomie, au moins au niveau municipal : « Actuellement, pour engager une infirmière ou un gardien de nuit, nous devons obtenir la permission d'Ankara », explique M. Dogan.

Ni la liste complète des revendications des douze millions de Kurdes, ni même les modalités d'éventuelles négociations avec le gouvernement ne sont importantes pour l'instant. « Si le gouvernement a la volonté de résoudre le problème, ce sera facile. D'abord il doit accepter le principe, le reste n'est que détails », affirme M. Zana, dont l'épouse, Leyla, est députée au Parlement turc.

## L'offensive de printemps retardée

Les premiers signes discrets d'un assouplissement de la politique turque sont apparus. La grande offensive de printemps des forces armées contre le PKK, qui devait être lancée ces jours-ci, a été retardée, officiellement en raison des fêtes de fin du ramadan. Lors d'un programme télévisé diffusé lundi, le ministre de l'intérieur, M. Ismet Sezgin, a cependant suggéré qu'une telle opération ne serait pas nécessaire si le cessez-le-feu durait.

Le gouvernement va étudier la possibilité d'autoriser des « émissions en langue étrangère », c'est-à-dire en kurde, à la radio et à la télévision, a également déclaré le ministre. De son côté, le premier ministre a répété qu'il reconnaissait la réalité kurde : « Ce que je veux dire, c'est que l'on ne peut pas dire « vous êtes turcs » à des concitoyens qui s'affirment kurdes. Les concitoyens qui disent : « Je suis kurde » ont des droits égaux à ceux qui disent : « Je suis turc ». L'Etat leur appartient également. »

Pour positives qu'elles soient, ces propositions ne sont cependant pas de nature à satisfaire les Kurdes, à long terme. « Que ferons-nous de la radio et de la télévision en kurde, après avoir perdu tant de martyrs ? » soupire un marchand du bazar de Diyarbakir. « Nous n'avons pas attendu soixante-dix ans pour cela ! »

Abdullah Ocalan a publié un protocole conjoint avec son rival de longue date, le dirigeant du Parti socialiste du Kurdistan (PSK) - avec lequel il vient de se réconcilier, - mentionnant le principe d'une fédération, inconcevable pour la plupart des Turcs, que les deux dirigeants kurdes de Turquie envisagent après une période de transition.

« Le gouvernement est coincé dans une position difficile », explique un journaliste de Diyarbakir, qui craint que la coalition au pouvoir et certains faucons de l'opposition ne parviennent pas à un consensus national, nécessaire au règlement de cette question. L'accueil réservé par la presse et l'opinion publique à l'annonce du cessez-le-feu du PKK prouve, cependant, que le premier ministre, qui se réfère maintenant avec fierté à la « mosaïque » culturelle qui fait la richesse de la Turquie, ne peut pas se permettre d'ignorer cette occasion exceptionnelle de mettre fin au séparatisme kurde.

Faute de quoi, le 15 avril peut-être, dans quelques mois ou dans plusieurs années, les attaques reprendront. « Résoudre le problème prendra peut-être cinq ou dix ans », explique M. Dogan. Mais il faut que le processus de paix commence immédiatement. »

NICOLE POPE

(1) Village du Kurdistan irakien où plusieurs milliers de Kurdes avaient été gazés, en 1988, par l'armée de Saddam Hussein.

L'Événement  
du Jeudi  
25 mars 1993

# Les commandos de Téhéran n'ont pas désarmé

La Syrie, la Libye et l'Irak, ces trois Etats terroristes d'hier, se sont-ils amendés au point d'avoir renoncé à commettre le moindre attentat ? Ils n'ont en tout cas jamais été impliqués, ne serait-ce qu'au détour d'une phrase, dans les crimes commis par des groupes islamistes depuis la guerre du Golfe. A en croire les spécialistes, seul l'Iran n'a pas renoncé. « Ce pays demeure le plus sérieux et le plus dangereux des sponsors en matière de terrorisme international », a affirmé, début mars, Thomas McNamara, le patron des services antiterroristes américains.

Des preuves ? D'abord, l'acharnement du régime contre les opposants exilés. Le meurtre, le 16 mars à Rome, de Mohamed Hossein Naghdi, leader du Conseil national de la résistance iranienne en Italie, tué à bout portant par deux hommes à moto, paraît en effet signé : Naghdi était couché sur la liste des 32 cibles que les services secrets iraniens veulent éliminer. Liste retrouvée par la police allemande pendant l'enquête sur l'exécution à Berlin, le 17 septembre dernier, de quatre Kurdes iraniens...

Interpellés en novembre par la DST, quatre

Iranien proches des auteurs présumés de l'attentat de Berlin utilisaient des passeports ayant servi à deux des agents ayant participé en 1990, en Suisse, à l'exécution de Kazem Radjavi, le frère du chef des Moudjahidin du peuple, principal groupe d'opposants à Téhéran. Ajoutons le journaliste turc Ugur Mumcu, assassiné à Ankara le 24 janvier alors qu'il enquêtait sur l'activisme iranien en Turquie. Depuis l'assassinat de Chapour Bakhtiar, en août 1991, à Paris, les commandos iraniens n'ont pas chômé.

Ensuite, les attentats de représailles contre des pays occidentaux. La bombe ayant explosé le 28 août 1992 devant le comptoir Air France de l'aéroport d'Alger, causant 9 morts et 123 blessés, et celle qui fut désamorcée à temps devant l'agence Swissair ont été posées par quatre agents iraniens, débarqués et repartis le jour même, qui disposaient de passeports de service de l'ambassade d'Iran à Alger. Elle fait suite à l'extradition de Suisse vers la France d'Ali Rad Vakili et de Zia Sarhadi, deux des assassins de Chapour Bakhtiar.

L'arrestation et la détention à Téhéran de

deux hommes d'affaires français et du Suisse Hans Bülher, représentant de la société Crypto (désormais libérés), procèdent également d'une volonté d'intimidation de la justice occidentale. Comme la condamnation à mort, le 26 janvier, d'un certain Helmut, citoyen allemand accusé d'avoir « espionné pour l'Irak ».

Enfin, le soutien financier et militaire au Soudan, cet Etat islamiste hébergeant et entraînant, selon l'Egypte et la CIA, de nombreux commandos terroristes, et celui accordé au mouvement palestinien extrémiste Hamas et au Hezbollah libanais complètent le tableau. Robert Gates, l'ex-directeur de la CIA, affirme que l'Iran a organisé les récentes offensives terroristes en Egypte. Les slogans de Radio Téhéran, qui accuse Le Caire d'« avoir déclenché une guerre inhumaine et criminelle contre l'Islam », ne constituent pas vraiment un démenti.

Mais il ne faut pas pour autant tout mélanger. Rien ne permet aujourd'hui d'affirmer sans hésiter, comme le font les Moudjahidin du peuple, que l'Etat iranien a planifié et organisé les attentats du World Trade Center et de Bombay... P. KARPIK et C. CHICLET

Journal de Genève — 27 mars 1993

TURQUIE Suite à la trêve du PKK

## Ankara baisse sa garde vis-à-vis des Kurdes

Plusieurs signes montrent un assouplissement de la politique d'Ankara envers ses 12 millions de Kurdes.

Le chef du PKK, qui mène la guérilla séparatiste des Kurdes de Turquie, a proclamé un cessez-le-feu unilatéral du 20 mars au 15 avril. On en constate déjà quelques effets positifs. Contrairement aux années précédentes, les festivités de Nevrôz (le Nouvel-An kurde célébré le 21 mars) n'ont pas été noyées dans le sang. On ne signale que quelques incidents isolés, les plus graves s'étant produits loin du Kurdistan, à Istanbul et à Adana. Dans le Sud-Est, les nationalistes kurdes comme les forces de l'ordre ont cherché à éviter les provocations. A Diyarbakir, la capitale régionale, le gouverneur s'est même joint à des groupes folkloriques dansant dans la rue.

La grande offensive que l'armée prépare au printemps contre les rebelles a été retardée et pourrait être décommandée si la trêve se prolonge. En outre, le ministre de l'Intérieur a évoqué la possibilité de lever l'état d'urgence en vigueur depuis 1987 dans les provinces à majorité kurde. Cependant, le gouvernement a réaffirmé son refus de négocier avec le PKK dont il exige la reddition sans condition.

Il y a encore d'autres signes d'un assouplissement de la politique d'Ankara envers ses 12 à 13 millions de Kurdes. Ainsi l'interdiction de donner des prénoms kurdes aux enfants pourrait être abolie. Les localités où une toponymie turque a été imposée pourraient

reprendre leurs anciens noms ou l'ajouter au nouveau. Tunceli redeviendrait Dersim, bastion de la résistance kurde depuis près d'un siècle.

Il est aussi question d'autoriser une station de radio kurdophone, voire d'introduire des émissions en kurde à la télévision. Une loi remontant à 1924 en interdit l'usage en public mais il en va tout autrement dans la pratique. Depuis une année il existe deux hebdomadaires rédigés en kurde, « Rojname » (Journal) et « Welat » (Patrie) ainsi que des films parlés en kurmandji. Un institut d'études kurdes a même été inauguré dans le centre d'Istanbul en avril dernier. Cela ne représente toutefois que les premiers pas vers une reconnaissance complète des droits culturels des Kurdes en Turquie. Il faudrait encore que l'usage de la langue kurde soit autorisé dans l'enseignement et dans l'administration.

Les nationalistes kurdes revendiquent beaucoup plus. En même temps qu'il proclamait le cessez-le-feu, Abdullah Ocalan, chef du PKK, annonçait sa réconciliation avec son principal rival, Kemal Burkay, leader du parti socialiste kurde de Turquie, de tendance modérée.

Les deux dirigeants se sont mis d'accord sur un programme commun qui prévoit non seulement la reconnaissance des droits ethniques et culturels des Kurdes mais encore la légalisation de

leurs partis politiques, une amnistie générale et la solution de la question kurde dans le cadre d'une fédération démocratique. Ce n'est plus un programme indépendantiste, mais pour Ankara c'est encore du séparatisme.

Il n'en resté pas moins que la trêve a permis l'amorce d'un processus d'apaisement. Si elle n'est pas remise en cause par des extrémistes de l'un ou l'autre bord, la guerre qui a commencé en 1984 et causé plus de 6000 morts s'arrêtera.

Les réactions de la presse et de l'opinion publique turques sont très favorables à une politique d'ouverture envers la minorité kurde. Selon un sondage

récent, si 55% des Turcs sont opposés à des négociations avec le PKK, 46% sont favorables à une solution politique. Tous les journaux importants ont publié des éditoriaux invitant le gouvernement à faire preuve de souplesse, voire à engager le dialogue avec des représentants modérés du mouvement national kurde. Il y a d'ailleurs, depuis les élections d'octobre 1991, une vingtaine de députés kurdes à l'Assemblée nationale, où ils siègent sous l'étiquette de HEP (parti populaire du travail).

Dans la perspective d'un dialogue entre le gouvernement turc et les autonomistes kurdes, un dirigeant kurde

d'Irak, Jalal Talabani, pourrait jouer un rôle de premier plan. Il est depuis longtemps en contact avec le leader du PKK dont le quartier général se trouve en Syrie ainsi qu'avec d'autres responsables kurdes de Turquie et il est également écouté par les dirigeants d'Ankara.

C'est d'ailleurs lui qui a transmis aux autorités turques l'offre de trêve d'Abdullah Ocalan comportant la renonciation à la lutte armée et au terrorisme ainsi que l'engagement de ne pas porter atteinte à l'intégrité territoriale de la Turquie.

**Armand Gaspard**

# Le problème des réfugiés

**Les huit Kurdes installés en Haute-Savoie sont à nouveau en situation illégale et la situation ne semble pas s'améliorer en Turquie où ils refusent de retourner.**

**D**ix-sept ressortissants turcs, dont quinze Kurdes, avaient fait une grève de la faim à l'automne dernier à Thonon, préférant mourir de faim en France plutôt que d'être expulsés en Turquie (\*).

Forts d'un comité de soutien regroupant des organisations et associations de tout bord (chrétiens, syndicalistes, politiques...) et d'une mobilisation importante (trois mille signatures avaient été recueillies pour une pétition qui avait circulé notamment dans les paroisses et lors du synode de La Roche-sur-Foron), les dix-sept requérants du droit d'asile avaient mis fin à leur action le 14 octobre dernier suite aux engagements pris par la préfecture de Haute-Savoie.

Celle-ci promettait de délivrer aux dix-sept requérants du statut de réfugiés (déboutés par l'Office français pour les réfugiés et apatrides ainsi que par la commission de recours) une autorisation provisoire de séjour de trois mois assortie d'une autorisation de travail, promettait la réunion rapide d'une commission administrative exceptionnelle pour examiner les dix-sept dossiers en Haute-Savoie.

## PAROLE NON TENUE

Depuis, les neuf réfugiés installés en Savoie, Isère et Vaucluse ont regagné leur département respectif.

La commission exceptionnelle s'est réunie pour la première fois à Thonon le 8 janvier dernier, soit une semaine avant l'expiration des autorisations accordées.

Depuis le 15 janvier ces

hommes sont en situation illégale sur le territoire français.

Contrairement aux engagements pris à l'automne dernier, la commission a pour mission de n'étudier que les dossiers des huit Kurdes de Haute-Savoie.

Le préfet aurait averti ses collègues des autres départements qu'ils auraient à traiter eux-mêmes les dossiers des neuf autres.

Lors d'une récente conférence de presse, les membres du comité de soutien ont évoqué "le parjure de l'administration" et critiqué la composition et le fonctionnement de la commission.

Siégeait en effet, outre deux représentants de la sous-préfecture de l'arrondissement de Thonon et un délégué du service des étrangers de la préfecture, un représentant parisien de l'OFRA, alors que cette structure avait déjà rejeté les demandes émanant de ces huit mêmes personnes en n'en ayant entendu que trois.

Les requérants ont dû se présenter seuls ou avec un interprète, sans l'assistance de leur avocat ni d'un membre du comité de soutien, des représentants de ce dernier ayant pu rencontrer la commission avant les audiences à huis clos.

Quatre Kurdes ont déjà reçu un rejet de cette commission exceptionnelle et n'ont donc plus aucune autorisation de résider légalement en France.

Reste qu'il est humainement "difficile" de renvoyer en Turquie des personnes qui risquent d'y être arrêtées et emprisonnées, voire torturées ou tuées.

## L'ENGAGEMENT DE L'ÉGLISE

Le conseil pontifical pour la pastorale des migrants a publié à l'automne dernier un document stipulant que "personne ne doit être envoyé dans un pays où il craint des actions discriminatoires ou de graves atteintes à son intégrité physique."

Le préfet peut accorder des autorisations de séjour et de travail à des personnes qui se sont vues refuser le statut de réfugié si leur existence est en danger en cas de retour dans leur pays d'origine. Cela à titre exceptionnel et pour des raisons humanitaires.

C'est ce qui a été fait à l'automne dernier. Or la situation des Kurdes en Turquie ne semble pas s'améliorer : 750 Kurdes observeraient en ce moment une grève de la faim à Bruxelles, demandant à l'opinion publique internationale de faire pression sur l'Etat d'Ankara pour qu'il règle pacifiquement le problème kurde, réclament l'envoi par le Parlement européen et les parlements nationaux, d'une commission d'enquête sur le terrain.

Le compte-rendu de la Fédération internationale des Ligues des Droits de l'Homme, suite à une mission d'enquête en Turquie en septembre dernier, est accablant, mentionnant notamment un génocide en préparation.

"Les réfugiés sont une plaie honteuses de notre époque", dit Jean-Paul II. Elle est en tous cas difficile à cicatriser.

**Isabelle Jeannin**

(1) Voir Le Courrier Savoyard des 9 et 16 octobre 1992.

# Les Kurdes contre l'oubli

Newroz : le Nouvel An kurde est fêté depuis plus de 2.600 ans par ceux qui n'ont pourtant jamais eu de véritable pays pour le célébrer. Comme elles le font depuis trois ans, les familles kurdes de Vic-le-Comte ont retrouvé, pour un soir, un morceau intact du Kurdistan.



*Côte à côte, un représentant de la communauté kurde (à gauche) et un membre de l'association franco-kurde : apprendre la solidarité au quotidien.*

LA Maison du Peuple était devenue kurde pour toute la journée de samedi : là, l'espace d'une journée, ceux arrivés en Auvergne en août 1989 pouvaient à nouveau se convaincre que leur mémoire était restée intacte. Près de trois ans et demi, qu'ils sont arrivés d'un camp de réfugiés en Turquie. « Il a fallu repartir à zéro ; on ne savait rien. Surtout pas que trouver du travail était aussi difficile ». Une réflexion qui revient souvent dans les familles kurdes qui vivent à Vic-le-Comte. Beaucoup d'hommes n'ont pas trouvé d'emploi ; et ceux qui avaient une spécialité se sont heurtés à la non-reconnaissance de leurs diplômes. C'est le cas de deux infirmiers, qui ont dû reprendre le chemin de l'école pour espérer pouvoir exercer enfin leur métier ici.

Car le temps du retour vers l'Irak semble encore bien aléatoire : certains ont essayé, comme ce vieil homme de Sainte-Florine. Tous sont revenus, convaincus que la vie en Irak leur était encore impossible.

Hier, aux côtés de l'associa-

tion franco-kurde de Vic et du Secours populaire, ils ont fêté leur pays ; parlé de ce qui s'y passe encore, maintenant que les caméras sont allées voir ailleurs.

« Nous n'oublions pas, et nous aimerions que les Français ne nous oublient pas non plus ». Message qui cache souvent une détresse silencieuse, mais réelle.

Tous se sont glissés, bon an mal an, dans le carcan de l'exil. Les enfants parlent français, vont à l'école. Certaines femmes ont adopté le comportement des Européennes ; et les hommes, tous anciens résistants, tentent autrement qu'avec des armes, de nous convaincre qu'il reste beaucoup à faire, là-bas entre Irak, Iran et Turquie. Beaucoup, pour que des exilés rentrent chez eux, sans peur, posent simplement leurs valises et disent : « Voilà, je suis chez moi ».

Chants et danses étaient là pour rappeler que l'exil ne change rien : l'espoir, c'est de revoir un jour ce Kurdistan qui n'existe sur aucune carte, mais que les réfugiés gardent intact dans leur mémoire.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, MARCH 29, 1993

## A U.S. Shift on Iraqi Leader *Ouster Is No Longer Linked to Sanctions*

By R. Jeffrey Smith  
and Julia Preston  
*Washington Post Service*

WASHINGTON — The Clinton administration plans to issue a statement on Monday making clear that Washington is no longer insisting on the removal of President Saddam Hussein as a condition for termination of international economic sanctions against Iraq, according to senior U.S. and diplomatic officials.

They said the statement, in defining the new administration's approach to what has been one of Washington's most vexing foreign policy problems, will try to "depersonalize" the conflict by getting away from the fixation on Mr. Saddam that prevailed under the Bush administration and instead demanding better conduct by the Iraqi government.

Nonetheless, the officials added, the statement will spell out other

conditions for removal of sanctions that officials predict will be unacceptable to Iraq, effectively dashing Iraq's hope of gaining relief soon from the embargo imposed by the United Nations in August 1990 after the invasion of Kuwait.

In a move that officials said was meant to counter any impression that Washington was softening its policy toward Iraq, the United States joined Friday with Britain, France and Russia in rebuking Iraq for continuing to flout conditions imposed by the UN Security Council after the Gulf War.

Representatives of the four major powers jointly summoned Iraq's UN envoy, Nizar Hamdoon, to inform him they were committed to ensuring full implementation of the UN conditions before trade sanctions are lifted. The envoys also warned that any provocative Iraqi reaction "would receive a firm response," according to Madeleine

K. Albright, U.S. ambassador to the United Nations.

"The reason we did this at this point is not that there have been any particular provocations, but as a signal of what our intentions are," Mrs. Albright said. "The United States government would like to make clear yet again that we are exactly where we were before, which is that we require full compliance" by Iraq.

By no longer tying the lifting of sanctions to Mr. Saddam's dismissal, the Clinton administration is breaking with what had been the position of President George Bush, who said the United States would not support removal of the trade embargo as long as Mr. Saddam remained in power.

The policy shift was publicly hinted at by Mr. Clinton in an interview with The New York Times a week before his inauguration but then disavowed by him

after it provoked criticism from some U.S. allies and lawmakers who favor maintaining strong pressure for Mr. Saddam's removal.

This time, officials said, the administration's policy has been discussed in advance with the governments of Britain, France and Russia and with senior UN officials.

Officials said the U.S. statement would likely be matched by a similar policy statement from the British government. Foreign Secretary Douglas Hurd of Britain discussed the idea with the U.S. secretary of state, Warren M. Christopher, and others during meetings in Washington last week.

The new position is expected to bring the United States and Britain in line with France and Russia, which have not insisted on Mr. Saddam's removal. It could also give the Security Council new flexibility to make what one diplomat called "technical adjustments" to some sanctions, particularly those that have hit Iraqi children and other civilians by, for instance, preventing the import of washing powder and educational materials.

The United States will continue to insist that Iraq destroy its most

lethal weapons, halt attacks on minority Kurdish and Muslim populations and accept the supervised sale of Iraqi oil to buy food and medicine for civilians, officials said.

It will also continue to demand that Mr. Saddam return property captured during Iraq's occupation of Kuwait, respect all border demarcations approved by the United Nations, halt violations of human rights, disclose the names of

past weapons suppliers and accept a long-term program of monitoring by the United Nations to prevent development of nuclear, chemical or biological weapons and ballistic missiles.

Iraq has previously refused to accept many of these demands, which are spelled out in UN Security Council resolutions.

Mr. Bush, in a speech in June 1991, declared that "we will not remove sanctions from Iraq as long

as the brutal Saddam Hussein remains in power." He said the following month that "the United States will not have improved nor normalized relations with Iraq as long as Saddam Hussein is in power."

When Mr. Clinton, in his Jan. 13 interview, first indicated that he would not insist on Mr. Saddam's removal, Washington and Baghdad were in the midst of another round of military skirmishing. Iraq was

trying to halt inspections of its weapons facilities by UN experts and to shoot down allied planes enforcing a ban on Iraqi military flights over regions populated by Kurds and Shiites.

A week later, when Mr. Clinton took office, Mr. Saddam abruptly stopped the provocations, saying he hoped for better relations with the new administration.

## U.S. Accuses Iran of Breaking Iraqi Oil Embargo

By R. Jeffrey Smith

*Washington Post Service*

WASHINGTON — The Clinton administration has secretly protested to Iran about a large shipment of oil that U.S. officials say Iran obtained from Iraq in apparent violation of international trade sanctions.

Senior U.S. officials expressed concern in interviews that the oil shipment may reflect an agreement between the neighboring countries to flout the trade sanctions imposed against Iraq by the United Nations Security Council after the 1990 invasion of Kuwait.

Iran responded to the U.S. protest by insisting that it was respecting the trade embargo, the officials said. But U.S. intelligence sources have concluded that the shipment was too large to have taken place without the Iranian government's awareness and most likely stemmed from an Iraq-Iran deal.

The officials said that if Iran decides not to adhere to the sanctions, the United States and its allies will have difficulty pressuring President Saddam Hussein of Iraq to comply with UN orders constraining the development of nuclear, biological or chemical weapons or barring government attacks on ethnic and religious minorities.

Officials said that, according to several intelligence reports, the oil shipment appeared to have involved dozens of tanker trucks. The officials declined to identify the shipment's route or provide other details. They were uncertain about

the exact quantity involved but said the amount was too much to be considered low-grade smuggling.

Washington's protest to Iran was reportedly issued through diplomatic intermediaries in Europe. Officials declined to say what nations were involved. Washington, which has not had diplomatic relations with Tehran since 1979, routinely passes such messages through the Swiss government.

A senior U.S. official said it was "a matter of concern" to see something like this happen with the knowledge of the Iranian government.

"The Iranians are aware of our views on the subject of any Iraqi oil traffic across the border," he said.

The officials said the administration had not decided whether to protest formally to a special Security Council committee that oversees implementation of the trade sanctions against Iraq.

Iraq has been seeking a buyer for its oil since the UN ordered a global halt to such purchases after Iraq's invasion of Kuwait in August 1990.

Mr. Saddam has declined a UN offer, however, to sell Iraqi oil under international supervision and use the proceeds to buy food and medicine for civilians.

U.S. officials said they were unsure why Iran, which suffered 500,000 deaths in its brutal 1980-1988 war with Iraq, might be interested in helping bail out Mr. Saddam. But U.S. intelligence sources

concluded that the two nations may have discussed large-scale oil transfers from Iraq on a handful of occasions in 1991 and 1992 without reaching any agreement.

Washington has been struggling to ensure that Iraq's neighbors maintain tight control over border traffic with Iraq. The United States has complained to Jordan about its failure to halt oil shipments from Iraq. Although these shipments are continuing, a U.S. official said, the United States has decided not to complain to the United Nations.

Iran, unlike Jordan, has opposed U.S.-backed negotiations to bring peace to the Middle East, a factor that has contributed to the absence of any reservoir of goodwill in Washington on which to draw.

Moreover, the CIA director, R. James Woolsey, testifying last month to the Senate Governmental Affairs Committee, reiterated Washington's concern that Iran was "trying to export violence and to destabilize regimes in the Middle East" and wanted "to dominate its own neighborhood" through a large military buildup.

Several officials said the Clinton administration's swift reaction to Iraq's reported shipment of oil to Iran reflected more than longstanding U.S. antipathy to Tehran.

They said the complaint also reflected the administration's desire to appear tough on Iraq at a moment when policymakers reportedly were preparing to drop a long-standing, explicit U.S. demand that Mr. Saddam be removed before trade sanctions are lifted.

Coullisse Diplomatique- 12 mars 1993

LES KURDES IRAKIENS CREENT UNE ARMEE UNIFIEE

Les rebelles kurdes regroupent leurs forces armées pour bouter l'armée irakienne hors du territoire qu'ils lui disputent dans le nord de l'Irak. Fouad Ma'soum, Premier Ministre du gouvernement autoproclamé du Kurdistan, a déclaré que l'objectif était de constituer une armée de 35.000 hommes sous commandement unique. "Le gros problème c'est l'argent. Qui va payer le soutien logistique, les uniformes, la nourriture, les armes et les soldes ?", a observé Raousch Chaouais. Le gouvernement kurde met également sur pied une force de police de cinq à 6.000 hommes. Vaste programme !

Le Provençal - 28 mars 1993

○ HUMANITAIRE

# Un médecin phocéén en mission au Kurdistan

C'est, certes, un véritable message d'espoir que ramène Bernard Grandjon du Kurdistan. Un message qui tient dans l'existence même d'un panneau que le vice-président (marseillais) de Médecins du Monde a trouvé à sa huitième entrée dans cette région du nord de l'Irak : "Bienvenue au Kurdistan".

"Le choc est immense, note-t-il. Le Kurdistan n'est pour ainsi dire pas reconnu. Il existe à pei-

ne au plan politique en dépit des 25 millions d'habitants qui y vivent dans un territoire montagneux grand comme la France. Et de l'autre côté de la frontière, en Turquie, on n'appelle pas les Kurdes par leur nom, mais par une périphrase : les "Turcs des montagnes". Ce panneau, en Irak, est la conséquence évidente, non de la clairvoyance des hommes, mais de la déconfiture d'un gouvernement..."

De fait, derrière ce panneau, un pays prend vie peu à peu. "Avec un Parlement librement et démocratiquement élu", note Bernard Grandjon, avant de raconter la suite de son voyage par des routes enneigées et bien peu praticables, vers les hôpitaux de Ranya et d'Azadi où Médecins du Monde travaille déjà depuis longtemps.

Mais derrière cet espoir, la menace demeure. Tout le rappelle. De-

puis un pont détruit que remplace un bac improvisé, jusqu'aux rigueurs dûes au blocus "qui raréfie et renchérit tous les produits de base". Et bien sûr, jusqu'à ces bombardements par l'aviation iranienne du second de ces hôpitaux, voici 15 jours tout juste :

"Combien de temps encore, s'indigne le vice-président de Médecins du Monde, engagés ici aux côtés de plusieurs autres associations humanitaires, la Communauté internationale continuera-t-elle à ignorer les violations permanentes du droit international, les massacres d'un peuple en Iran, en Syrie, en Turquie, tous pays amis de l'Europe ?".

J.-P.C.

Libération Champagne - 30 mars 1993

## L'opposition irakienne confirme la découverte d'un charnier de 1.500 corps

Un charnier de 1.500 cadavres a été découvert au Kurdistan irakien, dans l'enceinte de l'ancien quartier général du 5ème corps d'armée irakien, a confirmé dans un communiqué à Londres le Congrès national irakien (CNI), qui affirme regrouper l'ensemble de l'opposition au président Saddam Hussein.

La découverte de ce charnier, près d'Erbil, avait été rapportée dimanche par la BBC, citant des responsables kurdes dans le nord de l'Irak et selon lesquels les exécutions dateraient du soulèvement kurde de mars 1991 contre Saddam Hussein.

Selon le CNI, "des cadavres de soldats en uniformes et de civils ont été découverts". "La plupart des soldats portaient encore les plaques militaires permettant de les identifier, et aucun des corps n'a été enterré conformément aux règles de l'islam", ajoute le texte.

La Marseillaise - 28 mars 1993

## TROIS HOMMES RETROUVES MORTS EN TURQUIE

Trois personnes, dont deux membres de l'Association turque des droits de l'Homme (ATDH), qui avaient été portées disparues depuis plusieurs jours, ont été retrouvées mortes dans l'est de la Turquie. Il s'agit de M. Cemal Akar, d'origine kurde (31 ans), membre de l'ATDH et président local à Erzincan (est) du Parti pro-kurde de l'Egalité et de la Démocratie (non représenté au Parlement), ainsi que de MM. Metin Can et Hasan Kaya, a indiqué un responsable de cette Association.

## Faches-Thumesnil

## Une soirée pour un collège au

**P**LUS de 200 personnes sont venues découvrir un peu plus le peuple Kurde samedi soir à la salle Baron. Le 21 mars, à minuit, avec le renouveau du printemps, on fête le nouvel an, au Kurdistan. C'est pour célébrer cette date symbole d'espoir, que le secours populaire a convié tous ses sympathisants à un repas typique de cette région déchirée, de ce peuple qui a bien failli être exterminé par Saddam Hussein, au moment de la guerre du Koweït.

De l'espoir, les Kurdes en ont encore, mais si on ne les aide pas, ils courent à la catastrophe. Voilà le message que Serge Rose et Bruno Defer, responsables respectifs des comités du Secours populaire de Faches-Thumesnil et Villeneuve d'Ascq, ont voulu

délivrer à travers cette soirée. Bruno Defer, qui s'occupe tout spécialement du projet kurde explique : « Une partie du Kurdistan appartient encore officiellement à l'Irak, elle subit d'une part le blocus de l'ONU sur l'Irak et en plus celui de

l'Irak, qui ne cache pas ses intentions belliqueuses à l'égard des Kurdes. Le danger serait de ne plus parler de ce peuple persécuté, laissant ainsi la porte ouverte à Saddam Hussein pour achever le génocide qu'il a déjà entamé ».

Les mots sont durs, choquants, à l'image d'une réalité insoutenable contre laquelle le Secours Populaire a décidé de lutter de toutes ses forces. La première chose est de parler d'eux, de ne pas oublier la tragédie qui se joue là-bas. Mais bien sûr, les Kurdes ont besoin d'aide, qu'elle soit

## Kurdistan

humaine, matérielle ou financière.

2<sup>e</sup> projet actuel, auquel contribueront les bénéfices réalisés lors du repas, est la construction d'un collège de 12 classes à Penjwin, ville du Kurdistan irakien, qui a été totalement détruite et abandonnée en 1983 pendant la guerre Iran-Irak. La population y est retournée en 1991, mais il ne reste qu'une école pour 17.000 habitants...

Toutes suggestions, aides sont évidemment bienvenues : vous pouvez contacter Serge Rose au 20.88.18.57.



## Saddam Hussein reste le maître de Bagdad

*Deux ans après la fin de la guerre du Golfe qu'il a perdue, Saddam Hussein, le président irakien, tient toujours son pays d'une main de fer. Plusieurs pays arabes voient en lui un symbole de la résistance aux Occidentaux.*

**B**agdad vit comme si la guerre du Golfe n'avait jamais eu lieu. Des milliers d'ouvriers effacent les traces des bombardements et reconstruisent la ville telle qu'elle était avant l'opération "Tempête du Désert" (voir encadré) déclenchée en janvier 1991.

Pourtant, la population subit encore très durement les conséquences de la guerre. Le niveau de vie a baissé. L'embargo\*, décidé par l'Organisation des Nations unies (ONU) contre l'Irak, empêche les autres pays de lui fournir des marchandises.

L'État vend à bas prix des produits de première nécessité, mais ils suffisent à peine aux besoins. Sur le marché libre, les denrées sont trop chères pour la plupart des Irakiens : un kilo de viande, par exemple, coûte l'équivalent d'une semaine de salaire d'un fonctionnaire.

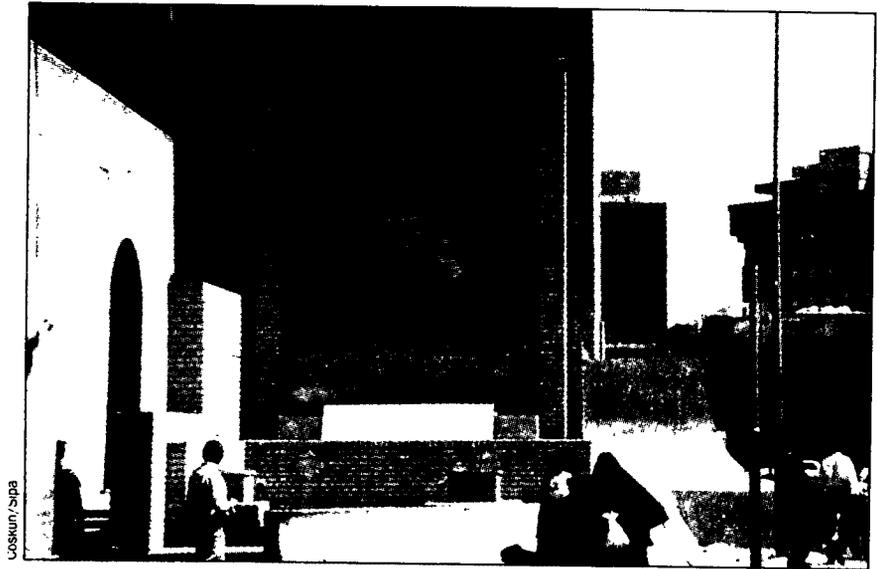
doublé. L'ONU a bien autorisé l'Irak à vendre son pétrole pour acheter vivres et médicaments, à condition de payer les dommages de guerre. Mais Saddam Hussein a refusé.

### L'opposition des Kurdes et des Chiïtes

La population, loin de l'en tenir responsable, accuse les Occidentaux de vouloir l'affamer par cet embargo.

La seule opposition à Saddam Hussein vient des Kurdes au nord du pays et des Chiïtes au sud. Depuis longtemps opprimées par le pouvoir de Bagdad, ces deux communautés se sont rebellées à la fin de la guerre, espérant qu'avec le soutien de l'ONU elles pourraient le renverser. Mais une fois obtenu le retrait des troupes irakiennes du Koweït, condition fixée par les Nations unies pour l'arrêt des hostilités, Saddam Hussein est redevenu le seul maître dans son pays. Et la répression a repris de plus belle.

Au nord, les Kurdes ont dû fuir leurs villes et leurs villages bombardés et se sont massés aux frontières dans des camps de réfugiés. Pour les protéger, l'ONU a fixé une "zone d'exclusion aérienne" située au nord du 36° parallèle, pour empêcher tout nouveau bombardement. Depuis août dernier, la même protection a été offerte aux Chiïtes vivant au sud du 32° parallèle.



Les portraits de Saddam Hussein ornent à nouveau les murs de la capitale, Bagdad.

Mais cette protection "humanitaire" ne signifie pas un soutien politique aux opposants à Saddam Hussein. Les Occidentaux craignent en effet l'éclatement de l'Irak et les bouleversements politiques qui pourraient s'en suivre dans toute la région du Golfe persique.

Pour les Irakiens, comme pour une partie des populations arabes, Saddam Hussein est le seul homme qui a osé dire "non" aux Américains, et qui ne

plie pas aux exigences de l'ONU. Le président irakien ne manque pas de faire remarquer que son "pire ennemi", Georges Bush, l'ancien président des États-Unis, a dû quitter le pouvoir, alors que lui est toujours en place.

Marie-Odile Pagniez

#### EN CLAIR

**Embargo** : mesure visant à empêcher l'entrée ou la sortie des marchandises vers un pays donné.

La Dépêche du Midi - 31 mars 1993

### Deux charniers découverts dans le Kurdistan irakien

Deux charniers ont été découverts dans le Kurdistan irakien, dans le nord du pays, comprenant au total plus de mille six cents cadavres, a indiqué hier, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) d'Irak. Selon l'UPK, l'un des charniers contenait les corps de soldats irakiens exécutés pour avoir refusé de participer à la guerre contre l'Iran (1980-1988) et à la répression contre les Kurdes.

Le Jour - 30 mars 1993

Irak

**Un charnier a été découvert près de la ville d'Arbil, dans le nord de l'Irak par des responsables kurdes. Il contient quelque 1.500 corps. Les cadavres seraient ceux de soldats arabes exécutés par le gouvernement irakien lors du soulèvement kurde de mars 1991 contre le régime du président Saddam Hussein. Les corps ont été retrouvés près de l'ancien quartier général de l'armée de Saddam Hussein avant que les peshmegas irakiens ne prennent le contrôle du nord du pays.**

# SUD SUD

Trimestrale d'informazione, analisi e dibattito su Mezzogiorno e Cooperazione Internazionale

MARZO 1993

## Il Kurdistan negato

DI LAURA SCHARADER

Nell'area del Golfo c'è una sola democrazia, quella instaurata nel Kurdistan iracheno liberato dai Pesh Merga (i partigiani kurdi) tra luglio e ottobre del 1991. Le elezioni, volute dal Fronte del Kurdistan che amministrava provvisoriamente la regione, si sono svolte nel maggio scorso. In un clima di festa popolare, hanno votato praticamente tutti, donne e uomini dai 18 anni di età. I 135 osservatori di diversi paesi del mondo hanno giudicato tali elezioni «fair and free», nonostante si siano svolte in un paese devastato, ai limiti delle umane possibilità di sopravvivenza.

Tra gli eletti al parlamento del Kurdistan, ci sono alcune donne. Una di esse, Kafia Sulaiman, è ministro. Cinque seggi erano riservate di diritto al Movimento Democratico degli assiri (cattolici di rito caldeo) e alla Lega dei Cristiani Uniti.

Primo ministro è un docente di filosofia, Fuad Maasum. Parlamento e governo hanno sede ad Erbil. In attesa della democratizzazione di tutto l'Irak, scopo delle elezioni era di dare un governo civile al territorio da cui il governo centrale di Baghdad aveva ritirato sia le forze armate sia

l'amministrazione.

Dal 23 ottobre 1991 infatti Baghdad mantiene il blocco totale su tutte le merci dirette al Kurdistan compresi viveri e medicinali e ha smesso di pagare i pubblici dipendenti invitandoli a stabilirsi fuori dal territorio liberato, se volevano continuare a percepire stipendi e pensioni. Nessuno lo ha fatto. Questa disubbidienza civile e pacifica di centinaia di migliaia di persone, che hanno preferito vivere in povertà e precariamente pur di non sottomettersi di nuovo alla dittatura, non ha purtroppo fatto notizia nel mondo della solidarietà e della nonviolenza.



Un punto di importanza fondamentale per comprendere la complessa situazione irachena, è che la Regione autonoma del Kurdistan non si differenzia su basi etniche ma su basi politiche.

La lotta prima dei partiti (clandestini in Irak) e poi del Fronte ha sempre avuto come obiettivo «democrazia per l'Irak, autonomia per il Kurdistan». «L'autonomia della regione, possibile solo, come lapalissianamente hanno sempre sostenuto i Kurdi, in un sistema democratico, è necessaria per le oggettive differenze di cultura, storia, lingua, religioni e tradizioni del popolo kurdo e delle minoranze del Kurdistan, anch'esse da tutelare. Va ricordato che la regione kurda, (ex Vilayeti di Mossul) doveva diventare autonoma nel riassetto di tutta l'area dopo la fine dell'Impero Ottomano, e che soltanto a causa della scoperta del petrolio nell'area di Kirkuk venne aggregata all'Irak, sottoposto a mandato britannico. Nella conferenza di Vienna (giugno '92) e nella ripresa dei lavori a Salahaddin in Kurdistan (settembre '92) pur mantenendo il principio dell'integrità territoriale di un futuro Irak democratico, l'Opposizione irachena si è espressa per l'autodeterminazione nel Kurdistan, cioè per la scelta tra autonomia amministrativa ed una forma di federalismo.



Per sottolineare la base politica e non etnica della loro lotta, i partiti che definiamo «kurdi» si chiamano in realtà tutti, così come il Fronte, «del Kurdistan». Ne fanno parte anche, e spesso con ruoli importanti, arabi, assiri, turcomanni. Nel Fronte c'è il Partito Comunista iracheno, così come il Movimento democratico assiro. Sia il Fronte che il governo del Kurdistan libero danno molta importanza al rispetto e alla valorizzazione delle religioni e delle etnie di minoranza presenti nel Kurdistan, nonché al ruolo della donna. Tra le tante associazioni fondate in Kurdistan nell'euforia della libertà, c'è anche una locale sezione di Greenpeace.

Ora, in Kurdistan sono costretti a tagliare gli alberi piantati a costo di morire per le mine, perché manca il combustibile da cucina e da riscaldamento.

L'amministrazione Bush è stata sempre ostile a questo esperimento democratico, che, partendo dall'unica forza politica radicata sul territorio (i numerosi partiti dell'opposizione irachena sono basati all'estero) dovrebbe consentire la democratizzazione dell'Irak. Tra le altre cose, è stato impedito ai pesh merga di liberare l'area petrolifera di Kirkuk, lasciando il territorio - per il 90% devastato dalle campagne irachene di genocidio e con un terzo della popolazione composta di profughi senza tetto e senza

niente - privo di risorse. Completamente accerchiata da nemici potentissimi, senza nessuna comunicazione con il mondo esterno tranne il confine lasciato aperto dalla Turchia ad un prezzo politico altissimo, la piccola democrazia del Kurdistan è un ostaggio delle potenze occidentali e locali, e affamata da un doppio embargo: non a caso la mortalità infantile in Kurdistan è oggi superiore di 11 volte rispetto alla regione di Baghdad.

È chiaro che l'embargo contro l'Irak colpisce le popolazioni e rinforza il regime. Esso infatti, gestendo e dosando merci, razioni alimentari e stipendi (grandi au- ▶

## mediterraneo

menti alle forze armate e di polizia) lascia in miseria gli oppositori (sciiti, il 55% della popolazione, e kurdi, 30%, oltre ad altre minoranze) mentre ha potuto non soltanto ricostruire (con quali importazioni?), ma provvedere al lusso degli alberghi con piscine ed erigere la nuova faraonica villa di Saddam Hussein. Non solo. Saddam Hussein, dopo essersi rinforzato all'interno nominando nei ruoli chiave del potere i peggiori macellai della sua tribù (come Hassan Ali al Majid, detto Ali il Chimico, o il Macellaio, ministro della difesa), usa strumentalmente l'embargo per riaffermarsi anche nei rapporti con l'estero. Intanto, continua a rifiutare di vendere petrolio sotto il controllo dell'ONU, cosa che lo costringerebbe all'acquisto di beni per la popolazione. È noto che il regime ha sostenuto con incentivi la nuova arabizzazione di Kirkuk, ha dedicato un forte budget agli atti terroristici contro i funzionari dell'ONU e altri ospiti del Kurdistan, (e ora, pare, anche contro i rifugiati kurdi all'estero) nonché alla propaganda denigratoria nei confronti della piccola democrazia. Dopo aver distrutto e avvelenato in Kurdistan uomini e animali, terra, acqua e vegetazione, insediamenti e attività che risalgono agli albori della cultura umana, il regime, nonostante l'embargo, ha quasi interamente prosciugato i 15 mila kmq degli acquitrini del sud. Un nuovo disastro ecologico e cultu-



rale, che condanna a morte la cultura antichissima e peculiare delle tribù arabe Madan, e un sistema ecologico un tempo ricco di una fauna unica al mondo.

Il 14 novembre si riuniranno ad Ankara i ministri degli esteri di Turchia, Iran, Siria e Arabia Saudita. Nonostante la rivalità è probabile che, come sempre è accaduto negli anni 70 (dalla

spartizione del Kurdistan) si troveranno uniti in una strategia antikurda. Ed è anche possibile che nella conferenza di Ankara sia proprio l'Arabia Saudita, da sempre alleata degli USA, a fare anche gli interessi di Saddam Hussein, che gli Usa finora hanno voluto mantenere al potere. Il 14 febbraio scorso, Saddam Hussein era stato intervistato dal quotidiano turco Hurriyet: «Per il problema kurdo - dichiarava, rivolgendosi ai dirigenti turchi - «occorre trovare una reale soluzione insieme... Se non agiamo adesso insieme, poi sarà troppo tardi. Facciamo quindi un incontro a tre o a quattro (gli altri due sono Iran e Siria, ndr) per risolvere la questione kurda».

Alla fine del '90 il PKK (Kurdistan di Turchia), l'Unione Patriottica (Kurdistan d'Irak) e il Partito Democratico del Kurdistan d'Iran si erano accordato per un'azione unitaria. Vediamo quel che è accaduto in seguito. Primo: Repressione dell'insurrezione del Kurdistan iracheno (marzo '91) espressamente autorizzata dagli americani, esodo di oltre 2 milioni di persone, e conseguente dipendenza del paese dagli aiuti umanitari via Turchia. Secondo. Un accordo tra Siria e Turchia dell'aprile scorso ha costretto il PKK ad abbandonare il suo quartiere generale e la sua Accademia militare nella Valle della Bekaa. Terzo. Dopo l'assassinio a Vienna (1989) del grande leader

del PDK-Iran, Gassemlou, gli emissari iraniani hanno assassinato a Berlino nel settembre scorso il suo successore. Quarto. Innumerevoli raids aerei della Turchia a partire dall'agosto del '91, «contro le basi del PKK nel Kurdistan iracheno»: bombardati anche con il napalm villaggi e campi profughi, nonché i raccolti, causando vittime civili (molti bambini bruciati dal napalm) e nuovi esodi dai villaggi. Quinto. La Turchia ha subordinato l'arrivo degli aiuti per sfamare il Kurdistan iracheno alla estromissione dei guerriglieri del PKK. Il Kurdistan iracheno ha comunque invitato più volte i guerriglieri del PKK a rimanere: «Gli abbiamo detto che avremmo trovato per loro una sistemazione e che avrebbero potuto continuare a sostenere le loro idee con il loro giornale, ma dovevano smettere di attaccare la Turchia dal nostro territorio», ha spiegato il dr. Latif Rashid, dell'ufficio politico del UPK.



Ma il PKK ha bisogno di un nuovo quartiere generale, e non riesce a liberare l'area del Botan, sul confine turco-iracheno dalla parte turca. Riesce però - caso strano, nonostante lo spiegamento imponente di forze turche a bloccare a Diyarbakir per tre



settimane in agosto e di nuovo dal 6 ottobre scorso, i camion di viveri indispensabili alla sopravvivenza del Kurdistan iracheno. Il governo Kurdo, sia pur lacerato (4 ministri si dimettono) dà infine ordine ai Pesh Merga di disarmare i guerriglieri del PKK. Non c'è affatto l'intenzione di consegnarli ai turchi, anzi si cerca una soluzione a Salahddi (Kurdistan iracheno), trattando con Osman Ucalan, comandante militare del PKK. Si cerca anche di fermare l'invasione turca, che entra con carri armati fino a Zakho. Talabani, co-presidente del governo autonomo kurdo, denuncia la «violazione della sovranità irachena». Violazione tanto più strana in quanto la guerra tra PKK e Turchia, nonostante quel che dicono i media si svolge in Turchia.

«Quello che dicono i media

non è vero» ha dichiarato Ceudet Amed, portavoce del PKK, il 4 novembre, quando era annunciata la sconfitta del PKK. «Continuano i colloqui a Salahddin con i kurdi iracheni... La nostra guerra è concentrata in Turchia, dove abbiamo 20mila guerriglieri».

La strategia non nuova indicata da Saddam Hussein nell'intervista ad Hurriyet si sta puntualmente applicando. Intanto, scatta anche la propaganda antikurda. Turkia e Irak scatenano offensive politiche, diplomatiche, giornalistiche, oggi più efficaci dell'attuale silenzio stampa. Nella tragedia del Kurdistan, che è tale perché nessuno dei potenti (ONU, USA, CEE) vuole una soluzione politica, l'unica per salvare dal genocidio un popolo di 25 milioni che ha subito e subisce le prove più atroci, si assiste così



## mediterraneo

a crudeli stupide prese di posizione a favore dei kurdi «buoni» contro i kurdi «cattivi». Dimenticando che le scelte drammatiche derivano, per i kurdi, dalla necessità di sopravvivere, perché nessuno li aiuta. Può servire un paragone. I diritti dei palestinesi sono riconosciuti da diverse risoluzioni ONU, l'OLP per circa 25 anni è stata sostenuta con massicci finanziamenti soprattutto dall'Arabia Saudita e politicamente dalla Lega Araba, dai paesi europei (ovest ed est), dal Vaticano, dai non allineati. L'OLP ha un proprio osservatore ONU, è rappresentata all'estero con status diplomatico. La stampa è in grado di seguire la situazione dei Territori Occupati, mentre non è mai potuta entrare se non clandestinamente nelle

varie parti del Kurdistan. Per la Conferenza di pace si sono praticati infaticabilmente Bush e Baker. Eppure si è ancora lontani purtroppo dall'autodeterminazione per i palestinesi. Come stupirsi allora se i Kurdi sono talvolta costretti ad accettare situazioni impossibili perché in balia di 4 paesi e di loro sponsor senza nessun aiuto di nessuna altra parte? i Kurdi non hanno diritti e lo confermano l'unica risoluzione che nella storia dell'ONU riguarda il popolo kurdo, le cui rivendicazioni mettono in crisi il sistema degli stati autoritari dell'area, oggi ormai tutti di fatto schierati dalla stessa parte, grazie al «nuovo ordine mondiale» offende l'umanità, e la nostra personale coscienza.

Occorre agire politicamente a

favore del popolo kurdo nel suo insieme, e non faziosamente, sul piano rigoroso del sostegno dei diritti nazionali, e prima ancora del diritto alla sopravvivenza.

Sul piano umanitario, bisognerebbe portare aiuto almeno laddove per ora è concesso tenendo conto che non si tratta affatto di schierarsi politicamente ma di salvare bambini, donne, uomini di ogni età stanchi di guerra, sopravvissuti alle prove più dure, che sperano nella pace e nella solidarietà per resistere ancora.

Nessuno discute, giustamente, la necessità di aiutare le tribù somale o le etniche della ex Jugoslavia per quanto in lotta tra loro. i Kurdi non sono in lotta tra loro, anche se i dirigenti kurdo-iracheni sono stati costretti a una presa di posizione nei confronti non del PKK ma della sua belligeranza, che non sono in grado di sostenere. Dal Kurdistan iracheno hanno lanciato un appello per avere aiuto.

È difficile, ma si può arrivare ad aiutarli lasciando fuori per quanto è possibile sia Bagdad che Ankara.



24 Heures — 3 mars 1993

## Des camps de la mort en Irak

Des centaines de chiïtes irakiens, originaires de la région des marais (sud-est de l'Irak), ont été exécutés dans des «camps de la mort» dans le nord du pays, a affirmé, hier, le rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, Max Van der Stoel.

M. Van der Stoel, qui citait le rapport qu'il a remis à la commission, a fait état d'allégations «extrêmement troublantes».

### Témoignages concordants

Selon le rapport, des chiïtes habitant le sud du pays ont été transportés jusqu'à 200 à la fois vers le nord pour y être exécutés. Ces accusations sont fondées sur des témoignages de paysans habitant à proximité de la limite de cette zone nord qui est sous contrôle kurde. Les témoins, selon le rapport, affirment avoir vu des cars amenant des personnes dont les vêtements montraient qu'elles étaient originaires du sud. Ensuite des coups de feu ont été entendus au cours des nuits suivantes. Selon un témoignage, l'un des camps en question se trouve à Deebka, près d'Al-Sharqat, localité située à environ 110 kilomètres au sud de Mossoul.

Un grand nombre de personnes originaires d'Al-Kebaysh, dans la région de Nassiriya, auraient été amenées jusqu'à un camp de l'armée à une trentaine de kilomètres au sud-ouest d'Arbil, à proximité de la zone sous contrôle kurde. — (afp)

La Dépêche du Midi — 26 mars 1993

► **Newroz** Le nouvel an kurde sera célébré à Albi, à Pratgraußals, le 2 avril prochain. Au programme, notamment Sivan Perper, le plus grand chanteur populaire kurde. On peut réserver au 63.60.52.00, de 18 heures à 23 heures, jusqu'au 31 mars (100 francs, repas compris). L'intégralité des bénéfices sera versée à l'Institut kurde de Paris et servira à publier des livres pour les écoles du Kurdistan.

Le Courrier — 5 mars 1993

### TURQUIE

## Affrontements sanglants au Kurdistan

**Le Sud-Est est le théâtre d'une opération aéroterrestre contre les Kurdes: une cinquantaine de morts.**

Au moins 35 rebelles kurdes et quatre civils ont été tués depuis lundi dans le Sud-Est anatolien. Cette région, à majorité kurde, est le théâtre depuis trois jours de multiples opérations aéroterrestres de l'armée turque contre des rebelles kurdes ainsi que d'une attaque rebelle contre un village, a-t-on appris hier de source proche des forces de sécurité à Ankara.

Les forces de l'ordre turques ont intensifié ces derniers jours leurs opérations contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) dans le Sud-Est anatolien frontalier avec l'Iran, l'Irak et la Syrie. Elles ont arrêté à Istanbul, Izmir et Antalya des membres présumés du PKK accusés de «préparatifs d'opérations» à l'approche du Newroz (le Nouvel-An kurde, 21 mars). Au moins 60 personnes avaient été tuées lors d'accrochages entre forces de l'ordre turques et rebelles du PKK lors du Newroz 1992.

Une vingtaine de rebelles kurdes du PKK ont été tués lors d'une opération aérienne lancée mardi matin contre des groupes de rebelles kurdes réfugiés sur le mont Ararat à la frontière avec l'Arménie. Ils venaient de camps situés près de la ville iranienne de Mako, a rapporté l'agence semi-officielle Anatolie. ATS

Le Nouveau Quotidien — 17 mars 1993

## Ankara rabroue la guérilla kurde

*Le gouvernement turc répond durement à la proposition de cessez-le-feu lancée par les indépendantistes du PKK.*

Le premier ministre turc Suleyman Demirel a rejeté hier à Ankara tout «marchandage» avec le Parti séparatiste des travailleurs du Kurdistan (PKK), peu après que cette formation eut lancé un appel au cessez-le-feu. Cette réaction marque un durcissement du dirigeant qui avait eu des propos plus conciliants lundi en affirmant qu'il ne fallait pas «rejeter comme négligeable» ce genre de proposition.

«L'Etat ne peut pas marchander avec ceux qui versent le sang», a dit cette fois M. Demirel. «Ce n'est pas l'Etat turc qui verse le sang, il fait ce que tout autre Etat ferait pour préserver son territoire et son peuple (...). Cette organisation de criminels (ndlr: le PKK) a tué 1712 civils en un an et 95% de ses victimes étaient originaires du sud-est anatolien.»

Le ministre de l'Intérieur Ismet Sezgin a pour sa part appelé mardi le chef du PKK, Abdoullah Ocalan, dit «Apo», à «se rendre aux forces de l'ordre» et à «bénéficier de la loi sur les repentis», soit d'une éventuelle remise de peine.

L'armée turque poursuivait par ailleurs mardi ses opérations contre le PKK dans le sud-est anatolien avec notamment le bombardement lundi matin d'un camp mobile abritant quelque 70 guérilleros près de Diyarbakir.

La rébellion armée du PKK, déclenchée en août 1984 dans le «Kurdistan» de Turquie, a fait, depuis, plus de 6000 morts entre partisans, civils, militaires et policiers, sans compter quelque 2000 tués parmi les rebelles kurdes de Turquie réfugiés dans le nord irakien.

AFP

# Les Kurdes de Suisse et de Turquie célèbrent le «jour nouveau»

*Newroz, la grande fête traditionnelle kurde, tombe le premier jour du printemps. Fête tragique, souvent marquée par des massacres en Turquie. Des manifestations ont eu lieu hier dans plusieurs villes suisses.*

ALAIN CAMPIOTTI

**D**es Kurdes sont descendus hier après-midi dans les rues de cinq villes suisses: à Lausanne et à Fribourg, à Zurich, Saint-Gall et Bâle. Mais pas à Berne: l'autorisation de manifester ne leur a pas été accordée dans la capitale. A la veille du 21 mars, répondant (même s'ils ne le disent pas) à l'appel du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui depuis dix ans mène une meurtrière guerre d'indépendance en Turquie, ils voulaient annoncer Newroz (jour nouveau), grande fête traditionnelle kurde dont ils ont fait leur fête nationale, célébrant la victoire des Mèdes (dont les Kurdes se disent les descendants) sur les Assyriens en 612 avant notre ère.

**«Pourquoi tendrions-nous la main si nous n'étions pas forts?»**

Chaque année, Newroz est marqué en Suisse par un grand rassemblement de plusieurs milliers de personnes. Il aura lieu cette année à Bienne, mais avec un peu de retard, le 10 avril, parce que les Kurdes n'ont trouvé qu'à cette date une salle suffisamment grande. Aujourd'hui, la fête sera plus intime, dispersée, et les Kurdes attendront avec inquiétude des nouvelles du pays.

Car Newroz, depuis plusieurs années, est une fête tragique. Dans les villes du sud-est anatolien, la population descend dans les rues à l'appel du PKK, et se heurte chaque

fois aux forces de sécurité qui imposent par les armes l'interdiction de manifester. L'an passé, à Cizre, près de la frontière irakienne, et dans d'autres bourgs, des dizaines de Kurdes sont à nouveau tombés sous les balles.

Les mois qui ont suivi ont été marqués par une intensification des combats et de la répression, et il est certain que les guérilleros du PKK ont subi des coups sévères. En particulier parce que la Turquie a conclu en automne dernier une alliance militaire de circonstance avec les peshmergas kurdes d'Irak, pour attaquer les bases de repli du PKK dans la zone frontière, sur sol irakien. Les peshmergas étaient entrés dans ce combat fratricide pour préserver le semblant d'autonomie dont ils bénéficient depuis la défaite de Saddam Hussein, et qui dépend du bon vouloir turc.

Est-ce cet affaiblissement qui a poussé Abdullah Öcalan, le chef du PKK, à lancer mercredi un appel spectaculaire et inattendu au cessez-le-feu pour trois semaines, du 20 mars au 15 avril? Ces porte-parole en Suisse rejettent par ailleurs l'hypothèse: «Pourquoi tendrions-nous la main si nous n'étions pas forts?»

Mais la suspension des combats contient aussi un autre message: si Newroz est à nouveau marqué par des massacres, l'armée turque, semble dire Öcalan, en portera toute la responsabilité. Les Kurdes de Suisse attendent des nouvelles de Cizre et de Diyarbakir, leur capitale. Vendredi soir, de violents échanges de tirs ont encore été entendus autour de Cizre par les journalistes qui s'y sont rendus pour Newroz. □

Le Nouveau Quotidien — 16 mars 1993

## L'aviation iranienne bombarde des villages kurdes

Six avions iraniens ont bombardé samedi des villages kurdes ainsi qu'un hôpital tenu par des médecins français dans le nord de l'Irak, a informé, hier, la Fondation Danielle Mitterrand. La région visée, qui abrite notamment le siège du Parti démocratique du Kurdistan iranien, se trouve dans la zone de protection alliée. Cette attaque aurait provoqué la mort de six personnes.

Le Nouveau Quotidien — 16 mars 1993

## Signes d'assouplissement turc à l'égard des Kurdes

Une semaine après l'annonce d'un cessez-le-feu, qui semble respecté depuis le 20 mars par les rebelles kurdes, Ankara a laissé entendre qu'il pourrait assouplir sa politique au sud-est. Le ministre turc de l'Intérieur a évoqué une éventuelle abrogation de l'état d'urgence en vigueur depuis 1987 dans le sud-est anatolien, et une restauration des anciens noms kurdes de localités, ainsi que de l'autorisation de donner des prénoms kurdes aux enfants.

Echo Républicain — 31 mars 1993

## Charniers découverts dans le Kurdistan irakien

**D**EUX charniers ont été découverts dans le Kurdistan irakien, dans le nord du pays, comprenant au total plus de 1.600 cadavres, a indiqué à Damas, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) d'Irak.

Selon un communiqué de l'UPK - une des deux principales formations kurdes irakiennes d'opposition -, un charnier découvert récemment dans le nord de l'Irak contenait 1.500 corps de soldats irakiens exécutés pour avoir refusé de participer à la guerre contre l'Iran (1980-1988) et à la répression contre les Kurdes.

Le Nouveau Quotidien — 30 mars 1993

## Charnier irakien découvert

*C'est ce qu'annoncent l'opposition et la BBC.*

Un charnier de 1500 cadavres a été découvert au Kurdistan irakien, dans l'enceinte de l'ancien quartier général du 5e corps d'armée irakien, a confirmé dans un communiqué à Londres le Congrès national irakien (CNI), qui affirme regrouper l'ensemble de l'opposition à Saddam Hussein.

La découverte de ce charnier, près d'Erbil, avait été rapportée dimanche par la BBC, citant des responsables kurdes dans le nord de l'Irak et selon lesquels les exécutions dateraient du soulèvement kurde de mars 1991 contre Saddam Hussein. Selon le CNI, «des cadavres de soldats en uniformes et de civils ont été découverts».

AFP

Le Républicain Lorrain — 31 mars 1993

### Kurdistan

DAMAS. — Deux charniers ont été découverts dans le Kurdistan irakien, dans le nord du pays, comprenant au total plus de 1.600 cadavres, a indiqué, hier, à Damas, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) d'Irak. Selon un communiqué de l'UPK - une des deux principales formations kurdes irakiennes d'opposition -, un charnier découvert récemment dans le nord de l'Irak contenait 1.500 corps de soldats irakiens exécutés pour avoir refusé de participer à la guerre contre l'Iran (1980 - 1988) et à la répression contre les Kurdes. Un porte-parole de l'UPK à Damas a confirmé qu'un second charnier comprenant «plus de 100 cadavres» a été trouvé non loin du premier.

Haute Marne Libéré — 30 mars 1993

### Découverte d'un charnier kurde

Un charnier de 1.500 cadavres «de soldats en uniformes et de civils» a été découvert au Kurdistan irakien, dans l'enceinte de l'ancien quartier général du 5ème corps d'armée irakien, a confirmé dans un communiqué à Londres le Congrès national irakien (CNI). La découverte de ce charnier, près d'Erbil, avait été rapportée dimanche par la BBC, citant des responsables kurdes selon lesquels les exécutions dateraient du soulèvement kurde de mars 1991 contre Saddam Hussein.

Presse de la Manche — 30 mars 1993

#### ● Un charnier découvert en Irak

LONDRES. — Un charnier de 1.500 cadavres a été découvert au Kurdistan irakien, dans l'enceinte de l'ancien quartier général du 5ème corps d'armée irakien, a confirmé dans un communiqué à Londres le Congrès national irakien (CNI), qui affirme regrouper l'ensemble de l'opposition au président Saddam Hussein. La découverte de ce charnier, près d'Erbil, avait été rapportée dimanche par la BBC, citant des responsables kurdes dans le nord de l'Irak, et selon lesquels les exécutions dateraient du soulèvement kurde de mars 1991 contre Saddam Hussein. Selon le CNI, «des cadavres de soldats en uniformes et de civils ont été découverts». «La plupart des soldats portaient encore les plaques militaires permettant de les identifier, et aucun des corps n'a été enterré conformément aux règles de l'islam», ajoute le texte.

Presse de la Manche — 31 mars 1993

#### ● Deux charniers découverts dans le Kurdistan irakien

DAMAS. — Deux charniers ont été découverts dans le Kurdistan irakien, dans le nord du pays, comprenant au total plus de 1.600 cadavres, a indiqué, hier, à Damas, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) d'Irak. Selon un communiqué de l'UPK - une des deux principales formations kurdes irakiennes d'opposition -, un charnier découvert récemment dans le nord de l'Irak contenait 1.500 corps de soldats irakiens exécutés pour avoir refusé de participer à la guerre contre l'Iran (1980-1988) et à la répression contre les Kurdes. Dans une déclaration à l'AFP, un porte-parole de l'UPK dans la capitale syrienne a affirmé qu'un second charnier, comprenant «plus de cent cadavres», avait été trouvé non loin du premier.

Alsace — 30 mars 1993

### MASSENGRAB MIT 1500 LEICHEN IM IRAKISCHEN KURDISTAN ENTDECKT

Ein Massengrab mit etwa 1500 Leichen ist im irakischen Teil Kurdistans entdeckt worden. Nach einer Erklärung des oppositionellen irakischen Nationalkongresses, die am Montag in London veröffentlicht wurde, befindet sich das Grab auf dem Gelände des früheren Hauptquartiers des 5. Korps der irakischen Armee. Damit wurden Informationen kurdischer Funktionäre bestätigt, die am Sonntag von dem britischen Sender BBC veröffentlicht worden waren. Nach diesen Angaben handelt es sich bei den Toten um Kurden, die während des Aufstandes im März 1991, unmittelbar nach dem Ende des Golfkriegs, von irakischen Soldaten hingerichtet wurden.

Wie es in der Erklärung des Nationalkongresses, der Sammlungsbewegung der irakischen Opposition, weiter heißt, wurden Leichen sowohl von Soldaten wie auch von Zivilisten gefunden. Die meisten Soldaten trugen noch ihre Erkennungszeichen, mit denen sie identifiziert werden könnten. Keiner der Toten sei gemäß der Vorschriften des Islam bestattet worden. Mit der Identifizierung der Toten wurde den Angaben zufolge begonnen. Über das Massengrab sei auch ein Videofilm gedreht worden, der Anfang April gezeigt werden solle.

# Les Kurdes, captifs de l'Histoire

DEVENEZ  
LES  
MESSAGERS  
DE L'ESPOIR



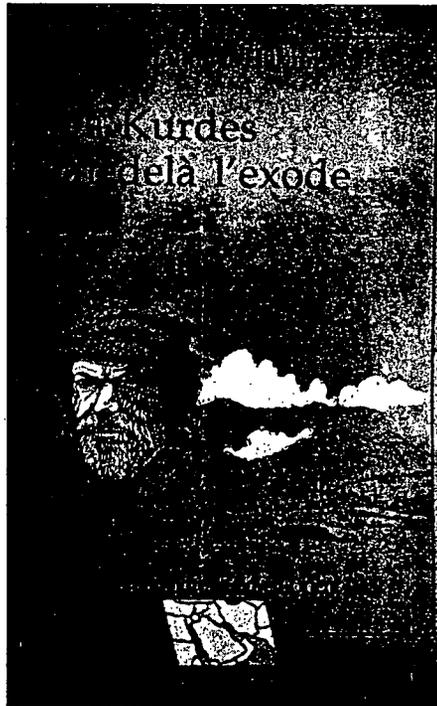
*Evoquer le peuple kurde sous toutes ses facettes, démêler l'écheveau de son histoire mouvementée, un livre y parvient de manière didactique, rigoureuse et poétique. Ecrit à plusieurs mains, toutes compétentes dans les différents domaines abordés, ce livre nous entraîne sur les traces d'hommes, de femmes et d'enfants en exil sur leur propre terre.*

Il est des livres utiles qui traitent de sujets complexes sans être pour autant des pensums indigestes. "Les Kurdes par-delà l'exode" est de ceux-là. Cet ouvrage agit comme une pause salutaire dans le chaos d'images et de sons qui fait trop souvent office d'information. Des Kurdes, nous ne connaissons que leurs révoltes et leurs souffrances. Nous ne savons rien, ou si peu, de leur mode de vie, de leur culture et des enjeux occultes qui en font un peuple toujours condamné à l'exode.

D'accès facile, les différentes contributions regroupées et organisées par Halkawt Hakim comblent cette lacune. Divisé en trois parties (Témoignages, Histoire et Economie, Littérature) ce livre offre de multiples entrées qui sont autant de textes clairs et concis. Lisible donc en tout lieu, aux heures creuses de la journée.

## La mosaïque kurde

Ecartelé, le peuple kurde survit actuellement sur quatre états différents : Turquie, Irak, Syrie, Iran, une zone géostratégique plutôt mouvementée. Du Kémalisme turc au panarabisme irakien et syrien en passant par le nationalisme persan, les auteurs décortiquent les différentes idéologies politiques responsables de l'oppression du peuple kurde. Si chacun de ces régimes réprime, déporte et massacre les Kurdes de son territoire, tous s'entendent pour les manipuler à des fins stratégiques. Du génocide arménien à la guerre Iran-Irak, l'utilisation des Kurdes par l'une ou l'autre des puissances régionales en conflit avec ses voisins est une pratique constante des tyrannies qui se



## TABLEAU

*Quatre enfants,  
turc, persan,  
arabe et kurde  
tous ensemble  
dessinèrent un homme,  
le premier : sa tête,  
le second : ses mains,  
le troisième : son corps et ses jambes,  
le quatrième accrocha un fusil  
à son épaule.*

Chërko Bêkas

partagent le Kurdistan. Utilisant les Kurdes selon leurs intérêts, les pays manipulateurs font d'une pierre deux coups. Ils sèment la zizanie dans le camp adverse et divisent la résistance kurde empêtrée dans des choix d'alliances plus ou moins judicieux.

## Le maintien d'une tradition

Mais "Les Kurdes par-delà l'exode" ne se contente pas de dévoiler la mécanique obscure d'un drame permanent. Il donne à voir un peuple, son organisation sociale, son économie et sa culture. De l'habitat en terrasse des sédentaires aux longs trajets rythmés par les saisons des éleveurs nomades, tout ici est minutieusement décrit. Le rôle joué par les structures tribales et féodales, frein à l'unité du peuple kurde et à sa lutte de libération, est analysé sans détours ni concessions.

Autre aspect, non des moindres, de cet ouvrage, la partie consacrée à la littérature de ce peuple marqué du sceau de la douleur. Des écrits vivants, par-delà l'exode, la répression, les massacres. Tradition orale, contes, théâtre et poésie nous sont donnés à lire dans une présentation sobre et impeccable ■

**Les Kurdes par-delà l'exode**  
Sous la direction de Halkawt Hakim. Editions de l'Harmattan, Collection Comprendre le Moyen-Orient, 142 F.

# La démocratie menacée d'oubli

DEVENEZ  
LES  
MESSAGERS  
DE L'ESPOIR



*Bientôt deux ans après la fin de la guerre du Golfe, les Kurdes d'Irak vivent un statu quo fragile. Sous la protection alliée, les Kurdes, pour l'instant maîtres de leur terre, relèvent les ruines du pays. Avec des voisins turcs et iraniens hostiles, aucune solution n'est en vue avec Bagdad et sans grand soutien de l'Occident.*

*Le Kurdistan irakien, dont on a tant parlé en avril 91 quand l'armée de Saddam a jeté sur les routes de l'exode deux millions de Kurdes, ne retient plus guère l'attention. Pourtant dans la zone placée sous protection de l'ONU, le peuple kurde s'organise. En mai 92, l'élection d'un Parlement, suivi de la désignation d'un gouvernement et de l'installation d'une administration, fait pour l'heure de la partie libre du Kurdistan, un îlot de démocratie dans une région, où depuis longtemps prime la loi de la force et la guerre aux minorités. La communauté internationale hésite au milieu du gué. Les vainqueurs de la guerre du Golfe et leurs avions neutralisent pour l'instant la vindicte du maître de Bagdad.*

*En revanche, les démocraties ne se bousculent pas pour participer à la relance d'une économie aux potentialités certaines, pas plus qu'elles ne manifestent un franc soutien politique au gouvernement kurde. Ce faisant, la mauvaise volonté de Saddam Hussein, ajoutée à l'application sans nuance de l'embargo promet aux Kurdes un hiver difficile, un de plus. Pour faire le point sur l'état du Kurdistan irakien, **Kendal Nezan**, président de l'Institut Kurde de Paris a accepté de répondre à nos questions.*

**Présence dans le Monde Après les élections du mois de mai et la formation d'un gouvernement, quelles sont les grandes lignes de la politique kurde ?**

**Kendal Nezan** A Erbil, c'est un gouvernement d'union nationale qui est en place. Tous les partis y sont représentés, même ceux qui n'ont pas d'élus au sein du Parlement kurde. C'est, par exemple le cas du Parti Communiste. Des personnalités indépendantes sont aussi membres du gouvernement.

Autour des deux grands partis, l'Union Patriotique Kurde et le Parti Démocratique Kurde, l'unanimité s'est faite sur le statut futur du pays. Aujourd'hui tous les Kurdes d'Irak veulent la création d'une fédération avec l'Irak. Le Kurdistan bénéficierait de compétences d'un Etat fédéré. Voilà pour l'objectif politique.

**Les Kurdes se sont attelés à la reconstruction du pays. Quels sont les résultats de cet effort ?**

**K.N.** La constitution d'une police et la réorganisation des peshmergas ont permis d'assurer la sécurité publique. Particulièrement en déjouant les nombreux attentats et actions de sabotage fomentés par les services secrets irakien et iranien.

Le département de l'Education, sans grands moyens - il y a un livre de classe pour dix ou quinze élèves - arrive vaillamment à instruire la jeunesse kurde. Le corps enseignant travaille et les écoliers passent leurs examens. Malheureusement, la difficulté des transports, en hiver surtout, prive les villages isolés de la présence permanente des instituteurs. L'université kurde a accueilli cette année 4 500 étudiants. Les villages rasés ou dynamités dans le passé par les militaires irakiens sont reconstruits par leurs

anciens habitants. Les paysans ont retrouvés leurs champs, et cette saison, les récoltes ont été bonnes. De mai à octobre, 80 % des besoins en nourriture ont été couverts par l'agriculture kurde. Les éleveurs reconstituent le cheptel avec les chèvres et les moutons donnés par leurs frères d'Irak.

Par contre, il n'y pas de réserves alimentaires à suffisance pour passer l'hiver. La population en souffre, comme elle souffre de la difficulté à se chauffer. Les programmes d'hiver de l'ONU, de la CEE et les 43 millions de dollars d'aide d'urgence accordés par le Congrès américain ont été considérablement retardés par les atermoiements de Saddam Hussein à passer un accord avec l'ONU. Les risques de famine ne sont pas minces, l'Irak s'ingéniant à restreindre par tous les moyens les livraisons humanitaires. Quatorze camions transportant les marchandises ont été sabotés à l'explosif.

**Quelles mesures attendez-vous de la communauté internationale ?**

**K.N.** Les USA et leurs alliés ont donné aux leaders kurdes, MM. Barzani et Talabani, l'assurance qu'ils ne toléreraient pas une action armée de Saddam Hussein. Voilà notre seule certitude. Encore faut-il que la nouvelle administration de M. Clinton confirme cette position.

Mais, au-delà, les Kurdes d'Irak ont un pressant besoin de la reconnaissance politique des nations démocratiques. Aujourd'hui, elle lui fait défaut. Et concrètement, ne peut-on donner aux Kurdes les moyens de leur autonomie quotidienne ?

Aujourd'hui, l'autonomie du Kurdistan c'est l'énergie. La pénurie de fuel bloque le redémarrage de la production. Pour peu que les paysans disposent de carbu-

rant pour les tracteurs, le pays est en mesure d'atteindre très rapidement l'auto-suffisance alimentaire. Nous manquons de fuel et pourtant le Kurdistan est riche en pétrole. Les puits sont là, mais restent inexploités parce qu'il manque une raffinerie. Les Occidentaux nous refusent cet équipement au prétexte que ce serait une atteinte à la souveraineté irakienne. C'est un peu deux poids, deux mesures. En effet, Bagdad exploite les champs pétroliers de Kirkouk, dans la partie du pays kurde qu'il contrôle. Et tout le monde sait qu'embargo ou pas, le pouvoir irakien vend ses hydrocarbures à la Jordanie. L'indépendance énergétique, à portée de main, est la clef de notre développement. Avec une raffinerie, le pays peut, à très brève échéance se passer de l'aide internationale.

Une raffinerie, du fuel pour nos tracteurs et le Kurdistan redevient le riche grenier qu'il fut dans le passé.

#### Quelle est la position du voisin turc ?

**K.N.** La position turque est bien connue. Ankara qui réprime dans le sang la minorité kurde de Turquie, est farouchement hostile à la création d'un Etat kurde à sa frontière. Ils pèsent de tout leur poids diplomatique pour empêcher la reconnaissance politique du gouvernement kurde d'Irak. Ils sont écoutés de Washington, Londres et Paris.

Les Occidentaux considèrent la Turquie comme un allié indispensable et un relais important de leur politique dans cette partie du monde ■

# Tenir dans l'incertitude

*Deux ans après l'exode kurde, l'action d'EquiLibre s'est bien développée. Malgré une situation marquée par la volonté de Saddam de voir les étrangers décamper du pays et les hésitations de la communauté internationale.*

**L**es ONG présentes au Kurdistan sont prises entre marteau et enclume. Le marteau, c'est Saddam Hussein, pris de la seule envie de voir les étrangers partir vite pour régler à sa manière le problème kurde. Pour cela, tout est bon, y compris les attentats contre l'ONU ou les ONG. L'enclume c'est l'ONU signataire d'un accord qui accepte la mise en fiches de l'activité des organisations humanitaires et spécifie que le matériel des ONG deviendra, après leur départ, propriété de l'Etat irakien. EquiLibre et la majorité des ONG ont refusé de contresigner cet accord inacceptable. Avec pour conséquence, temporaire espérons-le, de ne pas bénéficier des subsides de l'ONU. Par bonheur, sur le terrain, les choses sont plus faciles. L'opération "repas chaud" a débuté aux premiers jours de février et durera jusqu'à la sortie des classes, en juin. Les cantines, installées à côté de

45 écoles serviront 29 000 repas par jour. Financé par la CEE, ce programme a demandé un important effort d'approvisionnement en eau des cantines. Nous avons importé les vivres de Turquie. Mais tout fonctionne et 200 Kurdes sont salariés à la préparation des repas. Les forces de l'U.S. Army nous ont apporté un précieux concours de 50 000 litres de fuel, 15 000 litres d'essence et 400 tonnes de nourriture.

#### Se serrer les coudes

Le matériel des écoles est dérisoire. Les élèves, très nombreux, suivent les cours assis à même le sol. Avec l'ONG Medico International, nous avons mis en route la fabrication de 4 000 bureaux d'écoliers. Livrés le 15 février, ils ont été fabriqués par les menuisiers de l'association des Kurdes sourds-muets.

Nos contacts avec l'Union des Femmes Kurdes ont débouché sur un projet d'aide au reclassement des veuves de guerre et des plus pauvres des femmes seules. Elles recevront les rudiments de métiers artisanaux aptes à assurer leurs besoins financiers. A côté de cet apprentissage au tissage et à la broderie, elles pourront suivre des cours d'alphabétisation. Sur une année, nous prévoyons de donner à cent femmes dans le besoin les moyens de leur autonomie. Les locaux, fournis par l'Union des Femmes Kurdes, sont aujourd'hui réparés par nos soins. Enfin un projet de collaboration est né, pour réhabiliter 6 orphelinats. Les tâches sont réparties. La section kurde de "Save The Children" réparera les bâtiments. Handicap International trouvera le mobilier et les vêtements. EquiLibre assurera la formation des équipes éducatives et l'organisation de colonies de vacances ■



Egrainage du blé par les femmes d'Halabja



اوجلان وطالباني في المؤتمر الصحفي. (رويترز)

## أميركا تحذر إيران من انتهاك الحظر الجوي فوق العراق

# أوجلان يعلن في حضور طالباني هدنة مع تركيا ٢٥ يوماً

وفي واشنطن، أكدت وزارة الخارجية الأميركية أمس نبأ انتهاك طائرة إيرانية منطقة الحظر الجوي شمال العراق السبت الماضي لقصف أهداف كندية. وأفاد بيان للوزارة: «نواصل دعم وحدة أراضي العراق وسلامته وسيادته ولا يسمح بأي تحليق من أي نوع عدا تحليق طائرات التحالف شمال خط العرض ٣٨ وجنوب خط العرض ٣٢». وأوضح أن إيران على علم تام بهذا الإجراء. وأكد الحزب الديمقراطي الكردستاني الإيراني في بيان له أن هذا القصف أوقع ما لا يقل عن أربعة قتلى وكثيراً من الجرحى، واستهدف مقر مكتبه السياسي في كردستان العراق.

## اوجلان يعلن في حضور طالباني

تتمة الصفحة الأولى

نيسان،

وقال أن أي لجوء إلى العنف أو أي هجوم يشن لن يكون من جانب حزب العمال الكردستاني. وأضاف: «إن هذا الإعلان رد على دعوات من جانب المجتمع الدولي والرأي العام التركي والكرد في إعطاء السلام فرصة». وعلق على مخاوف الحكومة التركية التي أشارت إلى احتمال أن يحول حزب العمال عيد النوروز إلى «ثورة»، وقال: «للمرة الأولى أود أن أشير إلى أن مثل هذا الادعاء غير صحيح». وكان رئيس الوزراء التركي دعا إلى توخي الحذر في كل أنحاء تركيا في هذا العيد لتجنب «كابوس النوروز». وكان حوالي مئة شخص قتلوا في اشتباكات خلال هذه الفترة عام ١٩٩٢.

ولدى سؤاله عن موقفه إذا تجاهلت تركيا هذا العرض، قال: «إذا استمرت (انقطة) كما في السابق نقول لا وجود لكم ويجب أن تستسلموا اعتقد عندئذ بكل صدق بأن علي الدفاع عن نفسي... لا اعتقد بأن في الاستسلام حياة».

وأشار إلى استحالة تصور لقاء السلاح من جانب واحد كإتماماً، وقال: يجب أن تحصل مفاوضات... إن حزب العمال لا يدعو إلى الانفصال فوراً عن تركيا. نحن واقعيون».

تركيا، التي تجمعنا بها علاقات اقتصادية وتاريخية».

وكان رئيس الوزراء التركي سليمان ديميريل رفض سلفاً الدخول في أي مساومة مع حزب العمال، معتبراً في تصريح أول من أمس أنه «لا يمكن الدولة أن تتساوم مع أولئك الذين يريقون الدماء» في إشارة إلى الحركة الانفصالية الكردية التي تشن حرباً على انقرة جنوب شرقي تركيا

منذ اب (أغسطس) ١٩٨٤. وترافق كلام ديميريل مع تصريح لوزير الداخلية عصمت سيزغين دعا فيه أوجلان إلى تسليم نفسه إلى الشرطة التركية.

حسن النية

وأوضح أوجلان في المؤتمر الصحفي الذي ضم رهطاً من رجال الإعلام بينهم صحافيون أتراك أن هذه الهدنة أعلنت لمناسبة «عيد النوروز» (السنة الكردية الجديدة) التي تبدأ في ٢١ الجاري، وهي لفحة تم عن حسن النية تجاوباً مع دعوات إلى السلام. وأضاف: «يمكنني أن أعلن هنا أنه ما دامت قوات الجيش لم تهاجمنا وما دمنا لم نضطر اضطراراً شديداً إلى الدفاع عن النفس فلن نطلق النار اعتباراً من ٢٠ آذار (مارس) إلى ١٥

ببيروت «الحياة». رويترز، أف ب - أعلن زعيم حزب العمال الكردستاني عبدالله أوجلان وقف إطلاق النار من طرف واحد مع السلطات التركية لمدة ٢٥ يوماً بدءاً من السبت المقبل. وجاء هذا الإعلان في مؤتمر صحفي عقده في بلدة بر الياس في سهل البقاع اللبناني في حضور الأمين العام للاتحاد الوطني الكردستاني السيد جلال طالباني. وأكد أن حزبه واقعي ولا يسعى إلى الانفصال عن تركيا فوراً.

في غضون ذلك، اتهمت واشنطن الطيران الإيراني بانتهاك منطقة الحظر الجوي شمال العراق السبت الماضي بنش غارات على مقر الحزب الديمقراطي الكردستاني الإيراني المعارض، وحدثت ضمناً من مثل هذا الانتهاك.

وقال أوجلان إن وقف إطلاق النار الذي يستمر حتى ١٥ نيسان (أبريل) المقبل «سيكون فترة اختبارية أمل بأن تتنج البدء بمفاوضات سياسية مع الدولة التركية». وأكد مجدداً أن حزب العمال الكردستاني يرغب في التخلي عن العنف والدخول في «عهد جديد من السلام بين الشعبين التركي والكرد»، وأنه لا يرغب حالياً في الانفصال عن

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, MARCH 30, 1993

# Iraqgate: Leave No Rock Unflipped

By William Safire

WASHINGTON — How can Bill Clinton be saved from making the same tragic blunders that ruined George Bush in the Gulf? The new president has already started down the primrose path of dallying with Saddam Hussein.

Two months ago, Mr. Clinton surprised us by saying he would judge Saddam on his future "conduct," reversing U.S. policy to maintain sanctions on Iraq until the dictator had been deposed. After some heat from hawks who think that Saddam's proven aggressive nature, not his manipulative conduct, should determine U.S. policy, Vice President Al Gore was sent out to declare that U.S. resolve to oust Saddam had not changed.

Last week, the doves within the Clinton administration won; official policy reportedly is now to "depersonalize" U.S. differences with Iraq and to deal with Saddam in the hope that this mass murderer can be, in Mr. Bush's words, brought into the family of nations.

Behind the scenes, the old argument was trotted out: Because the greater threat is Iran, we mustn't be beastly to Iraq, its only regional counterweight.

Some of America's geostrategists never learn: Only last week the United States had to secretly protest Iran's under-the-table oil purchases from Iraq. Iran, which doesn't need the oil, wants to make friends with stability's enemy. Along with U.S. condoning of Jordan's purchases, this turns economic sanctions to force Saddam into compliance with his surrender terms into a dead letter.

The truth is that the West cannot influence, let alone control, the weird

Iran-Iraq dynamic, which alternates between killing each other by the millions and enriching each other by the billions. America's national interest is not to presume to balance the power of both nations, but to resist the empowering of each until one drops its megalomaniacal imperialism and the other its support of religio-terrorism.

How can the new administration learn the depth and extent of the danger it faces in appeasing Gulf dictators? The answer is to find out the truth about what happened in the recent past in the still-hidden scandal called Iraqgate.

There is an urgent need to know what U.S. government programs were perverted to provide secret backdoor foreign aid to Saddam; what lies were told Congress to conceal this conspiracy; and who reached which prosecutors in the Justice Department to obstruct investigation into a \$2 billion rip-off of taxpayers.

Last week, the House Judiciary Committee voted to revive the independent counsel law, which the Bush Justice Department — fearful of an unbiased look into its Coverup-Generals' actions — did its best to kill forever.

The much-needed law is soon to be taken up in hearings by the Senate's government operations subcommittee, chaired by Carl Levin, the Michigan Democrat. He was prepared to delay hearings to elicit testimony against the bill by Caspar Weinberger, the former defense secretary — pardoned in the

Iran-contra affair — who has strong feelings about special prosecutors.

Let me speed up proceedings by assuring Senator Levin that Cap will not testify. (Ironically, the law firm that Mr. Weinberger has just entered is Rogers & Wells, whose representation of Italy will be part of the Iraqgate inquiry; perhaps Cap will tell Bill Rogers how not to deal with tenacious prosecutors.)

Republican objections to the costliness of independent counsel have largely been met in the proposed bill. The new law would put a bookkeeper on the outside prosecutor's back; extend ethics and compensation guidelines of the Department of Justice to the independent counsel; and provide a fish-or-cut-bait clause requiring reassessment by a Special Court every three years. It even authorizes the attorney general to use this process to investigate Congress.

Although a presidential signature is promised, there is little enthusiasm on the Hill for a law enabling an independent force to flip over the flat rock of Iraqgate.

In the Senate, for example, the new co-chairmen of the Select Intelligence Committee, Dennis DeConcini of Arizona and John Warner of Virginia, refuse to answer any queries into the CIA's guilty knowledge of U.S. aid to Saddam's nuclear buildup; that see-no-evil attitude of senators eager to ingratiate themselves with the "community" suggests a failure of oversight past and future.

Time's a-wastin'; if the public does not soon learn the crimes of Iraqgate, Mr. Clinton may be destined to repeat them.

The New York Times.

Le Monde - 31 mars 1993

□ Découverte d'un charnier au Kurdistan. — Un charnier de 1 500 cadavres a été découvert près d'Erbil, au Kurdistan, dans l'enceinte de l'ancien quartier général du 5<sup>e</sup> corps d'armée irakien, a confirmé, lundi 29 mars, dans un communiqué publié à Londres, le Congrès national irakien (CNI), qui affirme regrouper l'ensemble de l'opposition au président Saddam Hussein. La découverte de ce charnier avait été rapportée, la veille,

par la BBC, citant des responsables kurdes selon lesquels les exécutions dateraient du soulèvement kurde du mois de mars 1991 contre le régime de Bagdad. Selon le CNI, « des cadavres de soldats en uniformes et de civils ont été découverts ». « La plupart des soldats portaient encore les plaques militaires permettant de les identifier, et aucun des corps n'a été enterré conformément aux règles de l'islam », ajoute le texte. — (AFP.)

L'Echo - 31 mars 1993

## Charniers découverts dans le Kurdistan irakien

DEUX charniers ont été découverts dans le Kurdistan irakien, dans le nord du pays, comprenant au total plus de 1.600 cadavres, a indiqué à Damas, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) d'Irak.

Selon un communiqué de l'UPK - une des deux principales formations kurdes irakiennes d'opposition -, un charnier découvert récemment dans le nord de l'Irak contenait 1.500 corps de soldats irakiens exécutés pour avoir refusé de participer à la guerre contre l'Iran (1980-1988) et à la répression contre les Kurdes.